This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

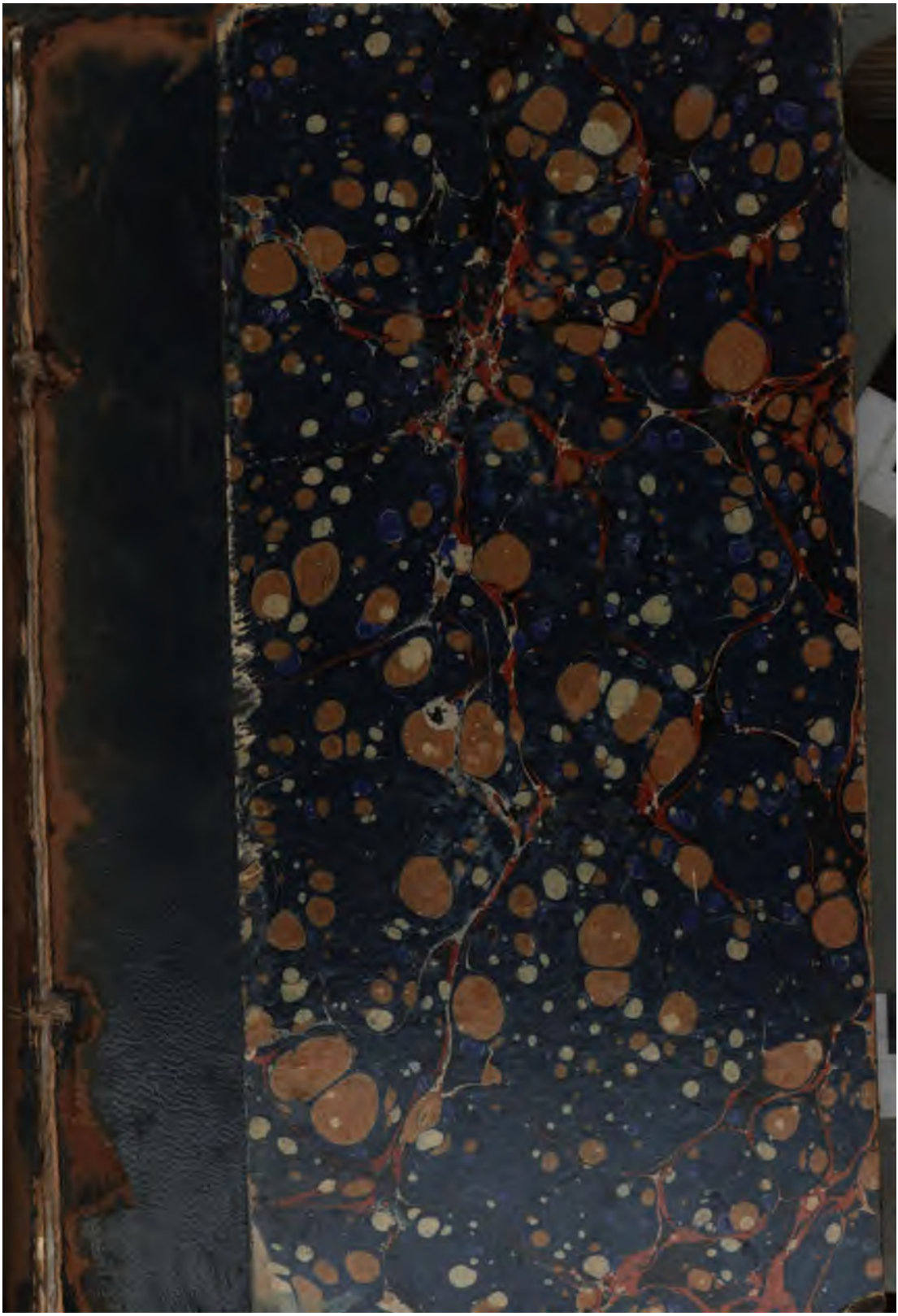
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



From the Farboe Library

LELAND·STANFORD·JVNIOR·VNIVERSITY

9480-40-213

MÉMOIRES

DE NAPOLÉON.

TOME IV.

PARIS, IMPRIMERIE DE GAULTIER-LAGUIONIE,
RUE DE GRENELLE-SAINT-HONORÉ, N° 55.

LIBRARY
Leland Stanford, Jr.
UNIVERSITY

CH M TALLEYRAND-PÉRIGORD
Ancien Evêque d'Autun,
Député à l'Assemblée Nale Constituante
de 1789.
Gravé par Verité
Dessiné d'après nature

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS LE RÈGNE

DE NAPOLÉON,

ÉCRITS A STE-HÉLÈNE SOUS SA DICTÉE,

PAR LES GÉNÉRAUX QUI ONT PARTAGÉ SA CAPTIVITÉ.

DEUXIÈME ÉDITION.

DISPOSÉE DANS UN NOUVEL ORDRE,

ET AUGMENTÉE DE CHAPITRES INÉDITS, ETC., ETC.

TOME QUATRIÈME.

LIBRARY

PARIS,

BOSSANGE PÈRE, LIBRAIRE,

RUE DE RICHELIEU, N. 60;

DUFOUR ET Cie, LIBRAIRES,

RUE DU PAON, N. 1.

1830.

M.

LIBRARY
LELAND STANFORD JUNIOR
UNIVERSITY

139175

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

CHAPITRE PREMIER.

OBSERVATIONS

SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES CAMPAGNES DE 1796 ET 1797 EN ITALIE.

Sur le feld-maréchal de Beaulieu. — Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal de Beaulieu.—Sur le feld-maréchal Wurmser. — Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Wurmser. — Sur le feld-maréchal Alvinzi. — Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Alvinzi. — Sur la marche contre l'armée du saint-siége. — Sur l'archiduc Charles. — Sur les manœuvres de Napoléon contre l'archiduc Charles.

PREMIÈRE OBSERVATION.

1° Une armée qui serait en position sur la crête supérieure des Alpes maritimes, appuyant sa gauche sur le col d'Argentières, sa droite sur le col de Tende, couvrirait tout le comté de Nice. Elle se trouverait éloignée de quinze à dix-huit lieues de la mer, trois à quatre jours de marche. Elle aurait derrière elle un grand

nombre de bonnes positions où elle pourrait se rallier, arrêter la marche du vainqueur; elle aurait le temps de faire sa retraite à volonté sur Gênes ou sur le Var. Ce théâtre d'opérations est assez profond pour pouvoir être défendu avec avantage.

Une armée qui occuperait les crêtes supérieures de l'Apennin, depuis Tanarello jusqu'au Saint-Bernard (du Tanaro), couvrirait une partie de la rivière du Ponant; elle occuperait des positions éloignées de la mer de deux jours de marche; elle aurait derrière elle Monte-Grande, San-Bartholomeo, Rocca-Barbena; la petite rivière de l'Arosoia, qui passe à la Pieva, à Albenga, est d'une bonne défense.

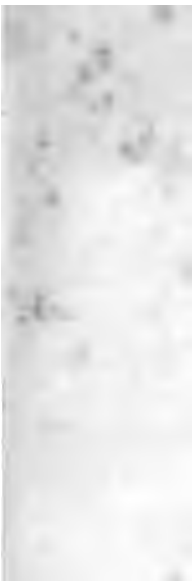
Cette armée pourrait donc aussi défendre le terrain, couvrir Oneille, et se porter sur Gênes ou sur Nice, à volonté; mais une armée qui occuperait la crête supérieure de l'Apennin, de Bardinetto à la Bocchetta, savoir: les hauteurs de Saint-Jacques, Cadibone, Montelegino, Stella, Montefaiale, couvrirait sans doute l'autre partie de la rivière du Ponant jusqu'à Gênes; mais comme cette armée ne serait éloignée de la mer que de deux à cinq lieues, elle pourrait être coupée dans le même jour, et serait exposée à n'avoir pas le temps de se rallier, de faire sa retraite. Ce champ d'opérations, mau-

vais, est de sa nature dangereux, parce qu'il n'a pas assez de profondeur.

2° Si le général Beaulieu eût réfléchi sur ces circonstances topographiques, il n'aurait pas marché sur Voltri pour couvrir Gênes; il se fût porté sur Acqui et sur Cairo; de là il eût débouché en même temps en trois fortes colonnes de 15,000 hommes : celle de gauche, par Montenotte, Montelegino et Savone; celle du centre, sur Cadibone et Vado; et celle de droite, sur la Madona delle Neve, Saint-Jacques et Finale. Il aurait eu une réserve à portée de secourir ces trois attaques. L'armée française se fût bientôt repliée de Voltri et de Gênes, pour défendre ces trois importantes positions. Le général autrichien aurait engagé la guerre sur un terrain tout-à-fait à son avantage, puisqu'il pouvait, dès le premier jour, couper l'armée française, l'acculer à la mer, et la ruiner.

3° Après la bataille de Montenotte, les Autrichiens se rallièrent sur la route du Montferrat; ils ne pouvaient pas faire autrement, puisque la majorité de leurs forces était sur Voltri, Sassello, et encore éparpillée sur leur gauche. Mais l'armée piémontaise, sous les ordres du général Colli, au lieu de se porter sur Millesimo, eût dû appuyer sur Dego et former la gauche de Beaulieu. C'était une erreur de supposer que, pour

PARIS, IMPRIMERIE DE GAULTIER-LAGUIONIE,
RUE DE GRENELLE-SAINT-HONORÉ, N° 55.



LIBRARY
Leland Stanford, Jr.
UNIVERSITY

à-dire une armée supérieure à l'armée française, dans une position aussi formidable que celle du Serraglio; il eût maintenu ses communications avec Modène et la basse Italie; il eût fait entrer une grande quantité de vivres dans Mantoue. Si le général français fût parvenu à forcer ce camp retranché, il ne lui eût pas été facile d'investir une armée qui eût occupé en force Saint-George, Cerea, Pietoli et Pradella. En se conduisant ainsi, Beaulieu n'eût pas été dans le cas de violer la neutralité de Venise. L'empereur aurait exigé et aurait obtenu que le sénat de Venise maintînt sa neutralité, ce qui lui eût été d'un grand avantage.

7° A défaut d'adopter ce parti, le maréchal Beaulieu pouvait, après avoir passé l'Oglio, se porter sur les hauteurs de Gavardo, et prendre la position de Saint-Ozetto, la droite à la Chiese, et la gauche au lac de Garda; l'armée française eût été forcée de prendre position vis-à-vis, en avant de Brescia; elle n'aurait pas pu s'étendre au-delà du Mincio pendant tout le temps que l'armée autrichienne aurait occupé cette position, ou toute autre entre les lacs d'Idro et de Garda.

8° Enfin, puisque le général autrichien, dans l'état où se trouvait le moral de son armée, ne pouvait pas livrer bataille, il ne devait pas se

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS LE RÈGNE

DE NAPOLÉON,

ÉCRITS A STE-HÉLÈNE SOUS SA DICTÉE,

PAR LES GÉNÉRAUX QUI ONT PARTAGÉ SA CAPTIVITÉ.

DEUXIÈME ÉDITION.

DISPOSÉE DANS UN NOUVEL ORDRE,

ET AUGMENTÉE DE CHAPITRES INÉDITS, ETC., ETC.

TOME QUATRIÈME.

PARIS,

BOSSANGE PÈRE, LIBRAIRE,

RUE DE RICHELIEU, N. 60;

DUFOUR ET Cie, LIBRAIRES,

RUE DU PAON, N. 1.

1830.

Dego, afin de couvrir la ligne d'opérations sur Savone. Il est à remarquer que, si Napoléon préféra la position sur le Belbo, en avant de San-Benedetto, à deux marches sur la gauche de Dego, laissant la chaussée de Savone à découvert, c'est qu'il voulut tenir son armée réunie, pour que Beaulieu ne pût se placer entre ses divisions et les isoler. Le camp de San-Benedetto couvrait l'armée qui manœuvrait sur Ceva. Si Beaulieu se fût porté sur Dego, le corps placé à San-Benedetto l'eût attaqué en flanc et par derrière; d'ailleurs la communication de Garessio, Ormea, était ouverte; le choix du camp de San-Benedetto, pour placer le corps d'observation contre Beaulieu, mérite d'être médité.

2° Les divisions Serrurier et Masséna marchèrent sur Mondovi : elles étaient suffisantes; dans ce temps-là Beaulieu ayant fait un détachement d'Acqui sur Nizza della Paglia, la division Augereau eut ordre de se porter à l'appui du camp de San-Benedetto, et après la bataille de Mondovi, elle se dirigea sur Alba, poussant une avant-garde sur Nizza della Paglia.

3° On a dit que Napoléon aurait dû passer le Pô non à Plaisance, mais à Crémone; on a eu tort : son opération était déjà assez audacieuse, puisque longeant le Pô depuis Alexandrie, il a

prêté le flanc, pendant vingt lieues, à l'armée autrichienne; s'il l'eût prolongé encore pendant sept lieues, il aurait été évidemment plus exposé. Beaulieu, arrivé à Fombio, aurait passé le Pô à Plaisance, et serait tombé sur les colonnes en marche; il aurait coupé la ligne d'opérations de la rive droite, comme il interceptait celle de la rive gauche, en observant l'Adda. D'ailleurs, Plaisance est située sur la rive droite, et cette ville offrait des ressources pour le passage de la rivière; Crémone est située sur la rive gauche; le peu d'Autrichiens qui s'y trouvaient étaient suffisants pour retarder le passage.

4° Si l'armée française, après la bataille de Lodi, eût marché sur Mantoue, elle aurait trouvé cette place sans approvisionnements, désarmée, et s'en fût emparée. Cette conjecture est très-hasardée : l'armée avait, en peu de jours, conquis toute la Lombardie; il fallait s'y arrêter assez pour former le blocus des forteresses, occuper les points les plus importants, et organiser l'administration. Ce que les Français ont fait dans ces circonstances est le maximum de ce que l'on peut exiger de rapidité et d'activité. Vouloir quelque chose au-delà serait demander l'impossible. Pendant les six jours que l'armée française séjourna en Lombardie, elle doubla ses moyens, en accroissant le matériel de son

artillerie, les remontes de sa cavalerie, et en ralliant les traînards qui étaient restés en arrière par l'effet des marches forcées.

5° La révolte de Pavie pouvait avoir de grandes conséquences : l'activité et la vigueur des moyens de répression, l'incendie de Binasco, le sac de quelques maisons de Pavie, les quatre cents otages pris dans toute la Lombardie et envoyés en France, le beau rôle de conciliateurs dont Napoléon investit les évêques et le clergé, tout cela est digne d'éloges, et doit être imité. Depuis, la tranquillité de ce beau pays n'a plus été troublée.

En confiant la police du pays à la garde urbaine, aux gardes champêtres et à des magistrats nationaux, il organisa le pays, épargna son armée, et se donna des auxiliaires.

6° La bataille de Borghetto a été donnée le 30 mai ; l'attaque de Wurmser est du premier août ; c'est dans ces soixante jours d'intervalle qu'une partie de l'armée a passé le Pô, pris les légations de Ferrare et de Bologne, le fort Urbain, la citadelle de Ferrare, Livourne, et a désarmé ces provinces. Les troupes étaient de retour sur l'Adige avant que Wurmser fût en mesure de commencer son opération ; c'est bien employer son temps. La force d'une armée, comme la quantité de mouvements en mécanique, s'évalue

par la masse multipliée par la vitesse. Cette marche, bien loin d'affaiblir l'armée, augmenta son matériel et son moral ; elle accrut ses moyens de victoire.

7° Si Napoléon eût mis à exécution l'ordre de son gouvernement, il se fût porté sur Rome et sur Naples avec 20,000 hommes, laissant le reste de l'armée sous Mantoue, aux ordres de Kellermann. L'Italie et l'armée eussent été perdues. Il n'eût fait qu'obéir à des ordres supérieurs, sans doute, mais il n'en eût pas moins été coupable. Un général en chef n'est pas à couvert par un ordre d'un ministre ou d'un prince éloigné du champ d'opérations, et connaissant mal ou ne connaissant pas du tout le dernier état des choses. 1° Tout général en chef qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais et désastreux, est criminel ; il doit représenter, insister pour qu'il soit changé, enfin donner sa démission plutôt que d'être l'instrument de la ruine des siens ; 2° tout général en chef qui, en conséquence d'ordres supérieurs, livre une bataille, ayant la certitude de la perdre, est également criminel ; 3° un général en chef est le premier officier de la hiérarchie militaire. Le ministre, le prince, donnent des instructions auxquelles il doit se conformer en ame et conscience ; mais ces instructions ne sont jamais

des ordres militaires, et n'exigent pas une obéissance passive; 4° un ordre militaire même n'exige une obéissance passive que lorsqu'il est donné par un supérieur qui, se trouvant présent au moment où il le donne, a connaissance de l'état des choses, peut écouter les objections et donner les explications à celui qui doit exécuter l'ordre.

Tourville attaqua quatre-vingts vaisseaux anglais avec quarante; la flotte française fut détruite. L'ordre de Louis XIV ne le justifie point; cet ordre n'était pas un ordre militaire qui exigeait une obéissance passive; c'était une instruction. La clause sous-entendue était, s'il y avait des chances de succès au moins égales. Dans ce cas, la responsabilité de l'amiral était à couvert par l'ordre du prince; mais, lorsque par l'état des choses la perte de la bataille était certaine, c'était mal comprendre l'esprit de cet ordre que de l'exécuter à la lettre. Si en abordant Louis XIV, l'amiral lui eût dit : « Sire, si « j'eusse attaqué les Anglais, toute votre escadre « aurait été perdue; je l'ai fait rentrer dans tel « port. » Le roi l'eût remercié, et, de fait, l'ordre royal aurait été exécuté.

On a justifié la conduite du duc d'Orléans devant Turin, en 1706; les historiens l'ont déchargé de tout blâme. Le duc d'Orléans était

prince; il a été régent; il était d'un caractère facile; les écrivains lui ont été favorables; tandis que Marsin, resté mort sur le champ de bataille, n'a pas pu se défendre. On sait pourtant qu'il protesta, en mourant, sur le parti que l'on prit de rester dans les lignes. Mais quel était le général en chef de l'armée française d'Italie? Le duc d'Orléans. Marsin, Lafeuillade, Albergotti, étaient sous ses ordres; il dépendait de lui de prendre ou non les avis d'un conseil de guerre, il le présida; il dépendait de lui de se conformer ou non à l'opinion de ce conseil de guerre. Le prince n'a pas été troublé dans son commandement; personne ne lui a refusé obéissance. 1° S'il eût donné l'ordre à l'armée de sortir de ses lignes; 2° s'il eût donné l'ordre à la gauche de passer la Doire pour renforcer la droite; 3° s'il eût donné positivement l'ordre à Albergotti de repasser le Pô, et que les généraux eussent refusé d'obéir, sous prétexte qu'ils ne lui devaient pas obéissance; tout serait bien, le prince serait disculpé... Mais, dit-on, Albergotti n'obéit pas à l'ordre qu'il reçut de faire un détachement sur la rive droite du Pô; il s'est permis des observations. Eh! c'est ce qui arrive tous les jours; ce ne fut pas un acte de désobéissance : si le prince lui eût envoyé un ordre positif, s'il se fût porté à son camp d'un temps de

galop, qu'il eût fait prendre les armes et qu'il eût commandé : *Tête de colonne à gauche*, il eût été obéi. 4° La bataille perdue, l'armée se retirait sur Asti, pour couvrir la Lombardie et joindre l'armée de Medavi, qui avait, le même jour, remporté une victoire à Castiglione. Le prince général en chef changea de résolution, et il se retira sur Pignerol, parce qu'il crut que la route de la Lombardie lui était coupée. Si l'obscure anecdote que l'on a colportée, que le duc d'Orléans n'était général que de nom, et que Marsin était investi d'un ordre secret du roi pour commander, était en effet vraie, le duc d'Orléans, en acceptant un pareil rôle à l'âge de trente-deux ans, aurait fait une chose contraire à l'honneur, digne de mépris, et qui aurait couvert de honte le dernier gentilhomme. Si les Français eussent été vainqueurs, qui aurait eu la gloire ? Le comte de Marsin était muni d'une recommandation du roi auprès de lui, pour que ce jeune prince écoutât de préférence ses avis, voilà tout. Le duc d'Orléans était le général en chef reconnu par les généraux, les officiers et les soldats; aucun ne refusa et n'eût refusé de lui obéir; il est responsable de tout ce qui a été fait.

Le général Jourdan dit, dans ses Mémoires, que le gouvernement lui avait fait insinuer de

donner la bataille de Stockach ; il cherche ainsi à se justifier de la mauvaise issue de cette affaire ; mais cette justification ne pourrait pas être admise, quand même il en aurait reçu l'ordre positif et formel, comme nous l'avons prouvé. Lorsqu'il s'est décidé à donner la bataille, il a cru avoir les chances favorables de la gagner, il s'est trompé.

Mais ne pourrait-il pas arriver qu'un ministre ou qu'un prince expliquât ses intentions assez clairement pour qu'aucune clause ne pût être sous-entendue ? qu'il dît à un général en chef : *Livrez bataille. L'ennemi, par le nombre, la bonté de ses troupes, et les positions qu'il occupe, vous battra ; n'importe, c'est ma volonté.* Un pareil ordre devrait-il être exécuté passivement ? Non. Si le général comprenait l'utilité et dès-lors la moralité d'un ordre aussi étrange, il le devrait exécuter ; mais s'il ne les comprenait pas, il ne devrait pas y obéir.

Quelque chose de semblable cependant arrive souvent à la guerre : un bataillon est laissé dans une position difficile pour sauver l'armée ; mais le commandant de ce bataillon en reçoit l'ordre positif de son chef, qui est présent au moment où il le donne, qui répond à toutes les objections, s'il y en a de raisonnables à faire ; c'est un ordre militaire donné par un

chef présent et auquel on doit une obéissance passive. Mais si le ministre ou le prince étaient à l'armée? Alors, s'ils prennent le commandement, ils sont généraux en chef; le général en chef n'est plus qu'un général de division subordonné.

Il ne s'ensuit pas de là qu'un général en chef ne doit pas obéir au ministre qui lui ordonne de livrer une bataille; il doit au contraire le faire toutes les fois que, dans son opinion, il y a égalité de chances et autant de probabilité pour que contre; car l'observation que nous avons faite n'est que pour le cas où les chances lui paraîtraient tout-à-fait contraires.

IIIe OBSERVATION.

1° Le plan du maréchal Wurmser, au commencement d'août, était défectueux; ses trois corps, l'un sous ses ordres directs, l'autre sous ceux de Quasdanowich, le troisième sous Davidowich, étaient séparés entre eux par deux grandes rivières, l'Adige et le Mincio, plusieurs chaînes de montagnes et le lac de Garda.

Wurmser devait ou déboucher avec toutes ses forces entre le lac de Garda et l'Adige, s'emparer du plateau de Rivoli, et se faire joindre à Incanale par son artillerie; 70 à 80,000 hommes ainsi postés, appuyés, la droite au lac de

Garda, la gauche à l'Adige, ayant trois lieues de front, eussent imposé à l'armée française, qui, comptant à peine 30,000 combattants, n'eût pu leur tenir tête ;

Ou bien déboucher, avec toute son armée réunie, par la Chiese, sur Brescia ; l'artillerie peut y passer.

2° Il fit, dans l'exécution de son plan, une faute qu'il paya bien cher : ce fut de perdre deux jours pour se porter sur Mantoue. Il devait, au contraire, jeter deux ponts sur le Mincio, à une portée de canon de Peschiera, et passer promptement cette rivière, joindre sa droite à Lonato, Desenzano Salo, et réparer ainsi, par une rapide exécution, les défauts de son plan.

3° Opérer par des directions éloignées entre elles et sans communications, est une faute qui, ordinairement, en fait commettre une seconde. La colonne détachée n'a des ordres que pour le premier jour ; ses opérations pour le second jour dépendent de ce qui est arrivé à la principale colonne : ou elle perd du temps pour attendre des ordres, ou elle agit au hasard. Dans cette circonstance, Wurmser eût dû éviter cet inconvénient et donner des ordres à Quasdanowich, non-seulement pour déboucher sur Brescia, mais même sur Mantoue, et se porter

lui-même avec le principal corps à tire-d'aile sur cette place forte. Quasdanowich serait arrivé à Mantoue, s'il ne se fût pas arrêté à Brescia ; il eût fait lever le siége, eût trouvé protection derrière les remparts de cette place, eût vécu de ses magasins ; la jonction s'y serait faite avec son armée, sur un point fixe et qui était à l'abri des vicissitudes de la campagne ; si Wurmser eût été battu avant d'arriver à Mantoue, Quasdanowich n'en aurait pas moins ravitaillé la garnison ; il aurait pu long-temps occuper le Serraglio, enfin, il aurait pris conseil des circonstances.

« Il est donc de principe qu'une armée doit « toujours tenir toutes ses colonnes réunies, de « manière que l'ennemi ne puisse pas s'introduire entre elles ; lorsque, par des raisons « quelconques, on s'écarte de ce principe, il « faut que les corps détachés soient indépendants dans leurs opérations, et se dirigent, « pour se réunir, sur un point fixe vers lequel « ils marchent sans hésiter et sans de nouveaux « ordres ; afin qu'ils soient moins exposés à être « attaqués isolément.

4° Au commencement de septembre, Wurmser se mit en mouvement pour se porter avec 30,000 hommes dans le Bassanais, en laissant Davidowich avec 30,000 hommes dans le Ty-

rol. Il devait prévoir le cas où le général français déboucherait dans le Tyrol, et prescrire à Dawidowich de ne pas recevoir bataille à Roveredo, mais de se replier sur Bassano, pour, réunis, donner bataille à l'armée française; les milices tyroliennes étaient suffisantes pour observer le Lavis; ou bien il devait faire en sorte de se trouver sur le champ de bataille dans le Tyrol, en faisant retirer Dawidowich sur Calliano et le Lavis. San-Marco, Mori, Roveredo, sont de bonnes positions; mais contre des troupes impétueuses, elles ne peuvent compenser le défaut du nombre. Dans toutes ces affaires de gorges, les colonnes, une fois rompues, se culbutent les unes sur les autres et tombent au pouvoir de l'ennemi.

5° Il était trop tard lorsque Wurmser conçut le projet de diriger la division du général Mezaros sur Vérone. Ce mouvement avait été prévu : Kilmaine y était avec un petit corps d'observation. Wurmser eût mieux fait de garder cette division à Bassano, au soutien des deux autres; mais enfin, puisqu'il voulait opérer sur Mantoue avec une partie de ses troupes, il fallait qu'il donnât à cette division 2,000 hommes de cavalerie, trente pièces de canon, un équipage de pontons; qu'il la dirigeât, non sur Vérone, mais sur Albaredo, où elle aurait

jeté son pont, et se serait portée à tire-d'aile sur Mantoue. La place eût été débloquée, les derrières de l'armée fort inquiétés; Vérone même pouvait être prise à revers. La garnison de Mantoue, ainsi renforcée, aurait pu se maintenir long-temps maîtresse de la campagne. Le maréchal se fût alors retiré de Bassano, avec ses deux autres divisions, ses parcs et son état-major, sur la Piave. L'armée française eût été obligée, par sa gauche, de se tenir sur le Lavis, en avant de Trente; par son centre, sur la Piave, pour s'opposer au corps principal de l'armée; et enfin d'accourir sur ses derrières à Mantoue, pour rétablir le blocus : c'était bien de la besogne pour une petite armée, et cela pouvait donner lieu à des changements de fortune.

6° La marche de Wurmser sur l'Adige, avec les 16,000 hommes restant de son armée, a été obligée. Il devait être cerné, acculé au fleuve, et forcé de poser les armes, parce qu'il n'avait pas d'équipage de pont, ses deux équipages et ses parcs de réserve ayant été pris à Bassano. Il ne dut le bonheur de pénétrer jusqu'à Mantoue qu'à la faute d'un chef de bataillon qui évacua Legnago.

7° Le maréchal laissa mal à propos dans Legnago 1,800 hommes et plusieurs batteries; la

retraite ne lui était plus possible dans la direction de l'Adige, où était toute l'armée française. Il fallait qu'il gagnât Mantoue; si cela ne lui était pas possible, il lui était plus facile encore d'entrer à Milan que de retourner à Legnago. Il s'affaiblit, et sacrifia du monde inutilement.

8° Wurmser eut également tort de risquer la bataille de Saint-George; il lui était plus profitable de se maintenir dans le Serraglio, qui est le vrai champ de bataille des garnisons de Mantoue, quand elles sont nombreuses.

9° Le maréchal pouvait également, pendant qu'il était encore maître du Serraglio, passer le Pô avec toute sa cavalerie, quelques bataillons de grenadiers et quelques batteries bien attelées, descendre la rive droite de ce fleuve, repasser le bas Pô, le bas Adige, et regagner Padoue: le général français eût appris cette opération trop tard pour pouvoir s'y opposer. Wurmser eût ainsi sauvé toute sa cavalerie, une grande partie de son artillerie, l'état-major de son armée, tout son quartier-général, et l'honneur des armes autrichiennes.

IV^e^ OBSERVATION.

1° Il y avait à Brescia un hôpital et un magasin français, et seulement trois compagnies de

garnison ; elles furent prisonnières de guerre. Si l'on eût fait mettre à l'abri d'un coup de main la citadelle, cela ne fût pas arrivé. C'est ce que l'on fit depuis, et ce que l'on eût dû faire plus tôt.

2° La division Soret, qui était à Salo, eût dû tenir une avant-garde sur le lac d'Idro, à la Rocca-d'Anfô, pour éclairer la chaussée de la Chiese jusqu'à Lodron, ce qui eût empêché que Brescia et Salo ne fussent surpris : on eût été prévenu douze heures plus tôt, et on aurait eu le temps de se mettre en défense.

3° Puisque entre les lacs de Garda et d'Idro il n'y a pour l'artillerie qu'un chemin praticable qui passe à la Rocca-d'Anfô, et qu'il fallait que l'on passât par ce défilé pour arriver à Salo, n'eût-il pas été plus convenable de placer la division Soret en position sur le lac d'Idro, derrière le défilé d'Anfô, et occupant par des redoutes, des retranchements et deux barques armées les avenues et le lac d'Idro ? Il eût fallu vingt-quatre heures à Quasdanowich pour enlever cette position, ce qui eût mis à même de prévenir à Brescia, à Salo, à Vérone et au quartier-général. La position qu'occupait la division Soret, à Salo, ne défendait, ne couvrait rien ; il faut donc convenir que cette division fut mal postée et n'occupait pas les positions qu'elle de-

vait occuper pour remplir son but : couvrir le pays, de la Chiese au lac de Garda.

4° On a dit : la marche de la division Masséna par la rive gauche de l'Adige, celle de la division Vaubois par la Chiese, en septembre, ont les mêmes inconvénients que celles de Wurmser et Quasdanowich, en août, puisque, dans les deux cas, les colonnes sont également séparées par l'Adige, le Mincio, le lac de Garda et les montagnes. Cette assertion n'est pas exacte. Loin d'être semblables, ces deux marches sont inverses : Wurmser et Quasdanowich se séparèrent à Roveredo, où ils étaient réunis, et marchèrent par deux directions qui forment un angle obtus ; de sorte que chaque jour ils s'éloignèrent davantage ; à leur troisième journée de marche, l'un était à Brescia, l'autre à Rivoli. C'est alors qu'ils étaient séparés par deux rivières, un lac et des montagnes, c'est-à-dire au moment où ils devaient rencontrer l'ennemi, où ils entraient en opération et débouchaient en plaine. Les deux colonnes françaises, au contraire, étaient, avant de se mettre en mouvement, l'une sur l'Adige et l'autre à Brescia ; elles marchèrent en suivant le même côté de l'angle, mais sur le sommet ; de sorte que le troisième jour elles arrivèrent l'une à Mori, l'autre à San-Marco ; elles se touchaient, et n'étaient séparées

que par l'Adige, sur lequel elles avaient jeté deux ponts, à Seravalle et à Roveredo. Ces colonnes n'ont jamais cessé d'être en communication; celle-ci devenait plus courte et plus facile à mesure qu'elles s'approchaient de l'ennemi, si bien qu'au dernier moment elles pouvaient se parler. Les deux colonnes de Wurmser sortaient des montagnes pour déboucher en plaine, tandis que les colonnes françaises quittaient la plaine pour entrer dans les gorges, où le nombre était moins important; ayant toutes deux le même but, celui d'arriver sur Trente, elles s'aidaient évidemment dans la marche, puisqu'elles arrivaient sur un théâtre étroit.

5° S'il est prouvé que ces deux opérations ne se peuvent comparer, s'ensuit-il que la marche du général français soit conforme aux règles et sans danger? On ne peut pas dire abstractivement que cette marche fût sans danger; mais elle en avait peu. Si Vaubois ne fût pas parti de Brescia et de Lodron, il eût dû revenir sur Polo pour y passer l'Adige, ce qui eût occasioné un retard de cinq jours. Les divisions Masséna et Augereau étaient déjà en colonnes sur une seule route, dans des gorges étroites; la division Vaubois n'eût été qu'un surcroît d'embarras. Napoléon se contenta de donner des instructions détaillées sur tout ce qui pouvait arriver, non-

seulement au général Vaubois, mais au général Saint-Hilaire, officier de confiance, qui commandait l'avant-garde. Il leur recommanda de se tenir bien éclairés, et de ne pas s'engager si l'ennemi, par un mouvement imprévu et inattendu, se portait à leur rencontre avec des forces supérieures; à cet effet, de tenir loin en arrière les parcs et les bagages, afin de pouvoir rétrograder d'une marche sans inconvénient. Enfin la division Vaubois fut constamment en communication avec l'armée, par Riva d'abord, et puis par le pont de Sarca; elle donnait et recevait des nouvelles trois fois par jour.

6° On a pensé que si Napoléon eût fait occuper Legnago comme place forte, qu'il y eût mis un commandant, des adjudants, des officiers d'artillerie et du génie, un commissaire des guerres; qu'il y eût réuni des magistrats et 4 à 500 hommes de garnison, indépendamment de quelques dépôts, il ne fût pas venu dans l'idée du commandant de cette place de l'évacuer, et que Wurmser n'aurait pu la forcer, puisqu'il était coupé de Mantoue, ce qui eût décidé sa ruine. Napoléon le sentit, car depuis il fit fortifier Legnago.

7° Si de prime-abord il eût construit des lignes de circonvallation à Saint-George, cela eût beaucoup gêné Wurmser. Il en fit construire

venir celui-ci, par les gorges de la Brenta, sur Bassano, laissant les milices tyroliennes sur Trente, et se présenter sur l'Adige avec toute son armée réunie.

2° En occupant la position de Caldiero, il eût dû établir des postes dans les marais d'Arcole et vis-à-vis de Ronco : il pensa mal à propos que ces marais étaient impraticables, ce qui permit d'y construire un pont et d'y faire déboucher l'armée, par la rive gauche, sur ses derrières, sans qu'il en fût informé.

3° Les communications entre le corps d'Alvinzi et celui de Davidowich étaient si difficiles, que, bien qu'ils ne fussent éloignés que de dix ou douze lieues, de Caldiero à Rivoli, ils furent plus de huit jours sans pouvoir communiquer. Le système du pays, au nord de Vérone, est extrêmement âpre : il n'y a aucune communication.

4° Alvinzi avait, sur le champ de bataille de Rivoli, quarante-quatre bataillons, vingt-quatre escadrons, et cent trente pièces de canon : en tout, 50,000 hommes sous les armes : mais il fit déboucher vingt bataillons et toute son artillerie (25,000 hommes), avec ses voitures et ses bagages, par la vallée de l'Adige, savoir, une colonne par la rive gauche, commandée par Wukassowich, forte de six bataillons, se

dirigeant sur la Chiusa, où elle fut arrêtée par 30 hommes en garnison dans ce fort; elle ne servit à rien. La colonne qui déboucha par la rive droite de l'Adige, y arriva, en passant cette rivière au pont de Dolce; elle longea pendant une lieue le pied du Monte-Magnone, resserrée entre cette montagne et la rivière. Dans plusieurs endroits il n'y a que la largeur de la route; le revers du Monte-Magnone est presque perpendiculaire à l'Adige; il n'y a aucune issue jusqu'au pied de la Chapelle San-Marco: d'un côté est le plateau de Rivoli, de l'autre, la chaussée de Trente à Peschiera, qui, arrivée au pied du plateau de Rivoli, traverse Osteria della Dogana et le petit hameau d'Incanale; mais ce chemin est dominé par le revers de la Chapelle San-Marco du côté du nord, et par les revers du plateau de Rivoli du côté du midi.

Avec les vingt-quatre autres bataillons, sans cavalerie et sans artillerie; c'est-à-dire avec moins de 25,000 hommes, Alvinzi franchit les hauteurs du Montebaldo, occupa tout l'espace compris entre Monte-Magnone et le lac de Garda. Ces dispositions étaient contraires au grand principe, qui veut qu'une armée soit, *tous les jours et à toute heure, en état de combattre*. Or, Alvinzi n'était point en état de com-

entre Monte-Magnone et le lac de Garda, de manière qu'ils fussent réunis, en communication, et ne formassent qu'une seule masse; 2° y réunir également ses trente escadrons de cavalerie; car c'est un préjugé, que de supposer que la cavalerie ne passe pas partout où passe l'infanterie; enfin, avoir à chaque colonne des pièces sur affûts-traîneaux; 3° ne faire de dispositions pour attaquer la division Joubert que le matin même de l'attaque, après l'avoir reconnue et s'être assuré de l'état des choses, par le retour des reconnaissances, le rapport des déserteurs, des prisonniers et des espions. Car il est de principe *qu'il ne faut faire aucun détachement la veille du jour d'une attaque, parce que, dans la nuit, l'état des choses peut changer, soit par des mouvements de retraite de l'ennemi, soit par l'arrivée de grands renforts, qui le mettent à même de prendre l'offensive et de rendre funestes les dispositions prématurées que vous avez faites.*

On est souvent trompé à la guerre sur la force de l'ennemi qu'on a à combattre. Les prisonniers ne connaissent que leurs corps; les officiers font des rapports bien incertains; c'est ce qui a fait adopter un axiome qui remédie à tout : *qu'une armée doit être tous les jours, toutes les nuits et toutes les heures, prête à opposer toute la résistance dont elle est capable;* ce qui exige

que les soldats aient constamment leurs armes et leurs munitions ; que l'infanterie ait constamment avec elle son artillerie, sa cavalerie, ses généraux ; que les diverses divisions de l'armée soient constamment en mesure de se soutenir, de s'appuyer et de se protéger; que dans les camps, dans les haltes et dans les marches, les troupes soient toujours dans des positions avantageuses, qui aient les qualités exigées pour tout champ de bataille, savoir : 1° que les flancs soient appuyés ; 2° que toutes les armes de jet puissent être mises en jeu dans les positions qui leur sont le plus avantageuses. Pour satisfaire à ces conditions, lorsqu'on est en colonnes de marche, il faut avoir des avant-gardes et des flanqueurs qui éclairent en avant, à droite et à gauche, assez loin pour que le corps principal puisse se déployer et prendre position. Les tacticiens autrichiens se sont constamment éloignés de ces principes, en faisant des plans basés sur des rapports incertains, et qui même, s'ils eussent été vrais au moment où ils arrêtaient les plans, cessaient de l'être le lendemain ou le surlendemain, c'est-à-dire lorsqu'ils devaient être exécutés.

Un grand capitaine doit se dire plusieurs fois par jour : si l'armée ennemie apparaissait sur mon front, sur ma droite ou sur ma gauche,

que ferais-je? S'il se trouve embarrassé, il est mal posté, il n'est pas en règle; il doit y remédier. Si Alvinzi se fût fait cette demande : *Si l'armée française vient à ma rencontre avant mon arrivée à Rivoli, et lorsque je n'aurai à lui opposer que la moitié de mon infanterie, point de cavalerie, point d'artillerie*, il se fût répondu : *je serai battu par des forces inférieures aux miennes.* Comment l'exemple de ce qui s'était passé à Lodi, à Castiglione, à la Brenta, à Arcole, ne le rendit-il pas plus circonspect?

6° Alvinzi déboucha en janvier; Mantoue était aux abois. Il opéra avec deux corps : le premier se porta sur Montebaldo, il y commandait en personne; l'autre sur le bas Adige, commandé par Provera. Le succès de Provera devait être sans résultat si Alvinzi était battu. On aggrava ces fautes du plan de campagne, en liant les deux attaques par une attaque centrale sur Vérone, qui n'avait aucun but, affaiblissait les deux attaques principales sans les lier, puisque les localités rendaient cela impossible. Il est vrai que les ordres de Vienne étaient que si Alvinzi était battu et que Provera réussît à débloquer Mantoue, Wurmser passât le Pô avec la garnison de Mantoue, et se retirât sur Rome; mais à moins qu'on ne fût assuré de la

coopération du roi de Naples, ce qui n'était pas, cela ne pouvait pas avoir de résultat.

7° Provera, après avoir surpris le passage de l'Adige, à Anghiari, eût dû passer sur la rive droite avec tout son corps, la division Bayalitsch comprise, lever son pont, se diriger sur Mantoue, qui était son seul refuge. Il y serait arrivé avec 20,000 hommes. Au lieu de cela, il n'y arriva qu'avec 8,000, parce qu'il laissa la division Bayalitsch sur la droite, 2,000 hommes à la garde de son pont, qui furent faits prisonniers; et qu'ayant perdu du temps, son avant-garde fut entamée. Arrivé dans la matinée devant Saint-George, il aurait dû être entré dans la place avant midi, par la citadelle, où il n'y avait pas de ligne de circonvallation, ou par Pietoli, traversant le lac qui est très-étroit dans cet endroit; il y avait plus de cent bateaux dans le port de Mantoue. Il perdit la journée et la nuit. Dès cinq heures de l'après-midi, Napoléon étant arrivé à la Favorite, avec une partie de l'armée de Rivoli, tout se trouvait changé. Provera fut obligé de capituler le lendemain matin. *Les Autrichiens, en général, ne connaissent pas le prix du temps.*

8° Le général Provera avait été pris à Cossaria, le lendemain de Millesimo; il avait fait preuve

de peu de talents, ce qui fut la véritable raison qui engagea Napoléon à l'exalter, afin de l'accréditer; cela lui réussit : Provera fut réemployé, et se laissa prendre pour la seconde fois à la Favorite. Il faut donc tenir pour suspectes les louanges de ses ennemis, à moins qu'elles ne soient données après la cessation des hostilités.

VI^e OBSERVATION.

1° On a dit que le pont de l'Adige devait être placé à Albaredo, et non à Ronco; on a eu tort. Kilmaine n'avait dans Vérone que 1,500 hommes. Après avoir passé le pont à Ronco, avant de marcher sur Arcole, on envoya une reconnaissance sur la digue de Porcil, et on s'empara de ce village où se porta Masséna, qui se trouva ainsi placé à deux lieues sur les derrières du maréchal Alvinzi. Si ce maréchal eût marché le même jour sur Vérone, comme cela était probable, l'armée française l'eût suivi en queue; il n'y avait aucun obstacle qui les séparât, et Alvinzi eût été acculé sur Vérone. Si le pont eût été placé vis-à-vis Albaredo, sur la gauche de l'Alpon, cette rivière ou les marais d'Arcole eussent couvert la marche d'Alvinzi, et lui eussent donné le temps de forcer Vérone. Les circonstances étaient si délicates! L'opération de

passer sur les derrières d'Alvinzi à Ronco est audacieuse, mais à l'abri de tout inconvénient; celle de passer l'Adige à Albaredo est téméraire, hasardeuse : elle compromettait Vérone et l'armée.

2° Pourquoi, le premier et le second jour, a-t-on abandonné Arcole? Pour pouvoir lever le pont de Ronco à minuit, si les nouvelles de Rivoli l'exigeaient, marcher alors sur Roverbella, et y arriver avant Davidowich. Si celui-ci arrivait devant Mantoue avant l'armée française, tout était perdu; si l'armée française y arrivait avant lui, tout était gagné. Réuni à Vaubois, le général en chef eût battu Davidowich, l'eût rejeté dans le Tyrol, et fût revenu sur l'Adige avant qu'Alvinzi eût pu passer cette rivière.

3° Il fallait, a-t-on dit encore, jeter, le premier jour, un pont sur l'Alpon, et déboucher en plaine; il le fallait faire au moins le deuxième jour! Non. Ce ne fut que le troisième jour de cette bataille que l'armée ennemie fut suffisamment affaiblie, démoralisée, pour qu'on pût espérer de la battre en ligne déployée. Ce fut même contre l'opinion des généraux qui trouvaient cette manœuvre trop hardie, et après avoir hésité une heure, que Napoléon en donna l'ordre le troisième jour. Il faut bien se rappe-

ler que l'armée française avait été affaiblie par la bataille de la Brenta, par celle de Caldiero; elle ne comptait plus que 13,000 hommes, et la première et la deuxième journée d'Arcole l'avaient encore réduite. On ne peut comprendre les manœuvres de cette bataille, qu'en connaissant bien le système topographique de Rivoli, Vérone, Castel-Novo, Mantoue, Ronco, Caldiero, Villa-Nova et Vicence.

4° La capitulation accordée à Wurmser est sans exemple. Napoléon s'y détermina par un sentiment de générosité pour ce vieux maréchal, qui eût pu être son grand-père; par le désir d'acquérir la réputation de clémence envers le vaincu; enfin pour témoigner toute son indignation de l'ordre que le directoire lui avait envoyé de traiter ce respectable maréchal comme un émigré pris les armes à la main, étant natif d'Alsace.

5° Napoléon aurait dû faire occuper le plateau de Rivoli, la Corona, la Chapelle San-Marco, et la Rocca-d'Anfò, par de bons ouvrages en bois et même en maçonnerie. L'Adige est chargé de trains de bois que le commerce fait descendre du Tyrol pour le porter à Ferrare et à Venise; la chaux et la pierre y sont très abondantes; Vérone et Brescia offrent toute espèce de ressources. En six semaines, on eût pu établir sur

le plateau de Rivoli, à la Chapelle San-Marco, à *la* Corona, à la Rocca-d'Anfò, quatre forts, qui, armés chacun d'une quinzaine de pièces de canon et de 4 à 500 hommes de garnison, eussent mis ces quatre débouchés à l'abri de toute surprise et de tout coup de main; cela eût valu à l'armée plus qu'un renfort de 15,000 hommes. On dit qu'après l'opération de Wurmser en août, où l'on avait éprouvé le danger que pouvait faire courir à l'armée le débouché de la Chiese, Napoléon donna l'ordre qu'on occupât la Rocca-d'Anfò, mais que les ingénieurs se jetèrent dans des plans trop étendus; qu'il eût fallu un an de travail pour les exécuter. Mais évidemment cette opinion des ingénieurs était erronée: à la guerre le chef seul comprend l'importance de certaines choses, et peut seul, par sa volonté et par ses lumières supérieures, vaincre et surmonter toutes les difficultés.

6° Mantoue tomba enfin après huit mois d'investissement. Des ingénieurs italiens avaient proposé de détourner les eaux du Mincio, et, par ce moyen, de dessécher les lacs de Mantoue, ce qui eût privé cette place de sa principale défense. Cette opération fut tentée par les Visconti, dans leurs guerres contre les ducs de Mantoue; mais ils n'étaient pas maîtres de Peschiera, et d'ailleurs les ingénieurs milanais

conduisirent leurs travaux sur de faux principes : ils essayèrent de barrer le Mincio par des digues, que la rivière finit par enlever. On sait assez qu'il ne faut pas s'opposer directement au cours des eaux; c'est en le caressant et en se soumettant à tous ses caprices, que les Hollandais ont assujetti l'Océan. C'eût été en dérivant les eaux dans le Tartaro et la Molinella, qu'on eût réussi.

7° Pour raccourcir la ligne de l'Adige, on a plusieurs fois indiqué, comme un moyen efficace, de couper la digue de la rive droite de cette rivière, près Legnago. Les eaux dérivées se mêleraient avec celles du Tartaro et de la Molinella, et feraient un marais de tout le pays compris entre l'Adige, depuis Legnago au Pô. Mais les résultats d'une pareille opération seraient funestes à cette province. Lors de la deuxième attaque d'Alvinzi et de Provera, en janvier, ce projet fut présenté à Napoléon, qui ne crut pas que l'urgence des circonstances pût l'autoriser à une pareille dévastation. Les Anglais n'en ont pas agi avec cette modération en Égypte. Pour obtenir un avantage de peu d'importance, ils ont coupé la digue du lac Madieh, et fait entrer la Méditerranée dans le lac Mareotis, ce qui faillit entraîner la ruine d'Alexandrie.

VII^e OBSERVATION.

L'armée française qui marcha sur Rome ne comptait que 4,000 Français ; elle était, il est vrai, de 9,000 hommes, en y comprenant les bataillons de nouvelle levée, Milanais et Bolonais, qui ne pouvaient pas encore être présentés en ligne contre des troupes régulières. Les efforts de la cour de Rome furent assez grands, mais produisirent peu de résultats. Quand une nation n'a pas de cadres et un principe d'organisation militaire, il lui est bien difficile d'organiser une armée. Si la France, en 1790, a mis si promptement sur pied de bonnes armées, c'est qu'elle avait un bon fonds, que l'émigration l'améliora plutôt qu'elle ne le détériora. La Romagne et les montagnes de l'Apennin étaient fanatisées, l'influence des prêtres et des moines était toute puissante; les moyens des missions, des prédications et des miracles étaient efficaces. Les peuples de l'Apennin sont naturellement braves; on y retrouve quelques étincelles du caractère des anciens Romains; cependant ils ne purent opposer aucune résistance à une poignée de troupes bien disciplinées et bien conduites. Le cardinal Busca citait à tout propos la Vendée. La Vendée s'est trouvée dans des circonstances par-

ticulières ; la population était guerrière, et contenait un grand nombre d'officiers et de sous-officiers qui avaient servi dans l'armée ; tandis que les troupes qu'on envoyait contre elle avaient été levées dans les rues de Paris, commandées par des hommes qui n'étaient pas militaires, et qui ne firent que des sottises, ce qui insensiblement aguerrit les Vendéens ; enfin les mesures extrêmes adoptées par le comité de salut public et les jacobins ne laissèrent pas à ces peuples de *mezzo termine* : mourir pour mourir, encore valait-il mieux se défendre. On conçoit très bien que si dans cette guerre contre le saint-siége, au lieu d'employer des calmants, de remporter des victoires, on eût d'abord éprouvé des défaites, qu'on eût recouru à des moyens extrêmes et sanguinaires, une Vendée eût pu s'établir dans l'Apennin : la rigueur, le sang, la mort, créent des enthousiastes, des martyrs, enfantent les résolutions courageuses et désespérées.

VIII^e^ OBSERVATION.

1° Le prince Charles, dans la campagne de 1797, voulant couvrir Vienne et Trieste, devait réunir toutes ses forces dans le Tyrol, où il eût trouvé un appui dans les localités et

dans l'esprit des habitants. Il eût été à portée de recevoir promptement ses renforts de l'armée du Rhin; tant qu'il se serait maintenu dans le Tyrol, il n'avait pas à craindre que l'armée française se portât sur l'Isonzo. Au premier mouvement qu'elle eût fait sur la Piave, il l'eût rappelée en passant le Lavis et en s'emparant du Trentin; cela eût donc obligé le général français à porter la guerre dans le Tyrol avec toute son armée, opération bien difficile et bien chanceuse. Si le quartier-général du prince Charles, au lieu d'être à Conegliano, eût été à Bolzano; si les 40,000 hommes qu'il avait sur la Piave et le Tagliamento eussent été sur le Lavis, Vienne et Trieste eussent été parfaitement couverts. Rien ne l'eût empêché cependant d'armer et d'occuper la place forte de Palma-Nova, et d'en faire le point d'appui d'une division de 5 à 6,000 hommes de toutes armes, chargée d'observer la Piave et le Tagliamento.

2° Les projets de Napoléon à la bataille du Tagliamento ne pouvaient pas être douteux : il voulait s'emparer du col de Tarwis. Ce n'est donc pas à Codroipo que l'archiduc devait porter son quartier-général, mais sur les hauteurs de San-Daniele, afin de pouvoir opérer

au besoin sa retraite sur la Ponteba et les hauteurs de Tarwis.

3° Après la journée du Tagliamento, il n'eût pas dû diriger sa retraite par les gorges de Cividale et de l'Isonzo, sur Tarwis, puisque déjà Masséna en était maître, ce qui entraîna la perte de toutes les troupes qu'il engagea dans cette fausse direction, et ruina son armée.

4° La place de Gradisca n'était pas tenable, aussitôt que l'Isonzo était passé : les bataillons qu'il avait mis dans cette place ont donc été sacrifiés sans raison; ils ne retardèrent pas la marche de l'armée française d'un seul moment.

5° Puisque l'archiduc avait un grand intérêt, en avril, à gagner trois ou quatre jours pour donner le temps à Kerpen et à Spork de le joindre; que déjà il était à Murau, à une journée de Scheifling, il devait profiter du moyen que lui offrait le général français de gagner ce temps, en lui proposant la paix. Il eût dû répondre par une adhésion sincère de sa part, par la promesse d'y employer son influence et la demande d'un armistice pour se rendre à Vienne, en parler lui-même à l'empereur; l'armistice eût été signé; mais il fit une réponse louche, froide; et vingt-quatre heures après il se ravisa pour demander une suspension d'armes; il n'était plus temps : son but était trop évident.

XI^e OBSERVATION.

1° La marche en Allemagne par deux lignes d'opérations, celle du Tyrol et de la Ponteba, n'est-elle pas contre le principe *qu'une armée ne doit avoir qu'une seule ligne d'opérations?* La réunion de ces deux corps d'armée dans la Carinthie, si loin du point de départ, n'est-elle pas contraire au principe de *ne jamais réunir ses colonnes devant et près de l'ennemi?* N'eût-il pas été préférable de laisser 7 ou 8,000 hommes en avant de Trente sur la défensive, et de réunir sur la Piave 10 ou 12,000 hommes de plus? Par ce plan, on évitait de porter la guerre dans le Tyrol, théâtre difficile; on ne s'exposait pas aux chances défavorables à une réunion, et dès le début des opérations toutes les forces étaient concentrées.

L'un et l'autre des principes ci-dessus indiqués n'ont point été violés. Si l'on n'eût laissé que 8,000 hommes à Joubert sur l'Avisio, il eût été attaqué, et le corps d'armée de Davidowich serait arrivé à Vérone avant que l'armée française ne fût arrivée à Villach. Pour que Joubert pût se maintenir sur l'Avisio, il lui fallait au moins 14,000 hommes. Il parut préférable de ne lui rien ôter, et de profiter de la supériorité de forces que cela lui donnait sur l'armée de Davidowich pour la battre, l'entamer, l'affaiblir et

la pousser au-delà du Brenner. Le Tyrol est un théâtre difficile, mais il est funeste au vaincu. Les troupes françaises avaient acquis une grande supériorité sur les troupes allemandes.

On n'entra pas en Allemagne par deux lignes d'opérations, puisque le Pusterthal est en-deçà de la crête supérieure des Alpes, et qu'aussitôt que Joubert eut passé Lienz, la ligne d'opérations fut celle de Villach et de la Ponteba. On ne fit pas la jonction des deux corps d'armée devant l'ennemi; car lorsque Joubert quitta Brixen, pour se porter, par un à droite, sur Spital, par le Pusterthal ou la vallée de la Drave, le principal corps de l'armée était arrivé à Klagenfurth, et avait des patrouilles jusqu'à Lienz. L'archiduc ne pouvait donc imaginer aucune manœuvre pour s'opposer à cette jonction. Joubert, jusqu'à la bataille du Tagliamento, resta sur la défensive. Après cette bataille, il attaqua, battit et détruisit la plus grande partie du corps de Davidowich, et le repoussa au-delà du Brenner; ce qui était sans inconvénient, puisque, battu, il se serait simplement retiré de position en position jusqu'en Italie. Lorsqu'il apprit que l'armée avait passé les Alpes juliennes et la Drave, il fit son mouvement de jonction par le Pusterthal, ce qui était aussi sans inconvénient. Cette opération, ainsi exécutée en

trois temps, était conforme à toutes les règles : elle devait avoir, et eut en effet, toute espèce d'avantages.

2° On a demandé pourquoi la division Serrurier et le quartier-général n'ont pas appuyé la division Guieux, en se dirigeant du champ de bataille du Tagliamento sur Cividale et Caporetto, prétendant que la division Bernadotte seule suffisait pour suivre la gauche de l'ennemi sur Palma-Nova et Goritzia.

De Cividale à Tarwis, en passant par Caporetto, la route n'offre qu'un défilé; la division Guieux, qui comptait 8,000 combattants et de très bonnes troupes, était plus que suffisante pour pousser le corps de Bayalitsch jusqu'à Caporetto; mais comme la direction que l'archiduc donna à ce corps était fautive, et qu'elle entraînait sa ruine, si, arrivé à Caporetto, Bayalitsch persistait à marcher dans la direction de Tarwis, on supposa que l'archiduc se raviserait, et lui enverrait l'ordre, à Caporetto, de descendre sur Gradisca pour revenir sur la Carniole, ce qui décida Napoléon à se diriger sur Palma-Nova et Gradisca, avec les divisions Serrurier et Bernadotte; de Goritzia, il envoya la division Bernadotte dans la Carniole, à la suite de la gauche du prince Charles, et se porta, avec la division Serrurier, sur Caporetto. Si le corps de Baya-

litsch, au lieu de remonter l'Isonzo, le descendait pour chercher son salut par Goritzia, il serait attaqué en tête, dans le temps que Guieux en pousserait l'arrière-garde ; ce corps était pris. Si, au contraire, sans s'embarrasser de la position de Masséna, qui occupait Tarwis, il s'y portait, ce qui arriva effectivement, la division Serrurier se trouvait en deuxième ligne derrière Guieux; Napoléon avait ainsi pourvu à toutes les suppositions.

3° La division Bernadotte se porta sur Laybach, parce qu'il fallait soumettre la Carniole, se saisir de Trieste et des mines d'Idria, chasser de la Carniole et pousser au-delà de la Drave la gauche du prince Charles ; mais immédiatement après, lorsque ces buts furent remplis, cette division se porta, par un à gauche, pour joindre l'armée. Le général français se garda bien de la diriger, comme beaucoup de généraux l'eussent fait, par Cilli et Grœtz, sur le Simering, puisque alors cette division ne se fût pas trouvée en mesure de soutenir l'armée dans tous les combats qui eurent ou qui pouvaient avoir lieu à Judembourg, Bruck, etc. La marche de la division Bernadotte sur Grœtz, qui, si elle se fût faite sans inconvénient, pouvait avoir quelque avantage, eût été contre les règles; la marche qu'elle a tenue est au contraire conforme aux

principes de concentration qui sont les vrais principes de la guerre.

4° Napoléon se résolut à conclure le traité de Léoben et à s'arrêter sur le Simering, parce que, comme on l'a vu, une lettre du directoire lui avait fait connaître qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin. Si, au lieu de cela, le gouvernement lui eût mandé que cette coopération aurait lieu, ne fût-ce qu'au mois de juin, il eût attendu, et n'eût point conclu la paix; car sa position était bonne ; il avait sous sa main, dans la Carinthie, près de 60,000 hommes, et sur l'Adige des réserves plus que suffisantes pour dissiper les insurrections des Vénitiens et contenir les levées du Tyrol; dès-lors, il désirait entrer dans Vienne.

5o L'ordre de mouvement donné à Joubert, après la bataille du Tagliamento, d'entrer dans le Tyrol et de se porter à Villach en Carinthie, par le Pusterthal, fut communiqué à Lallemant, ministre de France auprès de la république de Venise, pour qu'il fût en mesure de prévenir la commotion que l'on redoutait. Aussitôt que les oligarques sauraient que le Tyrol était évacué, ils croiraient les Français battus, et se précipiteraient dans de fausses mesures. Lallemant eut, avec les sages qui lui furent députés, des

conférences à cet effet; il leur montra la copie des instructions données à Joubert. Cela fit quelque effet; mais cette communication était trop tardive : le sénat avait pris secrètement son parti depuis trente-six heures, dans la croyance de la destruction du corps de Joubert. Ce retard de trente-six heures a été la principale cause de la ruine de la république de Venise. A quoi tient la destinée des états!!!

6° Des militaires étrangers, mal instruits des faits, ont blâmé Napoléon d'avoir laissé les divisions Victor et Kilmaine dans les Marches et la Romagne pour observer l'armée du pape et Naples, ce qui, disaient-ils, était inutile, puisque la paix était rétablie avec ces puissances.

Le général Kilmaine commandait sur l'Adige; son quartier-général était à Vérone, quand l'insurrection de cette ville et l'arrivée du général Fioravanti le mit dans la nécessité d'ordonner aux commandants des forts de s'enfermer. Il quitta l'Adige et se retira sur le Mincio, avec 6 ou 700 hommes, cavalerie, artillerie et infanterie, ne voulant pas se laisser cerner, voulant protéger Brescia et maintenir ses communications avec Mantoue et Peschiera. La division du général Victor était de 8,000 hommes, dont 3,000 Milanais sous les ordres du général Lahoz. Elle eut ordre de se porter sur l'Adige,

pour former un corps d'observation et contenir les Vénitiens. Victor se fit précéder par le général Lahoz, et retarda sa marche d'une quinzaine de jours avec la brigade française, soit qu'en effet il n'eût pas senti l'importance d'accélérer son mouvement, soit que ce temps lui fût nécessaire pour l'exécution des articles de Tolentino, soit pour toute autre raison indigne de fixer l'attention de l'histoire. Il est de fait que ces quinze jours de retard furent seuls la cause des massacres de Vérone. Peut-être Pesaro et son parti eussent-ils été plus circonspects, s'ils avaient vu la division de ce général cantonnée sur l'Adige, comme cela devait être; cela eût été fort heureux pour le sénat et eût prévenu sa ruine. Le pape avait congédié son armée, elle était sur le pied de paix, et ne donnait plus aucune inquiétude. Le troupes de Bologne étaient plus que suffisantes pour occuper la Romagne et contenir tous les malveillants sur la rive droite du Pô. On n'a donc jamais eu l'idée de laisser un seul homme en observation sur le Rubicon, cependant on ne conteste pas les dates. La paix de Tolentino est du 19 février; la bataille du Tagliamento, du 16 mars; les préliminaires de Léoben, du 14 avril.

VARIANTES (1).

BATAILLE DE RIVOLI.

Le 13 janvier 1797 (24 nivôse), l'armée française était formée en cinq divisions.

Celle du général Masséna, ayant pour généraux de brigade les généraux Rampon, Leclerc, Lemonnier et Brune, était composée des 18e, 25e, 32e et 75e de ligne, de la 18e légère, du 1er régiment de cavalerie et du 15e de dragons; de deux compagnies de gendarmes à pied, et d'un bataillon des Côtes-du-Nord. Le quartier-général était à Vérone.

(1) Pour l'intelligence des plans de Rivoli et de la Favorite, nous croyons devoir donner ici, sous le titre de VARIANTES, deux relations de ces batailles rédigées sous la direction de Napoléon, et dont il a abrégé le récit dans ses Mémoires. (voyez tome II, p. 69).

Celle du général Joubert était composée des 14e, 33e, 39e et 85e de ligne, des 4e, 17e, 22e et 29e légère, et du 22e régiment de chasseurs à cheval. Les généraux de brigade Vial et Leblay étaient attachés à cette division, dont le quartier-général était à Rivoli.

Celle du général Augereau, qui avait sous ses ordres les généraux de brigade Walter, Verdier, Guieux, Point et Bon, était composée des 4e, 40e, 50e et 57e de ligne, de la 5e légère, du 5e régiment de cavalerie, du 9e de dragons, et des 1er et 7e de hussards; le quartier-général était à Ronco.

Le général Serrurier était chargé du siége de Mantoue; il avait sous ses ordres les généraux de brigade Dumas, Dallemagne, Miollis, Beaumont et Victor. Sa division se composait des 5e, 6e, 11e, 12e, 64e et 69e de ligne; des 5e et 20e régiments de dragons, et des 10e, 24e et 25e de chasseurs à cheval.

Enfin, le général Rey, qui avait sous ses ordres les généraux de brigade Murat, Guillaume et Baraguay-d'Hilliers, commandait une division composée de la 58e de ligne, des 11e et 12e légères, et du 8e régiment de dragons. Le quartier-général était à Dezenzano.

Napoléon, s'étant assuré que l'ennemi n'avait devant Vérone qu'un corps de 2,000 hommes,

et que la majeure partie de la colonne de Bassano avait filé vers le haut Adige, reçut, dans la journée du 13 janvier (24 nivôse), un courrier du général Joubert, qui lui confirma le véritable dessein de l'ennemi. Ce général lui annonçait qu'un corps de 25,000 hommes se portait sur lui ; qu'une partie l'attaquait de front, tandis qu'une colonne de 5 à 6 mille hommes tournait sa position par les revers du Montebaldo que la cavalerie avec le reste de l'infanterie descendait la vallée de l'Adige. D'après ces divers mouvements, il avait cru devoir se retirer et concentrer toutes ses forces sur le plateau de Rivoli, où il combattrait, en attendant de nouveaux ordres.

Napoléon, avait prévu ce cas, et y avait déjà pourvu par un premier mouvement, qui rapprochait ses troupes de Vérone. Il fit partir pour Rivoli, dans la nuit, les 18^{e}, 32^{e} et 75^{e} demi-brigades, et deux escadrons de la division du général Masséna, laissant à Vérone la 25^{e} demi-brigade et un régiment de cavalerie, avec ordre de tenir dans cette place jusqu'à son retour. La 18^{e} fut dirigée par Garda, pour éclairer le flanc gauche de la marche, et s'assurer de ce point, où pouvaient débarquer les troupes du général Murat, qui formaient la garnison de Salo, si ses moyens et les circonstances lui per-

mettaient de faire ce mouvement. Les autres troupes du général Rey eurent ordre de se porter en réserve devant Castel-Novo, le 14 janvier (25 nivôse), à la pointe du jour. Enfin, la réserve du général Dugua fut mise à la disposition du général Augereau, et celle du blocus de Mantoue, sous les ordres du général Victor, fut placée à Villa-Franca, pour l'y remplacer.

Le général Augereau fut prévenu de toutes ces dispositions, et eut ordre d'attaquer l'ennemi, s'il s'affaiblissait devant lui.

Depuis le 8 janvier (29 nivôse), le général Provera était resté dans la position de Bevilacqua, sans faire aucune apparence de mouvement.

Napoléon, ayant ainsi pourvu à tout, se rendit lui-même à Rivoli, où il arriva, le 14 janvier (25 nivôse), à deux heures du matin.

POSITION AVANT LA BATAILLE.

La division du général Joubert est réunie sur le plateau de Rivoli. Celle du général Masséna, venant de Vérone, débouche sur le champ de bataille, à la hauteur de Rivoli. Celle du général Rey arrive par la Sega, Caveggione et Orza. Les Autrichiens étaient postés entre Lumini et Dolce; ils occupaient les bords du Tasso, entre Caprino et Lubiara, et les flancs du mont San-Marco; leurs avant-postes s'étendaient jusque sur les premiers

gradins de l'amphithéâtre de Rivoli, à Trombalora, Zoro, Serpelle, et la chapelle San-Marco.

Le général en chef trouva la division Joubert réunie sur le plateau de Rivoli, occupant Zoanne-Montagna, et gardant les retranchements du défilé important de Torte, sur la route d'Incanale, retranchements désignés sous le nom d'*ouvrages du plateau*. Cette division avait des avant-postes à Montalto, à Belle-Barbe, à Bettinelli et à la Fontana, sur le mont San-Marco; la redoute du mont Castello, la montagne de la Rocca et le fort de la Chiusa, sur la route *Postale*, étaient aussi gardés par de l'infanterie.

Le plateau de Rivoli est au centre d'un demi-cercle, d'une lieue à peu près de rayon, formé par le cours du Tasso, torrent qui coule des hauteurs de la Corona, en passant par Pazzone, Saint-Martin de Lubiara et Caprino. Un autre torrent, se dirigeant de Lumini vers Pezzena, vient, de l'extrémité sud-ouest du Montebaldo, se joindre au premier au-dessus de Boi.

La forme demi-circulaire du cours du Tasso commence à Lubiara, et se continue de Pezzena vers Costerman, Affi et Orza, d'où il s'écoule par Caveggione, pour se jeter dans l'Adige vers la Sega.

La route du Tyrol, que l'on appelle route Impériale ou *strada cavallare*, va assez directe-

ment de la Sega à Rivoli, et de là à Saint-Martin de Lubiara, à Pazzone et à la Ferrara. Cette route forme, à Lubiara, un défilé étroit et difficile, resserré entre les pentes du mont San-Marco et du Montebaldo; elle traverse, dans un ravin profond, les hauteurs qui s'élèvent, comme les gradins d'un amphithéâtre circulaire, pour former le plateau élevé de Rivoli. La route de Brentino, par Incanale, s'embranche à Rivoli avec la précédente, et remonte la vallée de l'Adige, sur la rive droite.

L'ennemi, avec vingt-quatre compagnies d'infanterie légère et treize bataillons, occupait les bords du Tasso, entre Caprino et Lubiara, et, de là, s'élevait sur le flanc du mont San-Marco. Les avant-postes s'étendaient jusque sur les premiers gradins de l'amphithéâtre de Rivoli, à Trombalora, Zoro, Serpello, et à la chapelle San-Marco.

La colonne du général Lusignan bivouaquait à Lumini. Treize bataillons et treize escadrons s'avançaient dans la vallée de l'Adige. Une partie de la colonne de Bassano, qui s'était montrée devant Vérone, le 12 janvier (23 nivôse), arrivait à Dolce, et le général Alvinzi établissait son quartier-général en cet endroit, où arrivait aussi son parc d'artillerie.

Napoléon ayant, dès son arrivée, parcouru

la ligne qui ne pouvait convenir qu'à la situation du général Joubert, devant un ennemi aussi supérieur en nombre, ordonna qu'on reprît les positions déjà occupées par les avant-postes autrichiens, afin d'être maître de toutes les hauteurs en-deçà du Tasso, et d'engager le combat avec avantage, à l'arrivée des renforts qu'il avait mis en mouvement.

PREMIER MOUVEMENT D'ATTAQUE.

Napoléon, arrivant de Vérone, et trouvant la division du général Joubert concentrée sur le plateau de Rivoli, en présence d'un ennemi de beaucoup supérieur en nombre, ordonne en attendant l'arrivée des renforts qu'il faisait venir, d'attaquer et de reprendre toutes ces positions occupées par les avant-postes autrichiens.

Le général Vial, à la tête de l'infanterie légère, s'avance sur le mont San-Marco; le général Joubert le soutient avec la 33ᵉ de ligne.

La 29ᵉ légère et la 85ᵉ de ligne sont envoyées sur la gauche, pour chasser l'ennemi des hauteurs de Trombalora et de Zoro; la 14ᵉ de ligne a ordre de l'attaquer au centre, sur celles de Rovina.

L'attaque de la droite a du succès; mais l'ennemi se portant en force et avec fureur sur la gauche, fait plier la 29ᵉ et la 85ᵉ; il reprend Trombalora. La 14ᵉ, prise en flanc, fait un mouvement de conversion à gauche, et se maintient avec un courage admirable. La droite est obligée de se replier, pour n'être pas enveloppée.

Cette attaque eut lieu avant le jour, et ne

causa pas peu de surprise à l'ennemi, qui ne s'attendait qu'à une défensive opiniâtre. Le général Vial, à la tête de l'infanterie légère, s'avança sur le mont San-Marco, en dépassant Lubiara, et prolongeant la droite sur le flanc de cette montagne. Le général Joubert, avec la 33e de ligne, soutenait cette attaque à la hauteur de Lubiara.

La 29e légère et la 85e furent placées à la gauche, sur les hauteurs de Trombalora et de Zoro, qu'avaient occupées les Autrichiens, et la 14e de ligne au centre, sur celles de Rovina, qui flanquent le chemin de Lubiara.

Le combat se trouva engagé un peu plus tôt qu'on ne l'aurait voulu, à cause de la situation très rapprochée de la ligne ennemie; les succès de la droite l'emportaient peut-être un peu trop loin, et un bataillon de la 14e attaquait le village de San-Martino de Lubiara, lorsque l'ennemi, se portant avec des forces supérieures et une grande détermination sur notre gauche, fit plier la 29e et la 85e, qui auraient pu tenir avec plus de fermeté, il reprit la position de Trombalora.

La 14e, prise en flanc, fit un mouvement de conversion en arrière sur sa gauche, et soutint les efforts de l'ennemi.

SECOND MOUVEMENT.

Le général Masséna arrive avec la 32ᵉ de ligne. Napoléon qui s'est porté à la gauche, où le danger était pressant, lui ordonne d'attaquer de nouveau Trombalora. La 29ᵉ et la 85ᵉ se rallient à la 32ᵉ, la position est enlevée une seconde fois. Pendant ce temps le reste de la division du général Masséna s'établit sur le plateau de Rivoli. Le général Rey, à la tête de la 58ᵉ, paraît sur le champ de bataille à Orza.

Napoléon, qui se trouvait alors au centre, y laissa le général Berthier, et se porta à la gauche, où le danger paraissait imminent. Le général Masséna arrivait avec la 32ᵉ. Il lui ordonna d'attaquer de nouveau l'ennemi à Trombalora. Les 29ᵉ et 85ᵉ se rallièrent, et les positions furent reprises.

Cependant la droite, qui avait vu l'échec de la gauche, se repliait, pour ne pas s'exposer à en être séparée; elle était vivement poussée dans ce mouvement.

L'ennemi dirigea surtout ses efforts contre la 14ᵉ, qui défendait l'unique défilé par lequel pussent revenir les troupes de la droite.

Le général Berthier employant avec énergie la valeur de ces braves, ils furent inébranlables. Le bataillon qui avait attaqué San-Martino de Lubiara, se retirait de maison en maison, à la

faveur des haies. La 33e prenait une position plus resserrée en arrière de la précédente, toujours appuyée à la 14e et aux hauteurs de San-Marco.

Quatre pièces de canon avaient été mises en batterie en avant de la 14e, qui s'était formée en carré, et qu'attaquaient de toutes parts 10 ou 12,000 hommes; ces pièces couraient un grand danger : leurs canonniers et leurs chevaux étaient tués : elles se trouvaient hors d'état de servir. Les Autrichiens, voulant à tout prix s'en emparer, lancèrent à plusieurs reprises des partis de leurs plus braves grenadiers. Déjà ils avaient attaché des prolonges pour les entraîner, quand une voix partie du milieu d'un bataillon fit entendre ce cri : *Quatorzième! laisserez-vous emmener vos pièces ?...* Aussitôt 50 grenadiers se détachent la baïonnette en avant; soutenus par la fusillade du bataillon, ils entourent les pièces, et forcent l'ennemi de les abandonner.

Pendant ce temps, le reste des troupes du général Masséna arrivait à Rivoli. La brigade de cavalerie du général Leclerc, qui en faisait partie, prenait position sur le plateau ; la 18e recevait l'ordre de s'y rendre, en laissant un poste sur la route de Garda, entre le lac et la Rocca.

La 58e, commandée par le général Rey, qui avait sous ses ordres le général Baraguay-d'Hilliers, se portait, par les hauteurs qui bordent le Tasso, de la Sega vers Caveggione et Orza, et y attendait l'ordre d'attaquer.

Le corps du général Lusignan était descendu de Lumini par les *Speroni*. Il avait défilé par Pezzena, et marchait le long du Tasso, s'éclairant vers Costerman par un détachement assez considérable.

TROISIÈME MOUVEMENT.

L'infanterie autrichienne, placée à Dolce, dans la vallée de l'Adige, s'avance sous les ordres du général en chef Alvinzi, et protégée par une artillerie nombreuse établie à Sommano.

Cette infanterie attaque les ouvrages du plateau, et, après des efforts extraordinaires, parvient à s'en emparer.

Aussitôt la cavalerie autrichienne, qui était en colonne sur la route d'Incanale, s'avance avec rapidité, menaçant de tourner la droite et le centre de l'armée française.

Dans ce moment le général Joubert s'élance de Lubiara, à la tête de l'infanterie légère; il fond sur les Autrichiens, tandis que le général Leclerc, conduisant la cavalerie du général Masséna, charge en tête et sur les deux flancs la cavalerie ennemie. Ces attaques combinées ont un plein succès. L'infanterie autrichienne est renversée dans le vallon de l'Adige. La cavalerie fuit en

désordre; l'ennemi perd 2,000 hommes, tués ou faits prisonniers.

L'infanterie que le général Alvinzi avit laissée dans la vallée de l'Adige, s'avançait sur les bords de cette rivière, protégée par une artillerie nombreuse placée à Sommano. Ce général en avait tiré quatre bataillons, pour pousser avec plus de vigueur l'attaque du centre. Il fit attaquer, avec les neuf autres qui lui restaient, les ouvrages du plateau, qui consistaient en une ligne à l'extrême droite et deux ouvrages détachés sur la gauche, qui en battaient le front, tandis que la cavalerie marchait en colonne sur la route d'Incanale, n'attendant pour déboucher que le succès de l'infanterie.

Après des efforts incroyables, cette infanterie parvint enfin à s'emparer des ouvrages du plateau. Déjà elle commençait à se former; déjà la cavalerie, s'avançant avec rapidité, menaçait de tourner la droite et le centre, lorsque le général Joubert, amenant l'infanterie légère qui avait défilé à Lubiara, en disposa une partie à l'extrémité du mont San-Marco, fit un feu plongeant sur cette cavalerie, et fondit, à la tête de l'autre, sur l'infanterie, tandis que le général Berthier et le général Leclerc conduisaient la cavalerie de la division Masséna en tête et sur les deux flancs de la cavalerie ennemie.

Les charges, à la fois bien concertées et audacieusement exécutées, eurent tout le succès qu'on pouvait en attendre. L'infanterie autrichienne fut renversée dans le vallon de l'Adige; le désordre se mit dans la colonne de cavalerie, et tout ce qui était monté sur le plateau, au nombre d'environ 2,000 hommes, fut tué ou fait prisonnier.

Pendant que cela se passait, la colonne du général Lusignan était parvenue de Pezzena aux monts Brunissi, par le Fenilone; le détachement placé à Costerman s'était porté à la Calcina, pour occuper le chemin de Garda; et la première tête de colonne qui s'était montrée sur le mont Braiare avait été repoussée par la 75e, qui était restée en réserve à Rivoli.

Mais la 18e, qui venait de la Rocca di Garda, avait forcé le passage de la Calcina, en rejetant le détachement ennemi qui le gardait sur son corps principal. Elle avait continué sa route sur Rivoli, où elle fut placée à la gauche de la 75e, faisant face en arrière aux troupes du général Lusignan, qui continuaient à se porter sur les hauteurs de l'amphithéâtre de Rivoli, au mont Pipolo, et coupaient ainsi le chemin de Rivoli à la Sega, croyant enfermer la division Joubert.

L'ordre avait été envoyé au général Rey de

s'avancer pour occuper le mont Braiare; mais cet ordre n'était point parvenu. Ce général restait à la hauteur d'Orza, prenant pour des troupes françaises en retraite le corps autrichien qui le séparait de la division Joubert, et se disposait seulement à les soutenir.

QUATRIÈME MOUVEMENT.

Le général autrichien Lusignan, posté à Lumini, s'était mis en mouvement pour prendre à revers l'armée française, à l'instant de l'attaque du général Alvinzi. Le général Lusignan, après avoir passé aux monts Brunissi et longé les hauteurs de l'amphithéâtre de Rivoli, atteint le mont Pipolo, et y annonce son arrivée par une décharge générale de mousqueterie, croyant avoir enfermé la division Joubert.

Mais Napoléon, tranquille sur son front et vainqueur à sa droite, ne balance pas à attaquer ces nouveaux arrivés. Il forme trois colonnes des 18e et 75e de ligne, qui étaient en réserve à Rivoli, en donne le commandement aux généraux Monnier et Brune, qu'il dirige sur le mont Pipolo.

Le général Rey et le général Baraguay-d'Hilliers étaient arrivés plus bas à Orza, conduisant la 58e. Leur position se trouvant sur les derrières du corps de Lusignan, ils ne balancent pas à seconder, par une attaque en queue, celle de front opérée par Napoléon. Les ennemis, surpris et déconcertés, cherchent leur salut dans la fuite ou dans la clémence du vainqueur. La plus grande partie met bas les armes.

Le général Lusignan annonça son arrivée au mont Pipolo par une décharge générale de mousqueterie; mais nos troupes, enorgueillies de leurs succès, loin de croire leur retraite coupée, disaient elles-mêmes que ces nouveaux arrivés étaient autant de prisonniers pour elles. Napoléon, tranquille sur le front de la ligne et vainqueur à sa droite, ne balança pas à attaquer l'ennemi qui prétendait l'enfermer par sa gauche. Il fit avancer plusieurs pièces de 12 à la hauteur de Campagna, pour canonner l'ennemi, tandis que, pour le chasser du mont Pipolo, il faisait former trois colonnes d'attaque avec trois bataillons des 18e et 75e, sous les ordres du général Brune et du général Monnier. Attaqué avec vigueur, il fut obligé de céder, laissant une grande quantité de morts; mais il se rallia de nouveau au mont Brunissi, où étaient postées quelques troupes qui n'avaient pas encore combattu.

Le général Rey et le général Baraguay-d'Hilliers, ayant cependant reconnu le véritable état de choses par le retour des convois qui, se rendant de la Sega à Rivoli, avaient été arrêtés dans leur marche par la colonne du général Lusignan, se déterminèrent à seconder, par une attaque faite en queue avec leurs trois bataillons, celle qu'ils voyaient faire par Na-

poléon. Ainsi attaqués de nouveau au mont Brunissi, par les colonnes des 18e et 75e, et voyant déboucher sur leurs derrières celle de la 58e, les ennemis ne cherchèrent plus leur salut que dans la fuite ou dans la clémence du vainqueur. La plus grande partie mit bas les armes. 1,500 hommes s'enfuyaient par Garda; le poste de 50 hommes qu'on y avait laissé les arrêta, et le corps entier de Lusignan, qui était d'environ 4,500 hommes, fut fait prisonnier.

A la fin de cette brillante journée où, sur un corps de 25,000 hommes, on avait fait plus de 6,000 prisonniers, avec 16,000 hommes au plus, dont étaient composées la division Joubert, les troupes du général Masséna et celles du général Rey, qui eurent part à la bataille, Napoléon apprit du général Guieux que le général Provera avait passé l'Adige à Anghiari, dans la nuit du 13 au 14 janvier (24 au 25 nivôse); prévoyant que ce général avait pu se porter sur Mantoue ou sur Vérone, il prit sur-le-champ le parti de ramener les troupes victorieuses du général Masséna, pour prévenir la marche de l'ennemi dans l'un ou l'autre cas. Il était naturel de penser surtout que la nombreuse garnison de Mantoue, ayant connaissance d'un secours ou d'une bataille qui se donnait

sur l'Adige, puisqu'elle pouvait entendre le canon, tenterait une sortie, qui favoriserait l'arrivée du secours ou parviendrait à faire lever le blocus. Napoléon se mit donc en mesure d'arriver à Mantoue, avec les troupes du général Masséna et les réserves qui se trouvaient à Valleggio et à Villa-Franca, afin d'y battre séparément la garnison et le corps du général Provera.

Avant de partir lui-même pour Castel-Novo, il voulut cependant rendre la victoire plus utile sur le point où il se trouvait. Il ordonna au général Joubert de poursuivre ses succès, en profitant de la terreur qu'avaient dû imprimer à l'armée autrichienne les pertes qu'elle venait de faire. Il lui laissa, pour le seconder dans cette attaque, la 58^{e}, qui n'avait fait que paraître le soir de la bataille.

MOUVEMENTS APRÈS LA BATAILLE.

Napoléon, apprenant qu'un corps ennemi menace le blocus de Mantoue, marche sur ce point, incontinent après la bataille de Rivoli, et emmène avec lui la division du général Masséna. Il ordonne en partant, aux généraux Joubert et Rey, de poursuivre les Autrichiens. Ceux-ci avaient un défilé unique à passer à la Ferrara. Le général Joubert détache le général Deveaux, à la tête de 1,200 hommes, pour les y couper; puis il pousse l'ennemi à Pazzone, au mont Magnone et à ceux de la Corona et de San-Martino. L'ennemi est culbuté partout

Se voyant gagné de vitesse au défilé de la Ferrara, il se précipite en désordre des hauteurs presque verticales de la Corona. On en fait un carnage horrible.

L'ennemi n'avait qu'un défilé à passer à la Ferrara, et on pouvait y arrêter ses colonnes. Le général Joubert envoya, sous les ordres de l'adjudant-général Deveaux, une colonne de 1,000 à 1,200 hommes qui, passant par Lumini, devait descendre de la crête du Montebaldo, par Pezzo-di-Laguna, la vallée de Naole, et arriver avec rapidité à la Ferrara; il fit ensuite pousser l'ennemi sur le monte Magnone et sur celui de la Corona, par le général Vial. Il attaqua lui-même en front à Pazzone, et fit avancer le général Baraguay-d'Hilliers, à la tête de deux bataillons, sur les hauteurs de San-Martino. Malgré le feu d'une artillerie foudroyante, la ligne ennemie, de 8 à 10,000 hommes, ne put résister à ces colonnes, mues avec autant d'audace que de rapidité; et se voyant gagnée de vitesse au défilé, elle se précipita en désordre des hauteurs presques verticales de la Corona. Il y eut alors un carnage horrible. L'escalier de la Madona, par lequel un grand nombre de fantassins et de cavaliers tentèrent de se sauver, ne servit qu'à les précipiter dans un gouffre. On prit encore à l'ennemi 7,000 hommes et neuf pièces de canon.

POSITION APRÈS LA BATAILLE.

Toutes les troupes aux ordres des généraux Joubert, Vial, Rey et Baraguay-d'Hilliers, prennent position à la Corona et à la Ferrara.

Tout ce qui était dans la vallée de l'Adige se retira en désordre, la division Joubert reprit ses positions de la Corona et de la Ferrara, en attendant les nouvelles dispositions que les succès de Napoléon, vers le bas Adige, lui permettraient de prendre.

Nous n'avons point voulu séparer ce qui s'est passé le 15 janvier (26 nivôse) près de Rivoli, de la bataille du 14 janvier (25 nivôse), parce que ce dernier combat fut une suite nécessaire du premier. Pendant l'été, cela se fût passé dans la même journée; et l'on doit observer que l'on était alors aux jours les plus courts.

VARIANTES.

BATAILLE DE LA FAVORITE.

Nous allons reprendre à présent la relation au moment du passage de l'Adige par le général Provera.

Ce fut le 13 janvier (24 nivôse), à onze heures du soir, que le général Provera, à la tête de 12 à 13,000 hommes, jeta brusquement un pont à Anghiari, à une lieue au-dessus de Porto-Legnago, sous la protection de vingt-neuf pièces d'artillerie. Il avait envoyé environ 1,500 hommes vers Castelbaldo et la Badia, pour y attirer l'attention du général Augereau. Quelques troupes qui avaient osé passer l'Adige de ce côté, furent battues, prises ou noyées par le chef de bataillon Estève et un bataillon de la 5^{e} légère.

Le général Guieux, réunissant un bataillon qu'il avait à Ronco à celui qui était posté à Anghiari, tenta un effort pour disputer le passage

à l'ennemi, et parvint même à lui faire 300 prisonniers, avant qu'il eût jeté un corps important sur la rive droite.

Le général Provera ne perdant point un temps précieux à poursuivre les troupes du général Guieux, fit filer sur la route de Mantoue une colonne de près de 9,000 hommes, qui prit la grande route à Cerea.

La ligne du général Augereau se trouva coupée. Le général Dugua n'avait pu le joindre, étant tout au plus à la hauteur de Roverbella. Il avait eu ordre de se porter à Castel-Novo, dans la journée du 14 janvier (25 nivôse); mais la colonne mobile du général Lannes était arrivée à Porto-Legnago. Le général Augereau se détermina à attaquer la queue de la colonne ennemie et l'arrière-garde qu'il avait dû laisser à son pont, afin de rompre ce pont ou de le brûler, et de lui couper ainsi toute retraite.

Il disposa à cet effet deux colonnes sous les ordres du général Lannes et de l'adjudant-général Duphot, pour attaquer l'ennemi en flanc, entre l'Adige et un canal de dérivation appelé Fossa-Nuova, qui coule parallèlement à cette rivière, à une distance de cinq à six cents mètres. L'ennemi avait à traverser, pour se rendre de là à Cerea, des rizières et des bois, au milieu desquels le chemin forme un défilé d'une

demi-lieue de longueur, qui se termine à une levée qui lui est perpendiculaire. Le général Augereau envoya le général Point, avec une petite colonne qui se tint derrière la levée. L'ennemi avait fait passer la moitié de son artillerie sur cette chaussée, et, dans le désordre où le mit l'attaque sur son flanc, il crut n'avoir rien de mieux à faire que de rejoindre la colonne du général Provera; mais ces troupes, qui marchaient avec trop de confiance, surprises et arrêtées par la colonne du général Point, furent obligées de se rendre. Près de 2,000 hommes et quinze pièces de canon restèrent en notre pouvoir.

Le général Augereau brûla le pont, et se prépara à poursuivre la colonne du général Provera, en mettant en mouvement toutes les troupes de sa division, avec lesquelles il avait rétabli ses communications.

Il laissa seulement une garnison à Porto-Legnago, pour s'y défendre contre les troupes du général d'Hohenzollern, restées sur la rive gauche de l'Adige.

Cependant le général Victor, à la tête de deux bataillons de la 57^{e} et des 18^{e}, 32^{e} et 75^{e} du général Masséna, se rendait à Villa-Franca.

Napoléon avait appris du général Serrurier, à Castel-Novo, dans la nuit du 14 au 15 janvier

(25 au 26 nivôse), que la colonne du général Provera marchait vers Castellaro, sur la route de Mantoue. Il n'avait point reçu de nouvelles du général Augereau, et en avait conclu que ce général était resté du côté de Porto-Legnago, mais qu'il harcelait l'ennemi continuellement sur son flanc gauche, et arriverait peut-être avant lui à Castellaro.

Il ordonna aux troupes qui se réunissaient à Villa-Franca, à la cavalerie du général Leclerc et à la réserve du général Dugua, qui étaient à Bussolengo et à Castel-Novo, de se porter à Roverbella. Il fit dire au général Serrurier de jeter des vivres dans Saint-George pour quarante-huit heures, et de s'y maintenir avec fermeté. Il ordonna au général Augereau et au général Guieux de suivre l'ennemi sur ses deux flancs, pour que rien ne pût échapper de la colonne ennemie, et se rendit à Roverbella, sans prendre un instant de repos.

Avant d'aller plus loin, il est bon de faire connaître la situation des troupes françaises autour de Mantoue, qui était le but des efforts de l'ennemi, et allait être le théâtre d'événements dont le résultat devait être très important. La garnison de Mantoue était resserrée dans cette place, sur la rive droite du Mincio. Elle occupait de ce côté les ouvrages de la porte

Pradella, du T et de Migliaretto, et seulement la citadelle, sur la rive gauche, au nord de la place, avec laquelle cette citadelle ne communique que par un pont de sept cents mètres de longueur, jeté sur les lacs formés par les retenues du Mincio.

Le faubourg Saint-George, qui en est séparé de la même manière du côté de l'est, était occupé par 1,200 Français, sous les ordres du général Miollis; il avait été retranché avec soin par le général Samson, officier du génie.

A ce faubourg aboutissent les routes de Porto-Legnago que suivait le général Provera, par Goito, et de Vérone par Roverbella et Villa-Franca.

Saint-Antoine se trouve sur cette dernière route, à une demi-lieue de la citadelle. A la porte de la citadelle aboutit encore un chemin qui va derrière le château de la Favorite, à l'est de Saint-Antoine.

Le général Provera arriva à midi, le 15 janvier (26 nivôse), devant Saint-George, et somma le général Miollis de se rendre. Ce général lui répondit qu'il se battait et ne se rendait pas. A une seconde sommation il répondit par des coups de canon, ce qui obligea le général Provera à se porter vers la citadelle. Il traversa à cet effet dans la soirée la Fossa-Mana, qui

coule entre les deux routes de Vérone et de Legnago, et s'approcha du chemin de la Favorite.

Le général Augereau ayant réuni les troupes du général Lannes et du général Point, leur faisait suivre la queue de la colonne du général Provera, tandis qu'il avait dirigé celles des généraux Guieux et Bon sur son flanc droit, par Due-Castelli.

La 32e, commandée par le général Rampon, était dirigée sur ce même point par Napoléon. La réserve du général Dugua, composée du 3e de dragons et du 10e de chasseurs, s'établissait à la Favorite, ainsi que la 18e, la 57e et le 25e de chasseurs, commandés par le général Victor. Le général Leclerc eut ordre d'aller, avec sa cavalerie et le 8e de dragons, à Castellaro, et de longer la Molinella, pour tourner le flanc gauche de l'ennemi. Enfin le général Serrurier eut ordre de tenir un corps de 1,500 hommes prêt à combattre la garnison de Mantoue, si elle cherchait à sortir de la citadelle pour se réunir au général Provera. En effet, le 16 janvier (27 nivôse), à six heures du matin, le général Wurmser, qui commandait la place, avait fait sortir une colonne assez forte, qui tenta vainement de se rendre maîtresse de la Favorite et de Saint-Antoine. Le général Serrurier l'ayant

fait attaquer dans sa marche, la contint de ce côté, tandis que les troupes du général Victor et du général Dugua, réunies à celles des généraux Guieux et Bon, tenaient en échec, à la Favorite, la colonne du général Provera, en même temps que le général Victor l'attaquait en tête et le général Lannes en queue. Une grande partie de sa colonne mit spontanément bas les armes; et le général lui-même, voyant qu'il était désormais inutile de prolonger un combat sans espoir de succès, se crut obligé de se rendre, sous la seule réserve que les officiers conserveraient leurs armes et leurs chevaux.

Le général Wurmser combattit avec la plus grande opiniâtreté à Saint-Antoine; mais n'ayant pu se rendre maître de la Favorite, et voyant la colonne du général Provera entourée et prisonnière, il fut contraint de rentrer dans Mantoue, après avoir perdu 400 hommes faits prisonniers et beaucoup de morts.

La colonne du général Provera était forte de 6,000 hommes d'infanterie, 700 cavaliers, vingt-deux pièces de canon avec une très grande quantité de caissons et de munitions de guerre et de bouche. La troupe brillante des volontaires de Vienne, composée de jeunes gens des familles les plus distinguées, et dont les dra-

peaux avaient été brodés par l'impératrice, en faisait partie.

Le résultat des batailles de Rivoli et de la Favorite, et des divers combats qui signalèrent ces journées à jamais célèbres, fut pour l'ennemi la perte de 22,000 prisonniers, de 3,000 hommes tués, et de quarante-six pièces de canon avec leurs munitions, c'est-à-dire la destruction presque totale de la quatrième armée autrichienne.

Après cette bataille, la division du général Masséna resta, pendant plusieurs jours, à Vérone et aux environs. La division du général Augereau prit position, sa droite appuyée à Anghiari, son centre à Legnago, et sa gauche à Vérone, pour garder la rive droite de l'Adige.

La division du général Joubert appuya sa droite à l'Adige, en avant de Rivoli; son centre fut placé dans la vallée de Caprino, et sa gauche au lac de Garda.

La droite de la division du général Rey se porta à Sermione et Peschiera; son centre à Desenzano, Lonato et Salo; et sa gauche à Brescia.

La division du général Serrurier continua de bloquer Mantoue; et la division de la colonne mobile, aux ordres du général Victor, s'établit

à Bologne et dans les villages environnant cette ville.

Le grand quartier-général ne quitta pas Vérone.

SEPT NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

TRAITÉ DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES,

PAR LE GÉNÉRAL BARON JOMINI.

DEUXIÈME ÉDITION, TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE, CONTENANT LES CAMPAGNES DE BONAPARTE EN ITALIE EN 1796 ET 1797.

1re note, bataille de Montenotte.—2e, bataille de Lodi. — 3e, bataille de Castiglione. — 4e, bataille de Bassano.— 5e, bataille d'Arcole. — 6e, bataille de Rivoli. — 7e, campagne d'Allemagne de 1797.

Cet ouvrage est un des plus distingués qui aient paru sur ces matières. Ces notes pourront être utiles à l'auteur pour ses prochaines éditions, et intéresseront les militaires.

Ire NOTE (CHAPITRE XXV).

Bataille de Montenotte.

1° L'armée autrichienne, en avril 1796, était forte de quarante-deux bataillons et quarante-quatre escadrons : quelques-uns de ces batail-

lons étaient de 1,500 hommes; l'armée piémontaise, compris l'artillerie et la cavalerie, était de 30,000 hommes; la division de cavalerie napolitaine était de 2,000 hommes. Ces armées réunies avaient 80,000 hommes sous les armes, et 200 pièces de canon. L'armée française était de 28,000 hommes d'infanterie, 3,000 de cavalerie, et 30 pièces de canon attelées. Total, 31,000 hommes en campagne.

2° Les demi-brigades de l'armée d'Italie n'ont pris les numéros qu'elles ont portés en 1805 qu'au mois de juin 1796 : avant cette époque, elles portaient des numéros anciens qui sont oubliés.

3° A la bataille de Montenotte, le général d'Argenteau, commandant le centre de Beaulieu, avait 18,000 hommes, dont 5,000 Piémontais.

4° A la bataille de Millésimo, les Autrichiens avaient 21,000 hommes; à Dégo, ils en perdirent 10,000, dont 8,000 prisonniers, 30 pièces de canon, et 15 drapeaux : le chef de l'état-major-général, en faisant imprimer l'état des prisonniers, en oublia 2,000 qui avaient déjà été évacués sur Nice, et dont le rôle n'avait pas été remis à l'adjudant-général chargé de ce détail.

5° Dans la proclamation du général en chef

à l'armée, datée de Cherasco, il y a une erreur d'impression : au lieu de 1,500, il faut lire 15,000 prisonniers.

6° La cavalerie avait passé l'hiver sur les bords du Rhône, mais elle était dans l'état le plus pitoyable, et marchait à la suite des colonnes; elle fut pourtant fort utile pour suivre l'ennemi dans les gorges, après qu'il fut mis en déroute, et c'est à elle qu'on dut la grande quantité de prisonniers qui furent faits dans ce début de la campagne; mais alors elle ne pouvait pas lutter en ligne contre la cavalerie autrichienne; ce n'est que sur le Mincio qu'elle se montra, pour la première fois, avec avantage; elle manœuvra en plaine, fit des charges heureuses, et rivalisa avec l'infanterie.

II° NOTE (CHAP. XXVI).

Bataille de Lodi.

1° Au lieu de passer le Pô à Plaisance, l'armée d'Italie eût-elle dû effectuer son passage à Crémone? Dans sa marche de Tortone à Plaisance, en descendant la rive droite du Pô, elle prêta, pendant dix-huit lieues, le flanc à l'ennemi, qui, muni d'un équipage de pont, était en position sur la rive gauche : il y aurait eu bien des inconvénients à prolonger encore cette marche

de sept lieues; et quel en eût été le but? Plaisance, sur la rive droite, a fourni toutes les ressources d'une grande ville pour faciliter la construction des ponts; Crémone, sur la rive opposée, fût restée au pouvoir de l'ennemi jusqu'à ce que le passage eût été effectué; Plaisance est d'ailleurs le point du Pô le plus près de Milan, dont Crémone est beaucoup plus éloignée et séparée par l'Adda. Si Beaulieu eût bordé la rive droite de l'Adda, et qu'il eût jeté un pont vis-à-vis de Plaisance, l'armée française se fût trouvée coupée sur les deux rives. Il faut éviter les marches de flanc, et lorsqu'on en fait, il faut les faire les plus courtes possibles et avec une grande rapidité.

2° Si l'armée française avait eu un équipage de pont, elle serait arrivée sur Milan avant l'armée autrichienne; mais elle perdit soixante heures pour rassembler les bateaux et construire un pont sur le Pô, ce qui donna le temps au général ennemi de passer l'Adda.

3° Le corps de Colli, qui se dirigeait sur le pont de Cassano, était en arrière. Napoléon espéra le couper du Mincio, ce qui le décida à brusquer et à effectuer de vive force le passage du pont de Lodi. Effectivement, au moment où il forçait le pont, Colli passait à Cassano; il put faire sa retraite sans être inquiété. Si l'armée eût

eu un équipage de pont, elle eût passé l'Adda le jour même du combat de Fombio, à la nuit tombante.

Napoléon arriva de sa personne jusqu'à une portée de fusil de Pizzighitone; il fit courir *en amont et en aval* pour rassembler des bateaux; s'il eût pu s'en procurer huit ou dix, il eût passé pendant la nuit même: il se fût mis à cheval sur l'Adda.

4° Beaulieu, dans la nuit qui suivit le combat de Fombio, ne tenta point de surprendre Codogno; il ignorait encore ce qui s'était passé l'après-midi, et se voyait maître de Fombio: il venait tout simplement se cantonner à Cazal pour y passer la nuit. Un de ses régiments de cavalerie, qui voulut s'établir à Codogno, donna dans les bivouacs de la division Laharpe; il fut reçu par une vive fusillade, et se retira en toute hâte. Le général Laharpe sortit de son camp avec quelques officiers de son état-major, pour recueillir aux premières cassines quelques renseignements sur la force du corps qui venait de se montrer: à une heure après minuit, revenant à son quartier-général par un autre chemin que celui par lequel il était parti, il fut accueilli par un feu de file, et tomba mort percé par les balles de ses propres soldats, qui l'aimaient et furent consternés de leur méprise.

5° Le général Colli, qui commandait les Piémontais, était un officier de l'armée autrichienne; il ne quitta donc pas le service du roi de Sardaigne après l'armistice de Cherasco.

6° La division Augereau passa effectivement le Mincio sur le pont de Borghetto; les démonstrations près de Peschiera étaient une fausse attaque pour fixer l'attention du général Lyptaï pendant qu'Augereau manœuvrait pour lui couper le chemin de Vérone.

7° Il y avait dans le fort Urbin huit cents soldats du pape et non pas deux cents; ce fait est bien peu important en lui-même, nous ne le relevons que par respect pour la vérité.

Nous ne savons qui a dit que l'armée n'eût pas dû s'arrêter sur l'Adige, qu'elle eût dû passer les Alpes-Juliennes et se porter sur Vienne; mais cela est bien absurde!

Après la bataille de Lodi, Napoléon reçut un arrêté du directoire qui lui ordonnait de marcher sur Rome et Naples avec vingt mille hommes, et de livrer son armée à Kellermann qui viendrait commander le blocus de Mantoue. Il représenta avec énergie les vices de ce projet, et offrit sa démission, ne voulant pas être l'instrument de la perte de son armée. Le gouvernement rapporta son arrêté; il avait été séduit par l'appât irrésistible pour les hommes de la

révolution d'arborer le drapeau français sur le Capitole, et de punir la cour de Naples de ses nombreuses offenses : la politique dicta la conduite de Napoléon avec le roi de Sardaigne; mais ces ménagements entraient difficilement dans les têtes de ce temps-là. Ce n'est pas sans peine qu'il avait pu faire comprendre toute l'importance de maintenir la tranquillité dans le Piémont; que les révolutions, les révoltes, la fermentation des passions produisent toujours des troubles; que c'était du calme et de la sécurité qu'il fallait sur les derrières de l'armée.

III^e^ NOTE (CHAP. XXX).

Bataille de Castiglione.

1° On tient trop compte des rapports du conseil aulique, qui, battu, chercha à pallier l'état des choses. A cette époque, Wurmser n'avait pas moins de cent mille hommes, dont quinze mille dans Mantoue; l'armée française était de quarante mille hommes, dont dix mille employés au blocus de cette place; trente mille formaient l'armée d'observation qui devait tenir en respect et contenir une armée de secours de plus de quatre-vingt mille hommes. Depuis le 29 juillet jusqu'au 8 août, Wurmser perdit quarante mille hommes, soixante-dix pièces de ca-

non, beaucoup de caissons et de voitures, quinze drapeaux : il changea la garnison de Mantoue, la renforça de cinq mille hommes, et regagna le Tyrol avec moins de quarante mille hommes.

2° Le 31 juillet, Augereau repassa le Mincio à Borghetto avec sa seule division; Serrurier leva le blocus de Mantoue, réunit sa division et se porta sur Marcaria. Dans la nuit du 31 juillet au 1er août, Napoléon marcha sur Brescia avec la division Augereau qui suivait des chemins vicinaux, à travers un pays de bruyères : Masséna (qui ne resta pas à Ponte-San-Marco) marcha parallèlement sur la chaussée de Ponte-San-Marco à Brescia : Sauret resta en position sur les hauteurs entre Lonato et Salo : le général Pigeon, commandant l'arrière-garde de Masséna dans cette marche, demeura sur le bas Mincio avec quinze cents hommes, tiraillant d'une rive à l'autre : l'arrière-garde d'Augereau, commandée par le général de brigade Valette, s'établit sur la rive droite du Mincio à la hauteur de Borghetto, et tirailla avec l'autre rive. Le 2 août, à la petite pointe du jour, les divisions Masséna et Augereau firent demi-tour à droite, après avoir chassé Quasdanowich de Brescia et de toute la plaine. Masséna se porta à Ponte-San-Marco, et trouva son arrière-garde,

devenue par ce mouvement son avant-garde, déjà reployée sur Castiglione; elle s'était laissé forcer sans raison dans la journée. Telle était la position des choses, la veille de la bataille de Lonato.

3° A cette bataille les Autrichiens avaient trente mille hommes; ils en avaient dix-huit mille à Castiglione; Lyptaï formait l'avant-garde; aussi fallut-il au général Augereau toute la vigueur de son excellente division renforcée de la réserve de cavalerie, pour vaincre, s'emparer de Castiglione et battre l'ennemi. Douze cents hommes étaient opposés à Masséna : ils prirent d'abord Lonato et défirent l'arrière-garde du général Pigeon, mais furent percés par le centre, repoussés et chassés du champ de bataille. Le 5, eut lieu la bataille de Castiglione. Le général Fiorella, qui commandait la division Serrier, ne put faire son mouvement sur les derrières de Wurmser qu'avec quatre mille hommes; il y avait à cette division trois mille malingres ruinés par les fièvres des marais, qu'il lui fut impossible d'emmener, et qu'il dut laisser à Marcaria avec les sapeurs, les ouvriers, les caissons et autres voitures attachées à l'équipage de siége. Wurmser avait encore près de trente mille hommes, une fort belle cavalerie, à laquelle la nôtre était encore alors inférieure;

l'armée française était de vingt-deux à vingt-trois mille hommes, mais c'étaient les mêmes troupes qui s'étaient battues à la Corona, à Lonato, et à la bataille du 3; bien des officiers avaient été tués, beaucoup étaient hors de combat: on fit donc dans cette journée tout ce qu'il était possible de faire.

4° Wurmser était un vieux soldat, il avait de bons officiers avec lui; il savait que son plan était trop vaste, mais il se croyait protégé par sa grande supériorité numérique. S'il n'eût eu que des forces égales ou seulement d'un tiers au-dessus, il ne se fût pas autant étendu. S'il eût perdu à Lonato et à Castiglione aussi peu de monde qu'on paraît le croire, il n'eût pas abandonné le Mincio, il s'y fût maintenu, la gauche appuyée à Mantoue, la droite au lac de Garda; en investissant et assiégeant Peschiera, il eût sauvé l'honneur des armes: mais les pertes qu'il avait éprouvées étaient trop considérables; elles l'obligèrent à rentrer dans le Tyrol et à abandonner l'Italie.

IVe NOTE (CHAP. XXXI).

Bataille de Bassano.

1° Wurmser reçut 15,000 hommes de renfort dans le mois d'août, il lui en restait 40,000 de

son ancienne armée, il s'y était joint 10,000 Tyroliens : il avait donc 70,000 hommes dans le commencement de septembre. 30,000, y compris les 10,000 Tyroliens, furent destinés à garder le Tyrol sous Davidowich, 40,000 à manœuvrer par les plaines du Bassanais et du Vicentin sur Mantoue; sur ce nombre, 30,000 étaient d'infanterie, le reste de cavalerie et d'artillerie. Davidowich perdit 11,000 hommes à la bataille de Roveredo, dont 9,000 prisonniers; il en avait perdu au combat de la Sarca, et en perdit au combat de Lavis.

2° Au combat de Primolano, on fit des prisonniers de cinq bataillons différents; il y avait outre les trois bataillons de Croates, six bataillons de ligne; le nombre des prisonniers fut de 4,000, et non de 1,800.

3° La bataille de Bassano a été plus importante qu'on ne la représente; les pertes éprouvées par l'ennemi ont été plus fortes.

4° La division Mezaros, arrivée devant Vérone, attaqua cette ville et fut repoussée; le local avait été préparé à cet effet, car le mouvement offensif de Wurmser avait été prévu; une demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence, et l'enceinte avait été armée d'un grand nombre de pièces d'artillerie. Kilmaine, qui avait été chargé d'observer l'Adige, reçut du général

en chef, au moment où celui-ci marchait sur Trente, une instruction fort détaillée qui le frappa vivement; elle est curieuse et doit se trouver dans ses papiers; tout ce qui arriva sur l'Adige était prévu. Lorsqu'il se vit menacé, Kilmaine rappela la garnison de Legnago, et ordonna au général Sahuguet, qui commandait le blocus de Mantoue, de la remplacer. Mezaros demanda alors des renforts à Wurmser, et surtout un équipage de pont; au lieu de cela, il reçut l'ordre de rétrograder en toute hâte sur Bassano; il se rencontra à Vicence avec Wurmser même, qui venait d'être chassé de Bassano.

5° Suivi par la division Masséna, qui marchait directement de Bassano sur Vicence, et par celle d'Augereau, qui était arrivée à Padoue, il se trouvait ainsi acculé à l'Adige; il n'avait pas d'équipages de pont, il les avait perdus à Bassano; il ne lui restait, de cette armée de 70,000 hommes, que 16,000 hommes fort découragés, si ce n'est 6,000 hommes de cavalerie en bon état, qui n'avaient pas souffert et qui étaient pleins de vigueur. Sa situation paraissait désespérée, lorsque trois escadrons de cavalerie s'emparèrent du bac d'Albaredo, passèrent sur la rive droite de l'Adige; ils coupèrent les communications de Legnago avec le blocus de Mantoue, sabrèrent quelques hommes isolés qui portèrent

l'alarme dans Legnago. Selon l'usage des Autrichiens, ce parti de cavalerie répandit partout les bruits les plus alarmants : Napoléon avait péri avec son armée dans les gorges de la Brenta : Wurmser avec toute son armée victorieuse arrivait sur Mantoue. Le commandant de Legnago était un chef de bataillon d'infanterie légère qui y était avec 500 hommes; il perdit la tête, ajouta foi à ces rapports mensongers, et crut faire un chef-d'œuvre d'évacuer la place, de sauver son bataillon, et de rejoindre Sahuguet sur Mantoue. L'officier de cavalerie autrichienne en fut bientôt instruit, il se jeta sur-le-champ dans Legnago, et avec ses trois escadrons s'empara de la ville et du pont, qui, quoique de bois, avait été laissé entier. Cet heureux événement changea la position du vieux maréchal, il ne courait plus la chance d'être obligé de poser les armes : il se dirigea en toute hâte sur Legnago et passa la rivière; mais il eut l'imprudence de perdre un jour. Napoléon arrivait à Arcole, vis-à-vis Ronco, au moment même où Wurmser entrait dans Legnago; il s'empara du bac, fit passer sur-le-champ la division Masséna, pour profiter de la sécurité où était Wurmser; il espéra encore le prévenir sur la Molinella, il se porta sur Sanguinetto dans le temps qu'Augereau se porta de Padoue sur Legnago. Si

l'avant-garde de Masséna ne se fût pas dirigée trop à gauche sur Cerea, toute la division Masséna serait arrivée à Sanguinetto avant l'ennemi, et Wurmser eût encore été obligé de poser les armes; mais l'avant-garde ayant barré le chemin à Cerea, et n'étant seulement forte que de 500 chevaux et 1,200 hommes d'infanterie légère, n'étant pas soutenue par le corps de la division qui était sur le chemin de Sanguinetto, Wurmser lui passa sur le ventre, et arriva sur la Molinella, où Kilmaine et Sahuguet étaient en position; ils avaient coupé le pont de Castellaro, mais ils avaient laissé celui de Villimpenta; Wurmser s'y dirigea, le chemin de Mantoue lui fut ouvert: voilà comment il parvint à se sauver.

Au premier coup de canon de l'avant-garde de Cerea, Napoléon, qui était à cheval et qui marchait plus à droite et sur la direction de Sanguinetto, comprit ce qui se passait: il s'y porta au galop afin d'y remédier, s'il en était temps; mais, comme il arrivait, la 4^{e} légère était mise en déroute, et plusieurs milliers d'hommes de cavalerie fouillaient la plaine. Une vieille femme instruisit Wurmser qu'il n'y avait pas dix minutes que le général français était là à sa porte; il n'avait eu, disait-elle, que le temps de donner de l'éperon. Le vieux maréchal espéra, non sans quelque fondement, que son adversaire tombe-

rait en son pouvoir. Il recommanda, dit-on, qu'on le lui amenât vivant. Il paraît que l'auteur a ignoré le combat de Véroné et les événements de Legnago; la perte de l'armée autrichienne, du 4 septembre au 13, fut de trente mille hommes, tués ou blessés, et de quatorze mille hommes renfermés dans Mantoue, parmi lesquels le maréchal, tout l'état-major, les administrations, etc., etc.

V^e^ NOTE (CHAP. XXXIV).

Bataille d'Arcole.

1° Au combat du 6 novembre sur la Brenta, les généraux Quasdanowich et Hohenzollern furent poursuivis par la division Augereau sur Bassano; un effort était nécessaire pour les obliger à repasser le pont, et rendre la journée décisive. Napoléon envoya l'ordre à une brigade de réserve d'avancer; mais un bataillon de Croates de neuf cents hommes, que Quasdanowich avait envoyés en flanqueurs de droite, quand il marchait en avant, se trouvant coupé, se barricada dans un village sur la chaussée de Vicence à Bassano: la brigade de réserve, accueillie à l'entrée de ce village par une vive fusillade, ne put déboucher; il fallut manœuvrer et amener du canon: ce village fut enlevé de vive force; mais la brigade perdit deux heures,

et la nuit était close quand elle arriva vis-à-vis Bassano.

2° Le général Kilmaine, qui, pendant la bataille d'Arcole, occupait Vérone, n'avait sous ses ordres qu'un corps de quinze cents hommes, infanterie, cavalerie, artillerie.

3° Le pont sur l'Adige fut jeté vis-à-vis Ronco, sur la droite de l'Alpon, entre l'embouchure de cette rivière et Vérone, et non vis-à-vis Albaredo au-dessous de l'embouchure de l'Alpon, 1° parce que les hussards autrichiens occupaient le village d'Albaredo, et que si l'on y avait jeté le pont, ils eussent donné l'éveil à Alvinzi. C'était surtout sur une surprise que l'on comptait, tandis que l'ennemi avait négligé d'occuper les marais, vis-à-vis Ronco, se contentant de les faire éclairer par des patrouilles de hussards, qui deux fois par jour parcouraient les digues. 2° L'armée française n'avait que 13,000 hommes, elle ne pouvait avoir aucun espoir, dans l'état des choses, d'en battre 30,000 dans une plaine ouverte où les lignes eussent pu se déployer; mais sur des digues environnées de marais, les têtes de colonnes seules se battraient, le nombre serait sans influence. 3° Alvinzi se préparait à donner l'assaut à Vérone; son quartier-général en était à trois lieues; il se pouvait qu'au moment où l'armée française marcherait

sur Ronco, il marchât pour forcer Vérone : il fallait donc qu'elle passât le Pô au-dessus de l'embouchure de l'Alpon, pour n'avoir aucun obstacle naturel à suivre Alvinzi sur Vérone. Si elle eût passé vis-à-vis Albaredo, quelques bataillons croates en position sur la rive droite de l'Alpon, auraient suffi pour protéger la marche d'Alvinzi sur Vérone ; une fois cette ville perdue, l'armée française était obligée de battre en retraite pour se réunir avec Vaubois sur Mantoue et prévenir l'ennemi.

4° Pourquoi le village d'Arcole fut-il évacué par l'armée française, à la fin de la première journée ? pourquoi le fut-il de nouveau à la fin de la seconde ? Parce que les avantages obtenus dans la première journée, quoique assez considérables, ne l'étaient pas assez pour que l'armée pût déboucher dans la plaine, et rétablir ses communications avec Vérone ; cependant il était à craindre que, pendant le jour même qu'elle s'était battue à Arcole, Davidowich se fût porté de Rivoli sur Castel-Novo, et alors il n'y avait plus de temps à perdre ; il fallait que l'armée marchât toute la nuit pour se réunir le lendemain à Vaubois sur Castel-Novo et Villa Franca, battre Davidowich, sauver le blocus de Mantoue, puis revenir après, s'il y avait lieu, avant qu'Alvinzi eût passé l'Adige. Napoléon reçut à

quatre heures du matin la nouvelle que Davidowich n'avait point bougé la veille, alors il repassa le pont et prit Arcole. A la fin de la seconde journée il fit les mêmes raisonnements; il avait obtenu des avantages réels, mais pas assez décisifs encore pour pouvoir se hasarder à déboucher en plaine; il se pouvait toujours que Davidowich eût marché sur Vaubois, il fallait être en mesure de couvrir le blocus de Mantoue. Ces raisons très délicates tiennent à des calculs d'heures, et il faut bien connaître l'échiquier de Vérone, de Villeneuve, de Ronco, de Mantoue, de Castel-Novo et de Rivoli, pour les concevoir.

5° On demande pourquoi l'armée française ne jeta point dans la première journée un pont à l'embouchure de l'Alpon, afin de déboucher en plaine; pourquoi, du moins, elle ne le fit pas la seconde journée. Parce qu'elle avait éprouvé des revers depuis huit jours; parce qu'elle ne comptait que 13,000 combattants; parce qu'enfin ce ne fut que le troisième jour, par des succès obtenus successivement, que l'équilibre fut un peu rétabli entre les deux armées. L'état des choses était tel que si, avant d'ordonner les mouvements du troisième jour, Napoléon eût convoqué un conseil des généraux, pour discuter s'il devait marcher sur Vérone par la rive

gauche, ou s'il devait se porter au secours de Vaubois par la rive droite, toutes les opinions eussent été pour le mouvement de la rive droite: et quand deux heures avant le jour ses généraux de division reçurent l'ordre de se porter en avant, ils trouvèrent le mouvement fort hardi. Comme les divisions s'ébranlaient, les coureurs annoncèrent que l'ennemi s'était mis en retraite sur Vicence et la Brenta.

VI^e NOTE (CHAP. XXXVI).

Bataille de Rivoli.

1° Clarke avait réellement une mission près la cour de Vienne, il était aussi chargé de négocier les intérêts de la minorité du directoire près de Napoléon; ce serait une grande erreur de lui supposer la prétention de le remplacer. Le gouvernement était divisé, mais les deux partis étaient également satisfaits de la marche des affaires d'Italie. Clarke n'avait d'ailleurs aucune habitude du commandement, son genre d'esprit était celui d'un observateur; il s'occupa au quartier-général à faire des recherches sur les officiers particuliers; cela en mécontenta plusieurs, et lui attira des désagréments : il était homme de travail et intègre.

2° La 59^e n'a jamais fait partie de l'armée d'Italie, mais bien les 57^e et 58^e.

3° Lorsque Napoléon partit de Rivoli pour se porter à Mantoue, il y laissa les généraux Masséna et Joubert. Dans cette campagne, le projet du conseil aulique était que les opérations d'Alvinzi par Montebaldo, et de Provera par le bas Adige, fussent indépendantes l'une de l'autre. L'ordre avait été donné à Wurmser de manœuvrer pour se retirer avec Provera, si Alvinzi réussissait, et de pousser la victoire autant que le permettraient les circonstances, mais, si Alvinzi était battu et que Provera réussît, de profiter des deux ou trois jours où il serait le maître du cours du Pô pour le passer avec tout son état-major, tous ses cadres d'artillerie, d'infanterie, et de cavalerie, se porter sur Rome, se joindre à l'armée du pape, augmenter et discipliner ses levées, et obliger ainsi le général français à se diviser en deux masses. Quant à Mantoue, il devait l'approvisionner pour deux mois, s'il pouvait se maintenir maître du Serraglio assez de temps pour cela : si au contraire il ne le pouvait pas, il devait abandonner cette place importante, et mener avec lui dans les états du pape toute l'artillerie, et les munitions qu'il lui serait possible d'évacuer.

4° Les armées d'Alvinzi et de Provera étaient plus fortes qu'on ne croit; leurs pertes s'élevèrent à 30,000 hommes tués, blessés, ou pri-

sonniers; le nombre de ces derniers montait à 19,000 hommes.

VII^e NOTE (CHAP. XXXVII).

Campagne d'Allemagne de 1797.

1° Il était nécessaire de commencer la campagne avant la fonte des neiges, pour ne pas donner le temps aux ingénieurs autrichiens de couvrir les débouchés des Alpes noriques d'ouvrages de campagne, et de mettre en état de défense Palma-Nova : il importait aussi de battre l'archiduc, avant qu'il eût été rejoint par les divisions du Rhin.

Pour empêcher l'armée française de passer le Tagliamento, il eût fallu que le conseil aulique eût réuni son armée dans le Tyrol avant le 1^er mars, laissant seulement 6,000 hommes en observation sur le Tagliamento. Si le général français se fût alors obstiné à passer cette rivière, l'archiduc eût été le maître de l'arrêter, il l'eût forcé de rétrograder en passant le Lavis, se portant sur Trente et menaçant Bassano et Vérone. Il était impossible à l'armée française de s'étendre sur sa droite, si l'archiduc se tenait sur la haute Brenta; elle eût été obligée d'engager la guerre dans le Tyrol, ce qui avait pour lui trois avantages : 1° celui de lui permettre

de réunir son armée vingt jours plus tôt, car Inspruck est près du Rhin, Conégliano et Sacile en sont très éloignés; 2° lui donner un champ de bataille à son avantage, dans un pays où la population lui était toute dévouée, et fort exaltée; 3° lui donner les moyens de concentrer ses opérations, de recevoir de nouveaux renforts de l'armée du Rhin. Cette seule faute du conseil aulique de réunir l'armée dans le Frioul, au lieu de la rassembler dans le Tyrol, exposa alors la capitale, et décida du sort de la guerre.

2° La position de l'archiduc derrière le Tagliamento en avant de Codroïpo était mauvaise; il eût dû se placer à Saint-Daniel, assurant sa retraite par les gorges: de là il eût empêché Masséna de le prévenir à Tarvis. Sa retraite sur le bas Izonzo et par les gorges de Cividal était une grande erreur, lorsque déjà Masséna était à Tarvis.

3° La division Guieux ne se dirigea point sur la Torre, mais sur Udine, Cividal et Caporetto. Le quartier-général marcha sur Palma-Nova et Gradisca, avec les divisions Bernadotte et Serrurier; la division Masséna était à Tarvis. On demande pourquoi les divisions Bernadotte et Serrurier ne se dirigèrent pas sur Cividal pour appuyer la division Guieux. Parce que l'archiduc avait dirigé deux divisions et ses parcs

par les gorges de Cividal, que la division Guieux était suffisante pour les pousser. Arrivé à Caporetto, ce corps d'armée continuerait sur Tarvis sa première destination, et alors il était perdu et obligé de poser les armes, comme cela effectivement a eu lieu; ou bien, apprenant que déjà Masséna était sur Tarvis, il descendrait l'Izonzo, et se porterait sur Gorizia pour gagner la Carniole : il fallait dans ce cas être en forces, pour marcher à sa rencontre, le jeter sur Caporetto où Guieux serait arrivé, et l'obliger à poser les armes dans les gorges de Caporetto. Tout ce chapitre demande à être recommencé, les mouvements ne sont pas exactement décrits; l'archiduc était au combat de Tarvis. Napoléon appuya à Gradisca plutôt que sur Gorizia, parce que la rive gauche de l'Izonzo domine la rive droite jusqu'à la route de Montefalcone.

4° Les instructions du général Joubert prescrivaient, après avoir rejeté le général Kerpen au-delà du Brenner, de faire un à-droite, de descendre la vallée de la Drave, et de rejoindre l'armée à Villach. Ce mouvement était régulier, parce que Joubert n'entra en opérations que lorsque déjà l'armée était victorieuse sur le Tagliamento, qu'il ne marcha par sa droite sur la Drave que lorsque déjà le quartier-général était à Clagenfurth. Napoléon envoya successivement

à sa rencontre à Lienz et à Spital, son aide-de-camp Lavalette, et le général Zajonzeck avec quelques escadrons de dragons.

5° La division Victor n'a jamais été destinée à rester dans la Romagne; elle avait fait l'expédition de Rome, il lui fallait le temps de revenir. Elle devait prendre position sur l'Adige pour former le noyau d'un corps d'observation contre les Vénitiens. Elle était, le 18 avril, pendant le massacre de Vérone, à Padoue. Il eût fallu être bien fou pour laisser des troupes dans la basse Italie.

6° Après le passage du Tagliamento, Napoléon écrivit au directoire qu'au 15 avril il serait en Allemagne, dans la capitale de la Carinthie; qu'il fallait donc que les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, qui comptaient 140 mille combattants, se missent sans délai en marche, et prissent position sur l'Ens; qu'arrivés sur cette rivière, il dirigerait le mouvement combiné des trois armées sur Vienne. Le directoire lui répondit qu'il allait ordonner à ses armées du Rhin d'entrer en opération; qu'au moment où il recevrait ce courrier, déjà les hostilités auraient commencé. Mais, le 1er avril, il reçut à Clagenfurth l'avis qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin, qu'il serait possible que celle de Hoche entrât en cam-

pagne, mais que celle de Moreau était hors d'état de passer le Rhin. Cette nouvelle fit naître en lui bien des soupçons. Il avait conclu un traité offensif et défensif avec le roi de Sardaigne, lui avait garanti ses états, et en avait obtenu un contingent de 10,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie, et 24 pièces de canon. Cette division, qu'il eût menée en Allemagne, aurait assuré ses derrières; chaque soldat piémontais eût été pour lui un ôtage. Le directoire, sans blâmer ce traité, traîna en longueur les ratifications, et la campagne s'ouvrit avant que l'armée eût pu être renforcée de cette division de bonnes troupes. C'était d'autant plus fâcheux, que ces 12,000 hommes ayant été rendus mobiles pouvaient être dangereux. Napoléon avait aussi à se plaindre de l'influence qu'exerçait le ministre Quirini, qui ouvrait les portes avec la clef d'or, et entravait les affaires de Venise. Il se convainquit de la nécessité de faire la paix, et écrivit sa lettre si connue à l'archiduc. Tous les courriers de Paris, qu'il reçut jusqu'au 18 avril, le confirmèrent dans l'idée que les armées d'Allemagne ne bougeaient point. Il n'apprit leur passage du Rhin qu'après la signature des préliminaires de Léoben, qu'il n'eût signés que dans Vienne, s'il eût su que les deux armées françaises du Rhin voulaient entrer en cam-

pagne; quand même elles n'eussent passé le Rhin qu'au mois de mai, cela lui eût été suffisant.

NOTES

SUR LES HUIT PREMIERS VOLUMES

DE L'OUVRAGE INTITULÉ :

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES,

OU

ESSAIS HISTORIQUES SUR LES CAMPAGNES DE 1797 A 1814.

Cet ouvrage est écrit avec facilité. Il justifie son titre. Sa lecture a été l'objet d'un grand nombre d'observations. Dans les quatre notes que nous mettons ici, nous ne traiterons que de ce qui est relatif, 1° à la politique de Pitt; 2° au général Moreau; 3° à l'armistice naval; 4° aux différentes assertions sur les guerres d'Égypte.

Ire NOTE. — POLITIQUE DE PITT.

(Tome 3, page 1, 1800).

..... « Ce célèbre ministre, fidèle aux principes de la vieille politique insulaire, n'admettait aucune garantie tant que la France

« conserverait, avec la Belgique et la disposition des ressources « maritimes de la Hollande, une situation toujours hostile contre « l'Angleterre. — Depuis la cession des Pays-Bas à la France, con- « sentie par la maison d'Autriche, au traité de Campo-Formio, le « but de la guerre échappait au gouvernement anglais; tous ses efforts « tendaient à le ressaisir. M. Pitt était convaincu que, pour arracher aux « Français cette belle conquête, il fallait épuiser les ressources de la « France, et la consumer en portant dans son sein une guerre que la fu- « reur des partis comprimés, et l'indignation des puissances humiliées, « devaient lui rendre à jamais funeste, si elle en devenait le théâtre. — « La conquête de l'Italie, et tous les avantages remportés par les alliés « pendant la campagne de 1799, ne suffisaient plus pour remettre en « question la rétrocession de la Belgique, parce que ces avantages étaient « balancés sur le Rhin par la victoire de Zurich, et dans le Nord par le « mauvais succès de l'expédition sur les côtes de Hollande. La continua- « tion de la guerre était donc invariablement résolue par le ministère « anglais, avant les ouvertures faites par Bonaparte. Elles donnèrent « lieu à de vifs débats dans le parlement; les principaux orateurs du « parti de l'opposition remontèrent jusqu'aux premières causes de la « guerre. Ils en attribuèrent l'explosion, les malheurs, la perpétuité, à « ceux qui voulaient établir l'immutabilité des gouvernements, et l'a- « liénation irrévocable de la souveraineté comme base fondamentale « d'un pacte social, pour le maintien duquel toutes les puissances de- « vraient être à jamais solidaires. — MM. Erskine, Fox et Sheridan se « distinguèrent dans cette discussion mémorable : ils opposèrent à la « doctrine des gouvernements de l'Europe moderne, les plus forts argu- « ments que purent leur fournir les principes du droit naturel et du « droit politique, l'esprit et la marche du siècle, les exemples tirés de « leur propre histoire, le changement de système en France qu'ils trou- « vaient favorable au rétablissement de la paix..... »

1° Le ministre anglais a-t-il pu se refuser aux ouvertures que lui a faites le premier consul, en 1800, sans se rendre responsable des malheurs de la guerre? 2° Le refus était-il poli-

tique et conforme à l'intérêt de l'Angleterre? 3° La guerre était-elle alors à désirer pour la France? 4° Quels étaient, dans cette circonstance, les intérêts de Napoléon? Pitt se refusa à entrer en négociation, dans l'espérance qu'en continuant la guerre, il obligerait la France à rappeler les princes de la maison de Bourbon, et à rétrocéder la Belgique à la maison d'Autriche. Si ces deux prétentions étaient légitimes et justes, il a pu, en justice, se refuser à la paix; mais si l'une et l'autre sont illégitimes et injustes, il a rendu son pays responsable de tous les malheurs de la guerre. Or la république avait été reconnue par toute l'Europe; l'Angleterre elle-même l'avait reconnue en chargeant, en 1796, lord Malmesbury de ses pouvoirs pour traiter avec le directoire. Ce plénipotentiaire s'était rendu successivement à Paris et à Lille; il avait négocié avec Charles Lacroix, Letourneur et Maret, ministres du directoire; d'ailleurs la guerre n'avait pas pour but le retour des Bourbons. Les provinces de la Belgique avaient été cédées par l'empereur d'Autriche au traité de Campo-Formio, en 1797; l'Angleterre avait reconnu leur réunion à la France par les négociations de lord Malmesbury à Lille. Elles faisaient légitimement partie de la république. Vouloir les en séparer, c'était vouloir

usurper, déchirer, démembrer un état reconnu. Ces deux prétentions étaient injustes et illégitimes.

2° Cette politique du ministre Pitt était-elle bien conforme à l'intérêt de l'Angleterre? Pouvait-il raisonnablement se flatter d'obtenir la Belgique par le résultat de la continuation de la guerre? N'eût-il pas été plus sage de donner la paix au monde, en s'assurant des avantages réels et très considérables qu'il pouvait obtenir? Les rois de Sardaigne et de Naples, le grand-duc de Toscane, le pape, eussent été rétablis et consolidés sur leurs trônes; le Milanais eût été assuré à la maison d'Autriche; les troupes françaises eussent évacué la Hollande, la Suisse et Gênes; l'influence anglaise eût pu s'établir dans ces pays; l'Égypte eût été restituée au grand-seigneur, l'île de Malte au grand-maître; Ceylan, le cap de Bonne-Espérance, eussent consolidé la puissance anglaise aux Deux-Indes. Quel magnifique résultat de la campagne de 1799! Ces avantages étaient certains, et les espérances auxquelles on les sacrifiait étaient-elles au moins probables? En 1799, la coalition avait été victorieuse en Italie, mais battue en Suisse, en Hollande et en Orient. La France venait de changer son gouvernement. A cinq personnes, divisées et peu habiles, succédait un homme dont les

connaissances et les talents militaires n'étaient pas douteux ; il avait été élevé par l'assentiment de la nation : à son nom seul la Vendée s'était déja soumise, les armées de la Russie étaient en marche pour repasser la Vistule : lord Grenville lui-même convenait que quand le premier consul voudrait céder la Belgique, le peuple français en masse s'y opposerait : ainsi l'objet de la guerre était populaire en France. Les cours de Berlin, de Vienne et de Londres, se trompèrent en 1792 : les circonstances étaient si nouvelles ! Mais, en 1800, les hommes d'état d'Angleterre étaient-ils excusables de tomber dans la même erreur ? Il était donc probable que la campagne de 1800 serait favorable à la France, que cette puissance reprendrait l'Italie, et que si enfin, contre toute probabilité, le succès de la campagne était douteux, il ne remplirait pas du moins le but que se proposait le ministère anglais ; il lui faudrait donc continuer, pendant plusieurs années, d'immenses subsides, car il ne pouvait espérer d'arracher la Belgique à la France que par la réunion de la Russie et de la Prusse, ou du moins d'une de ces deux puissances, à la coalition. Or ce résultat politique ne pouvait pas être obtenu par la campagne de 1800. Il ne fallait donc pas courir les chances de cette campagne.

après s'être permis des déclamations si injurieuses au peuple et à la nation française, de signer la paix d'Amiens. La France, reconnue maîtresse de toute l'Italie, a fait une paix plus avantageuse que celle de Campo-Formio, puisqu'elle y a gagné le Piémont et la Toscane; et il a fallu le poignard d'un fanatique qui fît tomber le commandement de l'armée d'Orient entre les mains d'un homme distingué sous bien des points de vue, mais absolument dépourvu de talent et de génie militaires, pour que l'Égypte ne fût pas à jamais réunie à la France.

Car il n'est pas un militaire anglais, turc ou français, qui ne convienne que l'armée d'Abercombie eût été battue et détruite si Kléber eût vécu. Déjà la Porte avait montré des dispositions favorables pour faire la paix, indépendamment de l'Égypte. De quel poids un jeune fanatique de vingt-quatre ans, sur la foi d'un passage douteux du Coran, a-t-il pesé dans la balance du monde?

II^e NOTE. — MOREAU.

(Page 87).

..... « Mais le nom de Moreau était plus populaire, et la nation « l'eût préféré, si la dictature l'avait séduit, ou si la noble et secrète « ambition de se faire le Monck des Français l'avait excité; il aurait pu, « bien avant cette époque, faire intervenir l'armée, et devancer son ri- « val; il avait plus que lui l'affection du soldat : on le connaissait davan- « tage. Il avait eu partout de grands succès, en Flandre, en Allemagne « et en Italie, où sa retraite devant Souwarow ne l'illustra pas moins que « celle qu'il avait faite devant l'archiduc. Moreau n'avait pas la réso- « lution d'esprit nécessaire pour de telles entreprises; il crut, en secon- « dant l'élévation du premier consul, se réserver le rôle de généralissime, « qui lui convenait mieux : mais ce partage parut trop inégal à ce bril- « lant et farouche amant de la gloire, qui se montra toujours jaloux de « ses moindres faveurs, et n'en connut jamais le véritable prix.... »

(Page 82).

« Son plan de campagne ne fut point d'abord adopté par le gouverne- « ment; il voulait agir par son aile droite, et se borner à observer Saint- « Gothard et les principaux passages du haut Valais jusqu'aux Grisons : « il pensait que les premiers mouvements de l'armée de réserve suffiraient « pour dégager Masséna; qu'il ne fallait rien entreprendre de plus jus- « qu'à ce que l'offensive contre le général Kray eût pleinement réussi, « et qu'on l'eût mis hors d'état de tenir campagne; que jusque-là il fallait « bien se garder d'affaiblir l'aile droite de l'armée du Rhin, et qu'on « devait au contraire la soutenir en portant en avant, à la naissance « des plus hautes vallées, au débouché de l'Engadine et du Vorarlberg, « une partie de l'armée de réserve, et qu'elle s'y trouverait également « bien placée pour fermer l'entrée de la Suisse du côté du Tyrol, si le gé- « néral Kray tentait d'y opérer une diversion, ou pour prendre les re-

« vers sur la nouvelle ligne d'opérations du général Mélas en Lombardie, « et couvrir d'autant mieux celle de l'armée française du Rhin, agissant « dans le bassin du Danube. Bonaparte, au contraire, ne songeait qu'à « reconquérir l'Italie et ses premiers trophées; il avait, à la vérité, porté « d'abord sur l'armée de Moreau toutes les ressources disponibles et le « plus à portée, pour la mettre plus promptement en état d'agir, pendant « qu'il rassemblait avec peine, à de grandes distances, le personnel, le « matériel et le grand nombre de chevaux nécessaires pour son expédi- « tion : mais il considérait cette grande armée du Rhin comme une masse « qui devait seulement paralyser les principales forces de l'Autriche, « après que les premiers mouvements auraient rompu tout concert entre « l'armée impériale d'Allemagne et celle d'Italie. Il suffisait donc au « premier consul que la Suisse fût bien gardée, et la chaîne des Alpes « rendue impénétrable. Moreau devait rester en observation, et détacher « toute son aile droite pour renforcer l'armée de réserve dans les plaines « de la Lombardie, afin que lui seul pût frapper les grands coups sur le « théâtre où il lui convenait de remporter d'éclatantes victoires. »

Le général Moreau n'a jamais commandé en Flandre, ni en Hollande; il a fait les campagnes de 1794 et 1795 sous les ordres des généraux Pichegru et Jourdan, comme Souham, Taponier, Michaud, etc.; il commanda en chef pour la première fois, au mois de mai 1796, à l'armée du Rhin; il passa ce fleuve au mois de juillet. Napoléon était alors maître de toute l'Italie.

La campagne en Allemagne de 1796 ne fait honneur ni aux talents militaires de ceux qui en ont conçu le plan, ni au général qui en a eu la principale direction, et qui a commandé la principale armée : 1° il passa sur la rive droite du Danube et du Lech, après la bataille de Ne-

resheim le 11 août, tandis qu'en marchant devant lui sur l'Altmulh par la rive gauche du Danube, il se fût joint en trois marches avec l'armée de Sambre-et-Meuse qui était sur la Rednitz, et eût par ce mouvement décidé de la campagne; 2° il resta inactif six semaines pendant août et septembre en Bavière, alors que l'archiduc battait l'armée de Sambre-et-Meuse, et la rejetait au-delà du Rhin; 3° il laissa assiéger Kehl pendant plusieurs mois par une armée inférieure, à la vue de la sienne, et il le laissa prendre.

Dans la campagne de 1799, il servit d'abord en Italie, sous Schérer, comme général de division; il y montra autant de bravoure que d'habileté à la tête d'une ou deux divisions; mais, appelé au commandement en chef de cette même armée, à la fin d'avril, par le rappel de Schérer, il ne fit que des fautes. Il ne montra pas plus de connaissances du grand art de la guerre, qu'il n'en avait montré dans la campagne de 1796. 1° Il se fit battre à Cassano par Suwarow; il y perdit la plus grande partie de son artillerie; il laissa cerner et prendre la division Serrurier. 2° Il fit sa retraite sur le Tésin, tandis qu'il eût dû la faire sur la rive droite du Pô, par le pont de Plaisance, afin de se réunir à l'armée de Naples que commandait Macdo-

nald, et qui était en marche pour s'approcher du Pô : cette réunion faite, il était maître de l'Italie. 3° Du Tésin il fit sa retraite sur Turin, laissant Suwarow maître de se porter sur Gênes, et de le couper entièrement de l'armée de Naples : il s'aperçut à temps de cette faute, et revint en toute hâte par la rive droite du Pô sur Alexandrie ; mais quelques jours après il commit la même faute en marchant sur Côni, et abandonnant entièrement l'armée de Naples et les hauteurs de Gênes. 4° Pendant qu'il marchait à l'ouest, Macdonald arrivait avec l'armée de Naples sur la Spezia ; au lieu d'opérer sa jonction avec ce général sur Gênes, derrière l'Apennin, et de déboucher, réunis par la Bocchetta, pour faire lever le siége de Mantoue, Moreau prescrivit à Macdonald de passer l'Apennin, et d'entrer dans la vallée du Pô, pour opérer sa jonction sur Tortone ; il arriva ce qui devait arriver : l'armée de Naples seule eut à supporter tous les efforts de l'ennemi aux champs de la Trebbia, et l'Italie alors fut véritablement perdue.

En 1799, Moreau ne jouissait d'aucun crédit ni dans l'armée ni dans la nation ; sa conduite en fructidor 1797 l'avait discrédité dans tous les partis ; il avait gardé pour lui les papiers trouvés dans le fourgon de Klinglin ; papiers qui prou-

vaient les correspondances de Pichegru avec le duc d'Enghien et les Autrichiens, ainsi que les trames des factions de l'intérieur pendant que Pichegru, masqué par la réputation qu'il avait acquise en Hollande, exerçait une grande influence sur la législature. Moreau trahit son serment, et viola ses devoirs envers son gouvernement en lui dérobant la connaissance de papiers d'une si haute importance, et auxquels pouvait être attaché le salut de la république; si c'était son amitié pour Pichegru qui le portait à ce coupable ménagement, il fallait alors ne pas communiquer ces papiers au moment où leur connaissance n'était plus utile à l'état, puisqu'après la journée du 18 fructidor, le parti était abattu et Pichegru dans les fers. La proclamation de Moreau à l'armée, et sa lettre à Barthélemy, furent un coup mortel qui priva Pichegru et ses malheureux compagnons de la seule consolation qui reste aux malheureux, l'intérêt public.

Moreau n'avait aucun système ni sur la politique, ni sur le militaire; il était excellent soldat, brave de sa personne, capable de bien remuer sur un champ de bataille une petite armée, mais absolument étranger aux connaissances de la grande tactique. S'il se fût mêlé dans quelques intrigues pour faire un 18 brumaire, il eût

échoué. Il se serait perdu ainsi que le parti qui se serait attaché à lui. Lorsqu'au mois de novembre 1799, le corps législatif donna un dîner à Napoléon, un grand nombre de députés ne voulurent point y assister, parce que Moreau devait y occuper un rang distingué, et qu'ils ne voulaient rendre aucun témoignage de considération au général qui avait trahi la république en fructidor. Ce fut dans cette circonstance que ces deux généraux se virent pour la première fois. Quelques jours avant le 18 brumaire, pressentant qu'il se tramait quelques changements, Moreau se mit à la disposition de Napoléon, et lui dit qu'il suffisait de le prévenir une heure d'avance, qu'il viendrait à cheval près de lui, avec ses officiers et ses pistolets sans autre condition. Il ne fut pas dans le secret du 18 brumaire. Il se rendit le 18, à la pointe du jour, chez Napoléon, comme un grand nombre d'autres généraux et officiers qu'on avait prévenus dans la nuit, et sur l'attachement desquels on avait droit de compter.

Le 18 brumaire, à midi, après que Napoléon eut pris le commandement de la 17^{e} division militaire et des troupes qui étaient à Paris, il donna celui des Tuileries à Lannes, celui de Saint-Cloud à Murat, celui de la chaussée de Paris à Saint-Cloud à Serrurier, celui de Ver-

sailles à Macdonald, et celui du Luxembourg à Moreau. 400 hommes de la 96e furent destinés à marcher sous ses ordres pour garder ce palais; ils s'y refusèrent, disant qu'ils ne voulaient pas marcher sous les ordres d'un général qui n'était pas patriote. Napoléon dut s'y rendre lui-même, et les haranguer pour lever ces difficultés.

Après brumaire, les jacobins continuèrent à remuer, et à chercher des appuis dans les armées de Hollande et d'Helvétie; Masséna était plus propre que personne pour commander dans la rivière de Gênes, où il n'y avait pas un sentier qu'il ne connût; Brune, qui commandait en Hollande, fut envoyé dans la Vendée: on rompit ainsi toutes les trames qui pouvaient exister dans ces armées; d'ailleurs le premier consul n'eut jamais qu'à se louer de Moreau jusqu'au moment de son mariage, qui eut lieu pendant l'armistice de Pahfsdorf en juillet 1800.

Ce serait avoir des idées bien fausses de l'état de l'esprit public alors, que de supposer qu'il y eût eu aucun partage dans l'autorité: la république était une, Napoléon, premier magistrat, était l'homme de la France; il était tout: les autorités constituées, le sénat, le tribunat, le corps législatif, avaient leur influence: tout individu qui n'exerçait pas l'influence sur ces corps, n'é-

tait rien. Moreau ne commandait pas d'armées, elles étaient toutes entre les mains d'hommes d'une faction opposée; Masséna qui venait de sauver la France à Zurich, Brune qui venait de battre le duc d'York et de sauver la Hollande, jouissaient alors d'une plus grande réputation. Moreau, qui à la tache de fructidor joignit celles des défaites de Cassano et de la Trebbia, auxquelles on attribuait la perte de l'Italie, était peu en faveur; mais c'est justement parce qu'il était alors peu accrédité, que le danger ne pouvait venir, s'il y en avait du côté des armées, que de la part du parti opposé, que le gouvernement consulaire accorda une grande confiance à ce général, et lui confia une armée de 140 mille hommes, dont le commandement s'étendit de la Suisse au bord du Meyn.

Il n'y eut aucune discussion sur le plan de compagne de 1800 entre Moreau et le ministre de la guerre. Napoléon, en considérant la position de la France, reconnut que des deux frontières sur lesquelles on allait se battre, celle d'Allemagne, celle d'Italie, la première était la frontière prédominante. En effet, si l'armée de la république eût été battue sur le Rhin, et victorieuse en Italie, l'armée autrichienne eût pu entrer en Alsace, en Franche-Comté ou en Belgique, et poursuivre ses succès sans que l'armée

française, victorieuse en Italie, pût opérer aucune diversion capable de l'arrêter, puisque, pour s'asseoir dans la vallée du Pô, il lui fallait prendre Alexandrie, Tortone et Mantoue; ce qui exigeait une campagne entière : toute diversion qu'elle eût voulu opérer sur la Suisse eût été sans effet. Du dernier col des Alpes on peut entrer en Italie sans obstacle; mais des plaines d'Italie on eût trouvé à tous les pas des positions, si on eût voulu pénétrer dans la Suisse. Si l'armée française était victorieuse sur la frontière prédominante, tandis que celle sur la frontière secondaire d'Italie serait battue, tout ce qu'on pouvait craindre était la prise de Gênes, une invasion en Provence, ou peut-être le siége de Toulon; mais un détachement de l'armée d'Allemagne qui descendrait de Suisse dans la vallée du Pô, arrêterait court l'armée ennemie victorieuse en Italie et en Provence. Il conclut de là qu'il ne fallait pas envoyer à l'armée d'Italie, au-delà de ce qui était nécessaire pour la porter à 40,000 mille hommes, et qu'il fallait réunir toutes les forces de la république à portée de la frontière prédominante : en effet, 140,000 hommes furent réunis depuis la Suisse jusqu'à Mayence, et une deuxième armée, celle de réserve, fut réunie entre la Saône et le Jura en deuxième ligne. L'intention du premier con-

sul était de se rendre au mois de mai en Allemagne avec ces deux armées réunies, et de porter d'un trait la guerre sur l'Inn; mais les événements, arrivés à Gênes au commencement d'avril, le décidèrent à faire commencer les hostilités sur le Rhin, lorsque l'armée de réserve se réunissait à peine. Le succès de cette frontière n'était pas douteux; tous les efforts de l'Autriche avaient été dirigés sur l'Italie. Le maréchal Kray avait une armée très inférieure en nombre et surtout en qualité à l'armée française, puisqu'il avait beaucoup de troupes de l'empire.

Le plan de campagne que le premier consul dicta au ministre de la guerre, et que celui-ci envoya à Moreau, fut le suivant : Réunir les quatre corps d'armée, par des mouvements masqués sur la rive gauche du Rhin, entre Schaffouse et Stein; jeter quatre ponts sur le Rhin et passer à la fois dans le même jour sur la rive droite, de manière à se mettre en bataille, la gauche au Rhin et la droite au Danube; acculer le général Kray dans les défilés de la forêt Noire, et dans la vallée du Rhin, saisir tous ses magasins, empêcher ses divisions de se rallier; arriver avant lui sur Ulm, lui couper la retraite de l'Inn, et ne laisser à ses débris pour tout refuge que la Bohême. Ce mouvement eût en quinze jours décidé de la campagne; il ne pouvait y avoir

aucune circonstance plus favorable; car il ne fut jamais un meilleur rideau qu'une rivière aussi large que le Rhin, pour masquer des mouvements; le succès était infaillible. Moreau ne le comprenait pas; il voulait que la gauche débouchât par Mayence, ce à quoi le premier consul ne voulut pas consentir; mais les circonstances de la république ne lui ayant pas permis de se rendre à l'armée, il dit alors à son ministre, qu'il était impossible d'obliger un général en chef à exécuter un plan qu'il n'entendait pas; qu'il fallait donc laisser Moreau diriger ses colonnes à sa volonté, pourvu qu'il n'eût qu'une seule ligne d'opérations et ne manœuvrât que sur la rive droite du Danube.

Moreau ouvrit la campagne, sa gauche commandée par Sainte-Suzanne, par le pont de Kehl; Saint-Cyr passa le pont de Neufbrissach; la réserve passa à Bâle, et Lecourbe, cinq jours après, passa à Stein : à peine Sainte-Suzanne eut-il passé, que Moreau s'aperçut que ce corps était compromis, il le fit repasser à Neufbrissach. Cette ouverture de campagne est contraire aux premières notions de la guerre; il fit manœuvrer son armée dans le cul-de-sac du Rhin, dans le défilé des montagnes Noires, devant une armée qui était en position. Moreau manœuvra comme si la Suisse eût été occupée par

l'ennemi, où eût été neutre; il ne sentit pas le parti que l'on pouvait tirer de cette importante possession, en débouchant par le lac de Constance. Le général Kray, ainsi prévenu, réunit ses troupes à Stockach et à Engen, avant l'armée française; il n'éprouva aucun mal; il eût été perdu sans ressource, si Moreau eût pu comprendre qu'il fallait que toute son armée débouchât par où déboucha Lecourbe. Le détail d'opérations si mal conduites faisait souvent dire au premier consul : « *Que voulez-vous? ils « n'en savent pas davantage; ils ne connaissent « pas les secrets de l'art, ni les ressources de la « grande tactique!* »

Nous n'avons pas besoin de réfuter l'assertion que le premier consul voulait déboucher des montagnes de la Suisse en Italie, sans prendre l'offensive sur le Rhin, cela est trop absurde. Bien loin de là, il ne croyait pas que la diversion par le Saint-Gothard fût possible, si au préalable on n'avait battu et rejeté l'armée autrichienne au-delà du Lech; car l'opération de l'armée de réserve eût été une insigne folie si, au moment où elle fût arrivée sur le Pô, l'armée autrichienne d'Allemagne eût pris l'offensive et battu l'armée française. S'il eût voulu à toute force, et conduit par la passion, prendre d'abord l'Italie, qui l'eût empêché de laisser l'armée

d'Helvétie dans la situation où elle se trouvait en janvier 1800, et d'envoyer les 40,000 hommes dont il la renforçait à Gênes, ce qui aurait permis à Masséna de s'avancer sur le Pô? Napoléon savait bien que l'Italie n'était pas la conséquence d'une victoire en Allemagne, que c'était le corollaire des succès obtenus sur la frontière prédominante.

Rewbell ayant eu occasion d'entretenir le premier consul en février 1800, lui dit : « Vous « réunissez une belle armée sur le Rhin ; vous « avez là toutes les troupes de la France : ne « craignez-vous pas les inconvénients de mettre « tant de troupes dans une seule main? cette « considération politique m'a toujours fait main- « tenir les deux armées de Rhin-et-Moselle et de « Sambre-et-Meuse ; peut-être cet inconvénient « est-il moindre vis-à-vis de vous que le soldat « regarde comme le premier général ; cepen- « dant, croyez-moi, allez à cette armée vous- « même, sans cela vous en éprouverez de grands « inconvénients. Je sais que Moreau n'est pas « dangereux ; mais les factieux, les intrigants de « ce pays-ci, quand ils s'attachent à un homme, « suppléent à tout. »

Pendant l'armistice de Pahfsdorf, Moreau ayant fait un voyage à Paris, descendit aux Tuileries ; il n'était pas attendu : comme il était avec

le premier consul, le ministre de la guerre Carnot arriva de Versailles, avec une paire de pistolets couverts de diamants d'un très haut prix; ils étaient destinés pour le premier consul, qui les prit, et les remit à Moreau en disant : « Ils « viennent fort à propos. » Cette scène n'était pas arrangée, cette générosité frappa le ministre.

L'impératrice Joséphine maria Moreau avec mademoiselle Hulot, créole de l'Ile-de-France : cette demoiselle avait une mère ambitieuse; elle dominait sa fille, et bientôt domina son gendre. Elle changea son caractère, ce ne fut plus le même homme : il se mêla dans les intrigues; sa maison fut le rendez-vous de tous les malveillants; non-seulement il s'opposa, mais il conspira contre le rétablissement du culte et contre le concordat en 1801; il tourna en ridicule la Légion-d'Honneur; plusieurs fois le premier consul voulut ignorer ces inadvertances; mais enfin il dit : « Je m'en lave les mains; qu'il « se casse le nez contre les piliers du palais des « Tuileries. » Cette conduite de Moreau était contraire à son caractère : il était Breton, détestait les Anglais, avait les chouans en horreur, une grande répugnance pour la noblesse; c'était un homme incapable d'une grande contention de tête; il était naturellement loyal et bon vi-

vant. La nature ne l'avait pas fait pour les premiers rôles : s'il eût fait un autre mariage, il eût été maréchal, duc, eût fait les campagnes de la grande armée, eût acquis une nouvelle gloire, et si sa destinée était de tomber sur le champ de bataille, il eût été frappé par un boulet russe, prussien ou autrichien ; il ne devait pas mourir par un boulet français.

Au mois d'octobre 1813, lorsque plusieurs corps de l'armée française descendirent de Dresde vis-à-vis Wittemberg, et passèrent l'Elbe, un courrier du quartier-général de l'armée de Bohême, se rendant en Angleterre, fut intercepté, et tous les papiers de Moreau furent pris. Le général Rapatel, son aide-de-camp et son compatriote, renvoyait à madame Moreau ses papiers ; elle était très bourboniste : elle lui reprochait dans toutes ses lettres son éloignement pour les Bourbons, son laisser-aller, ses préjugés révolutionnaires, son défaut d'intrigues, et lui donnait des conseils sur la manière dont il devait se faire valoir à la cour de Russie et d'Autriche. Moreau répondait à toutes : « Vous êtes folle « avec vos Bourbons... — Au surplus, vous con- « naissez mes sentiments ; quant à moi, je ne de- « mande pas mieux que de les aider, mais, au fond « de mon cœur, je vous assure que je crois cet « ordre de choses fini à jamais, etc. »

La première pensée de l'empereur fut de faire imprimer cette correspondance ; mais il se reprochait d'avoir laissé exister des phrases dans un bulletin relatif à la mort de ce général : il lui semblait que des mots de regret qu'il avait prononcés en apprenant cette nouvelle eussent dû être recueillis de préférence ; il jugea inconvenant de troubler sa cendre en dévoilant des sentiments secrets, écrits d'abandon à sa femme, et dans une correspondance confidentielle.

Moreau avait rendu des services ; il avait de belles pages dans l'histoire de la guerre de la révolution : ses opinions politiques avaient toujours été fort sages, et quelquefois Napoléon a laissé percer des regrets de sa fin déplorable... « *Ses femmes l'ont perdu !* »

LETTRE

DE MOREAU A BARTHÉLEMY.

LE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE RHIN-ET-MOSELLE, AU CITOYEN BARTHÉLEMY, MEMBRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Au quartier-général, à Strasbourg, le 19 fructidor an V (5 septembre 1797).

CITOYEN DIRECTEUR,

Vous vous rappelez sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle, je vous instruisis qu'au passage du Rhin nous avions pris un fourgon au général Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance; celles de Wittersbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres; mais nous en avons trouvé la clef : on s'occupe à tout déchiffrer, ce qui est très long. Personne n'y porte son vrai nom, de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et autres,

sont difficiles à découvrir. Cependant nous avons de telles indications que plusieurs sont déjà connus. J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance ; puisque la paix était présumable, il n'y avait plus de dangers pour la république, d'autant que cela ne ferait preuve que contre peu de monde, puisque personne n'est nommé. Mais voyant à la tête des partis qui font maintenant tant de mal à notre pays, et jouissant d'une place éminente, de la plus grande confiance, un homme très compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du prétendant qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme, que vous puissiez faire éclairer ses démarches, et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut qu'être le but de ses projets. Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte beaucoup de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu. Je veux parler du représentant du peuple Pichegru : il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui

faisaient part de ses projets, et recevaient ses réponses. Il est désigné sous plusieurs noms, entre autres celui de *Baptiste*. Un chef de brigade, nommé *Badouville*, lui était attaché et désigné sous le nom de *Coco*. Il était un des courriers dont il se servait ainsi que les autres correspondants : vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an IV : on comptait sur des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui alors aurait agi d'après les circonstances et les avis qu'il aurait reçus. Il a dû recevoir neuf cents louis pour le voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission ; de là vient naturellement son refus de l'ambassade de Suède. Je soupçonne la famille..... d'être dans cette intrigue. Il n'y a que la confiance que j'ai en votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis ; les preuves en sont plus claires que le jour, mais je doute qu'elles puissent être judiciaires. Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse ; vous me connaissez assez pour croire combien a dû me coûter cette confidence ; il n'a pas moins fallu que les dangers que court mon pays pour vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes :

les généraux Desaix, Reynier, un de mes aides-de-camp, et un officier chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit continuellement les renseignements que donnent les lettres qu'on déchiffre.

Recevez l'assurance de l'estime distinguée et de mon inviolable attachement.

Signé MOREAU.

IIIe NOTE. — ARMISTICE NAVAL.

(Volume V, page 8.)

« Tant que Bonaparte avait pu se flatter de dicter la paix continentale sans l'accession de l'Angleterre, il avait évité de faire des ouvertures dont la cour de Londres n'eût pas manqué de se prévaloir; mais aussitôt que la note de lord Minto, qui avait exigé le refus de la ratification des préliminaires de M. de Saint-Julien, eut été transmise par le baron de Thugut au gouvernement français, le premier consul fit expédier à M. Otto, employé à Londres comme commissaire pour l'échange des prisonniers, des pleins pouvoirs pour négocier un armistice naval. Cette mission délicate ne pouvait être confiée à un agent plus sage et plus capable de la remplir; c'était une idée nouvelle, une forme de procéder tout à fait inusitée, que le ministre anglais n'avait pas prévue, et dont il fut embarrassé. Lord Grenville ne voulut d'abord traiter avec M. Otto que par l'intermédiaire de commissaires secrets, et parut craindre l'éclat des ouvertures et l'effet qu'il eût pu produire sur l'opinion et sur les fonds publics. La demande d'un armistice naval, appuyée du motif spécieux de vouloir traiter d'une manière entièrement semblable avec les deux cours alliées, cachait l'arrière-pensée de Bonaparte. Comme son but était de secourir et de conserver les places de Malte et d'Alexandrie, il voulait les assimiler à celles d'Ulm et d'Ingolstadt..... Bonaparte persista à faire de l'armistice naval la condition *sine quâ non* de l'admission du plénipotentiaire anglais; et fixa pour terme fatal, après lequel il refuserait lui-même d'y consentir, le 11 septembre, jour de la reprise des hostilités en Allemagne et en Italie. M Otto présenta, le 5 septembre, un projet dont les articles 2 et 4 stipulaient la libre navigation des bâtiments de guerre et de commerce sans qu'ils pussent être visités, et l'admission des vaisseaux neutres dans les ports de Malte, d'Alexandrie et de Belle-Ile. »

(Page 12.)

« Nous avons cru devoir rapporter avec quelques détails cette pre-
« mière négociation pour la paix générale entre le cabinet de Londres
« et le premier consul; elle fut conduite par lord Grenville avec beau-
« coup de circonspection, mais avec le désir de la voir échouer. M. de
« Talleyrand, qui en espérait une meilleure issue, y mit beaucoup d'a-
« dresse. On y vit à découvert cette politique impérieuse et tranchante
« de Bonaparte, qui lui réussit long-temps, mais qui le perdit. Il y avait
« donc une assez grande différence entre les deux projets d'armistice
« naval pour rallumer la guerre. Le fol espoir de conserver les résultats
« incertains d'une expédition avortée, et cette colonie d'Égypte, qu'il
« regardait comme son plus beau trophée, devait-il l'emporter sur les
« intérêts de la France, l'affranchissement du commerce et le repos de
« l'Europe.

La France avait fait des propositions de paix au mois de janvier 1800 : ses démarches loyales et conciliatrices avaient été repoussées ; mais six mois s'étaient à peine écoulés que lord Grenville était obligé de chanter la palinodie. Lord Minto, ambassadeur à Vienne, remit une note, dans laquelle il témoigna le désir du cabinet de Saint-James, d'entrer en négociation de paix avec la France conjointement avec l'Autriche : cette ouverture n'était pas sincère ; l'Angleterre ne voulait intervenir dans les négociations que pour les faire traîner en longueur, et y trouver des prétextes pour rattacher la Russie à la coalition. En effet, si l'Angleterre voulait la paix, qui l'empêchait de conclure directement, en

autorisant l'Autriche à conclure *directement* de son côté?

En se présentant à Lunéville, et faisant cause commune avec la cour de Vienne, elle voulait donc sacrifier une partie de ses conquêtes d'outre-mer, pour racheter les pays conquis par la France en Allemagne et en Italie? L'égoïsme de la politique insulaire était trop connu pour que l'on pût se bercer de pareilles illusions: la paix était facile à conclure avec l'Autriche; il y avait un antécédent auquel on pouvait se rapporter, *le traité de Campo-Formio;* la paix avec l'Angleterre était au contraire hérissée de difficultés: le dernier état de choses était le traité de 1783, et depuis ce temps le monde avait changé. Admettre un négociateur anglais à Lunéville, c'était lui mettre en mains la navette et les fils, pour tramer une nouvelle coalition.

Cependant le cabinet des Tuileries, pour mieux se convaincre de la vérité de ses conjectures, proposa d'abord d'ouvrir les négociations de Lunéville avec les ministres d'Autriche et d'Angleterre, à condition toutefois que, pendant ce temps, les hostilités continueraient sur terre et sur mer; ce qui était conforme à l'usage de tous les temps. Les traités de Westphalie, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, etc., avaient été conclus ainsi: la supériorité des armées fran-

çaises était trop constatée pour que les intrigues de l'Angleterre pussent retarder la marche des négociations; chaque victoire aurait été un puissant stimulant qui aurait forcé les coalisés à en finir : aussi cette proposition fut-elle rejetée. On proposa alors d'admettre les plénipotentiaires à Lunéville, de continuer l'armistice sur terre, à condition qu'il serait étendu à la mer, afin que les puissances alliées fussent toutes les deux sur le même pied en état d'armistice. Était-il en effet convenable que, tandis que l'Autriche exigeait, pour continuer à négocier, la prolongation de la suspension d'armes, l'Angleterre obtînt d'être admise au congrès, sans cesser les hostilités ? Si le ministère anglais était sincère dans ses protestations, quel inconvénient pouvait-il trouver à faire quelques légers sacrifices qui indemnisassent la France du tort qu'elle éprouvait par la prolongation de l'armistice sur terre; et enfin, si on se refusait à cette deuxième proposition, on devait mettre en avant celle de traiter séparément et à la fois avec l'Autriche et l'Angleterre : avec l'Autriche en prolongeant l'armistice, avec l'Angleterre en continuant les hostilités.

Le ministre anglais montra beaucoup d'étonnement, et se récria sur l'étrange proposition d'un armistice naval : elle était nouvelle dans

l'histoire des deux peuples; mais enfin il admit le principe. Le comte Otto, qui était à Londres, suivit les négociations avec lord Grenville; il ne tarda pas à s'apercevoir qu'en adoptant le principe, l'Angleterre voulait se refuser aux conséquences, et rédiger les conditions de cet armistice de manière à ce qu'il n'offrît aucun avantage à la France. Les trois places allemandes bloquées recevaient des vivres; l'Angleterre consentit à ce que l'on en fît entrer dans les trois places bloquées de Belle-Ile, de Malte, et d'Alexandrie; mais Belle-Ile et Alexandrie n'avaient pas besoin de vivres, elles pouvaient au contraire en fournir à l'Angleterre. Le seul avantage que la France pût tirer d'un armistice naval, était que les relations commerciales fussent rétablies de tous ses ports avec toutes ses colonies; l'Angleterre s'y refusait pour Malte et l'Égypte. La France proposa enfin pour ultimatum, que, pour tenir lieu de la levée du blocus d'Alexandrie, six frégates armées en flûte pussent y pénétrer comme parlementaires : c'était un secours de 4 mille hommes qu'on pourrait ainsi faire passer à l'armée d'Égypte, bien faible avantage pour compenser ceux qu'obtenait l'Autriche par la prolongation de l'armistice qui lui permettait d'employer les nombreux subsides que lui payait

l'Angleterre pour lever des troupes, et accroître ses moyens de résistance.

C'était cependant un spectacle assez satisfaisant pour un vrai Français, que celui des changements qui s'étaient opérés en si peu de mois, en janvier et en février 1800. La France sollicitait la paix, lord Grenville y répondait par un torrent d'injures, se permettant les plus étranges insinuations; il désirait que *les princes de cette race de rois... remontassent sur le trône de France.* Il exhortait le premier consul à constater par des preuves la légitimité de son gouvernement; et aujourd'hui c'était le même lord Grenville qui sollicitait comme une grace d'être admis à traiter avec la république : il proposait même d'acheter cette grace par des concessions navales.

Les négociations pour un armistice naval furent rompues; les places d'Ulm, de Philipsbourg, d'Ingolstadt, furent livrées par l'empereur à la France, pour prix d'une prolongation de trève de six semaines. Peu de mois après, la paix de Lunéville sauva la maison d'Autriche, et rétablit le calme sur le continent. Et enfin peu après, le ministère signa les préliminaires de Londres, par lesquels l'oligarchie anglaise confondue reconnut la république française démocratique, non seulement accrue des pro-

vinces belges, mais encore du Piémont, de Gênes, et de toute l'Italie. Et cependant de combien de millions ne s'était pas accrue la dette anglaise ! Tel fut le résultat de la politique passionnée de Pitt.

IVe NOTE. — ÉGYPTE.

(Volume VI, page 106.)

..... « Ses talents, qui n'étaient inférieurs à aucune élévation « (Kléber), avaient excité la jalousie de Bonaparte. La fermeté et l'in- « dépendance de ses opinions avaient refroidi leurs communications, « et bientôt éteint toute confiance entre eux : aussi n'en trouve-t-on au- « cune trace, ni dans l'instruction de Bonaparte à Kléber, ni dans la « lettre de celui-ci au directoire républicain, dont il ne croyait pas la « chute si prochaine. »

(Page 128.)

« Ne voit-on pas, dans le testament militaire et politique du conqué- « rant de l'Égypte, la conviction secrète et même l'aveu d'une vérité « que sans doute il ne s'était jamais dissimulée, et que le général Kléber « se hâta de dévoiler pour l'intérêt de sa propre gloire? C'est que, sans « l'appui mutuel des forces de terre et de mer, aucune expédition loin- « taine ne peut avoir un succès durable, un véritable résultat; aucun « établissement colonial ne peut être soutenu, et bien moins encore au « milieu d'une population immense et tout armée, d'une nation dont « l'éternelle inimitié est un sentiment inséparable de la croyance reli- « gieuse, et chez laquelle, au sein même de la paix et de la possession la « moins contestée, ne pouvant changer la religion, ni faire concevoir à « ces peuples d'autres lois que celles qu'elle a consacrées, ne pouvant adop- « ter leurs mœurs et leurs coutumes, on ne parviendrait jamais à associer « les vainqueurs aux vaincus..... La perte irréparable de la flotte fran- « çaise avait décidé du sort d'une armée qui ne pouvait plus être recru- « tée, ni secourue par la métropole; elle devait périr par ses propres « succès. Ainsi donc, dès son entrée dans le Delta, Bonaparte dut, « comme à la porte de l'enfer du Dante, laisser toute espérance. Après « ce désastre, qui rallia tous les Musulmans, releva leur courage, et

« doubla les difficultés, il ne put douter un instant du dénoûment fu-
« neste qui l'attendait; inévitable écueil de sa fortune et de sa gloire.
« Mais aussi quelle force et quelle habileté ne mit-il pas à soutenir le
« dévouement de ses soldats! Quelle activité dans ses opérations! Et
« faut-il s'étonner si, ne pouvant partager l'espoir et les illusions qu'il
« prodiguait, après avoir usé la moitié de ses moyens, il ait saisi, après
« ses revers de Syrie et sa victoire d'Aboukir, le seul instant propice
« pour fuir sa perte certaine, et tenter d'autres hasards et de plus hautes
« destinées? Le départ de Bonaparte fut un coup de foudre, et jeta l'in-
« quiétude dans tous les esprits; il fut d'abord vivement regretté; mais
« la réputation de Kléber, digne en tout de la confiance générale, ses
« ménagements pour la vie du soldat, dissipèrent cette espèce de ter-
« reur, calmèrent bientôt les agitations, et rallièrent toutes les opi-
« nions. Les Égyptiens, frappés d'étonnement par les résultats de la
« bataille d'Aboukir, se regardaient comme destinés à vivre désormais
« sous la domination française; ils n'osaient plus croire qu'il fût jamais
« possible de les chasser des bord du Nil..... Les Mamelouks, toujours
« errants dans la haute Égypte, n'étaient pas détruits. Mourad-Bey,
« qui venait de voir anéantir en un seul jour toutes les espérances qu'il
« caressait depuis long-temps, avait repris tristement le chemin de
« Girgé. Ibrahim Bey était à Gaza avec environ 2,000 des siens; il at-
« tendait impatiemment le grand-visir, dont 30,000 hommes de sa grande
« armée étaient déja arrivés devant Saint-Jean d'Acre. Mais ces masses
« nombreuses, entravées par une immense quantité de bagages, s'avan-
« çaient lentement. »

(Page 125.)

.....« Il avait à choisir entre le général Menou, vieil et brave of-
« ficier, mais tout neuf au commandement, et le général Reynier, dont
« les talents éprouvés à l'armée du Rhin, où il avait été chef de l'état-
« major, inspiraient plus de confiance. La passion dicta ce choix de
« Bonaparte, le secret orgueil, la vaine satisfaction de faire prédominer
« ce qu'il appelait son parti, l'emportèrent sur le salut de l'armée, sur
« l'intérêt même de sa gloire..... »

(Page 171.)

« Quels qu'aient été les motifs qui déterminèrent Bonaparte à l'en-

« treprendre, il se mêla de grandes vues à l'esprit aventureux qui l'en-
« traîna toujours hors des routes ordinaires et au-delà des bornes de la
« raison. Ni la situation dans laquelle il laissait l'intérieur de la France,
« ni l'état de la marine, ne pouvaient lui permettre d'espérer les secours
« sans lesquels la colonie et le fondateur devaient nécessairement
« périr; ils eussent été, comme au temps des croisades, tôt ou tard
« dévorés par le climat ou par des peuples à demi barbares, que le fer
« ne pouvait soumettre, et qu'aucun lien religieux ni politique ne pou-
« vait unir au vainqueur. Mais frapper au cœur le commerce de l'An-
« gleterre, en attirant en Égypte celui de l'Orient; rouvrir la route
« des trésors de l'ancien monde; dédommager la France de la perte
« de ses colonies occidentales par de nouveaux et nombreux établisse-
« ments sur les côtes de l'Afrique; rendre au berceau des sciences et des
« arts sa première splendeur; explorer un pays si riche de grands sou-
« venirs; aller marquer sa place entre les plus illustres conquérants;
« quels plus brillants prestiges séduisirent jamais les favoris de la
« fortune ! »

(Volume VII, page 97.)

« .....La sortie de l'amiral Gantheaume fut une résolution aussi au-
« dacieuse que l'entreprise de la conduire à Alexandrie était téméraire.
« C'était hasarder de livrer aux Anglais la meilleure partie de ce qui
« restait de la marine française; mais ce secours pouvait sauver la
« colonie d'Égypte et déterminer la paix maritime. Si l'escadre échap-
« pait à la flotte anglaise de la Manche, elle devait, en entrant dans la
« Méditerranée, rencontrer celle de l'amiral Keith, et si elle parvenait
« à l'éviter, il n'était pas probable que les escadres de Warren et de
« Bickerton, qui croisaient ou à l'ouverture du détroit, ou dans le canal
« de Malte, et dans la mer de Libye, ne coupassent sa route avant
« l'attérage à la côte d'Égypte. Il fallait donc autant de bonheur que
« d'habileté pour remplir cette glorieuse mission : l'un et l'autre ne
« manquaient pas à l'amiral français; son escadre dispersée se trouva
« tout entière réunie au cap de Gates, le 10 février, dix-huit jours
« après la sortie de Brest, sans que les Anglais en eussent eu connais-
« sance. L'amiral Harvey, qui commandait la flotte de la Manche, en
« l'absence de l'amiral Cornwallis, fut informé de la sortie de l'escadre

« de Brest, par la frégate qui avait combattu contre *la Bravoure*; mais « ne pouvant croire que Gantheaume eût osé se hasarder à entrer « dans la Méditerranée pour y naviguer au milieu des trois flottes en- « nemies (environ trente vaisseaux de ligne et cinquante frégates ou « moindres bâtiments), il ne doutait pas que l'escadre dérobée à sa « vigilance, pendant les derniers coups de vent, n'eût fait voile pour « les Indes occidentales. Il supposa qu'elle était destinée, soit à reprен- « dre Saint-Domingue, soit à attaquer la Jamaïque : et comme cette « expédition, partie de Brest, pouvait se combiner avec les mouve- « ments et les tentatives qu'on avait remarqués dans les autres ports « français de l'Océan, et qu'une entière sécurité avait fait négliger de « renforcer la station anglaise aux Iles sous le vent, l'amiral Harvey « détacha sur-le-champ dans cette direction, à la poursuite de l'escadre « française, Sir Robert Calder avec sept vaisseaux de ligne et deux fré- « gates bien approvisionnées pour quatre mois, et lui ordonna de for- « cer de voiles pour atteindre l'ennemi. »

(Page 101.)

« ..... Certain d'être devancé par des forces triples des siennes, et « poursuivi par l'escadre de Warren, l'amiral Gantheaume dut renon- « cer à son entreprise; car s'il persistait à suivre ses premières instruc- « tions, il tombait inévitablement aux attérages d'Égypte dans la flotte « réunie de Keith et de Bickerton, et ne pouvait se flatter ni d'exécu- « ter un débarquement en leur présence, ni de se retirer après un « combat inégal, et d'échapper à l'amiral Warren. Il ne songea donc « plus qu'à dégager son escadre d'un péril si pressant, et changeant de « route, il cingla vers les côtes de Provence, et entra heureusement à « Toulon avec les diverses prises qu'il avait faites. »

(Page 107.)

« L'amiral Gantheaume reçut bientôt, à Toulon, l'ordre de re- « mettre à la voile : s'il trouvait le port d'Alexandrie bloqué par les « forces supérieures de Keith et de Bickerton, ce dont il n'était pas « permis de douter, il devait débarquer les troupes à l'ouest de cette « ville, entre Tripoli et le cap Ruzai, avec les approvisionnements d'eau « et de biscuit, et les diriger vers l'Égypte, à travers le désert de Barca.

« Cette tentative désespérée exposait 5,000 Français à mourir de faim ; « car si l'armée anglaise avait opéré son débarquement et s'était réunie « à celle du grand-visir, ce corps isolé, errant dans le désert, eût « été coupé du Caire et d'Alexandrie, et ne pouvait plus ni se réunir à « l'armée d'Orient, ni se rembarquer pour retourner en Europe. »

Le général Kléber n'avait jamais commandé en chef, il avait servi à l'armée de Sambre-et-Meuse comme général de division sous les ordres de Jourdan. Tombé dans la disgrace du directoire, il vivait obscurément à Chaillot quand Napoléon, en novembre 1797, arriva de Radstadt, après avoir conquis l'Italie, dicté la paix sous Vienne, et pris possession de la place de Mayence. Kléber s'attacha à son sort, et le suivit en Égypte. Il s'y comporta avec autant de talent que de bravoure ; il s'acquit l'estime du général en chef, qui, après Desaix, le tenait pour le meilleur officier de son armée : il s'y montra des plus subordonnés, ce qui étonna les officiers de son état-major, accoutumés à l'entendre fronder et critiquer les opérations à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il témoigna une grande admiration de la belle manœuvre de la bataille du mont Thabor, où le général en chef lui sauva l'honneur et la vie. Quelques semaines après, il marchait, à la tête de sa division, à l'assaut de Saint-Jean-d'Acre ; Napoléon lui envoya l'ordre de venir le joindre, ne voulant pas risquer une

vie si précieuse dans une occasion où son général de brigade pouvait le remplacer.

Quand le général en chef prit le parti d'accourir en Europe au secours de la république, il pensa d'abord à laisser le commandement à Desaix; ensuite à amener avec lui en France Desaix et Kléber; et enfin il résolut d'amener le premier et d'investir le second du commandement. Ce serait une singulière marque de jalousie que d'élever un général de division au poste de général en chef! Il est fâcheux de lire une telle assertion dans un ouvrage estimable; car enfin de quoi aurait pu être jaloux le vainqueur de tant de batailles? et quelle preuve de jalousie a-t-il donnée?

L'armée d'Égypte pouvait se maintenir et même se perpétuer dans le pays sans recevoir aucun secours de France: les vivres, les objets d'habillement, tout ce qui est nécessaire à une armée se trouvait en abondance en Égypte. Il y avait des munitions de guerre pour plusieurs campagnes. D'ailleurs Champy et Conté avaient établi des poudrières: l'armée avait des cadres pour 80,000 hommes; elle pouvait faire autant de recrues qu'elle voulait, spécialement parmi les jeunes gens cophtes, grecs, syriens et noirs de Darfour et de Sennaar. La 21^{e} demi-brigade a recruté 500 Cophtes, dont plusieurs ont été

faits sous-officiers et ont obtenu la légion-d'honneur; il en existe sans doute encore en France.

Mais quelle était la puissance qui pouvait attaquer l'Égypte? La Porte ottomane? elle avait perdu ses deux armées de Syrie et de Rhodes; les batailles des Pyramides, du mont Thabor et d'Aboukir avaient décelé toute la faiblesse des armées ottomanes. Le grand-visir avec un ramassis de canaille asiatique, n'était pas un épouvantail, même pour les habitants. La Russie? c'était un fantôme dont on menaçait l'armée. Le czar désirait que l'armée française se consolidât en Égypte; elle jouait son jeu, et lui ouvrait les portes de Constantinople. Restait donc l'Angleterre? mais il fallait une armée d'au moins 36,000 hommes pour réussir dans une pareille opération, et l'Angleterre n'avait pas cette armée disponible. Il était évident, puisque l'Angleterre était parvenue à former une seconde coalition, qu'elle conquerrait l'Égypte en Italie, en Suisse ou en France.

Mais d'ailleurs l'armée d'Orient pouvait recevoir des secours de France pendant l'hiver; rien ne pouvait l'empêcher.

La destruction de l'escadre d'Aboukir fut un grand malheur sans doute, mais la perte de onze bâtiments, dont trois étaient très vieux, n'était pas irréparable. Dès le mois d'août 1799, l'ami-

ral Brueys dominait dans la Méditerranée avec 40 vaisseaux de guerre; s'il eût voulu jeter 15,000 hommes en Égypte, il en était le maître; il ne le fit pas, parce que la guerre allumée sur le continent rendait nécessaires toutes les troupes françaises en Italie, en Suisse, ou sur le Rhin. Dans le mois de janvier 1800, immédiatement après le 18 brumaire, on eût pu faire passer autant d'hommes que l'on eût voulu, en les embarquant sur l'escadre de Brest, sur celle de Rochefort; mais les hommes étaient nécessaires en France pour dissoudre la deuxième coalition; ce ne fut qu'après Marengo, où l'état de la république changea, qu'on songea à envoyer des renforts considérables à cette armée.

Gantheaume partit avec sept vaisseaux de guerre de Brest, portant 5,000 hommes. Quarante vaisseaux devaient appareiller au moment où les premiers coups de canon seraient tirés dans la Baltique; ce qui obligerait l'Angleterre d'y envoyer trente vaisseaux de guerre de renfort. Ces quarante vaisseaux de Brest auraient donc dominé dans la Méditerranée, pendant une partie de l'été; ils auraient embarqué à Tarente les troupes nécessaires pour l'Égypte.

Dans le mois d'octobre 1800, des avisos, des frégates, des bâtiments de commerce, arrivèrent fréquemment en Égypte; le vin et les mar-

chandises d'Europe y furent en grande abondance, et l'armée reçut des nouvelles de France tous les mois. Il n'y avait aucun moyen d'empêcher des frégates et des corvettes partant de Toulon, d'Ancône, de Tarente, de Brindisi, d'arriver à Damiette ou à Alexandrie, dans les mois de novembre, décembre, janvier, février, et mars : l'*Égyptienne* et la *Justice*, parties de Toulon, arrivèrent dans le mois de janvier en dix jours; la *Régénérée*, de Rochefort, y arriva en dix-sept jours. Concluons : 1° l'armée d'Orient n'avait pas besoin de secours; 2° elle pouvait rester plusieurs années sans faire de nouvelles recrues; 3° elle pouvait faire des recrues tant qu'elle voulait en choisissant des chrétiens, même de jeunes musulmans, et enfin en achetant des noirs de Darfour et de Sennaar. L'Égypte n'est pas une forteresse, ce n'est pas une île stérile, c'est un immense royaume qui a une côte de cent vingt lieues. Appliquer à un pays aussi riche, aussi étendu, les principes qui conviennent à une citadelle, c'est étrangement se tromper et se fourvoyer. Les croisés furent maîtres plus de cent ans de la Syrie. C'était une guerre de religion.

Les instructions détaillées que le général en chef fit remettre au général Kléber, et la lettre datée d'Aboukir du 5 fructidor, qui est impri-

mée, et qu'il lui écrivait au moment de son départ, font assez connaître ses projets sur l'Égypte, ses espérances de retour pour compléter son expédition, et la sécurité parfaite où il était que Kléber consoliderait sa colonie. Tant que la France aurait la guerre, et que la deuxième coalition ne serait pas dissoute, on ne pouvait que rester stationnaire en Égypte, et seulement conserver le pays, et pour ce but Kléber ou Desaix étaient plus que suffisants. Napoléon obéit au cri de la France, qui le rappelait en Europe. En partant, il avait reçu du directoire carte blanche pour toutes ses opérations, soit pour les affaires de Malte, soit pour celles de la Sicile, soit pour l'Égypte, soit pour Candie. Il avait des pouvoirs en règle pour faire des traités avec la Russie, la Porte, les régences et les princes de l'Inde; il pouvait ramener l'armée, nommer son successeur, revenir quand cela lui conviendrait.

Quand il reçut la nouvelle de l'assassinat de Kléber, et que le général Menou, comme le plus ancien général, avait pris le commandement, il pensa à rappeler Menou et Reynier, et à donner le commandement au général Lanusse. Le général Menou paraissait avoir toutes les qualités nécessaires pour le commandement: très instruit, bon administrateur, intègre. Il s'é-

tait fait musulman, ce qui était assez ridicule, mais fort agréable au pays : on était en doute sur ses talents militaires; on savait qu'il était extrêmement brave, il s'était bien comporté dans la Vendée et à l'assaut d'Alexandrie. Le général Reynier avait plus d'habitude de la guerre, mais il manquait de la première qualité d'un chef : bon pour occuper le deuxième rang, il paraissait impropre au premier. Il était d'un caractère silencieux, aimant la solitude, ne sachant pas électriser, dominer, conduire les hommes. Le général Lanusse avait le feu sacré; il s'était distingué par des actions d'éclat aux Pyrénées, en Italie; il avait l'art de communiquer ses sentiments aux deux premiers; mais ce qui décida le premier consul à laisser les choses comme elles étaient, c'est la crainte que le décret de nomination ne fût intercepté par les croisières ennemies, et que les Anglais ne s'en servissent comme d'un moyen, pour mettre de la division, du trouble dans l'armée qui paraissait déjà disposée à se diviser. Il était impossible alors de prévoir à quel point Menou avait d'incapacité pour la direction des affaires de la guerre, puisqu'il avait été militaire toute sa vie, qu'il avait beaucoup lu, qu'il avait fait plusieurs campagnes, qu'il connaissait parfaitement le théâtre où il se trouvait.

Napoléon n'avait en Égypte aucun parti, il était chef de l'armée; Berthier, Desaix, Kléber, Menou, Reynier, étaient également ses subordonnés; et en supposant qu'il y eût eu des partis, comment l'homme qui, dans toute son administration, a toujours fait taire tout esprit de parti, qui, pour premier acte de son autorité, a rapporté la loi du 19 fructidor, a rempli le ministère, le conseil d'état, et toutes les grandes places de l'administration par des fructidorisés, tels que Portalis, Bénézech, Carnot, au ministère; Dumas, Laumond, Fiévé, au conseil d'état; Barthélemy, Fontanes, Pastoret, etc., au sénat, aurait-il pu se déterminer par des vues petites et étroites? Si cela est absurde, pourquoi donc en tacher un ouvrage estimable?

Gantheaume est parti de Brest le 25 janvier; il a passé le détroit le 6 février : s'il avait continué sa route, il aurait été le 20 février à Alexandrie, et il n'y aurait trouvé personne que la croisière ordinaire, composée de deux voiles; il eût débarqué 5,000 soldats qu'il portait, et un millier d'hommes formant l'équipage des trois frégates ou corvettes, qu'il eût laissés à Alexandrie. En soixante-douze heures il eût débarqué tous les objets dont il était chargé, et serait retourné à Toulon : il n'y avait aucune escadre dans la Méditerranée que celle de l'ami-

ral Keith, de neuf vaisseaux de guerre, qui était dans la baie de Macri, embarrassée d'un convoi de 180 voiles : le contre-amiral Warren était à Gibraltar avec quelques vaisseaux dégréés ; ce ne fut que long-temps après qu'il put prendre la mer. L'amiral Calder, avec sept vaisseaux, s'était mis à la poursuite de l'amiral Gantheaume, et était allé le chercher en Amérique : tant on avait mis d'adresse à donner le change aux espions anglais. Effectivement des agents de l'administration de la Guadeloupe et de Saint-Domingue, et grand nombre d'habitants, hommes et femmes, s'embarquèrent à Brest, comptant aller en Amérique.

La frégate la *Régénérée* est partie de Rochefort, elle a passé le détroit le 19 février, et elle est arrivée à Alexandrie le 1^er^ mars ; ce qui est une preuve matérielle que l'amiral Gantheaume, qui avait passé le détroit le 6 février, y serait arrivé avant cette époque : et ce n'est que le 1^er^ mars que l'amiral Keith mouilla à Aboukir, et débarqua l'armée d'Abercrombie. Le général Friant, qui commandait à Alexandrie, aurait donc eu 8,000 hommes pour s'opposer au débarquement. Les Anglais eussent échoué, et l'Égypte était sauvée ; l'armée et les flottes anglaises étaient divisées par la guerre que la France et l'Espagne faisaient au Portugal, et par la quadruple alliance qui exi-

geait une flotte dans la Baltique. Depuis que l'on avait réussi à donner le change à l'amiral Calder, il n'y avait plus rien à craindre dans la Méditerranée.

L'amiral français, ayant manqué de résolution, après avoir pris une frégate et une corvette anglaises, mouilla vers la mi-février dans le port de Toulon : le premier consul fut très mécontent; il le fit repartir; mais l'amiral ne put appareiller que le 19 mars. Il se rencontra sur les côtes de Sardaigne avec l'escadre de l'amiral Warren, qui s'était formée à Gibraltar : elle lui était inférieure; mais comme son objet n'était pas de combattre, il manœuvra fort habilement, et pendant la nuit fit fausse route. Warren, ne le voyant plus au point du jour, fit route sur Alexandrie, pour se ranger sous les ordres de l'amiral Keith. Gantheaume eût dû également faire route, reconnaître le mont Carmel ou le mont Cassin, et débarquer sa petite armée à Damiette. Il y fût arrivé en avril; nous n'avions pas évacué Damiette, il eût encore sauvé l'Égypte. Au lieu de cela, il retourna encore à Toulon; le premier consul fut encore mécontent : il le fit repartir une troisième fois, avec l'ordre de débarquer sa petite armée à Damiette en allant par les côtes de Syrie, ou de débarquer à El-Baretoun en attérant sur la côte d'Afrique. El-Baretoun est un bon port.

D'El-Baretoun à Alexandrie, on trouve tous les jours de l'eau et des pâturages; il eût débarqué, avec les 5,000 hommes, deux mois de vivres, des outres et de l'argent. En cinq ou six jours de marche, ces 5,000 hommes seraient arrivés à Alexandrie. Gantheaume atteignit cette troisième fois les parages d'Égypte, le 8 juin : ces 5,000 hommes seraient donc arrivés du 15 au 20 juin, dans le moment le plus propice; les secours venant d'Angleterre n'étaient pas encore arrivés à l'armée anglaise. En juin, le général Cool n'avait plus que 4,000 hommes au camp des Romains, vis-à-vis Alexandrie : Hutchinson, avec 5,000 hommes, était près de Giseh. Le général Menou, renforcé de ce secours, eût pu attaquer le général Cool avec 10,000 hommes; il l'eût battu, et eût dégagé Belliard au Caire; la victoire eût été assurée. Ainsi, toutes les trois fois l'amiral français a pu sauver l'Égypte; il s'en est laissé imposer par de faux rapports : s'il eût eu la décision de Nelson, son escadre était une escadre légère très bonne marcheuse, très bien équipée, il pouvait se moquer de l'escadre de Keith, non pour la combattre, mais pour lui échapper. Gantheaume connaissait parfaitement toutes les côtes de Syrie, toutes les côtes d'Égypte, et les circonstances étaient uniques. Toutes les flottes anglaises étaient nécessaires

dans la Baltique. Une petite escadre, bonne marcheuse et bien équipée, peut entreprendre tout ce qu'elle veut. Trois frégates, pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, sous les ordres du contre-amiral Pérée, ont couru toutes les mers entre Rhodes et Acre, ont plusieurs fois communiqué à deux lieues de Sidney Smith, derrière le mont Carmel, et ont intercepté plusieurs bâtiments de l'armée de Rhodes, qui se rendaient à Acre, chargés de vivres, de canons et de munitions pour l'armée assiégée; cependant l'*Alceste*, la *Courageuse*, la *Junon*, ne marchaient que médiocrement : si le contre-amiral eût eu trois frégates comme la *Justice* et la *Diane*, il eût manœuvré avec beaucoup plus de hardiesse, il eût joué aux barres avec le *Tigre* et le *Thésée*, les deux vaisseaux de 80 de Sidney Smith.

En résumé, l'expédition d'Égypte a parfaitement réussi : débarqué le 1^er^ juillet 1798 à Alexandrie, Napoléon était le 1^er^ août maître du Caire et de toute la basse Égypte. Au 1^er^ janvier 1799, il était maître de toute l'Égypte; au 1^er^ juillet 1799, il avait détruit l'armée turque de Syrie, et lui avait pris son équipage de campagne, de 42 pièces et 150 caissons. Enfin, au mois d'août, il détruisit l'élite de l'armée de la Porte, et prit à Aboukir son équipage de campagne, de 32 pièces de canon. Kléber se laissa

imposer par le grand-visir : il lui remit toutes les places fortes, et consentit à une convention fort étrange, celle d'El-Arich. Cependant le colonel Latour-Maubourg, étant arrivé le 1er mars 1800, avec des lettres du premier consul, avant que le Caire fût livré, Kléber battit le grand-visir, le chassa dans le désert, et reconquit l'Égypte. Au mois de mars 1801, les Anglais débarquèrent une armée de 18,000 hommes, sans attelages d'artillerie et sans chevaux de cavalerie : elle devait être détruite; mais Kléber avait été assassiné, et par une fatalité désolante, cette brave armée avait pour chef un homme bon à beaucoup de choses, mais détestable pour la guerre. L'armée, vaincue après six mois de fausses manœuvres, débarqua sur les côtes de Provence, au nombre de 24,000 hommes. L'armée d'Égypte, lors de son arrivée à Malte en 1798, était de 32,000 hommes : elle y reçut un renfort de 2,000 hommes; mais elle y laissa une garnison de 4,000 hommes, et elle arriva à Alexandrie au nombre de 30,000 hommes. Elle reçut 3,000 hommes des débris de l'escadre d'Aboukir, ce qui la porta à 33,000 hommes; 24,000 hommes rentrèrent en France : 1,000 y étaient rentrés précédemment comme blessés, aveugles, sur les deux frégates la *Muiron* et la *Carrère*, qui portèrent Napoléon; mais un pa-

reil nombre de troupes était arrivé sur la *Justice*, l'*Égyptienne* et la *Régénérée* : la perte a donc été de 9,000 hommes, dont 4,000 morts en 1798 et 1799; et 5,000 en 1800 et 1801, morts aux hôpitaux ou sur le champ de bataille. Quand Napoléon a quitté à la fin d'août 1799, l'effectif de l'armée était de 28,500 Français, compris les malades, les vétérans, les hommes de dépôt, et les non-combattants à la suite de l'armée.

L'armée anglaise en 1801 n'était d'abord que de 18,000 hommes: mais elle reçut dans les mois de juillet et d'août 7,000 hommes, partis de Londres, Malte et Mahon, et 8,000 hommes partis des Indes, qui débarquèrent à Cosseïr ; ce qui la porta à 32 ou 34,000 hommes. En y ajoutant 25,000 Turcs, on voit que les forces alliées employées contre l'Égypte s'élevaient à près de 60,000 hommes; sans doute que si elles eussent attaqué ensemble, il eût été impossible de leur résister: mais comme elles entrèrent en action à plusieurs mois de distance, la victoire eût été immanquable pour les Français, si Desaix ou Kléber eussent été à la tête de l'armée, ou même tout autre général que Menou, qui cependant n'avait qu'à imiter la manœuvre qu'avait faite Napoléon en 1799, lorsque Mustapha-pacha débarqua à Aboukir. Le fanatisme

religieux, qui avait été regardé comme le plus grand obstacle à l'établissement des Français en Égypte, était levé; tous les ulémas et les grands-cheyck étaient affectionnés à l'armée française.

Saint Louis, en 1250, débarqua à Damiette avec 6,000 hommes; s'il se fût comporté comme les Français l'ont fait en 1789, il eût triomphé comme eux, et eût conquis toute l'Egypte; et si Napoléon en 1798 se fût comporté comme le firent les croisés en 1250, il eût été battu et défait. En effet, saint Louis parut devant Damiette le 5 juin; il débarqua le lendemain, les Musulmans évacuèrent la ville, il y entra le 6; mais du 6 juin au 6 décembre, il ne bougea pas: le 6 décembre il se mit en marche, remontant la rive droite du Nil. Il arriva le 17 décembre sur la rive gauche du canal d'Achmoun, vis-à-vis Mansourah, y campa deux mois; ce canal était alors plein d'eau. Le 12 février 1251, les eaux ayant baissé, il passa ce bras du Nil, et livra une bataille huit mois après son débarquement en Égypte. Si le 8 juin 1250, saint Louis eût manœuvré comme ont fait les Français en 1798, il serait arrivé le 12 juin à Mansourah; il aurait traversé le canal d'Achmoun à sec, puisque c'est le moment des plus basses eaux du Nil; il serait arrivé le 26 juin au Caire; il aurait conquis la basse Égypte dans

le mois de son arrivée. Lorsque le premier pigeon porta au Caire la nouvelle du débarquement des infidèles à Damiette, la consternation fut générale ; il n'y avait aucun moyen de résister : les fidèles remplirent les mosquées et passèrent les jours et les nuits en prières ; ils s'étaient résignés, ils attendaient l'armée des Français ; mais dans huit mois les vrais croyants eurent le temps de préparer leur résistance. La haute Égypte, l'Arabie, la Syrie, envoyèrent des forces, et saint Louis battu, chassé, fut fait prisonnier. Si Napoléon eût agi en 1798 comme saint Louis en 1250, qu'il eût passé juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre, sans sortir d'Alexandrie, il aurait trouvé en janvier et février des obstacles insurmontables. Damanhour, Rahmanieh, Rosette, eussent été fortifiés ; Giseh, le Caire, eussent été retranchés, couverts de canons et de troupes; 12,000 mamelucks, 20,000 Arabes, 50,000 janissaires arabes, renforcés par les armées de l'Arabie, des pachaliks de Damas, d'Acre, de Jérusalem, de Tripoli, accourus au secours de cette clef de la Sainte-Caba, eussent rendu vains tous les efforts de l'armée française, qui eût dû se rembarquer ; en 1250, l'Égypte était moins en état de se défendre, saint Louis ne sut pas en profiter : il perdit huit mois à délibérer avec

les légats du pape, et à prier ; il eût dû les employer à vaincre.

Au volume IV, page 117, est la lettre de Napoléon au général Kléber, datée du 5 fructidor, au moment de son embarquement ; elle est en grande partie exacte. Quatre passages sont tronqués, ce qui en dénature le sens dans quelques idées importantes.

Même volume, page 128, se trouve la lettre du général Kléber au directoire. Elle est datée du 26 septembre 1799; nous la mettons ici avec des observations propres à la faire apprécier.

LETTRE

DU GÉNÉRAL KLÉBER,

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF,

AVEC

LES OBSERVATIONS DE NAPOLÉON EN REGARD.

LETTRE DU GÉNÉRAL KLÉBER,

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Au quartier-général du Caire, le 4 vendémiaire an VIII (26 septembre 1799).

CITOYENS DIRECTEURS,

A. Le général en chef Bonaparte est parti pour la France, le 6 fructidor au matin, sans en avoir prévenu personne : il m'avait donné rendez-vous à Rosette le 7 ; je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie, et de la lettre par laquelle il me donne le commandement de l'armée, et de celle qu'il adresse au grand-visir à Constantinople, quoiqu'il sût parfaitement que ce pacha était déjà arrivé à Damas.

B. Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée.

Vous savez, citoyens directeurs, et vous êtes à même de vous faire représenter l'état de sa force lors de son arrivée en Égypte ; elle est réduite de moitié, et nous occupons tous les

OBSERVATIONS DE NAPOLÉON

SUR LA LETTRE DU GÉNÉRAL KLÉBER.

A. Le grand-visir était à la fin d'août à Érivan dans la haute Arménie; il n'avait avec lui que 5,000 hommes. Le 22 août on ignorait en Égypte que ce premier ministre eût quitté Constantinople; l'aurait-on su, qu'on y aurait attaché fort peu d'importance. Au 26 septembre, lorsque cette lettre fut écrite, le grand-visir n'était ni à Damas ni à Alep; il était au-delà du Taurus.

B. L'armée française était forte de 30,000 hommes au moment de son débarquement en Égypte en 1798; puisque le général Kléber déclare qu'elle était réduite de moitié au 27 septembre 1799, elle était donc de 15,000 hommes; ceci est une fausseté évidente, puisque les états de situation de tous les chefs de corps envoyés au ministre de la guerre, à la date du 1er septembre, portaient la force de l'armée à 28,500 hommes, sans compter les gens du pays; les états de

Suite de la lettre de Kléber.

points capitaux du triangle des Cataractes à El-Arisch, d'El-Arisch à Alexandrie, et d'Alexandrie aux Cataractes.

Suite des observations de Napoléon.

l'ordonnateur Daure faisaient monter la consommation à 35,000 hommes, y compris les abus, les auxiliaires, les rations doubles, les femmes, et les enfants; les états du payeur Estève, envoyés à la trésorerie, faisaient monter l'armée à 28,500 hommes. Comment, dira-t-on, la conquête de la haute et basse Égypte, de la Syrie, les maladies, la peste, n'avaient fait périr que 1,500 hommes! Non, il en a péri 4,500; mais, après son débarquement, l'armée fut augmentée de 3,000 hommes, provenant des débris de l'escadre de l'amiral Brueys.

Voulez-vous une autre preuve tout aussi forte; c'est qu'aux mois d'octobre et de novembre 1801, deux ans après, il a débarqué en France 27,500 hommes venant d'Égypte, sur lesquels 24,000 appartenaient à l'armée : les autres étaient des marins, des mamelucks, ou des gens du pays : or, l'armée n'avait reçu aucun renfort, si ce n'est un millier d'hommes portés par les trois frégates, *la Justice*, *l'Égyptienne* et *la Régénérée*, et une douzaine de corvettes ou avisos qui y arrivèrent dans cet intervalle.

En 1800 et 1801, l'armée a perdu 4,800 hommes, soit de maladie, soit à la campagne contre le grand-visir, en 1800, soit à celle contre les

Suite de la lettre de Kléber.

C. Cependant il ne s'agit plus aujourd'hui, comme autrefois, de lutter contre quelques hordes de mamelucks découragés; mais de combattre et de résister aux efforts réunis de trois grandes puissances : la Porte, les Anglais, et les Russes.

Le dénûment d'armes, de poudres de guerre, de fer coulé et de plomb, présente un tableau aussi alarmant que la grande et subite diminution d'hommes dont je viens de parler : les essais de fonderie faits n'ont point réussi; la manufacture de poudre établie à Roudah n'a pas encore donné et ne donnera probablement pas le résultat qu'on se flattait d'en obtenir : enfin la réparation des armes à feu est lente; et il faudrait pour activer ces établissements des fonds et des moyens que nous n'avons pas.

Suite des observations de Napoléon.

Anglais, en 1801; 2,300 hommes ont en outre été faits prisonniers dans les forts d'Aboukir, Julien, Rahmanieh, dans le désert avec le colonel Cavalier, sur le convoi de Djermes, au Marabou; mais ces troupes, ayant été renvoyées en France, sont comprises dans le nombre des 27,500 qui ont opéré leur retour.

Il résulte donc de cette seconde preuve, qu'au mois de septembre 1799, l'armée était de 28,500 hommes, écloppés, vétérans, hôpitaux, etc., tout compris.

C. Les fusils ne manquaient pas plus que les hommes; il résulte des états des chefs de corps de septembre 1799, qu'ils avaient 7,000 fusils et 11,000 sabres au dépôt, et des états de l'artillerie, qu'il y en avait 5,000 neufs, et 300 en pièces de rechange au parc; cela fait donc 15 mille fusils.

Les pièces de canon ne manquaient pas davantage: il y avait, comme le constatent les états de l'artillerie, 1,426 bouches à feu, dont 180 de campagne, 225,000 projectiles, 1100 milliers de poudre; 3 millions de cartouches d'infanterie, 27,000 cartouches à canon confectionnées; et ce qui prouve l'exactitude de ces états, c'est que deux ans après, les Anglais trouvèrent 1,375 bouches à feu, 190,000 projectiles, et 900 milliers de poudre.

Suite de la lettre de Kléber.

D. Les troupes sont nues, et cette absence de vêtements est d'autant plus fâcheuse, qu'il est reconnu que, dans ce pays, elle est une des causes les plus actives des dysenteries et des ophthalmies, qui sont les maladies constamment régnantes; la première surtout a agi cette année puissamment sur des corps affaiblis et épuisés par les fatigues. Les officiers de santé remarquent et rapportent constamment que, quoique l'armée soit si considérablement diminuée, il y a cette année un nombre beaucoup plus grand de malades, qu'il n'y en avait l'année dernière à la même époque.

E. Le général Bonaparte avait effectivement, avant son départ, donné des ordres pour habiller l'armée en drap; mais pour cet objet comme pour beaucoup d'autres, il s'en est tenu là, et la pénurie des finances, qui est un nouvel obstacle à combattre, l'eût mis dans la nécessité sans doute d'ajourner l'exécution de cet utile projet : il faut parler de cette pénurie.

Le général Bonaparte a épuisé toutes les ressources extraordinaires, dans les premiers mois de notre arrivée; il a levé alors autant de contributions de guerre que le pays pouvait en supporter; revenir aujourd'hui à ces moyens, alors que nous sommes au dehors entourés d'enne-

Suite des observations de Napoléon.

D. Les draps ne manquaient pas plus que les munitions, puisque les états de situation des magasins des corps portaient qu'il existait des draps au dépôt, que l'habillement était en confection ; et qu'effectivement au mois d'octobre l'armée était habillée de neuf : d'ailleurs comment manquer d'habillement dans un pays qui habille 3 millions d'hommes, les populations de l'Afrique, de l'Arabie ; qui fabrique des cotonnades, des toiles, des draps de laine en si grande quantité.

E. Depuis long-temps la solde était au courant ; il y avait 15,000 francs d'arriéré ; mais cela datait de longue main : les contributions dues étaient de 16 millions comme le prouvent les états du payeur Estève, datés du premier septembre.

Suite de la lettre de Kléber.

mis, serait préparer un soulèvement à la première occasion favorable. Cependant Bonaparte à son départ n'a pas laissé un sou en caisse, ni aucun objet équivalent : il a laissé au contraire un arriéré de près de 12 millions ; c'est plus que le revenu d'une année dans la circonstance actuelle : la solde arriérée pour toute l'armée se monte seule à 4 millions

F. L'inondation rend impossible, en ce moment, le recouvrement de ce qui est dû sur l'année qui vient d'expirer, et qui suffirait à peine pour la dépense d'un mois : ce ne sera donc qu'au mois de frimaire qu'on pourra en recommencer la perception ; et alors, il n'en faut pas douter, on ne pourra pas s'y livrer, parce qu'il faudra combattre.

Enfin, le Nil étant cette année très mauvais, plusieurs provinces, faute d'inondation, offriront des non-valeurs auxquelles on ne pourra se dispenser d'avoir égard.

Tout ce que j'avance ici, citoyens directeurs, je puis le prouver et par des procès-verbaux et par des états certifiés des différents services.

Quoique l'Égypte soit tranquille en apparence, elle n'est rien moins que soumise ; le peuple est inquiet, et on ne voit en nous, quelque chose que l'on puisse faire, que des ennemis

Suite des observations de Napoléon.

F. La conduite de ce peuple pendant la guerre de Syrie ne laissa aucun doute sur ses bonnes dispositions; mais il ne faut lui donner aucune inquiétude sur sa religion, et se concilier les ulémas.

Suite de la lettre de Kléber.

de sa propriété : son cœur est sans cesse ouvert à l'espoir d'un changement favorable.

G. Les mamelucks sont dispersés, mais ils ne sont pas détruits. Mourad-bey est toujours dans la haute Égypte avec assez de monde pour occuper sans cesse une partie de nos forces : si on l'abandonnait un moment, sa troupe se grossirait bien vite, et il viendrait nous inquiéter sans doute jusque dans la capitale, qui, malgré la plus grande surveillance, n'a cessé jusqu'à ce jour de lui procurer des secours en argent et en armes.

Ibrahim est à Gaza avec environ 2,000 mamelucks, et je suis informé que 30,000 hommes de l'armée du grand-visir et de Djezzar-pacha y sont déja arrivés.

H. Le grand-visir est parti de Damas, il y a environ vingt jours; il est actuellement campé auprès d'Acre.

I. Telle est, citoyens directeurs, la situation dans laquelle le général Bonaparte m'a laissé l'énorme fardeau de l'armée d'Orient; il voyait la crise fatale s'approcher. Vos ordres, sans doute, ne lui ont pas permis de la surmonter. Que cette crise existe, ses lettres, ses instructions, sa négociation entamée, en font foi : elle

Suite des observations de Napoléon.

G. Mourad-bey, réfugié dans l'Oasis, ne possédait plus un seul point dans la vallée; il n'y possédait plus un magasin, ni une barque; il n'avait plus un canon; il n'était suivi que de ses plus fidèles esclaves. Ibrahim-bey était à Gaza avec 450 mamelucks; comment pouvait-il en avoir 2,000, puisqu'il n'en a jamais eu que 950, et qu'il avait fait des pertes dans tous les combats de la Syrie?

Il n'y avait pas, à la fin de septembre, un seul homme de l'armée du grand-visir en Syrie; au contraire, Djezzar-pacha avait retiré ses propres troupes de Gaza pour les concentrer sur Acre. Il n'y avait à Gaza que les 400 mamelucks d'Ibrahim-bey.

H. Le grand-visir n'était point en Syrie, le 26 septembre; il n'était pas même à Damas, pas même à Alep : il était au-delà du mont Taurus.

I. Cette crise fatale était dans l'imagination du général, et surtout des intrigants qui voulaient l'exciter à quitter le pays.

Napoléon avait commencé les négociations avec Constantinople dès le surlendemain de son arrivée à Alexandrie; il les a continuées en Syrie : il avait plusieurs buts; d'abord d'empêcher la Porte de déclarer la guerre; puis

Suite de la lettre de Kléber.

est de notoriété publique, et nos ennemis semblent aussi peu l'ignorer que les Français qui sont en Égypte.

« Si cette année, me dit le général Bonaparte, « malgré toutes les précautions, la peste était « en Égypte, et que vous perdiez plus de 1,500 « soldats, perte considérable, puisqu'elle serait « en sus de celle que les événements de la guerre « occasioneraient journellement; je dis que, « dans ce cas, vous ne devez pas vous hasarder « à soutenir la campagne prochaine; et vous êtes « autorisé à conclure la paix avec la Porte otto- « mane, quand même l'évacuation de l'Égypte « en serait la condition principale. »

(Ce passage de la lettre du 5 fructidor est tronqué.)

Je vous fais remarquer ce passage, citoyens directeurs, parce qu'il est caractéristique sous plus d'un rapport, et qu'il indique surtout la situation critique dans laquelle je me trouve.

Que peuvent être 1,500 hommes de plus ou de moins dans l'immensité du terrain que j'ai à défendre, et aussi journellement à combattre?

Suite des observations de Napoléon.

de la désarmer, ou au moins rendre ses hostilités moins actives; enfin de connaître ce qui se passait par les allées et venues des agents turcs et français, qui le tenaient au courant des événements d'Europe.

Où était *la crise fatale?* L'armée russe, qui soi-disant était aux Dardanelles, était un premier fantôme; l'armée anglaise, qui déjà avait passé le détroit, en était un second; enfin, le grand-visir, à la fin de septembre, était encore bien éloigné de l'Égypte. Quand il aurait passé le mont Taurus et le Jourdain, il avait à lutter contre la jalousie de Djezzar; il n'avait avec lui que 5,000 hommes; il devait former son armée en Asie, et peut-être y réunir 40 à 50 mille hommes, qui n'avaient jamais fait la guerre, et qui étaient aussi peu redoutables que l'armée du mont Thabor: c'était donc en réalité un troisième fantôme.

Les troupes de Mustapha-pacha étaient les meilleures troupes ottomanes; elles occupaient à Aboukir une position redoutable: cependant elles n'avaient opposé aucune résistance. Le grand-visir n'aurait jamais osé passer le désert devant l'armée française, ou, s'il l'avait osé, il aurait été très facile de le battre.

Suite de la lettre de Kléber.

L. Le général dit ailleurs : « Alexandrie et « El-Arisch, voilà les deux clefs de l'Égypte. »

El-Alrisch est un méchant fort à quatre journées dans le désert. La grande difficulté de l'approvisionner ne permet pas d'y jeter une garnison de plus de 250 hommes : 600 mamelucks pourront, quand ils le voudront, intercepter sa communication avec Qatieh ; et

Suite des observations de Napoléon.

L'Égypte ne courait donc de danger que par le mauvais esprit qui s'était mis dans l'état-major.

La peste, qui avait affligé l'armée en 1799, lui avait fait perdre 700 hommes. Si celle qui l'affligerait en 1800 lui en faisait perdre 1,500, elle serait donc double en malignité : dans ce cas, le général partant voulait prévenir les seuls dangers que pouvait courir l'armée, et diminuer la responsabilité de son successeur, l'autorisant à traiter, s'il ne recevait pas de nouvelles du gouvernement avant le mois de mai 1800, à condition que l'armée française resterait en Égypte jusqu'à la paix générale.

Mais enfin le cas n'était point arrivé : on n'était pas encore au mois de mai, puisqu'on n'était qu'au mois de septembre; on avait donc tout l'hiver à passer, pendant lequel il était probable que l'on recevrait des nouvelles de France; enfin la peste n'affligea pas l'armée en 1800 et 1801.

L. Le fort d'El-Arisch, qui peut contenir 5 ou 600 hommes de garnison, est construit en bonne maçonnerie; il domine les puits et la forêt de palmiers de l'oasis de ce nom. C'est une vedette située près de la Syrie, la seule porte par où toute armée qui veut attaquer

Suite de la lettre de Kléber.

comme, lors du départ de Bonaparte, cette garnison n'avait pas pour quinze jours de vivres en avance, il ne faudrait pas plus de temps pour l'obliger à se rendre sans coup férir.

Les Arabes seuls étaient dans le cas de faire des convois soutenus dans ces brûlants déserts; mais, d'un côté, ils ont été tant de fois trompés, que, loin de nous offrir leurs services, ils s'éloignent et se cachent; d'un autre côté, l'arrivée du grand-visir, qui enflamme leur fanatisme et leur prodigue des dons, contribue tout autant à nous en faire abandonner.

M. Alexandrie n'est point une place, c'est un vaste camp retranché; il était, à la vérité, assez bien défendu par une nombreuse artillerie de siége : mais, depuis que nous avons perdu cette artillerie dans la désastreuse campagne de Syrie; depuis que le général Bonaparte a retiré toutes les pièces de marine pour armer au complet les deux frégates avec lesquelles il est parti, ce camp ne peut plus offrir qu'une faible résistance.

N. Le général Bonaparte enfin s'était fait illusion sur l'effet que devait produire le succès qu'il a obtenu aux portes d'Aboukir; il a en effet détruit la presque totalité des Turcs qui avaient débarqué : mais qu'est-ce qu'une perte

Suite des observations de Napoléon.

l'Égypte par terre doit passer. Les localités offrent beaucoup de difficultés aux assiégeants. C'est donc à juste titre qu'il peut être appelé une des clefs du désert.

M. Il y avait dans Alexandrie 450 bouches à feu de tous calibres. Les 24 pièces que l'on avait perdues en Syrie appartenaient à l'équipage de siége, et n'avaient jamais été destinées à faire partie de l'armement de cette place. Les Anglais y ont trouvé, en 1801, plus de 400 pièces de canon, indépendamment des pièces qui armaient les frégates et autres bâtiments.

N. L'armée de Mustapha, pacha de Romélie, qui débarqua à Aboukir, était de 18,000 hommes ; c'était l'élite des troupes de la Porte, qui avaient fait la guerre contre la Russie. Ces troupes étaient incomparablement meilleures

Suite de la lettre de Kléber.

pareille pour une grande nation, à laquelle on a ravi la plus belle partie de son empire, et à la religion, l'honneur et l'intérêt prescrivent également de se venger, et de reconquérir ce que l'on avait pu lui enlever? Aussi cette victoire n'a-t-elle pas retardé d'un instant, ni nos préparatifs, ni la marche du grand-visir.

P. Dans cet état de choses, que puis-je, que dois-je faire? Je pense, citoyens directeurs, que c'est de continuer les négociations entamées par Bonaparte; quand elles ne donneraient d'autres résultats que celui de gagner du temps, j'aurais déjà lieu d'être satisfait. Vous trouverez ci-jointe la lettre que j'écris en conséquence au grand-visir, en lui envoyant duplicata de celle de Bonaparte; si ce ministre répond à ces avances, je lui proposerai la restitution de l'Égypte, aux conditions suivantes :

Le Grand-Seigneur y établira un pacha comme par le passé : on lui abandonnera le myri, que la Porte a toujours perçu de droit, et jamais de fait.

Le commerce sera ouvert réciproquement entre l'Égypte et la Syrie;

Les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, et percevraient tous les autres droits, avec ceux des

Suite des observations de Napoléon.

que celles du mont Thabor, et toutes les troupes asiatiques dont devait se composer l'armée du grand-visir.

Le grand-visir n'a reçu la nouvelle de la défaite d'Aboukir qu'à Érivan, dans l'Arménie, près la mer Caspienne.

P. Ceci est bien projeté, mais a été mal exécuté; il y a loin de là à la capitulation d'El-Arisch.

Tout traité avec la Porte, s'il avait ces deux résultats, de lui faire tomber les armes des mains, et de conserver l'armée en Égypte, était bon.

Suite de la lettre de Kléber.

douanes, jusqu'à ce que le gouvernement eût la paix avec l'Angleterre.

Si ces conditions préliminaires et sommaires étaient acceptées, je croirais avoir fait plus pour la patrie qu'en obtenant la plus éclatante victoire; mais je doute que l'on veuille prêter l'oreille à ces dispositions: si l'orgueil des Turcs ne s'y opposait pas, j'aurais à combattre l'influence des Anglais; dans tous les cas, je me guiderai d'après les circonstances.

Q. Je connais toute l'importance de la possession de l'Égypte; je disais en Europe qu'elle était pour la France le point d'appui par lequel elle pouvait remuer le système du commerce des quatre parties du monde; mais, pour cela, il faut un puissant levier; ce levier, c'est la marine: la nôtre a existé; depuis lors tout est changé; et la paix avec la Porte peut seule, ce me semble, nous offrir une voie honorable pour nous tirer d'une entreprise qui ne peut plus atteindre l'objet qu'on avait pu se proposer.

Je n'entrerai point, citoyens directeurs, dans le détail de toutes les combinaisons diplomatiques que la situation actuelle de l'Europe peut offrir; ils ne sont point de mon ressort.

Suite des observations de Napoléon.

Q. La destruction de onze vaisseaux de guerre, dont trois étaient hors de service, ne changeait rien à la situation de la république, qui était en 1800 tout aussi inférieure sur mer qu'en 1798; si l'on eût été maître de la mer, on eût marché droit à la fois sur Londres, sur Dublin, et sur Calcuta : c'était pour le devenir, que la république voulait posséder l'Égypte. Cependant la république avait assez de vaisseaux pour pouvoir envoyer des renforts en Égypte, lorsque cela serait nécessaire. Au moment où le général écrivait cette lettre, l'amiral Bruix, avec 46 vaisseaux de haut-bord, était maître de la Méditerranée; il eût secouru l'armée d'Orient, si les troupes n'eussent été nécessaires en Italie, en Suisse, et sur le Rhin.

Suite de la lettre de Kléber.

Dans la détresse où je me trouve, et trop éloigné du centre des mouvements, je ne puis guère m'occuper que du salut et de l'honneur de l'armée que je commande. Heureux si dans mes sollicitudes, je réussis à remplir vos vœux! plus rapproché de vous, je mettrai toute ma gloire à vous obéir.

Je joins ici, citoyens directeurs, un état exact de ce qui nous manque en matériel pour l'artillerie, et un tableau sommaire de la dette contractée et laissée par Bonaparte.

Salut et respect.

Signé, KLÉBER.

R. P. S. Au moment, citoyens directeurs, où je vous expédie cette lettre, quatorze ou quinze voiles turques sont mouillées devant Damiette, attendant la flotte du capitaine pacha, mouillée à Jaffa, et portant, dit-on, 15 à 20,000 hommes de débarquement; 15,000 sont toujours réunis à Gaza, et le grand-visir s'achemine de Damas; il nous a renvoyé ces jours derniers un soldat de la 25e demi-brigade, fait prisonnier au fort d'El-Arisch, après lui avoir fait voir tout le camp; il lui a intimé de dire à ses compagnons ce qu'il avait vu, et à leur général de trembler. Ceci paraît annoncer ou la confiance que le

Suite des observations de Napoléon.

R. Cette apostille peint l'état d'agitation du général Kléber : il avait servi huit ans, comme officier, dans un régiment autrichien ; il avait fait les campagnes de Joseph II, qui s'était laissé battre par les Ottomans ; il avait conservé une opinion fort exagérée de ceux-ci. Sidney-Smith, qui avait déjà fait perdre à la Porte l'armée de Mustapha, pacha de Romélie, qu'il avait débarquée à Aboukir, vint mouiller à Damiette, avec 60 transports, sur lesquels étaient embarqués 7,000 janissaires, de très bonnes troupes : c'était l'arrière-garde de l'armée de Mustapha-pacha ; au 1^er^ novembre, il la débarqua sur les plages de Damiette. L'intrépide général Verdier marcha à eux, avec 1,000 hommes, les prit, les tua ou les jeta dans la

Suite de la lettre de Kléber.

grand-visir met dans ses forces, ou un désir de rapprochement : quant à moi, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de 5,000 hommes en état d'entrer en campagne ; nonobstant ce, je tenterai la fortune, si je ne puis parvenir à gagner du temps par des négociations. Djezzar a retiré ses troupes de Gaza, et les a fait revenir à Acre.

Signé, KLÉBER.

Suite des observations de Napoléon.

mer ; six pièces de canon furent ses trophées.

Le capitan-pacha n'était pas à Jaffa, le grand-visir n'était point entré en Syrie ; il n'y avait donc pas 30,000 hommes à Gaza. Les armées russe et anglaise ne songeaient point à attaquer l'Égypte.

Cette lettre est donc pleine de fausses assertions. On croyait que Napoléon n'arriverait point en France : on s'était décidé à évacuer le pays; on voulait justifier cette évacuation. Quand cette lettre arriva à Paris (le 12 janvier), le général Berthier la mit sous les yeux du premier consul ; elle était accompagnée des rapports et des comptes de l'ordonnateur Daure, du payeur Estève, et de vingt-huit rapports de colonels et de chefs de corps d'artillerie, infanterie, cavalerie, dromadaires, etc. Tous ces états, que fit dépouiller le ministre de la guerre, présentaient des rapports qui contredisaient le général en chef. Mais heureusement pour l'Égypte, un duplicata de cette lettre tomba entre les mains de l'amiral Keith, qui l'envoya aussitôt à Londres. Le ministre anglais écrivit sur-le-champ pour qu'on ne reconnût aucune capitulation qui aurait pour but de ramener l'armée d'Égypte en France, et que si déjà elle était en mer,

Suite des observations de Napoléon.

il fallait la prendre et la conduire dans la Tamise.

Par un second bonheur, le colonel Latour-Maubourg, parti de France à la fin de janvier, avec la nouvelle de l'arrivée de Napoléon en France, celle du 18 brumaire, la constitution de l'an VIII, et la lettre du ministre de la guerre du 12 janvier, en réponse à celle de Kléber ci-dessus, arriva au Caire le 4 mai, dix jours avant le terme fixé pour la remise de cette capitale au grand-visir. Kléber comprit qu'il fallait vaincre ou mourir: il n'eut qu'à marcher.

Ce ramassis de canaille qui se disait l'armée du grand-visir, fut rejeté au-delà du désert, sans faire aucune résistance. L'armée française n'eut pas 100 hommes tués ou blessés. Elle en tua 15,000; elle prit aux Turcs leurs tentes, leurs bagages et leur équipage de campagne.

Kléber changea alors entièrement; il s'appliqua sérieusement à améliorer le sort de l'armée et du pays; mais, le 14 juin 1800, il périt sous le poignard d'un misérable fanatique.

S'il eût vécu lorsque, la campagne suivante, l'armée anglaise débarqua à Aboukir, elle eût été perdue: peu d'Anglais se fussent rembarqués, et l'Égypte eût été à la France.

SIX NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

LES QUATRE CONCORDATS.

1° Sur le Concordat de 1801; 2° sur les Pièces imprimées à Londres; 3° sur l'enlèvement du pape; 4° sur le concile de 1811; 5° sur les bulles; 6° sur les prisons d'état.

Cet ouvrage n'est pas un libelle : s'il contient quelques idées erronées, il en contient un plus grand nombre qui sont saines et dignes d'être méditées.

Ire NOTE. — CONCORDAT DE 1801.

(Volume II, page 90.)

« Lorsqu'il se sentit enlacé (Napoléon) dans les querelles religieuses toujours croissantes; lorsque, après avoir travaillé en vue de tout pacifier, il se trouva avoir semé des germes de désordre; lorsque, après avoir compté sur l'appui du clergé, il le trouva hérissé d'ombrages contre lui, il chercha d'où provenait un résultat aussi différent de celui qu'il croyait avoir préparé; et recueillant les tristes fruits de son inexpérience, il reconnut avec douleur la faute qu'il avait faite en se mêlant de la religion autrement que comme garant de la liberté des cultes, etc., etc. »

Napoléon avait porté, en 1796 et 1797, en Italie, une attention particulière aux affaires de religion : ces connaissances étaient nécessaires au conquérant et au législateur des républiques transpadane, cispadane, etc. En 1798 et 1799, il dut étudier le Coran ; il fallait qu'il connût les principes de l'islamisme, le gouvernement, les opinions des quatre sectes et leurs rapports avec Constantinople et la Mecque ; il fallait bien qu'il se fût rendu habile dans la connaissance de l'une et l'autre religion, car cela contribua à lui captiver l'affection du clergé en Italie, et des ulémas en Égypte.

Il ne s'est jamais repenti d'avoir fait le concordat de 1801, et les propos qu'on lui prête, à cette occasion, sont faux : il n'a jamais dit *que le concordat fût la plus grande faute de son règne*. Les discussions qu'il a eues depuis avec Rome, proviennent de l'abus que faisait cette cour du mélange du spirituel et du temporel. Cela peut lui avoir occasioné quelques moments d'impatience ; c'était le lion qui se sentait piqué par des mouches : mais ils n'ont jamais altéré ses dispositions, ni pour les principes de sa religion, ni pour ce grand œuvre qui a eu des résultats si importants ; « il n'a jamais dit : « que les malheurs qui lui arrivaient, prove- « naient de ce qu'il avait blessé les idées libé-

« rales, ou de ce qu'il avait offensé les peuples. » Toutes ses lois ont été libérales, celle même de la conscription, même les réglements sur les prisons d'état : ce ne sont pas les peuples qui ont été ses ennemis, mais l'oligarchie ; car son gouvernement a été éminemment populaire.

Le concordat de 1801 était nécessaire à la religion, à la république, au gouvernement ; les temples étaient fermés ; les prêtres étaient persécutés, ils étaient divisés en trois sectes : les constitutionnels, les vicaires apostoliques, les évêques émigrés à la solde de l'Angleterre. Le concordat mit fin à ces divisions, et fit sortir de ses ruines l'Église catholique, apostolique et romaine. Napoléon releva les autels, fit cesser les désordres, prescrivit aux fidèles de prier pour la république, dissipa tous les scrupules des acquéreurs de domaines nationaux, et rompit le dernier fil, par lequel l'ancienne dynastie communiquait encore avec le pays, en destituant les évêques qui lui étaient restés fidèles, les signalant comme des rebelles qui avaient préféré les affaires du monde et les intérêts terrestres aux affaires du ciel et à la cause de Dieu.

On a dit : « Napoléon eût dû ne pas se mêler « des affaires religieuses, mais tolérer la religion

« en pratiquant le culte, en lui restituant ses « temples. » Pratiquer le culte..... mais lequel? Restituer ses temples.... mais à qui? aux constitutionnels, au clergé, ou aux vicaires papistes à la solde de l'Angleterre?

Il fut question, dans les conférences pour la négociation du concordat, d'assigner un délai à l'exercice du droit conféré au pape d'instituer les évêques; mais il avait déjà fait de grandes concessions : il consentait à la suppression de soixante diocèses, dont les siéges dataient de la naissance du christianisme; il destituait de sa propre autorité un grand nombre d'évêques anciens, et consommait la vente, sans aucune indemnité, de 400 millions des biens du clergé : il fut jugé que, même dans l'intérêt de la république, il ne fallait pas exiger de stipulations nouvelles qui auraient favorisé les ultramontains. Ce fut dans une de ces conférences que Napoléon dit : « Si le pape n'avait pas existé, il eût « fallu le créer pour cette occasion, comme les « consuls romains faisaient un dictateur dans les « circonstances difficiles. » Il est vrai que le concordat reconnaissait dans l'état un pouvoir étranger, propre à le troubler un jour, mais il ne l'introduisait pas, il existait de tout temps. Maître de l'Italie, Napoléon se considé-

rait comme maître de Rome, et cette influence italienne lui servait à détruire l'influence anglaise.

IIe NOTE. — PIÈCES IMPRIMÉES A LONDRES.

(Volume II, page 249.)

« Il faut distinguer dans sa carrière d'affaires religieuses deux « époques, et, si j'ose parler ainsi, deux éducations différentes : la « première fut celle dans laquelle il agit par lui-même, indépendam- « ment de tout conseil éclairé dans cette matière ; la seconde, celle « dans laquelle il consulta et forma un conseil ecclésiastique, etc. »

Les pièces imprimées à Londres, sur les discussions entre la cour des Tuileries et celle de Rome, sont apocryphes; elles n'ont jamais été avouées : on a espéré, par leur publication, exalter les imaginations espagnoles, et celles des béats de toute la chrétienté : la petite église les a colportées avec fureur; quelques-unes de ces pièces sont fausses; les autres sont toutes plus ou moins falsifiées. Il est fâcheux qu'elles aient trouvé place dans un ouvrage important; il n'était pas difficile de constater leur fausseté. — 1° La cour des Tuileries n'a jamais promis directement ni indirectement les légations, et le pape n'a jamais mis cette condition pour prix de son voyage à Paris; il se peut qu'il se soit flatté d'obtenir la Romagne où est Césène, sa patrie, de la reconnaissance impériale; il se peut que, pendant son séjour à Paris, il en ait té-

moigné quelque chose directement à l'empereur, mais bien légèrement et sans espérance de succès. — 2° Comment supposer qu'on ait demandé à la cour de Rome d'instituer un patriarche? Un patriarche n'eût eu de l'influence qu'en France : le pape, qui était celui du grand empire, étendait la sienne sur l'univers : on eût donc perdu au change. — 3° Comment l'empereur eût-il demandé l'acceptation du code civil? Le code Napoléon ne régissait-il pas et la France et l'Italie? Avait-il donc besoin de la cour de Rome pour faire des lois chez lui? — 4° Comment aurait-il demandé la liberté des cultes? N'était-elle pas une loi fondamentale de la constitution française? Cette loi avait-elle donc plus besoin de la sanction du pape que de celle du ministre Marron et du consistoire de Genève? — 5° Comment aurait-il demandé la réforme des évêchés trop nombreux en Italie? Le concordat d'Italie n'y avait-il donc pas pourvu? Il y eut, il est vrai, quelques négociations pour les évêchés de Toscane et de Gênes, mais dans les formes établies pour ces sortes d'affaires. — 6° Quel intérêt pouvait-il y avoir à ce que les bulles pontificales pour les évêchés et les cures, en Italie, fussent abolies? Tout cela n'était-il pas réglé par le concordat d'Italie? — 7° Pourquoi aurait-il demandé l'abolition des ordres

religieux? Ces ordres n'étaient-ils donc pas abolis en France et en Italie? La vente de leurs biens n'avait-elle donc pas été consommée et ratifiée par le concordat?—8° Comment supposer que, brouillé avec la cour de Rome, il ait demandé le mariage des prêtres; ce qui eût été, de gaîté de cœur, donner beau jeu à ses ennemis? Que lui importait le célibat des prêtres! Avait-il du temps à perdre en discussions théologiques? —9° Quel intérêt pouvait-il avoir que Joseph Bonaparte fût sacré par le pape, roi de Naples? Si le pape l'eût voulu, il s'y serait opposé de peur qu'il n'en voulût prendre acte de suzeraineté sur Naples.

La correspondance directe de l'empereur et du pape, depuis 1805 à 1809, est restée secrète; elle ne roulait que sur des affaires temporelles, sur lesquelles il n'avait besoin ni du consentement, ni de l'avis de ses évêques; mais, en 1809, lorsque par le bref de Savone adressé au chapitre de Florence et à celui de Paris, le pape, s'appuyant d'un passage du concile de Lyon, prétendit troubler l'exercice des vicaires capitulaires, pendant les vacances des siéges, les discussions entrèrent dans la spiritualité. Alors il sentit le besoin du conseil et de l'intervention du clergé : il établit un conseil de théologiens : le choix qu'il fit fut heureux; l'évêque de

Nantes, qui était depuis un demi-siècle un des oracles de la chrétienté, en était l'ame : depuis cette époque, toutes les discussions sont devenues publiques.

Fox, causant avec Napoléon après le traité d'Amiens, lui reprocha de n'avoir pas obtenu le mariage des prêtres, il lui répondit : « *J'avais « et j'ai besoin de pacifier; c'est avec de l'eau « et non avec de l'huile qu'on calme les volcans « théologiques : j'aurais eu moins de peine à « établir la confession d'Augsbourg dans mon « empire.* »

Depuis le couronnement, il y eut des discussions pour les chapeaux de cardinaux, pour des réticences que le pape s'était permises dans ses allocutions sur les lois organiques, sur des brefs de pénitencerie; pour quelques circonscriptions des évêchés de Toscane et de Gênes, pour quelques affaires secrètes, relatives au royaume d'Italie; mais aucune de ces discussions n'occupa directement les deux souverains; elles furent constamment abandonnées aux soins des chancelleries, qui traitèrent toutes ces affaires avec modération et sagesse.

III^e NOTE. — ENLÈVEMENT DU PAPE.

(Volume V, page 415.)

« Il importe peu, pour le fond de la chose, quel ait été l'auteur de « l'enlèvement du pape. De quelle main qu'il soit parti, il n'en est « pas moins odieux. Ici tout l'intérêt est du côté de l'histoire, etc. »

L'origine de la querelle qui dura cinq ans entre l'empereur et le pape, se termina par la réunion, en 1810, à l'empire, des états temporels du saint-siége : elle date de 1805. La cour de Vienne, la Russie et l'Angleterre venaient de conclure la troisième coalition contre la France : une armée autrichienne s'empara de Munich, en chassa le roi de Bavière, et prit position sur l'Iller, où elle devait être jointe par deux armées russes; l'archiduc Jean, à la tête de la principale armée de la maison d'Autriche, se porta sur l'Adige, menaçant d'envahir toute l'Italie; un corps d'observation de 15 à 20,000 Français, sous les ordres du général Saint-Cyr, occupait la presqu'île d'Otrante; il était séparé de l'armée de l'Adige par les états du pape. Une escadre anglaise se faisait voir dans la Méditerranée, et avait des croiseurs dans l'Adriatique ; une armée anglo-russe était attendue à Naples. Le corps d'observation d'Otrante était compromis, la citadelle d'Ancône appar-

tenant au pape, était sur la ligne de communication avec l'armée française d'Italie ; elle n'était pas armée ; un débarquement de 1,200 hommes pouvait se saisir de ce poste important. Napoléon pria le pape, dans une communication directe, d'armer Ancône, d'y mettre 3,000 hommes de garnison, et d'en confier le commandement à un homme sûr ; ou de permettre qu'il y envoyât garnison française : il fut refusé ; alors il insista et exigea de nouvelles garanties. Il demanda catégoriquement : 1° que le pape conclût un traité offensif avec le roi d'Italie et le roi de Naples, pour la défense de l'Italie ; la cour de Naples, qui dissimulait, y avait consenti ; 2° que les ports des états romains fussent fermés aux Anglais ; 3° qu'une garnison de 3,000 hommes, Français, fût reçue dans la citadelle d'Ancône. A ces demandes, le pape répondit : que, père des fidèles, il ne pouvait entrer dans aucune ligue contre ses enfants ; que ce serait d'ailleurs compromettre les catholiques romains, sujets des puissances contre lesquelles il se déclarerait ; qu'il n'avait à se plaindre d'aucune, et qu'il ne voulait ni ne pouvait faire la guerre à personne. L'empereur lui répondit : que, lorsque Charlemagne avait investi le pape d'une souveraineté temporelle, au milieu de l'Italie, c'était pour le bien de

l'Italie, et de l'Europe, et non pour y introduire les infidèles et les hérétiques; que l'histoire des papes était pleine de ligues, de contre-ligues, tant avec les empereurs qu'avec les rois d'Espagne ou les rois de France; que Jules II avait commandé des armées; qu'en 1797, le général Bonaparte avait eu son quartier-général dans le palais épiscopal de l'évêque Chiaramonte, lorsqu'il marchait contre l'armée du cardinal Busca, que Pie VI avait levée pour faire une diversion en faveur des Autrichiens, guerre qui fut terminée par le traité de Tolentino; qu'ainsi, puisque de nos jours la bannière de Saint-Pierre avait marché contre la France, à côté de l'aigle autrichienne, elle pouvait aujourd'hui marcher avec l'aigle française; que cependant voulant témoigner toute sa condescendance pour le saint-père, il consentait que ce traité ne s'étendît pas contre l'Autriche et l'Espagne, et qu'il fût uniquement applicable aux infidèles et aux hérétiques. A ce prix, il s'engageait à protéger les côtes et le pavillon de l'Église contre les Barbaresques. La correspondance roula sur ces matières, pendant 1805 et 1806. Les lettres du pape étaient écrites avec la plume de Grégoire VII; elles contrastaient avec la douceur et l'aménité de son caractère; il n'en était que le signataire. Il parlait sans

cesse de sa juridiction, de sa suprématie sur les puissances terrestres; parce que, disait-il, le ciel est au-dessus de la terre, l'ame au-dessus de la matière.

Cependant, après la paix de Presbourg, une armée française était entrée dans Naples ; le roi Ferdinand s'était réfugié en Sicile, tout le royaume avait été conquis ; un prince français était monté sur le trône, qui se trouvait séparé par les états du pape de l'armée de la haute Italie; les agents de la cour de Palerme, de celle de Cagliari, les intrigants que l'Angleterre soudoie toujours sur le continent, avaient établi le centre de leurs intrigues à Rome; des soldats étaient souvent assassinés, en parcourant isolément la partie de la route qui passe sur les états de l'Église, entre Milan et Naples. Cet ordre de choses n'était pas tolérable : l'empereur en prévint le pape, et lui fit connaître que, par la nature des choses, il fallait que la cour de Rome fît une ligue offensive et défensive avec la France ; qu'elle fermât ses ports à l'Angleterre; qu'elle chassât de Rome tous les intrigants étrangers, ou qu'elle s'attendît à perdre la partie de son territoire située entre les Apennins et l'Adriatique ; c'est-à-dire, les Marches d'Ancône, qui, réunies au royaume d'Italie, assureraient la communication entre Naples et

Milan. Le saint-siége répondit par d'impuissantes menaces : il était évident que la longanimité de l'empereur, qui contrastait avec son caractère, avait accrédité à Rome l'idée qu'il redoutait les foudres de l'Église. Pour détruire cette folle croyance, il ordonna à un corps de 6,000 hommes d'entrer à Rome, sous prétexte de se rendre à Naples, et d'y séjourner. Il donna pour instruction particulière au général qui commandait cette expédition, de montrer le plus grand respect pour la cour du Vatican, et de ne se mêler de rien : il fit en même temps insinuer que, lorsqu'il osait faire occuper Rome, c'est qu'il était décidé à tout, et ne serait pas arrêté dans des affaires temporelles par des menaces spirituelles ; qu'il fallait que le faible eût recours à la protection du fort.

La cour de Rome était en délire : les monitoires, les prières, les sermons, les notes circulaires au corps diplomatique, tout fut mis en œuvre pour accroître le mal ; elle déploya toutes ses armes spirituelles pour la défense de son temporel : mais la portée de toutes avait été calculée par le cabinet de Saint-Cloud. Enfin, au commencement de 1808, l'empereur écrivit au pape qu'il fallait que cela finît, et que si, sous deux mois il n'avait pas adhéré au traité de fédération avec les puissances d'Italie, il re-

garderait la donation de Charlemagne comme non avenue, et confisquerait le patrimoine de saint Pierre, sans que cela portât aucune atteinte au respect et à la liberté de sa personne sacrée, comme chef de la catholicité : aucune notification ne pouvait être plus claire ; on n'en tint pas compte. Ainsi bravé et poussé à bout, il décréta en 1808 la réunion des Marches au royaume d'Italie, laissant au pape Rome et toute la partie de ses états située entre l'Apennin et la Méditerranée. Les agents français firent connaître en même temps que les troupes françaises quitteraient Rome et les états de l'Église, aussitôt que cette cour aurait reconnu le démembrement des Marches ; mais à cette nouvelle elle envoya l'ordre à son ministre, à Paris, de demander ses passeports, et de partir sans prendre congé : les passeports furent accordés sur-le-champ, et la guerre déclarée. C'était la puissance faible qui ne pouvait opposer aucune résistance, qui rompait toute mesure, et déclarait la guerre à la puissance forte et victorieuse du monde : mais le système était à Rome de porter tout à l'extrême, d'opposer les armes spirituelles aux temporelles. On s'y flattait encore de voir renaître le temps, où tout se prosternait à la vue des foudres sacrées. Napoléon les redoutait peu ; mais il était enchaîné par

les sentiments qu'il portait au pape : il laissa les choses encore *in statu quo*.

Mais, au commencement de 1809, la quatrième coalition se déclara : la cour de Vienne annonça les hostilités ; le général qui commandait à Rome demanda un renfort de troupes pour pouvoir contenir la population de cette grande ville ainsi que le pays, et, si cela était impossible, que l'on mît un terme à l'anarchie du gouvernement pontifical. Il reçut l'ordre de s'emparer du gouvernement, d'incorporer les troupes papales dans l'armée française, de maintenir une bonne police, et d'avoir soin que le pape continuât à recevoir les sommes qu'il avait l'habitude de prendre au trésor pour l'entretien de sa maison.

La circonstance de la guerre dans laquelle la France se trouvait engagée avec l'Autriche et l'Espagne, parut favorable au saint-siége : il lança sa bulle d'excommunication. L'occupation de ses états avait été le résultat de la guerre qu'il avait déclarée à la France ; mais il n'avait été troublé en rien dans la direction des affaires spirituelles, et il avait reçu l'assurance que sa personne n'en serait pas moins sacrée, pourvu qu'il ne fît rien pour troubler l'exercice du gouvernement établi à Rome. Il ne voulut pas profiter de cette ouverture, regardant que sa qua-

lité de souverain de Rome était confondue et inhérente avec son caractère spirituel : ce système n'était pas soutenable. Les troupes françaises, dans ses états, étaient peu nombreuses, et la bataille d'Essling ayant jeté quelques doutes sur l'issue de la guerre, la population était agitée : le saint-père, renfermé au fond de son palais, avait fait élever des barricades autour; elles étaient gardées par quelques centaines d'hommes armés qui exerçaient la plus grande surveillance. Les troupes françaises qui occupaient les postes extérieurs, se prirent de querelle avec elles; elles se crurent bravées : tout cela excitait leurs sarcasmes. La situation du pape était dangereuse : il était à craindre que, d'un moment à l'autre, on en vînt aux mains : les balles ne respectent personne. Le général commandant à Rome fit les plus vives remontrances; il ne put faire comprendre que le pape serait beaucoup plus en sûreté gardé par la sainteté de son caractère, et que d'opposer la force à la force pouvait avoir les effets les plus funestes. N'étant pas écouté, il prit alors conseil des circonstances : il adopta le parti de faire transférer le pape à Florence; il le devait au saint-père, il le devait à la nation française, il le devait à l'Europe : qu'eût-elle dit si un sang si précieux eût été versé dans une rixe? Son de-

voir n'était-il pas de veiller au maintien de la tranquillité publique? elle fut sur-le-champ rétablie; mais la grande-duchesse de Toscane, surprise qu'on eût envoyé le pape à Florence sans un ordre de l'empereur, et ayant elle-même peu de troupes, fit continuer le voyage, et le dirigea sur Turin. Le même motif porta le prince gouverneur-général du Piémont à lui faire continuer sa route jusqu'à Grenoble. Un courrier de Rome instruisit l'empereur, à Schoenbrunn, de ce qui venait de se passer : il envoya aussitôt des ordres à Florence, pour que, si le pape y était arrivé, on le plaçât dans une maison de campagne du grand-duché, et qu'on l'environnât de tous les honneurs et de tous les respects dus à son saint caractère; à Turin, que si le pape y était arrivé, il fût dirigé sur Savone; enfin à Paris, d'envoyer à la rencontre du pape, pour le reconduire à Florence, s'il n'avait pas dépassé l'Apennin; et à Savone, s'il avait dépassé ces montagnes. Quoique mécontent de ce qui était arrivé, il ne pouvait pas désavouer son général à Rome; sa conduite avait été obligée. Il était impossible de renvoyer le pape à Rome sans s'exposer à des événements dont le résultat pouvait être encore plus fâcheux. On était alors à la veille de la bataille de Wagram, qui devait décider de la paix, et il serait à temps alors de

négocier avec le saint-siége, et de mettre un terme à ces fâcheuses affaires.

Toute la maison impériale de Turin fut mise à la disposition du pape; à Savone, il fut logé à l'archevêché, où il était convenablement. L'intendant de la liste civile, le comte Salmatoris, pourvut abondamment à tout ce qui était nécessaire. Il resta ainsi plusieurs mois, pendant lesquels on lui offrit de retourner à Rome, s'il consentait à ne point y troubler la tranquillité publique, à reconnaître le gouvernement établi dans cette capitale, et à ne s'occuper que d'affaires spirituelles; mais s'apercevant qu'on voulait le prendre par lassitude, et que le monde continuait à marcher sans lui, il adressa des brefs aux chapitres métropolitains de Florence et de Paris, pour troubler l'administration des diocèses pendant les vacances des siéges, en même temps que le cardinal Pietro expédiait des vicaires apostoliques dans les diocèses vacants. Alors, pour la première fois, la discussion qui existait depuis cinq ans, cessa d'être temporelle et devint spirituelle; ce qui donna lieu à la première et seconde réunion des évêques, au concile de Paris, à la bulle de 1811, et enfin au concordat de Fontainebleau, en 1813. Rien n'était décidé encore sur l'état temporel de Rome; cette incertitude encourageait la résis-

tance du pape. L'empereur, tracassé depuis cinq ans par les plus pitoyables arguments provenant de ce mélange de puissance temporelle et spirituelle, se décida enfin à en faire la séparation pour toujours, et à ne plus souffrir que le pape fût souverain temporel. Jésus-Christ avait dit : *Mon empire n'est pas de ce monde ;* héritier du trône de David, il avait voulu être pontife et non roi. Le sénatus-consulte du 17 février 1810 (1) réunit les états de Rome à l'em-

(1) Titre Ier *De la réunion des états de Rome à l'empire.* — 1° L'état de Rome est réuni à l'empire français, et en fait partie intégrante. — 2° Il formera deux départements, le département de Rome et le département du Trasimène. — 3° Le département de Rome aura sept députés au corps législatif, le département du Trasimène en aura quatre. — 4° Le département de Rome sera classé dans la première série; le département de Trasimène, dans la seconde. — 5° Il sera établi une sénatorerie dans les départements de Rome et du Trasimène. — 6° La ville de Rome est la seconde ville de l'empire. Le maire de Rome est présenté au serment de l'empereur à son avénement; il prend rang ainsi que les députations de la ville de Rome dans toutes les occasions, immédiatement après les maires et les députations de la ville de Paris. — 7° Le prince impérial porte le titre et reçoit les honneurs de roi de Rome. — 8° Il y aura à Rome un prince du sang ou un grand-dignitaire de l'empire, qui tiendra la cour de l'empereur. — 9° Les biens qui composeront la dotation de la couronne impériale, conformément au sénatus-consulte du 30 janvier dernier, seront réglés par un sénatus-consulte spécial. — 10° Après avoir été couronnés dans l'église de Notre-Dame, à Paris, les empereurs seront couronnés dans l'église de Saint-Pierre de Rome, avant la dixième année de leur règne. — 11° La ville de Rome jouira des priviléges et immunités particuliers qui seront déterminés par l'empereur Napoléon.

pire, et fixa ce qui était relatif au temporel du pape. A toutes les époques, les députations des évêques ont toujours eu l'instruction d'offrir au pape son retour à Rome, pourvu qu'il reconnût le gouvernement temporel qui y avait été établi, et s'occupât exclusivement des affaires spirituelles; mais il s'y refusa constamment. Amené dans le palais de Fontainebleau pour mettre sa personne à l'abri d'une tentative qui devait avoir lieu par mer, il y occupa le logement qu'il avait occupé précédemment : il y eut toujours près de lui sept ou huit évêques français pour lui faire les honneurs du palais, plusieurs cardinaux, parmi lesquels Doria et Ruffo, sa maison de santé et sa maison ecclésiastique;

Titre II. *De l'indépendance du trône impérial de toute autorité sur la terre.*— 12° Toute souveraineté étrangère est incompatible avec l'exercice de toute autorité spirituelle dans l'intérieur de l'empire.— 13° Lors de leur exaltation, les papes prêteront serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Église gallicane, arrêtées dans l'assemblée du clergé de 1682.— 14° Les quatre propositions de l'église gallicane sont déclarées communes à toutes les églises catholiques de l'empire.

Titre III. *De l'existence temporelle des papes.* — 15° Il sera préparé pour le pape des palais dans les différents lieux de l'empire où il voudrait résider : il en aura nécessairement un à Paris et un à Rome. — 16° Deux millions de revenu en biens ruraux, francs de toute imposition et sis dans les différentes parties de l'empire, seront assignés au pape. — 17° Les dispenses du sacré-collége et de la propagande sont déclarées impériales. — 18° Le présent sénatus-consulte organique sera transmis par un message à S. M. l'empereur et roi.

aumônier, maître de chapelle, etc.; il réglait lui-même ses dépenses à sa volonté. Grand nombre d'équipages de la cour étaient à ses ordres; le mot d'ordre lui était demandé tous les jours, et le grand-maréchal Duroc veillait avec le plus grand soin à tous ses besoins et à ceux de sa cour. Pie VII n'avait aucun besoin : le couvert du réfectoire d'un couvent lui eût été suffisant. Le grand-maréchal du palais n'avait donc qu'un soin à prendre, non de réduire la dépense, mais de l'étendre et de veiller à ce qu'elle fût convenable et sur le même pied que celle des Tuileries : enfin sa cour était aussi bien qu'au Vatican. L'empereur ne le vit qu'en janvier 1813, en compagnie de l'impératrice : l'un et l'autre lui firent la première visite; il la leur rendit sur-le-champ, selon l'usage. — Pendant les trois jours qu'ils passèrent dans ce palais, et qui furent employés à la négociation du concordat de Fontainebleau, tous les rapports furent dans une forme amicale et gracieuse. Le concordat fut signé devant plusieurs cardinaux, un grand nombre d'évêques de France et d'Italie, et une partie de la cour impériale.

Napoléon a montré, dans cette circonstance, plus de patience que ne comportaient sa situation et son caractère; et si, dans sa correspondance avec le pape, il employa quelquefois le

sarcasme, il y fut toujours provoqué par le style amer de la chancellerie romaine, qui s'exprimait comme au temps de Louis-le-Débonnaire, ou des empereurs de la maison de Souabe, style d'autant plus déplacé qu'il était adressé à un homme éminemment instruit des guerres et des affaires d'Italie, qui savait par cœur toutes les campagnes, toutes les ligues, toutes les intrigues temporelles des papes. La cour de Rome eût pu tout éviter, en se liant franchement au système de la France, fermant ses ports aux Anglais, appelant elle-même quelques bataillons français à la défense d'Ancône, enfin en maintenant la tranquillité en Italie.

Quant aux questions spirituelles, l'empereur n'en a eu d'autres avec le pape que celles consignées dans les deux procès-verbaux des deux commissions ecclésiastiques et du concile de Paris : la seule importante est celle des évêques.

IV^e^ NOTE. — CONCILE DE 1811.

(Volume II, Page 493.)

« La déclaration de la non-compétence du concile équivalait à sa « dissolution. Qu'est un concile sans compétence ? Qu'aller faire auprès « du pape, en commençant par lui déclarer qu'on était les députés « d'une assemblée sans pouvoirs ? C'était déclarer au pape que lui « seul était le maître dans l'Église, et qu'il n'y avait de remède à ses « maux, vinssent-ils de lui, que par lui-même, etc. »

(Page 500.)

« Que signifie d'assembler un concile pour emprisonner ceux qui ne « sont pas de notre avis? interroger les hommes, c'est reconnaître en eux « jusqu'au droit d'errer. Mais ce n'était pas tout que de dissoudre le « concile ; les embarras n'étaient point dissous avec lui, au contraire ils « redoublaient : le parti de l'opposition triomphait ; le coup frappé, « Napoléon ne se trouva que plus embarrassé, etc., etc. »

Napoléon voulait recréer la patrie italienne; réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parmesans, les Modenois, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les Sardes, dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée; c'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire. Ce grand et puissant royaume aurait contenu la maison d'Autriche sur terre; et sur mer, ses flottes, réunies à celles de Toulon, auraient do-

miné la Méditerranée, et protégé l'ancienne route du commerce des Indes par la mer Rouge et Suez. Rome, capitale de cet état, était la ville éternelle : couverte par les trois barrières des Alpes, du Pò, des Apennins, plus à portée que toute autre des trois grandes îles. Mais Napoléon avait bien des obstacles à vaincre ! Il avait dit à la consulte de Lyon : *Il me faut vingt ans pour rétablir la nation italienne.*

La configuration géographique de l'Italie a influé sur ses destinées. Si la mer d'Ionie eût baigné le pied du mont Vélino; si toutes les terres qui forment le royaume de Naples, la Sicile et la Sardaigne, eussent été jetées entre la Corse, Livourne et Gênes, quelle influence cela n'eût-il pas eu sur les événements? Avant les Romains, les Gaulois s'emparèrent de tout le nord de l'Italie, depuis les Alpes jusqu'à la Magra à l'ouest, le Rubicon à l'est, dans le temps que les peuples de la Grèce s'emparaient de Tarente, de Reggio, de tout le midi de la presqu'île; les Italiens furent refoulés en Toscane et dans le Latium.

Cependant, sans la politique des papes, l'esprit public des Italiens, peuple éclairé et passionné, eût surmonté ces difficultés locales; mais le Vatican, trop faible pour réunir sous sa domination toute l'Italie, eut constamment

assez de puissance pour empêcher aucune république, aucun prince, de les réunir sous son autorité. Trois choses s'opposaient à ce grand dessein : 1° les possessions qu'avaient les puissances étrangères; 2° l'esprit des localités; 3° le séjour des papes à Rome.

Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis la consulte de Lyon, que le premier obstacle était entièrement levé : aucune puissance étrangère ne possédait plus rien en Italie; elle était tout entière sous l'influence immédiate de l'empereur. La destruction de la république de Venise, du roi de Sardaigne, du grand-duc de Toscane, la réunion à l'empire du patrimoine de saint Pierre, avaient fait disparaître le second obstacle. Comme ces fondeurs qui, ayant à transformer plusieurs pièces de petit calibre en une seule de 48, les jettent d'abord dans le haut fourneau pour les décomposer, les réduire en fusion; de même, les petits états avaient été réunis à l'Autriche ou à la France, pour être réduits en éléments, perdre leurs souvenirs, leurs prétentions, et se trouver préparés au moment de la fonte. Les Vénitiens, réunis pendant plusieurs années à la monarchie autrichienne, avaient senti toute l'amertume d'être soumis aux Allemands; lorsque ces peuples rentrèrent sous la dénomination italienne, ils

ne s'inquiétèrent pas si leur ville serait la capitale, si leur gouvernement serait plus ou moins aristocratique. La même révolution s'opéra en Piémont, à Gênes, à Rome, brisés par le grand mouvement de l'empire français. Il n'y avait plus de Vénitiens, de Piémontais, de Toscans; tous les habitants de la péninsule n'étaient plus qu'Italiens : tout était prêt pour créer la grande patrie italienne. Le grand duché de Berg était vacant pour la dynastie qui occupait momentanément le trône de Naples; l'empereur attendait avec impatience la naissance de son second fils pour le mener à Rome, le couronner roi d'Italie, et proclamer l'indépendance de la belle péninsule, sous la régence du prince Eugène.... *Italiam! Italiam*(1)!....

Le troisième obstacle, le séjour des papes, avait aussi disparu; le saint-père était à Fontainebleau; le sacré-collége, la daterie, les archives, la propagande, tous les papiers des missions, étaient à Paris; plusieurs millions avaient été dépensés au palais épiscopal; la pharmacie de l'Hôtel-Dieu avait été déplacée, et son local avait été donné à la daterie; l'Hôtel-Dieu lui-même devait être transporté dans les quatre nouveaux hôpitaux, et son local consacré tout

(1) Allusion à ce vers de Virgile, cité à la fin de *l'Esprit des Lois*.
Italiam! Italiam! primus conclamat Achates.

entier aux établissements de la cour de Rome; le quartier de Notre-Dame et l'île Saint-Louis devaient être le chef-lieu de la chrétienté. Le grand empire comprenait les cinq sixièmes de l'Europe chrétienne; la France, l'Italie, l'Espagne, la confédération du Rhin, la Pologne : il était donc convenable que le pape, pour l'intérêt de la religion, établît sa demeure à Paris, et réunît le siége de Notre-Dame à celui de Saint-Jean de Latran.

Le moyen qui parut le plus naturel pour accélérer cette révolution, et faire désirer ce séjour par les papes mêmes, fut de relever l'autorité des conciles, qui, composés des évêques de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Pologne, seraient par le fait des conciles généraux : le pape sentirait l'importance de se mettre à leur tête; dès-lors de demeurer dans la capitale du grand empire; c'était le but caché du concile de 1811, dont le but apparent fut de pourvoir aux moyens de conférer l'institution canonique aux évêques. L'énergie et la résistance du concile furent agréables à l'empereur; l'esprit d'opposition pouvait seul donner de la considération à ces assemblées, si contraires à l'esprit du siècle : il prescrivit en secret qu'on y adoptât les formes du concile d'Embrun, qui avait été une assemblée contre les jansénis-

tes, et toutes dans l'esprit de la cour de Rome. Ce concile dicta le bref de Savone, qui satisfit au but apparent de la convocation, en suppléant aux articles qu'on n'avait pas cru devoir insérer au concordat de 1801.

Par suite de ce système, l'empereur n'avait jamais voulu que l'on publiât rien de ce qui était relatif aux discussions avec Rome: comme il ne voulait pas découvrir ses vues secrètes, il préférait que tout restât dans le vague; il n'était pas fâché que l'opinion s'égarât, et lui supposât des projets anti-religieux : ayant ainsi dépassé le but, elle y reviendrait volontairement. Les évêques du conseil ecclésiastique, spécialement l'évêque de Nantes, avaient fait toutes espèces d'instances pour l'engager à permettre la publication des pièces officielles, et ne pouvaient pas pénétrer les raisons qui l'empêchaient d'adhérer à un vœu si légitime; et pourquoi ce prince ne voulait-il pas faire tomber tout l'échafaudage de la petite église? Cette obstination lui paraissait inexplicable. Lorsque l'empereur apprit qu'une partie des évêques avait voté pour l'incompétence, il ordonna sur-le-champ la dissolution du concile; il avait en cela plusieurs buts : 1° empêcher qu'il ne lui notifiât officiellement sa non-compétence; ce qui l'eût avili et rendu ridicule aux yeux du monde, et lui eût

ôté les moyens de retour; 2° pour lui donner, en frappant par l'autorité, l'intérêt que l'imbécillité et le cagotisme d'un bon nombre d'évêques français lui ôteraient. Mais au même moment que le concile était dissous, les évêques italiens se réunissaient auprès du prince Eugène, du ministre Marescalchi et de celui du culte, à Milan : ils étaient indignés de l'ignorance d'une partie des évêques de France; ils déclarèrent unanimement qu'ils se considéraient comme compétents, et demandèrent à former un concile italien pour pourvoir à l'instruction épiscopale. En même temps, les prélats qui avaient composé le conseil ecclésiastique présentèrent une adresse, dans laquelle ils se déclarèrent compétents. L'archevêque de Malines [1] accourut à Trianon; il était fort indigné de cette conduite ridicule de ses collègues : l'empereur ne se laissa pas pénétrer; il témoigna de l'humeur et du mécontentement : l'archevêque s'employa avec activité, et contribua à persuader un grand nombre d'évêques; enfin, soit réunis en synode métropolitain, soit par des déclarations particulières, en moins de huit jours de temps tous les évêques eurent adhéré à la compétence du concile pour l'objet de la convocation; il fut

(1) M. le baron de Pradt.

alors réuni de nouveau, et fit le décret suivant :

Ier Décret, 4 août. « Le concile national est « compétent pour statuer sur l'institution des « évêques, en cas de nécessité..... »

IIe Décret. 5 août. — « 1° Les siéges épisco- « paux, d'après l'esprit des canons, ne peuvent « rester vacans plus d'un an, pendant lequel la « nomination, l'institution et la consécration, « doivent avoir lieu. — 2° Le consile suppliera « l'empereur de continuer à nommer aux évê- « chés, d'après les concordats : les nommés aux « évêchés s'adresseront au pape pour obtenir « l'institution canonique. — 3° Six mois après la « notification de la nomination faite dans la « forme ordinaire, Sa Sainteté sera tenue de « donner l'institution d'après la forme des con- « cordats. — 4° Les six mois écoulés, sans que « le pape ait accordé l'institution, le métropo- « litain y procédera; et, à défaut de métropoli- « tain, le plus ancien évêque de la province, « qui fera la même chose, s'il s'agit de l'institu- « tion du métropolitain. — 5° Le présent décret « sera soumis à l'approbation du pape : à cet « effet, l'empereur sera supplié de permettre à « une députation de six évêques de se rendre « auprès du pape pour en obtenir la confirma- « tion d'un décret, qui peut seul mettre un

« terme aux maux des églises de France et d'I-
« talie.

Une députation le porta à Savone au pape, et en rapporta le bref suivant, daté du 20 septembre 1811 : « Pie VII, souverain pontife, à « nos chers fils les cardinaux de la sainte Église « romaine, et à nos vénérables frères, les ar- « chevêques et évêques, assemblés à Paris, sa- « lut et bénédiction en Notre Seigneur. — De- « puis le moment où, malgré l'influence de nos « maîtres, la Providence nous a élevé à la di- « gnité de souverain pontife, nous avons tou- « jours cherché avec une sollicitude paternelle « à donner de dignes et bons pasteurs aux égli- « ses qui avaient eu le malheur de perdre leur « évêque : nous regrettions, et nous éprouvions « une grande anxiété de cœur, de n'avoir pu « dans ces derniers temps, pour des raisons « qu'il est inutile de rapporter ici, remplir « entièrement nos vœux, comme nous l'aurions « désiré ; Dieu, dans sa bonté, a permis qu'avec « l'agrément de notre très-cher fils, Napo- « léon Ier, empereur des Français et roi d'I- « talie, quatre évêques vinssent nous visiter, « et nous supplier respectueusement de pour- « voir aux églises de France et du royaume d'Ita- « lie, qui sont privées de leurs propres pasteurs, « et de fixer nous-même le mode et les con-

« ditions convenables; pour arriver à la con-
« clusion d'une affaire si importante. Nous
« avons reçu ces vénérables frères avec la
« bienveillance et l'affection paternelle qu'ils
« avaient droit d'attendre de notre part : nous
« leur avons fait connaître nos intentions;
« et nous les avons laissés partir d'auprès de
« nous, dans l'espoir que, de retour à Paris,
« ils pourraient, en se conformant à nos in-
« structions, ménager un accommodement gé-
« néral. Nous rendons d'humbles actions de
« graces au Dieu tout-puissant, qui a daigné
« exaucer nos prières, et favoriser dans sa misé-
« ricorde l'heureux accomplissement de nos
« vœux. D'après une autorisation de notre très-
« cher fils Napoléon Ier, cinq cardinaux de la
« sainte Église romaine, et notre vénérable
« frère l'archevêque d'Édesse, notre aumônier,
« se sont rendus auprès de nous; en outre trois
« archevêques et cinq évêques, députés par
« vous, nous ont remis la lettre que vous nous
« avez écrite le 5 des ides du mois d'août de
« la présente année, laquelle était signée par
« un grand nombre de cardinaux de la sainte
« Église romaine, d'archevêques et d'évêques :
« ils nous ont rendu un compte exact de tout
« ce qui s'est passé dans l'assemblée générale
« tenue à Paris le 5 août 1811, et nous ont

« autant qu'il est en notre pouvoir et avec l'aide « de Dieu, les grandes calamités qui la mena- « cent, après en avoir mûrement délibéré avec « nos vénérables frères, les cinq cardinaux de « la sainte Église romaine, et notre vénérable « frère l'archevêque d'Édesse, notre aumônier, « et en nous attachant à la teneur des concor- « dats, en vertu de notre autorité apostolique, « nous approuvons et nous confirmons les ar- « ticles rapportés ci-dessus, lesquels, comme « nous venons de le remarquer, sont conformes « à nos vues et à notre volonté. Mais dans le « cas où, après l'expiration des six mois, et en « supposant qu'il ne se trouvât aucun empêche- « ment canonique, le métropolitain, ou l'évêque « le plus ancien de la province ecclésiastique, « aurait à procéder à l'institution, conformé- « ment à l'article 4, nous voulons que le métro- « politain, ou le plus ancien évêque de la pro- « vince ecclésiastique, fasse les informations « d'usage; qu'il exige de celui qui doit être in- « stitué et consacré la profession de foi, et tout « ce que l'on a coutume de demander, en ob- « servant les règles ordinaires, et ce qui est « prescrit par les canons; enfin, qu'il l'instruise « expressément en notre nom, ou au nom du « souverain pontife alors existant; et qu'il ait « soin de transmettre le plus tôt possible au

« saint-siége les actes authentiques qui consta-
« tent que toutes ces choses ont été fidèlement
« accomplies. Nous avons déjà, nos très chers
« fils et nos vénérables frères, donné des éloges
« à votre conduite et à vos sentiments ; mais
« nous ne pouvons nous empêcher de vous louer
« de nouveau de ce que, dans une affaire aussi
« importante, où il s'agit entre autres choses de
« matières qui regardent la discipline univer-
« selle, vous nous témoignez, comme il convient
« à nous et à l'Église romaine, qui est la mère
« et la maîtresse de toutes les autres, une sou-
« mission filiale et une véritable obéissance. Il
« nous reste, nos très chers fils et nos véné-
« bles frères, à vous exhorter, et à vous conju-
« rer, par la grande miséricorde de notre Dieu,
« de donner tous vos soins et de faire tous vos
« efforts pour continuer à édifier l'Église de Jé-
« sus-Christ par vos bonnes mœurs, vos bons
« exemples, et la pratique de toutes les vertus,
« et de tâcher, à l'aide d'une foi agissante par
« amour, de diriger, de soutenir, et de rendre
« de plus en plus parfait le peuple fidèle. Dieu
« vous accordera sans doute les graces néces-
« saires pour parvenir à un si noble but ; car le
« même Dieu qui a jeté en vous le fondement
« d'une aussi bonne œuvre, daignera la perfec-
« tionner, afin que les progrès du saint trou-

« peau, dans la voie du salut, deviennent pour « les pasteurs le sujet d'une récompense éter- « nelle. Continuez aussi, nos très chers fils et nos « vénérables frères, continuez à donner à la « sainte Église romaine, au siége apostolique, « de nouvelles preuves de votre amour et de « votre respect filial à le consulter, à lui être « soumis et véritablement attachés. C'est à lui, « pour terminer par les paroles de saint Irénée, « la plus brillante lumière de l'église de Lyon et « même de toutes les églises de la Gaule; c'est « à lui qu'à raison de sa supériorité éminente, « doivent recourir toutes les églises, c'est-à-dire « les fidèles de tous les pays, comme ayant tou- « jours conservé la tradition qui vient des apô- « tres : en tenant une pareille conduite, et en « vous attachant à la pierre immuable, vous « serez utiles à l'assemblée des fidèles, à la so- « ciété civile, et à sa majesté l'empereur et roi, « auquel nous souhaitons en notre Seigneur Jé- « sus-Christ toutes sortes de biens; et vous re- « cevrez dans les cieux, pour avoir dignement « rempli votre ministère, la couronne éter- « nelle. Plein d'amour pour vous, nos très « chers frères, nous vous bénissons, et avec « les sentiments d'une affection paternelle, « nous donnons également notre bénédiction « apostolique au clergé et aux fidèles confiés

« à vos soins. — Donné à Savone, le 20 sep-
« tembre 1811, la douzième année de notre pon-
« tificat.

« *Signé*, PIE VII, S. P. »

L'abbé de Boulogne, l'abbé de Broglie, et l'évêque de Tournay, furent arrêtés (les deux premiers étaient aumôniers de la chapelle), parce qu'ils étaient entrés dans des intrigues et des correspondances avec les agents du cardinal Pietro, pour établir des vicaires apostoliques, ce qui était un attentat contre la liberté de l'église gallicane et contre l'état.

Par le retour de la députation de Savone avec le bref, tout était terminé; mais, comme le but secret n'était pas seulement l'institution canonique, mais l'établissement de l'autorité des conciles, et que le pape, dans sa bulle, ne parlait pas de cette assemblée, quoique l'empereur en eût fait une condition *sine quâ non* dans les instructions qu'il donna à ses plénipotentiaires, qui étaient en ces termes : « Monsieur l'archevêque d....., nous vous avons nommé pour « porter au pape le décret du concile, et lui demander son approbation. Cette approbation « doit être pure et simple; le décret s'étend sur « tous les évêchés de l'empire, dont Rome fait « partie, et sur tous les évêchés de notre royaume « d'Italie, dont Ancône, Urbain et Fornio font

« aussi partie; il comprend également la Hol-
« lande, Hambourg, Munster, le grand-duché de
« Berg, l'Illyrie, et tous les pays réunis à la France,
« et qui y seraient réunis. Vous refuserez de
« recevoir l'approbation du pape, si le pape
« veut la donner avec des réserves, hormis cel-
« les qui regardent l'évêché de Rome, qui n'est
« point compris dans le décret. Nous n'accepte-
« rons non plus aucune constitution, ni bulle,
« desquelles il résulterait que le pape *referait* en
« son nom ce qu'a fait le concile. Nous avons
« déclaré que le concordat a cessé d'être loi de
« l'empire et du royaume; nous y avons été au-
« torisé par la violation de cet acte pendant plu-
« sieurs années de la part du pape. Nous som-
« mes rentré dans le droit commun des canons
« qui confèrent au métropolitain le droit d'in-
« stituer les évêques; nous rentrons donc dans
« le concordat; nous approuvons le décret du
« concile à condition qu'il n'aura éprouvé ni
« modification, ni restriction, ni réserve quel-
« conque, et qu'il sera purement et simplement
« accepté par sa sainteté; à défaut de quoi vous
« déclarerez que nous sommes rentré dans l'ordre
« commun de l'Église, et que l'institution ca-
« nonique est dévolue au métropolitain, sans
« l'intervention du pape, comme il était d'usage
« avant le concordat de François I^er^ et de Léon X.

« Aussitôt que sa sainteté aura approuvé le « décret sans réserve ni modification, nous nous « entendrons pour la circonscription des diocè- « ses des départements de Rome et du Trasi- « mène, de la Toscane, de Hambourg, de la Hol- « lande, du grand-duché de Berg et de l'Illyrie. « Nous n'entendons pas conserver plus d'un « évêché par cent mille ames de population dans « les départements de Rome et du Trasimène; « dans le reste de la France, il y a un évêché par « cinq cent mille ames. Vous pouvez d'ailleurs, « si le pape est disposé à faire cesser les que- « relles qui existent, lui faire connaître que « nous sommes animé des mêmes principes qui « nous ont dicté les instructions données aux « évêques, lors de leur dernière mission. Aus- « sitôt que le pape aura donné son approbation « au décret, vous l'enverrez par estafette à no- « tre ministre des cultes, et vous resterez à Sa- « vone jusqu'à nouvel ordre, pour servir au « pape de conseil dans les affaires ultérieures « que nous aurions à traiter. Si le pape refuse « l'approbation pure et simple du décret, vous « lui déclarerez que les concordats ne seront « plus lois de l'empire et du royaume, qui ren- « trent dans le droit commun pour l'institution « canonique des évêques, c'est-à-dire qu'il y sera « pourvu par les synodes et par les métropoli-

« tains. Nous nous reposons sur votre zèle pour « la religion, pour notre service et le bien de « votre pays; nous comptons que vous ne mon- « trerez aucune faiblesse, et que vous n'accep- « terez rien que nous n'accepterions pas, qui « serait contraire à la teneur des présentes et « qui embarrasserait les affaires au lieu de les « arranger et de les simplifier. »

Il jugea donc devoir tout suspendre, se proposant de réunir un nouveau concile en 1813 : celui de 1811 n'était que préparatoire, il avait rempli son but; l'opinion était réconciliée avec ces assemblées ecclésiastiques : les choses eussent été menées à ce nouveau concile, de manière que le pape eût demandé lui-même à se mettre à sa tête; et comme déjà il était à Fontainebleau, on lui eût aussi fait prendre possession de son palais archiépiscopal de Paris. Tout avait été préparé pour que le palais fût meublé avec plus de magnificence que les Tuileries même; tout devait y être or, argent, ou tapisseries des Gobelins, retraçant des événements tirés de l'Histoire sainte. L'issue inattendue de la campagne du Russie, en 1812, détermina l'empereur à signer, en janvier 1813, le concordat de 1811; il était conçu en ces termes :

« Voulant mettre un terme aux différends

« qui se sont élevés entre eux, et pourvoir aux « difficultés survenues sur plusieurs affaires « de l'Église, sont convenus des articles sui- « vants, comme devant servir de base à un ar- « rangement définitif. — Art. 1^er^. Sa Sainteté « exercera le pontificat en France, et dans le « royaume d'Italie, de la même manière et avec « les mêmes formes que ses prédécesseurs. « — 2. Les ambassadeurs, ministres, chargés « d'affaires des puissances près le saint-père, « et les ambassadeurs, ministres, ou chargés « d'affaires que le pape pourrait avoir près des « puissances étrangères, jouiront des immunités « et des priviléges dont jouissent les membres « du corps diplomatique. — 3. Les domaines « que le saint-père possédait et qui ne sont « pas aliénés, seront exempts de toute espèce « d'impôts; ils seront administrés par ses agents « ou chargés d'affaires : ceux qui seraient alié- « nés seront remplacés jusqu'à la concurrence « de deux millions de France de revenu. — 4. « Dans les six mois qui suivront la notification « d'usage de la nomination par l'empereur aux « archevêchés et aux évêchés de l'empire et « du royaume d'Italie, le pape donnera l'insti- « tution canonique, conformément aux concor- « dats et en vertu du présent indult : l'infor- « mation préalable sera faite par le métropoli-

« tain ; les six mois expirés sans que le pape ait « accordé l'institution, le métropolitain, et à « son défaut, ou, s'il s'agit du métropolitain, « l'évêque le plus ancien de la province pro- « cédera à l'institution de l'évêque nommé, de « manière qu'un siége ne soit jamais vacant « plus d'une année. — 5. Le pape nommera, « soit en France, soit en Italie, à des évêchés « qui seront ultérieurement désignés de con- « cert. — 6. Les six évêchés suburbicaires seront « rétablis ; ils seront à la nomination du pape : « les biens actuellement existants seront resti- « tués, et il sera pris des mesures pour les biens « vendus. A la mort des évêques d'Assagni et « de Riéti, leurs diocèses seront réunis auxdits « six évêchés, conformément au concert qui « aura lieu entre sa majesté et le saint-père. « — 7. A l'égard des évêques des états romains « absents de leurs diocèses par les circonstances, « le saint-père pourra exercer en leur faveur « le droit de donner des évêchés *in partibus* : « il leur sera fait une pension égale au revenu « dont ils jouissaient, et ils pourront être repla- « cés aux siéges vacants, soit de l'empire, soit « du royaume d'Italie. — 8. Sa majesté et sa « sainteté se concerteront en temps opportun « sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évê- « chés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi

« que pour les évêchés à établir en Hollande, « et dans les départements anséatiques. — 9. La « propagande, la pénitencerie, les archives, se- « ront établies dans le lieu du séjour du saint- « père. — 10. Sa majesté rend ses bonnes graces « aux cardinaux, évêques, prêtres, laïcs, qui ont « encouru sa disgrace par suite des événements « actuels. — 11. Le saint-père se porte aux dis- « positions ci-dessus, par considération de l'état « actuel de l'Église, et dans la confiance que lui « a inspirée sa majesté qu'elle accordera sa « puissante protection aux besoins si nombreux « qu'a la religion, dans le temps où nous vi- « vons. »

Une action qui eût honoré le concile et l'eût accrédité dans l'opinion, eût été une démarche solennelle de cette assemblée en faveur du pape : l'empereur eût reçu l'adresse sur son trône, environné de sa cour, du sénat, du conseil d'état; il eût déclaré que le pape était et avait toujours été libre dans l'évêché de Savone, qu'il était maître de retourner à Rome pour y exercer ses fonctions spirituelles, s'il voulait y reconnaître le gouvernement temporel existant; et que, soit qu'il retournât à Rome, soit qu'il restât à Savone, soit qu'il choisît toute autre ville de l'empire, il ne serait mis aucun empêchement à sa correspondance

avec les fidèles, pourvu qu'il promît, ainsi que les cardinaux, de ne rien faire en France de contraire aux quatre propositions de Bossuet; et en Italie, aux usages et prérogatives de l'église de Venise : mais cela parut prématuré et plus convenablement placé en 1813, lors des discussions qui précéderaient l'établissement du pape au palais archiépiscopal de Paris.

Ainsi Napoléon avait établi la puissance spirituelle du pape en France ; il n'avait voulu profiter des circonstances, ni pour créer un patriarche, ni pour altérer la croyance de ses peuples ; il respectait les choses spirituelles et les voulait dominer sans y toucher, sans s'en mêler ; il les voulait faire cadrer à ses vues, à sa politique, mais par l'influence des choses temporelles ; il y eut à Rome des personnes avisées qui le pressentirent et dirent en italien : « C'est sa manière de faire la guerre ; n'osant « l'attaquer de front, il tourne l'Église, comme « il a tourné les Alpes en 1796, Mélas en 1800. » Pour exécuter ce vaste plan approprié au siècle, il avait mis sa confiance dans l'évêque de Nantes ; elle était entière dans la théologie de ce savant prélat ; il était résolu à ne jamais perdre de vue dans sa marche ce flambeau. Toutes les fois que l'évêque de Nantes lui disait : « Cela attaque la foi des catholiques et l'Église, » il s'ar-

rêtait ; assuré ainsi de ne pouvoir s'égarer dans ce dédale, il était sûr de la réussite, avec du temps et ses grands moyens d'influence ; car, à la religion près, il était en mesure de tout exiger des évêques. En 1813, sans les événements de Russie, le pape eût été évêque de Rome et de Paris, et logé à l'archevêché. Le sacré collége, la daterie, la pénitencerie, les missions, les archives, l'eussent été autour de Notre-Dame et dans l'île Saint-Louis ; Rome eût été transportée dans l'ancienne Lutèce.

L'établissement de la cour de Rome dans Paris eût été fécond en grands résultats politiques ; cette influence sur l'Espagne, l'Italie, la confédération du Rhin, la Pologne, aurait resserré les liens fédératifs du grand empire : celle que le chef de la chrétienté avait sur les fidèles d'Angleterre, d'Irlande, de Russie, de Prusse, d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, fût devenue l'héritage de la France ; cela seul explique ce discours qu'avait retenu, mais que ne pouvait expliquer l'évêque de Nantes. Un jour à Trianon, il représentait avec énergie l'utilité et l'importance dont était le chef visible de l'église de Jésus-Christ pour l'unité de la foi. « *Monsieur l'évêque, soyez sans inquié-* « *tude, la politique de mes états est intimement* « *liée avec le maintien et la puissance du pape ;*

« *il me faut qu'il soit plus puissant que jamais ;* « *il n'aura jamais autant de pouvoir que ma* « *politique me porte à lui en désirer.* » L'évêque parut étonné, et se tut. Quelques semaines après il voulut relever ce propos ; mais il ne put y parvenir, Napoléon n'avait que trop parlé.

C'est un fait constant qui deviendra démontré tous les jours davantage, que Napoléon aimait sa religion, qu'il voulait la faire prospérer, l'honorer, mais en même temps s'en servir comme d'un moyen social pour réprimer l'anarchie, consolider sa domination en Europe, accroître la considération de la France et l'influence de Paris, objet de toutes ses pensées : à ce prix il eût tout fait pour la propagande, les missions étrangères, et pour étendre, accroître la puissance du clergé. Déjà il avait reconnu les cardinaux comme les premiers de l'état ; ils avaient le pas dans le palais sur tout le monde : tous les agents de la cour papale eussent été dotés avec magnificence, et de manière à ce qu'ils n'eussent rien à regretter de leur existence passée. C'est par une suite de tout cela que Napoléon était sans cesse occupé de l'amélioration, de l'embellissement de Paris : ce n'était pas seulement par amour des arts, mais aussi par une suite de son système. Il fallait que Paris fût la ville unique,

sans comparaison avec toutes les autres capitales : les chefs-d'œuvre des sciences et des arts, les musées, tout ce qui avait illustré les siècles passés, devait s'y trouver réuni; les églises, les palais, les théâtres, devaient être au-dessus de tout ce qui existe. Napoléon regrettait de ne pouvoir y transporter l'église de Saint-Pierre de Rome; il était choqué de la mesquinerie de Notre-Dame.

V^e NOTE. — SUR LES BULLES.

(Volume II.)

« Les contestations du pape avec Napoléon datent de la fin de 1805 : « j'en dirai la cause ailleurs. Pendant qu'elles duraient jusqu'en 1809, « les bulles furent données à plusieurs évêques dans la forme ordinaire. « Les différends s'aggravèrent, le pape commença à omettre le nom de « Napoléon dans ses bulles : une bulle fut délivrée dans cette forme. Sur « l'observation qui en fut faite au conseil d'état, Napoléon ordonna de « passer outre, et de publier la bulle. Il s'exprima avec légèreté sur « cette omission, en disant que, son nom y fût ou n'y fût point, la bulle « n'en était pas moins bonne, et que cela ne lui faisait rien du tout, « en quoi il avait tort ; car il ne s'agissait point de lui personnellement, « mais d'un droit de souveraineté, chose qui ne doit jamais être traitée « légèrement. »

Les formes établies par le concordat de 1801 étaient les mêmes que les formes établies par le concordat de François I^er^. Ces formes étaient elles-mêmes une chose insignifiante ; cependant Napoléon n'eût pas été fâché de les changer ; et s'étant aperçu que la cour de Rome affectait de ne plus prononcer son nom, il fit proposer que désormais les bulles ne fussent plus demandées directement par lui au pape, mais le fussent par le ministre du culte ; et qu'en conséquence il ne fût plus fait mention de son nom dans les bulles d'institution, bien entendu que du reste il ne serait rien changé à la formule qui con-

statait que la cour de Rome ne nommait pas les évêques, *motu proprio*. Le pape comprit parfaitement le piége. Cela n'avait pour but que de faire descendre le saint-siége en le faisant correspondre avec un ministre, comme les autres évêques; il se refusa d'adopter cet expédient qui empirait sa position; il fit fort bien : dans l'état de splendeur où était le trône impérial, le pape ne pouvait faire rejaillir rien sur lui, tandis que l'étiquette du palais impérial, les communications directes avec le souverain, distinguaient l'évêque de Rome, et maintenaient sa splendeur et son rang.

Cette proposition eut ce bon effet, qu'elle fit sentir à la cour de Rome combien les temps étaient changés. L'empereur avait fait offrir de lever cette difficulté en rétablissant la pragmatique : que lui renoncerait à nommer aux évêchés, pourvu que l'institution canonique fût donnée par le synode métropolitain. Mais ce n'était pas à la cour de Rome qu'il fallait apprendre que la couronne n'aurait perdu aucune de ses prérogatives, puisque les chapitres qui avaient tant besoin du gouvernement lui eussent eux-mêmes accordé la nomination, tandis que le saint-siége eût réellement perdu toute intervention dans l'église de France.

VI^e^ NOTE. — PRISONS D'ÉTAT.

(Volume II, page 269.)

« Napoléon a appesanti sa main sur un grand nombre de membres « du clergé, surtout en 1813. Le mémoire de Saint-Hélène, que je « crois sincère sur cet article, articule qu'il y a eu plus de 500 captifs « parmi le clergé. Sûrement cela est bien déplorable : un seul serait « trop. Mais est-ce seulement sur les prêtres, ou sur des hommes pris « en flagrant délit de contravention à leurs engagements et aux lois de « leurs pays, que les coups sont tombés ? En quel pays cela serait-il « toléré, ou resté impuni ? Ici la vérité force à des aveux péni- « bles. »

Il est singulier de voir citer le manuscrit de Sainte-Hélène comme une autorité; cet ouvrage est sans doute l'œuvre d'un homme d'esprit, mais qui est parfaitement ignorant des matières qu'il traite. Il dit que le nombre des prêtres arrêtés a été de cinq cents : le fait est qu'il n'y a jamais eu plus de cinquante-trois prêtres retenus par suite des discussions avec Rome : ils l'ont été légitimement. Le cardinal Pietro, parce qu'il était à la tête de la correspondance avec la petite église, pour établir des vicaires apostoliques, ce qui était contraire aux principes de l'église gallicane et à la sûreté de l'état; le cardinal Pacca, parce qu'il avait signé la bulle d'excommunication, dont on ne sut au-

cun mauvais gré au pape, mais dont on fit retomber la responsabilité sur le ministre qui l'avait signée : l'intention était, si quelque individu eût été assassiné à Rome, par suite de cette bulle, de prendre ce cardinal à partie ; mais elle excita partout le plus grand mépris, ce qui fut un grand bonheur pour les cardinaux et les prélats de la cour de Rome. Le vicaire de Paris, d'Astros, était en correspondance avec le cardinal Pietro : il avait reçu et colporté clandestinement des bulles inconnues et non reçues en France ; ce qui était contre les principes de l'église gallicane, et caractérisé comme délit par le code pénal.

Mais comment cinq cents prêtres auraient-ils été arrêtés pour les affaires de l'église, lorsque, dans les huit prisons d'état, il n'y avait, à cette époque, que deux cent quarante-trois individus, en tout, qui se composaient : 1° de prêtres qui étaient dans le cas ci-dessus ; d'émigrés définitivement maintenus sur la liste, ayant porté les armes contre la nation, agents de l'Angleterre ou des puissances étrangères, qui avaient violé leur ban, et qui, s'ils eussent été traduits devant les tribunaux, auraient été sur-le-champ condamnés à mort, rigueur que l'on ne voulait pas exercer ; 2° de chefs des chouans ou agents de la guerre civile, condamnés à mort, mais

qu'on retenait parce qu'ils avaient fait des révélations, et qu'on avait besoin de leurs connaissances, soit pour les confronter avec les nouveaux chouans que l'on arrêtait, soit pour obtenir des renseignements sur les localités et les événements passés qu'il était utile d'approfondir; 3° d'émigrés amnistiés mais soumis à la surveillance, qui avaient tramé des conspirations contre l'état et le gouvernement : si on les eût traduits devant les tribunaux, ils eussent été condamnés à mort; mais l'instruction du procès eût contribué à entretenir l'inquiétude publique sur le danger que courait la France de perdre son chef. D'ailleurs, quelques-uns de ces complots étaient criminels, mais si bêtes, tels que celui du baron de la Rochefoucauld et du commissaire des guerres de l'armée de Condé, Vaudricourt, qu'il était suffisant de garder ces individus dans les prisons d'état jusqu'à la paix; 4° d'hommes de basse classe, couverts de crimes prévôtaux, mais tenant à des bandes encore existantes, que les jurés n'avaient pas osé condamner, quoiqu'ils fussent convaincus de leur culpabilité, dans la crainte de leurs complices. Un procès-verbal signé des juges du tribunal qui avaient présidé aux débats, constatait ces faits; un autre procès-verbal du préfet et du conseil de préfecture était à l'appui, et deman-

dait que ces personnes ne fussent pas mises en liberté, ce qui eût été dangereux pour la tranquillité publique : tels étaient les gens qui composaient le nombre des deux cent quarante-trois détenus dans les six prisons d'état, pour un empire de quarante millions de population, sortant d'une terrible révolution qui avait ébranlé toutes les bases sociales, empire long-temps agité par des discordes civiles, et encore soulevé par les guerres étrangères. Un pareil résultat est sans exemple dans l'histoire des nations, puisque, dans le cours ordinaire des choses, il n'est pas d'état, en Europe, qui n'ait un nombre plus considérable de personnes arrêtées, écrouées dans les prisons, par diverses autorités, sous des formes approuvées par les lois. Ces deux cent quarante-trois individus, nombre qui depuis a toujours diminué, étaient retenus dans huit maisons : Vincennes en était une; c'était donc, l'une portant l'autre, trente à quarante individus.

Ces prisons d'état furent instituées par un décret délibéré au conseil d'état, le 3 mars 1810 : c'était un réglement libéral et un acte bienfaisant d'administration, mais qui, mal compris, a fait naître les plus étranges idées dans les pays étrangers. — Sir Francis Burdett a reproché à Napoléon, dans une assemblée de Westminster,

d'avoir établi six bastilles. Le décret était conçu en ces termes.

« Napoléon, empereur des Français, roi d'Ita-
« lie, protecteur de la confédération du Rhin,
« médiateur de la confédération suisse, etc., etc.

« Sur le rapport de notre ministre de la po-
« lice générale. — Considérant qu'il est un cer-
« tain nombre de nos sujets détenus dans les
« prisons d'état, sans qu'il soit convenable ni
« de les faire traduire devant les tribunaux, ni
« de les faire mettre en liberté; — que plusieurs
« ont, à différentes époques, attenté à la sû-
« reté de l'état; qu'ils seraient condamnés par
« les tribunaux à des peines capitales, mais
« que des considérations supérieures s'opposent
« à ce qu'ils soient mis en jugement; — que
« d'autres, après avoir figuré comme chefs de
« bandes, dans les guerres civiles, ont été repris
« de nouveau en flagrant délit, et que des
« motifs d'intérêt général défendent également
« de les traduire devant les tribunaux; — que
« plusieurs sont ou des voleurs de diligence,
« ou des hommes habitués au crime, que nos
« cours n'ont pu condamner, quoiqu'elles
« eussent la certitude de leur culpabilité, et
« dont elles ont reconnu que l'élargissement
« serait contraire à l'intérêt et à la sûreté de
« la société; — qu'un certain nombre ayant

« été employé par la police, en pays étrangers, « et lui ayant manqué de fidélité, ne peut être « ni élargi ni traduit devant les tribunaux sans « compromettre la sûreté de l'état ; — enfin « que quelques-uns appartenant aux différents « pays réunis, sont des hommes dangereux « qui ne peuvent être mis en jugement, parce « que leurs délits sont ou politiques ou anté- « rieurs à la réunion, et qu'ils ne pourraient « être mis en liberté sans compromettre les in- « térêts de l'état. — Considérant cependant « qu'il est de notre justice de nous assurer que « ceux de nos sujets qui sont détenus dans des « prisons d'état, le sont pour causes légitimes, « en vue d'intérêt public, et non par des consi- « dérations et des passions privées ; — qu'il « convient d'établir, pour l'examen de chaque « affaire, des formes légales et solennelles ; et « qu'en faisant procéder à cet examen, rendre « les premières décisions dans un conseil privé, « et revoir de nouveau, chaque année, les « causes de la détention pour reconnaître si « elle doit être prolongée, nous pourvoirons « également à la sûreté de l'état et à celle des « citoyens.—Notre conseil d'état entendu, nous « avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Titre premier.— *Des formalités à observer « pour la détention dans les prisons d'état.* —

« Art. 1^er^. Aucun individu ne pourra être détenu « dans une prison d'état, qu'en vertu d'une « décision rendue sur le rapport de notre « grand-juge, ministre de la justice, ou de « notre ministre de la police, dans un conseil « privé, composé comme il est établi dans les « dispositions de l'acte des constitutions du 16 « thermidor an X, titre 10, art. 86. — 2. La « détention autorisée par le conseil privé ne « pourra se prolonger au-delà d'une année, « qu'autant qu'elle aura été autorisée dans un « nouveau conseil privé, ainsi qu'il va être ex- « pliqué. — 3. A cet effet, dans le cours du « mois de décembre de chaque année, le ta- « bleau de tous les prisonniers d'état sera mis « sous nos yeux, dans un conseil privé spécial. « — 4. Le tableau contiendra les noms des pri- « sonniers d'état, leurs prénoms, âge, domi- « cile, profession, le lieu de leur détention, « son époque, ses causes, la date de la décision « du conseil ou des conseils privés qui l'auront « autorisée. — 5. Une colonne d'observations « contiendra l'analyse des motifs pour faire « cesser ou prolonger la détention de chaque « prisonnier. — 6. Chaque année, avant le « premier janvier, la décision du conseil privé « sur chaque prisonnier, expédiée par le mi- « nistre secrétaire d'état, et certifiée par notre

« grand-juge ministre de la justice, sera en-
« voyée par lui au ministre de la police et au
« procureur-général de la cour d'appel du res-
« sort. — 7. Le ministre de la police enverra au
« commandant de chaque prison d'état une
« expédition en forme, de lui certifiée, des
« décisions concernant ceux qui sont détenus.
« —8. Chacune de ces décisions sera transcrite
« sur un registre tenu à cet effet dans les for-
« mes voulues par les lois, et notifié à chaque
« détenu. »

« Titre II. — *De l'inspection des prisons d'état.*

« — Art. 9. Chaque prison sera inspectée au
« moins une fois par an, avant le rapport du
« conseil privé dont il est parlé à l'article 5, par
« un ou plusieurs conseillers d'état par nous
« désignés, sur le rapport de notre grand-juge
« ministre de la justice, avant le 1^er^ septembre
« de chaque année. — 10. Nos commissaires
« visiteront toutes les parties de la prison pour
« s'assurer si nul n'est détenu sans les forma-
« lités prescrites; si la sûreté, l'ordre, la pro-
« preté, la salubrité, sont maintenus dans la
« prison. — 11. Ils entendront séparément les
« réclamations de chaque détenu, leurs obser-
« vations sur le changement des circonstances
« qui ont pu les motiver, et leurs demandes
« afin d'être mis en jugement ou en liberté.—

« 12. Ils feront mettre en liberté tout individu « détenu sans les autorisations exigées par les « dispositions du titre I^er^. — 13. Ils feront un « rapport de leur mission, et donneront leur « avis sur chaque prisonnier. — 14. Cet avis « sera toujours mis sous les yeux du conseil « privé, dont il est parlé au titre I^er^, article 3, « ci-dessus. — 15. Avant le 15 février de chaque « année, le procureur-général de la cour impé- « riale du ressort vérifiera par un de ses sub- « stituts, ou des procureurs impériaux sous ses « ordres, si nul n'est détenu dans les prisons « d'état situées dans son ressort, sans les for- « malités ci-dessus prescrites; si les registres « sont tenus régulièrement : il sera dressé de « cette visite un rapport, lequel sera envoyé à « notre grand-juge ministre de la justice, et « en cas de contraventions ou de détentions « faites ou prolongées illégalement, le commis- « saire chargé de la visite fera mettre les prison- « niers détenus en liberté.

« Titre III. *Des individus mis en surveillance.* « — Art. 16. Le tableau de tous les individus « mis en surveillance, sera mis sous nos yeux « par notre ministre de la police dans le conseil « privé spécial et annuel, dont il est parlé à « l'art. 3. — 17. Ce tableau sera dressé dans la « forme prescrite pour les prisonniers d'état à

« l'article 4, et au lieu de la décision du conseil « privé exigée pour ces prisonniers, la décision « qui aura ordonné la surveillance sera men- « tionnée. — 18. Il sera statué, dans le conseil « privé, sur la prolongation ou la cessation de « la surveillance.

« Titre IV. — *Du régime et administration des « prisons d'état.* — Section 1re. — *De la surveil- « lance des prisons.* — Art. 19. La garde et l'ad- « ministration de chaque prison d'état seront « confiées à un officier de gendarmerie, qui « aura sous ses ordres la troupe affectée à la « garde de la prison, et déterminera les mesures « de sûreté et de précaution pour empêcher « l'évasion. — 20. Il y aura un concierge pour « la surveillance intérieure et la tenue des re- « gistres. Le concierge aura sous ses ordres un « nombre suffisant de gardiens. — 21. Le com- « mandant militaire sera choisi par nous, sur « la présentation de notre ministre de la police « générale, lequel sera chargé exclusivement « de tout ce qui est relatif à l'administration « des prisons d'état, à l'entretien des bâtiments « y affectés, à la nourriture, habillement et « garde des prisonniers. — 22. Le concierge « sera nommé et révocable par notre ministre « de la police générale. — 23. Les comman- « dant, concierge et gardiens, seront responsa-

« qui sera inséré au Bulletin des lois, etc. »

La France entière eût été révoltée, si l'on eût rétabli des lettres de cachet; les quarante magistrats du conseil d'état n'eussent pas délibéré un pareil réglement : il faudrait que Napoléon fût bien insensé, s'il voulait attenter à la liberté civile, d'avoir proclamé, inséré au Bulletin des lois des réglements contraires à toutes nos constitutions, même à celle existant avant 1789, et réclamée par les parlements.

Sous la convention, les lois des suspects et de l'émigration avaient donné naissance à un grand nombre de prisons d'état : il y en eut plus de deux mille, contenant jusqu'à soixante mille personnes; pendant la première partie du règne du directoire, ce nombre diminua beaucoup. Toutes ces prisons cessèrent successivement d'exister : le nombre des prisonniers d'état fut à peu près réduit à trois mille; ils furent écroués dans les prisons ordinaires : l'inspection en était entre les mains de l'administration, surtout de la police. Les commissaires de police et le ministre étaient magistrats de sûreté; ils avaient autorité pour faire écrouer : un article spécial des constitutions d'alors donnait ce droit au ministre de la police ou à l'administration, en cas de complot contre l'état. Ce nombre de prisonniers augmenta, en 1799, après la révolu-

tion de prairial, par l'exécution de la loi des otages. Il y avait neuf mille personnes arrêtées lors du 18 brumaire ; elles furent mises en liberté pour la plupart : il en restait à peine douze cents appartenant aux catégories ci-dessus, au moment de l'empire.

La police exerçait le plus déplorable arbitraire. On sentit la nécessité de rendre la surveillance des prisons aux tribunaux, d'autoriser les procureurs impériaux à les visiter, et à mettre en liberté tout ce qui n'était pas dans les mains de la justice. La police des prisons fut rendue aux tribunaux ; la police ne put retenir personne dans les maisons ordinaires ; les prisonniers d'état, dont il est parlé ci-dessus, furent placés sous l'administration immédiate du ministre de la police, avec faculté aux procureurs impériaux de visiter, d'examiner les écrous même de ces prisonniers d'état, et de faire mettre en liberté tous les individus qui ne seraient pas arrêtés en vertu d'une décision du conseil privé, ordonnant moins d'un an de détention, contre-signée du grand-juge. Dès ce moment, la liberté fut assurée en France ; tout prisonnier put s'adresser aux magistrats : le ministre de la police et ses agents furent ainsi dépouillés de cet effroyable arbitraire, d'arrêter de leur propre volonté un individu, et de le

conserver dans leurs mains sans que la justice pût s'en saisir, *ipso facto*. Ainsi, au lieu d'un écrou émané d'un simple commissaire de police, il fallait une délibération du conseil privé pour retenir un prisonnier dans les mains de la justice. Ce conseil privé se composait de l'empereur, des cinq grands-dignitaires, de deux ministres, outre le ministre de la police et le grand-juge, de deux sénateurs, de deux conseillers d'état, du premier président et du procureur impérial de la cour de cassation. Seize personnes, la tête de l'état, qui décident de l'arrestation des individus portés dans les cas d'exception : fut-il jamais donné plus de garanties aux citoyens? Ce décret disait qu'un individu, prisonnier d'état, ne pourrait l'être que pour un an, et qu'au bout de l'année, il devait être mis en liberté, si le conseil privé ne prolongeait pas par une nouvelle délibération sa captivité. A cet effet, deux conseillers d'état parcouraient chaque année les prisons, examinaient chaque prisonnier, écoutaient ses réclamations, examinaient les rapports à charge et à décharge, faisaient leur rapport au grand-juge, qui, au conseil privé, en présence des deux conseillers d'état qui y prenaient séance, proposait la mise en liberté ou la prolongation de la captivité pour l'année. Le conseil privé

votait, en commençant par le vote du premier président du tribunal de cassation.

Ce décret était donc un bienfait, c'était une loi libérale, un diapason pour établir l'harmonie de la société, moyennant lequel aucun arbitraire n'était laissé ni à la magistrature, ni à l'administration, ni à la police, et qui donnait une garantie aux citoyens. Il n'y avait pas de conseiller d'état, inspectant les prisonniers, qui ne mît sa gloire à en faire relâcher le plus grand nombre possible. Toutes les personnes qui ont assisté aux conseils privés peuvent attester que ces conseillers d'état agissaient comme s'ils eussent été les avocats des prisonniers. Les prisons eussent disparu avec les circonstances qui les avaient créées, avec cette race de brigands nourris dans la guerre civile; ces petits prêtres intrigants de la petite église; ces hommes qui, exaspérés par la révolution, les pertes qu'ils avaient faites, les préjugés, tramaient des assassinats ou des complots pour renverser l'état. Il y avait en France deux cent mille individus qui avaient émigré, ou avaient été déportés, ou avaient figuré dans la guerre civile, et auxquels Napoléon avait rendu leur patrie et leurs propriétés, mais avec la clause d'être soumis à une surveillance spéciale. C'est de cette classe d'hommes qu'étaient tirés les prisonniers d'état;

c'est ce droit de surveillance qui avait été soustrait à l'arbitraire, et légalisé conformément à l'esprit libéral et de justice qui animait tous les actes du conseil.

Lorsque, dans le conseil privé, un quart des membres était d'avis que le prisonnier fût relâché, sa sortie était sur-le-champ ordonnée. Les prisonniers, ainsi arrêtés, indépendamment du recours au conseil d'état et au conseil privé, avaient une garantie constitutionnelle dans la commission du sénat pour la liberté individuelle; tous ne manquaient pas de s'y adresser: la commission délibérait, demandait des éclaircissements au ministre de la police. Elle en a fait mettre un grand nombre en liberté: on était obligé de faire droit à sa demande, parce qu'une fois que cette commission avait prononcé son opinion, si l'administration ne l'eût pas écoutée, elle en eût fait un rapport au sénat. Il ne faut pas croire, parce que cette commission de la liberté individuelle n'a jamais fait de bruit, n'a jamais débité de grandes harangues, n'a pas voulu faire parler d'elle, qu'elle n'ait pas été d'une grande utilité. Si les prisons d'état eussent contenu comme une bastille, des citoyens victimes de quelques intrigues ou du mécontentement du prince, cette seule intervention eût été suf-

fisante pour faire cesser ces abus. C'est également une erreur de croire que le corps législatif n'ait eu aucune intervention dans la confection des lois ; les commissions législatives discutaient avec les conseillers d'état, et méditaient les projets de lois : cette influence n'était pas tumultueuse, mais elle n'en était pas moins réelle.

Un fait arrivé à Dantzig donna lieu à l'empereur de méditer le décret sur les prisons d'état. Un vieillard était retenu depuis cinquante ans dans une tour de Weichselmunde; il avait perdu la mémoire : il était impossible de connaître ni qui il était, ni les raisons qui l'avaient fait retenir prisonnier.

Napoléon voulait la stricte exécution de la loi qui prescrivait que, dans tous les cas ordinaires, les individus fussent mis entre les mains d'un magistrat dans les vingt-quatre heures de l'arrestation ; que, dans les cas extraordinaires tenant à la nature des circonstances, il ne pût y avoir d'exception que pour un an, et que la détention, dans ce cas, fût prononcée par un conseil privé de seize personnes, sur le rapport du chef de la justice. Ce réglement d'administration peut avoir excité de vaines réclamations. On bavarde dans les sociétés, sans rien approfondir; le titre était peut-être

un tort : il fallait appeler ces maisons *prisons d'exécution pour les individus soumis à la surveillance générale.*

Aucun peuple n'a joui d'une liberté civile plus étendue que le peuple français sous Napoléon : il n'est aucun état en Europe qui n'ait un plus grand nombre d'individus arrêtés, écroués dans les prisons sous divers titres ou formules, qui ne sont pas sous un procès *pendant* aux tribunaux. Un pays où le brigandage de la *presse*, sur les quais et les places publiques, est autorisé par la loi, ne doit pas se vanter de jouir d'une vraie liberté civile; elle n'existe pas pour le bas peuple en Angleterre, quoiqu'elle soit réelle pour le *gentleman*. Si on comparait la législation criminelle d'Angleterre avec celle de France, on verrait les abus de la première, et son imperfection comparativement à la seconde. Quant à la législation criminelle de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse et des autres états de l'Europe, il suffit de dire qu'il n'y a publicité ni dans l'instruction, ni dans les débats et les confrontations: aussi les lois de Napoléon sont fort chères aux Italiens; et dans tous les pays où elles ont été mises en vigueur, les habitants ont obtenu, comme une grace, qu'elles continuassent à être la loi du pays.

QUATRE NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE SAINT-DOMINGUE.

Cet ouvrage, intéressant sous plusieurs points de vue, est écrit par un officier-général qui a fait la campagne de Saint-Domingue, en 1802, sous les ordres du capitaine-général Leclerc : s'il contient quelques jugements hasardés, c'est que l'auteur a manqué de renseignements; un bon nombre de pièces officielles importantes sont encore secrètes.

I^re^ NOTE.

(Volume I, chap. X.)

C'est dans ce chapitre que commence le récit des événements qui ont eu lieu à Saint-Domingue, depuis le 18 brumaire. Toussaint-Louverture, général de division, commandant en chef la partie du nord de Saint-Domingue, avait mé-

connu l'autorité du général Hédouville, commissaire du directoire exécutif : il traitait en sa présence, directement et secrètement, avec les Anglais, et couvrait ce représentant de la métropole de tant d'outrages, qu'il l'avait obligé à retourner en France. Mais le général Hédouville, inquiet sur les vues de Toussaint-Louverture, donna, avant d'abandonner la colonie, des pouvoirs indépendants de ce chef de noirs au général Rigaud, chef des hommes de couleur. Il lui confia l'autorité sur toute la partie du sud de Saint-Domingue, qui se trouva ainsi divisée en deux : le nord, sous Toussaint, où dominaient les noirs; le sud, sous Rigaud, où dominaient les hommes de couleur. Une guerre civile effroyable ne tarda pas à éclater entre les deux partis. Le directoire parut y sourire et mettre dans sa durée la garantie des droits de la métropole. Cette guerre était dans toute sa force au commencement de 1800.

La première question dont eut à s'occuper le premier consul en arrivant au gouvernement, fut de savoir s'il convenait aux intérêts de la métropole de nourrir, d'alimenter cette guerre civile, ou s'il fallait la faire cesser. Après de mûres réflexions, mais sans hésitation, il se décida pour ce dernier parti :

1° Parce qu'une politique fallacieuse, ayant

pour but d'entretenir la guerre civile, était indigne de la grandeur et de la générosité de la nation, et finirait par indisposer également les deux partis contre la métropole ; 2° parce que les guerres civiles, au lieu d'affaiblir, retrempent et aguerrissent les peuples; et lorsque le moment serait arrivé de rétablir l'autorité de la métropole, on aurait eu affaire à des hommes plus redoutables ; 3° parce que, si cette guerre civile continuait, les habitants perdaient toute espèce d'habitude du travail, et la colonie, le peu qui lui restait de son ancienne prospérité. Ainsi la morale et la politique étaient ici d'accord pour arrêter l'effusion du sang français ; mais quel moyen fallait-il employer ? Le directoire avait tenté d'établir le *statu quo* entre les deux partis ; les passions qui animaient les noirs et les hommes de couleur étaient trop violentes pour être contenues, lorsque la métropole n'avait aucun moyen de répression. Les hommes de couleur étaient sans doute plus braves, plus aguerris que les noirs : mais ils étaient si inférieurs en nombre, qu'il était facile de prévoir l'époque où ils succomberaient. Le triomphe des noirs aurait été marqué par l'égorgement et la destruction totale des hommes de couleur, perte irréparable pour la métropole, qui ne pouvait espérer de rétablir son autorité qu'en

se servant de l'influence de ceux-ci contre les noirs.

Le premier consul résolut donc d'appuyer le plus fort; de retirer les pouvoirs qu'avait le général Rigaud, de le rappeler en France, de désarmer les hommes de couleur, d'étendre les pouvoirs de Toussaint sur toute la colonie, de le nommer général en chef de Saint-Domingue, et de donner toute sa confiance aux noirs.

Le colonel Vincent, directeur des fortifications de Saint-Domingue, était fort avant dans la confiance de Toussaint, dont il était le chargé d'affaires : il se trouvait alors à Paris. Le premier consul le fit appeler, lui fit connaître sa partialité pour les noirs, sa confiance entière dans le caractère de Toussaint, et le renvoya dans la colonie, porteur, 1° du décret qui nommait Toussaint-Louverture général en chef de Saint-Domingue; 2° de la constitution de l'an VIII; 3° d'une proclamation aux noirs, où il leur disait : *Braves noirs, souvenez-vous que la France seule reconnaît votre liberté!* Il joignit au colonel Vincent deux autres commissaires. Cette commission fut chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir le calme et faire cesser les hostilités. Cette sage politique eut les plus heureux effets. Rigaud repassa en France, les

hommes de couleur posèrent les armes, l'autorité des noirs fut reconnue sans contradiction dans toute la colonie, ils se livrèrent à l'agriculture; la colonie parut un moment renaître de ses cendres; les blancs furent protégés; les hommes de couleur même, garantis par l'influence morale de la métropole, respirèrent et se remirent des pertes qu'ils avaient faites. Les années 1800 et 1801 furent deux années de prospérité pour la colonie; l'agriculture, les lois, le commerce, refleurirent sous le gouvernement de Toussaint-Louverture; l'autorité de la métropole fut reconnue et respectée (au moins en apparence): Toussaint - Louverture rendait compte exactement tous les mois au ministre de la marine.

Cependant les vraies dispositions des chefs des noirs ne pouvaient pas échapper au gouvernement français. Toussaint continuait à avoir des intelligences secrètes à la Jamaïque et à Londres; il se permettait dans son administration des irrégularités qui ne pouvaient pas être attribuées à l'ignorance. Il avait constamment éludé l'ordre réitéré de faire écrire en lettres d'or sur les drapeaux, ces termes de la proclamation du premier consul : *Braves noirs, souvenez-vous que la France seule reconnaît votre liberté.*

Lorsque l'amiral Gantheaume appareilla de Brest, au commencement de 1801, avec une division de troupes sous les ordres du général Sahuguet, il embarqua à son bord un bon nombre de noirs et d'hommes de couleur, de créoles, destinés pour Saint-Domingue. Toussaint en parut vivement inquiet; l'on sut que dès-lors il avait résolu de refuser l'entrée aux troupes françaises, si elles étaient au-dessus de deux mille hommes, et d'incendier le Cap, si l'armée de Sahuguet était assez forte pour qu'il ne pût pas défendre la ville; mais l'amiral Gantheaume donna dans la Méditerranée, il était destiné pour l'Egypte.

La situation prospère où se trouvait la république dans le courant de 1801, après la paix de Lunéville, faisait déjà prévoir le moment où l'Angleterre serait obligée de poser les armes, et où l'on serait maître d'adopter un parti définitif sur Saint-Domingue. Il s'en présenta alors deux aux méditations du premier consul: le premier de revêtir de l'autorité civile et militaire et du titre du gouverneur-général de la colonie le général Toussaint-Louverture; de confier le commandement aux généraux noirs; de consolider, de légaliser l'ordre de travail établi par Toussaint, qui déjà était couronné par d'heureux succès; d'obliger les fermiers noirs à payer

un cens ou redevance aux anciens propriétaires français ; de conserver à la métropole le commerce exclusif de toute la colonie, en faisant surveiller les côtes par de nombreuses croisières. Le deuxième parti consistait à reconquérir la colonie par la force des armes, à rappeler en France tous les noirs qui avaient occupé des grades supérieurs à celui de chef de bataillon, à désarmer les noirs en leur assurant la liberté civile, et en restituant les propriétés aux colons. Ces projets avaient chacun des avantages et des inconvénients. Les avantages du premier étaient palpables : la république aurait une armée de 25 à 30,000 noirs qui ferait trembler toute l'Amérique ; ce serait un nouvel élément de puissance qui ne lui coûterait aucun sacrifice, ni en hommes, ni en argent. Les anciens propriétaires perdraient sans doute les trois quarts de leur fortune ; mais le commerce français n'y perdrait rien, puisqu'il jouirait toujours du privilége exclusif. Le deuxième projet était plus avantageux aux propriétaires colons, il était plus conforme à la justice ; mais il exigeait une guerre qui entraînerait la perte de beaucoup d'hommes et d'argent : les prétentions contraires des noirs, des hommes de couleur, des propriétaires blancs, seraient toujours un objet de discorde, d'embarras pour la métropole ; Saint-Domingue se-

rait toujours sur un volcan : aussi le premier consul inclinait pour le premier parti, parce que c'était celui que paraissait lui conseiller la politique, celui qui donnerait le plus d'influence à son pavillon dans l'Amérique. Que ne pouvait-il pas entreprendre avec une armée de 25 à 30,000 noirs sur la Jamaïque, les Antilles, le Canada, sur les États-Unis même, sur les colonies espagnoles ? Pouvait-on mettre en compensation de si grands intérêts politiques avec quelques millions de plus ou de moins qui rentreraient en France ? Mais un pareil projet avait besoin du concours des noirs ; il fallait qu'ils montrassent de la fidélité à la mère-patrie, et à la république qui leur avait fait tant de bien. Les enfants des chefs noirs, élevés en France dans les écoles coloniales établies à cet effet, resserraient tous les jours davantage les liens de ces insulaires avec la métropole. Tels étaient l'état de Saint-Domingue et la politique adoptée par le gouvernement français à son égard, lorsque le colonel Vincent arriva à Paris. Il était porteur de la constitution qu'avait adoptée de sa pleine autorité Toussaint-Louverture, qui l'avait fait imprimer et mise à exécution, et qu'il notifiait à la France. Non seulement l'autorité, mais même l'honneur et la dignité de la république étaient outragés : de toutes les manières

de proclamer son indépendance et d'arborer le drapeau de la rébellion, Toussaint-Louverture avait choisi la plus outrageante, celle que la métropole pouvait le moins tolérer. De ce moment, il n'y eut plus à délibérer; les chefs des noirs furent des Africains ingrats et rebelles, avec lesquels il était impossible d'établir aucun système. L'honneur, comme l'intérêt de la France, voulut qu'on les fît rentrer dans le néant. Ainsi la ruine de Toussaint-Louverture, les malheurs qui pesaient sur les noirs, furent l'effet de cette démarche insensée, inspirée sans doute par les agents de l'Angleterre, qui déjà avaient pressenti tout le mal qu'éprouverait sa puissance, si les noirs se contenaient dans la ligne de modération et de soumission, et s'attachaient à la mère-patrie. Il suffit, pour se faire une idée de l'indignation que dut éprouver le premier consul, de dire que Toussaint non seulement s'attribuait l'autorité sur la colonie pendant sa vie, mais qu'il s'investissait du droit de nommer son successeur, et voulait tenir son autorité, non de la métropole, mais de lui-même, et d'une soi-disant assemblée coloniale qu'il avait créée. Comme Toussaint-Louverture était le plus modéré des généraux noirs; que Dessalines, Christophe, Clervaux, etc., étaient plus exagérés, plus désaffectionnés et

plus opposés encore à l'autorité de la métropole, il n'y eut plus à délibérer : le premier parti n'était plus praticable, il fallut se résoudre à adopter le deuxième, et à faire le sacrifice qu'il exigeait.

II^e^ NOTE.

(Volume II, chap. XI.)

Les liaisons du colonel Vincent avec les noirs, et la grande confiance qu'avait en lui Toussaint-Louverture, l'avaient rendu depuis long-temps suspect à l'administration, qui cependant employait cet officier pour convaincre, autant que possible, les noirs de ses bonnes dispositions à leur égard. Mais, lorsqu'il se présenta porteur de la déclaration de l'indépendance des noirs, et qu'il parut vouloir la justifier, il inspira un sentiment de dégoût que l'on dissimula pour ne pas donner l'éveil à Toussaint, et pour recueillir les renseignements précieux que ce colonel avait sur la position militaire des noirs, et sur les fortifications qu'ils avaient élevées dans les mornes : cela fait, on lui ordonna de se tenir désormais étranger aux affaires de Saint-Domingue : il fut mis à la disposition du ministre de la guerre pour être employé dans son grade. Il désira être dans un pays chaud, et il obtint la direction des fortifications de la

Toscane. Il a depuis assisté, plusieurs années de suite, comme directeur des fortifications, au conseil de travaux du mois de janvier, qui se tenait en présence de l'empereur; il y a fait adopter ses plans pour les châteaux Desprésides, de Florence, de Livourne et de Porto-Ferrajo. Il se plaisait à Florence, où il maria une de ses filles. Tout cela ne devait pas donner lieu à des *assertions de libelles qui déshonorent un ouvrage historique.* Le premier consul n'a pas pu faire part de ses projets sur Saint-Domingue, qui devaient rester secrets, et pouvaient être exécutés quelques mois après, à une personne qui était l'agent de Toussaint, et dont les machinations secrètes n'étaient plus un mystère : il n'a pas pu non plus lui communiquer ses négociations avec la cour de Londres, et cela pour l'expédition de Saint-Domingue, par une notion préparatoire, puisqu'il n'y a eu ni notes, ni pourparlers, ni négociations avec l'Angleterre pour l'expédition de Saint-Domingue.

III^e^ NOTE.

(Volume II, chap. XIII.)

Il contient le départ de France de l'armée du capitaine-général Leclerc, son arrivée à Saint-Domingue, et ses premières opérations. Il y est dit :

« 1° Que Napoléon avait, dans son cabinet particulier, plusieurs « fonctionnaires de la colonie qui rédigeaient des instructions secrètes, « sans que l'homme de mer expérimenté, qui tenait à cette époque le « portefeuille de la marine, eût été appelé à donner son avis, même sur « les détails nautiques de l'expédition : il n'avait eu qu'à signer, pour « copie conforme, les instructions déjà revêtues de l'approbation et de « la signature du premier consul ; que le temps où les flottes de Brest, « de Rochefort, de Lorient, ont mis à se rallier au cap Samana, empê- « cha l'expédition de surprendre Toussaint-Louverture ; 2° que les né- « gociations entamées par le cabinet de Saint-Cloud auprès des cabinets « étrangers, relativement à l'expédition, en avaient ébruité les détails ; « 3° que les instructions secrètes sur l'expédition de Saint-Domingue « renfermaient l'ordre positif de ne souffrir aucune vacillation dans les « principes de leur exécution, ce qui fut la cause que le général Leclerc « dut perdre un jour pour opérer la descente et surprendre le Cap..... « que l'à-propos fait tout à la guerre..... et qu'il est toujours dangereux « de *prescrire des mesures de détails, etc., etc.* »

Le premier consul n'agissait dans toutes les parties que par l'intermédiaire de ses ministres. S'il n'eût pas eu confiance dans le ministre de la marine Decrès, qui l'empêchait de le renvoyer et d'en prendre un autre? Était-ce l'influence dont il jouissait dans les autorités constituées et dans la nation; les victoires navales qu'il avait remportées, ou le grand amour que lui portait le corps de la marine? tout cela est donc absurde. Ce ministre a rédigé toutes les instructions navales. S'il a jugé à propos de donner trois points de ralliement aux escadres de Brest, Lorient et Rochefort : le premier au cap Finistère, le deuxième aux Canaries, le troi-

sième au cap Samana, c'est que cela était en usage de son temps, et surtout dans la guerre de 1778. Si un ministre signait des instructions contraires à son opinion et à son expérience, ce serait le plus bas et le plus vil de tous les hommes. Pourquoi donc dans un ouvrage historique déshonorer un ancien ministre, officier-général, en voulant le justifier? un ami maladroit est plus dangereux qu'un ennemi.

L'amiral Villaret-Joyeuse a mis quarante-six jours pour faire la traversée de Brest au Cap, c'est-à-dire quatre ou cinq jours de plus que la traversée moyenne d'un convoi; mais cette circonstance n'influe en rien sur l'incendie du Cap et la destinée de Saint-Domingue. Il était impossible de surprendre Toussaint-Louverture; les armements qui se faisaient dans les ports de France fixaient les regards du monde, et les noirs avaient des agents et des amis à Paris, à Nantes, à Bordeaux, à Rochefort, à Anvers, à Amsterdam et à Londres. Les bâtiments américains couvraient l'Océan; il ne se passait pas un seul jour qu'il n'en arrivât plusieurs dans les ports de la colonie. Les bâtiments américains sont bons marcheurs; d'ailleurs un navire qui navigue seul a un grand avantage de marche sur un convoi. L'armement du général Gantheaume dans Brest, en janvier 1801, avait

éveillé les noirs : ils avaient dès-lors élevé des fortifications dans l'intérieur ; ils avaient réuni des magasins de poudre et de vivres, et pris la résolution de brûler le Cap et les villes s'ils ne les pouvaient défendre, et de se retirer dans les mornes. Ce sont des officiers de génie blancs, qui ont dirigé et tracé ces ouvrages. Tous les amiraux et les généraux commandant les troupes de débarquement et les escadres, soit celles de Brest, de Lorient, de Rochefort, de Cadix, de Toulon, avaient des ordres du ministre de la marine. Il était nécessaire pour leur exécution que le général de terre et l'amiral se concertassent ; en outre, l'amiral Villaret-Joyeuse, commandant en chef toutes les escadres, avait un ordre général pour les affaires de mer, comme le capitaine-général Leclerc pour les affaires de terre. Ces ordres n'étaient pas faits pour être publics, mais n'étaient pas non plus ce qu'on appelle ordres secrets. L'escadre et la division qui devaient prendre possession du Port-au-Prince étaient, après celle du Cap, les plus importantes. L'amiral Villaret-Joyeuse et le capitaine-général Leclerc furent chargés de débarquer au Cap. Latouche-Tréville, commandant l'escadre de Rochefort, et le général de division Boudet, furent destinés à débarquer au Port-au-Prince. L'amiral Latouche-Tréville

était le plus habile officier de notre marine, et le plus ancien après l'amiral en chef. Le général Boudet avait fait la guerre des colonies; il était estimé des hommes de couleur, qui sont nombreux dans la partie du sud. L'escadre de Rochefort, destinée pour Port-au-Prince, put embarquer les hommes et les choses qui lui étaient utiles pour cette opération. Ces ordres du ministre ne pouvaient être changés qu'en conséquence d'un concert du capitaine-général et de l'amiral. Il paraît que le capitaine-général eut un moment l'idée de faire débarquer la division Boudet pour prendre possession du Cap, et en parla à l'amiral qui lui en fit sentir les inconvénients.

« L'amiral Latouche et le général Boudet, « ayant su en partant de France qu'ils allaient « au Port-au-Prince, s'y sont préparés en conséquence. Si nous changeons ces dispositions « du gouvernement arbitrairement, et que l'expédition du Port-au-Prince vienne à manquer, « vous et moi en serons responsables. » Le capitaine-général Leclerc se rendit sur-le-champ à ces considérations si sages, ne pouvant alléguer aucune nécessité, aucune urgence pour détourner les troupes du général Boudet de leur destination. Si l'amiral se fût rendu aux premiers désirs du capitaine-général, le général

Boudet ne fût pas arrivé au Cap une heure plus tôt; le Cap eût été également incendié, et il est probable que l'expédition du Port-au-Prince aurait manqué, que cette ville aurait eu le même sort que la capitale. C'est le défaut de pilotes qui a mis du retard dans l'occupation du Cap, négligence impardonnable de la part de la marine, de ne s'en être pas pourvue avant de partir de Brest. Mais quand l'amiral Villaret-Joyeuse eût été muni de pilotes, il eût donné tout d'abord et à toutes voiles en arrivant dans la rade du Cap. Qu'il eût débarqué sur-le-champ ses troupes, le Cap n'en eût pas moins été incendié, puisqu'il ne fallait aux noirs que cinq ou six heures pour y parvenir, qu'ils avaient tout préparé et que leur résolution prise depuis long-temps était irrévocable.

Le premier consul hésita un moment s'il devait ordonner au capitaine-général de n'effectuer son débarquement et de ne commencer les hostilités, que lorsque sa lettre à Toussaint-Louverture, dont étaient porteurs ses enfants, lui aurait été remise : mais cela eût eu de grands inconvéniénts ; Toussaint eût fait courir ses enfants et la lettre après lui, autant que cela lui aurait été convenable. On avait plusieurs exemples de ce genre d'astuce. Cela eût donc exposé

l'armée à perdre un temps bien précieux, et donné le temps aux noirs de revenir de leur première surprise. Ce fut sans doute une contrariété que les enfants de Toussaint-Louverture eussent éprouvé quelques jours de retard à débarquer, mais cela n'a été d'aucune conséquence. Lorsqu'on réfléchit sur la conduite de Toussaint-Louverture, pendant tout le règne du directoire, celle qu'il a tenue en 1800 et 1801, on voit que sa résolution était de périr ou d'arriver à l'indépendance, c'est-à-dire de ne souffrir dans la colonie la présence d'aucune force blanche de plus de 2,000 hommes. Toussaint savait bien qu'en proclamant sa constitution, il avait jeté le masque, et tiré l'épée du fourreau pour toujours.

IV^e^ NOTE.

(Volume II, chap. XVII, page 177, et chap. XVIII.)

Ces deux chapitres contiennent l'arrestation et le renvoi en France de Toussaint-Louverture, l'insurrection des noirs, et la mort du capitaine-général Leclerc.

Le capitaine-général Leclerc était un officier du premier mérite, propre à la fois au travail du cabinet et aux manœuvres du champ de bataille : il avait fait les campagnes de 1796 et 1797, comme adjudant-général auprès de Napo-

léon; celle de 1799 sous Moreau comme général de division. Il commandait au combat de Freisingen où il battit l'archiduc Ferdinand; il conduisit en Espagne un corps d'observation de 20,000 hommes, destiné à agir contre le Portugal; enfin, dans cette expédition de Saint-Domingue, il déploya du talent et de l'activité; en moins de trois mois, il battit et soumit cette armée noire qui s'était illustrée par la défaite d'une armée anglaise.

Le capitaine-général Leclerc avait reçu effectivement en partant, de la propre main de Napoléon, des instructions secrètes sur la direction politique à suivre dans le gouvernement de la colonie. Ces instructions sont restées inconnues à la mort du général Leclerc; elles furent remises cachetées à son successeur. L'officier-général, auteur des Révolutions de Saint-Domingue, a connu leur existence, mais n'en a jamais pu pénétrer le contenu. Le capitaine-général Leclerc eût épargné bien des malheurs, et se fût évité bien des chagrins, s'il eût suivi scrupuleusement l'esprit de ces instructions. Elles lui prescrivaient de mettre la plus grande confiance dans les hommes de couleur, de les traiter à l'égal des blancs, de favoriser les mariages des hommes de couleur avec les blanches, et des mulâtresses avec les blancs;

mais de suivre un système tout opposé avec les chefs des noirs. Il devait, dans la semaine même où la colonie serait pacifiée, faire notifier à tous les généraux, adjudants-généraux, colonels et chefs de bataillon noirs, des ordres de service dans leurs grades dans les divisions continentales de la France ; il devait les faire embarquer sur huit ou dix bâtiments dans tous les ports de la colonie, et les diriger sur Brest, Rochefort et Toulon ; il devait désarmer tous les noirs, en conservant dix bataillons chacun de 600 hommes, commandés par un tiers d'officiers et sous-officiers noirs, un tiers d'officiers et sous-officiers de couleur, un tiers d'officiers et sous-officiers blancs. Enfin, il devait prendre toutes les mesures, pour assurer et faire jouir les noirs de la liberté civile, en confirmant l'ordre de classement et de travail qu'avait établi Toussaint-Louverture. Mais le capitaine-général Leclerc se laissa prévenir contre les mulâtres : il partagea contre eux les préventions des créoles, qui leur en veulent davantage qu'aux noirs mêmes : il renvoya Rigaud, leur chef, de la colonie ; les mulâtres furent aliénés, et se rallièrent aux noirs ; il accorda de la confiance aux généraux noirs ; tels que Dessalines, Christophe, Clervaux. Non-seulement il les garda dans la colonie, mais il les investit de commandements importants.

Il consentit que Toussaint-Louverture séjournât dans la colonie; cependant, ayant surpris depuis une correspondance secrète de ce général qui le compromettait, il le fit arrêter et transporter en France; mais l'état-major noir, généraux, adjudants-généraux, colonels, chefs de bataillon, restèrent en place. Lorsque le premier consul fut instruit de cette conduite, il en fut vivement affligé : l'autorité de la métropole dans la colonie ne pouvait se consolider que par l'influence des hommes de couleur: en différant de faire sortir les chefs noirs de la colonie, il était à craindre que l'on en eût perdu l'occasion. Il était impossible que les individus qui avaient gouverné en souverains, dont la vanité égalait l'ignorance, pussent vivre tranquilles et soumis aux ordres de la métropole : la première condition pour la sûreté de Saint-Domingue était donc d'en éloigner 150 à 200 chefs. En agissant ainsi, on ne violait aucun principe moral, puisque tous les généraux et officiers sont tenus de servir dans toutes les parties de l'état où on veut les employer, puisque tous ces chefs noirs avaient eu des correspondances avec la Jamaïque, avec les croiseurs anglais. C'était tout à la fois priver la population de ses chefs militaires, et couper tous canaux avec l'étranger. Enfin il eût

été plus convenable que Toussaint fût venu en France comme général de division que d'y venir comme un criminel, contre lequel la métropole avait à venger, outre les anciennes félonies pardonnées, des crimes nouveaux. Le décret du 28 floréal 1801, qui ordonnait que l'esclavage des noirs serait maintenu à la Martinique et à l'Ile de France, comme la liberté des noirs serait maintenue pour Saint-Domingue, la Guadeloupe et Cayenne, était juste, politique, nécessaire. Il fallait assurer la tranquillité de la Martinique, qui venait d'être rendue par les Anglais. La loi générale de la république était la liberté des noirs : si on ne l'eût pas rapportée pour cette colonie et pour l'Ile-de-France, les noirs de cette colonie l'eussent relevée; le contre-coup eût été bien plus fâcheux sur les noirs de Saint-Domingue. Si le gouvernement n'eût rien dit, et que les noirs fussent restés esclaves à la Martinique, ils se fussent demandé comment, malgré la loi, les hommes de leur couleur de la Martinique étaient esclaves. Il fallut donc que le gouvernement dît : Les noirs seront esclaves à la Martinique, aux îles de France et de Bourbon, et ils seront libres à Saint-Domingue, à la Guadeloupe et à Cayenne; et qu'il proclamât le *statu quo* comme principe.

On ne supposa pas qu'il y eût des hommes

assez insensés après l'expérience de ce qui s'est passé, pour vouloir que le premier consul donnât *ex abrupto* la liberté des noirs à la Martinique, à l'Ile-de-France et à l'Ile-Bourbon; il fût arrivé que ces deux dernières îles se fussent soulevées et eussent continué leur état de séparation avec la métropole; et la colonie de la Martinique qui venait d'être restituée par les Anglais tranquille et prospérante, eût péri. Bien des milliers de Français blancs fussent devenus la proie de la féroce population africaine. Quant à la continuation de la traite des nègres, cela ne put pas affecter les noirs de Saint-Domingue qui la désiraient pour se recruter et s'augmenter en nombre; ils l'avaient encouragée pour leur propre compte.

La question de la liberté des noirs est une question fort compliquée et fort difficile. En Afrique et en Asie, elle a été résolue, mais elle l'a été par la polygamie. Les blancs et les noirs font partie d'une même famille. Le chef de famille ayant des femmes blanches, noires et de couleur, les enfants blancs et mulâtres sont frères, sont élevés dans le même berceau, ont le même nom et la même table. Serait-il donc impossible d'autoriser la polygamie dans nos îles, en restreignant le nombre de femmes à deux, une blanche et une noire? Le premier consul

avait eu quelques entretiens avec des théologiens pour préparer cette grande mesure. Les patriarches avaient plusieurs femmes dans les premiers siècles de la chrétienté. L'Église permit et toléra une espèce de concubinage dont l'effet donne à un homme plusieurs femmes. Le pape, le concile, ont l'autorité et le moyen d'autoriser une pareille institution, puisque son but est la conciliation, l'harmonie de la société, et non d'étendre les jouissances de la chair; l'effet de ces mariages serait borné aux colonies : on prendrait les mesures convenables pour qu'ils ne portassent pas le désordre dans l'état présent de notre société.

Au fait, le décret relativement aux noirs n'a été qu'un prétexte. Ils se sont insurgés par l'effet des *menées* de l'Angleterre; ils ont repris les armes parce que cette cruelle maladie qui moissonna l'élite de nos troupes leur rendit l'espérance. Ce fut alors que le capitaine-général se repentit d'avoir été trop indulgent, de ne pas avoir exécuté les ordres du premier consul : tout se fût passé bien différemment, s'il eût débarrassé la colonie de 150 à 200 chefs de noirs. En politique, comme à la guerre, le moment perdu ne revient plus.

NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ :

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE CHARLES XIV JEAN,

ROI DE SUÈDE.

(Page 105.)

« Bonaparte répondit que sa parole était déjà donnée au prince « royal de Danemarck, et à l'empereur de Russie. »

Faux.

(Page 119.)

« Le 28 mai 1810, la mort imprévue du prince d'Augustenbourg « appela les états à disposer de nouveau de l'hérédité au trône de Suède. « La France était au plus haut degré de puissance : les états rassemblés « à Oërébro jugèrent convenable de confier les destinées de la Suède à « un prince français; ils appelèrent le maréchal Bernadotte, prince de « Ponte-Corvo, à succéder à Charles XIII. »

Le roi de Suède demanda à Napoléon un prince français. On désirait le vice-roi; mais le changement de religion fut un obstacle *sine quâ non*. Il ne restait plus que le prince de Ponte-Corvo, et il fut accordé après de longues

traduction d'un professeur de Padoue. Les écarts du prince de Ponte-Corvo pendant l'empire lui ont été toujours pardonnés à cause de ce mariage.

(Page 141.)

« Quelques jours après, ayant été nommé général en chef des armées « d'Italie et de Naples, Bernadotte, après avoir porté son attention sur « ces deux armées, qui n'en valaient pas une bonne, jugea qu'il n'aurait « pas assez de forces pour préserver ce vaste territoire, et attaquer les « Autrichiens sur l'Adige; en conséquence il pria le directoire de lui « donner 70,000 combattants. Quoique l'ennemi ait 100,000 hommes, « lui dit-il, je crois qu'avec 70,000 Français ou auxiliaires, je le for- « cerai dans ses positions. Alors j'armerai les Vénitiens, j'arriverai sur « l'Isonzo, et je poursuivrai ma marche sur Vienne. »

« Le directoire s'obstinant à ne vouloir lui accorder que 50,000 « hommes, le général répliqua : Turenne, et le général Bonaparte « même, seraient battus avec une telle armée; car les places fortes, « dont nous disposions il y a deux ans, sont aujourd'hui contre nous. « En dernier résultat, en refusant le commandement de cette armée, « il prédit hautement ses revers : ses prédictions s'accomplirent mal- « heureusement. »

Il y avait en Italie 110,000 hommes français, indépendamment des Piémontais, Polonais, Cisalpins, Romains, Napolitains : Bernadotte se crut avec raison incapable de diriger cette armée. Il fut bien conseillé.

(Page 141.)

« Il partit pour l'armée d'observation, répara les places du Rhin, et « s'empara de Manheim. »

Manheim n'avait alors que 500 hommes de

garnison, elle ouvrit ses portes à Bernadotte, qui l'investit avec 8,000 hommes.

(Page 148.)

« Au moment où s'opéraient les sages conceptions du ministre, etc.... »

Bernadotte fut deux mois ministre de la guerre; il ne fit que des fautes, il n'organisa rien, et le directoire fut obligé de lui retirer le portefeuille. Il n'était pas ministre, quand Masséna décida de la campagne par la victoire de Zurich, à la fin de septembre 1799 : il fut tout-à-fait étranger à ces combinaisons.

L'opération de faire une diversion de 25,000 hommes sur Philipsbourg est contraire à toutes les règles.

(Page 149.)

« Après la révolution du 18 brumaire. »

A la journée du 18 brumaire, Bernadotte fit cause avec le Manége, et fut contraire au succès de cette journée. Napoléon lui pardonna à cause de sa femme.

(Page 151.)

« La discipline qu'il sut maintenir à l'armée de Hanovre. »

Il protégea en Hanovre les dilapidations....

. . . . . .

(Page 152.)

« Tient en échec l'armée russe. »

Bernadotte fut parfaitement étranger à toute l'opération d'Ulm. Le corps du maréchal Soult, double du sien, était à Munich.

(Même page.)

« L'empereur confère au maréchal Bernadotte la souveraineté et le « titre de duc de Ponte-Corvo. »

En le faisant prince de Ponte-Corvo, l'empereur n'eut envie que de tirer de pair sa femme, qui était belle-sœur de Joseph.

(Page 152.)

« Ce fut dans ce combat que périt le jeune prince Louis de « Prusse. »

Le prince Louis de Prusse a été tué au combat de Saalfeld. Cette affaire a été importante : c'est le maréchal Lannes qui l'a livrée. Le combat de Schleitz, qu'a soutenu le corps du maréchal Bernadotte, a été de peu d'importance ; l'empereur d'ailleurs s'y trouvait en personne.

(Même page.)

« Après la bataille d'Iéna. . . . . »

La conduite de Bernadotte à Iéna a été telle, que l'empereur avait signé le décret pour le faire traduire à un conseil de guerre, et il eût été infailliblement condamné, tant l'indignation était générale dans l'armée ; il avait man-

qué de faire perdre la bataille. C'est en considération de la princesse de Ponte-Corvo, qu'au moment de remettre le décret au prince de Neuchâtel, l'empereur le déchira. Quelques jours après, Bernadotte se distingua au combat de Halle, ce qui effaça un peu ces fâcheuses impressions.

Bernadotte commandait le premier corps, fort de 18,000 hommes; il était arrivé à Naumbourg, derrière le maréchal Davoust, qui commandait le troisième corps, fort de 30,000 hommes. Bernadotte avait ordre de soutenir ce maréchal; ce qui formait une masse de 50,000 hommes, pour défendre le défilé de Kœsen et le champ de bataille d'Auerstaedt. La moitié du corps de Davoust avait déjà passé la Saal, lorsque Bernadotte arriva, et prétendit prendre la tête de la colonne, sous le prétexte insensé qu'il avait le n° 1 : comme de raison, Davoust s'y opposa, en lui objectant que ce serait perdre un temps précieux, et mêler les corps d'armée dans un défilé, ce qui ferait un grand mal. Bernadotte leva alors son camp, et se porta sur Dornbourg; à la pointe du jour, il y passa la Saale. Cependant Davoust, à la pointe du jour, fut attaqué par le roi de Prusse à la tête de 60,000 hommes, l'élite de ses troupes. Il sentit alors toute la privation des 18,000

hommes de Bernadotte : c'est ce qui donna lieu à la bataille d'Auerstaedt qui couvrit Davoust de gloire. Bernadotte, de Dornbourg, aurait pu réparer sa faute, en tombant sur les derrières de l'armée prussienne ; il se contenta de parader, et ne tira pas un coup de canon. Les généraux, officiers et soldats étaient au désespoir.....

(Page 155.)

« La veille du jour où se donna la bataille de Wagram, l'empereur « mit à l'ordre de l'armée la défense de quitter les rangs pendant l'af- « faire, pour transporter ou conduire les blessés à l'ambulance; des « mesures étant prises, disait l'ordre, pour porter des secours sur le « champ de bataille. Le prince de Ponte-Corvo, qui commandait les « Saxons, ne mit pas cette défense à l'ordre de son corps; et comme il « arriva que, pendant la bataille, on lui enleva, sans lui en donner « avis, la division française de Dupas, qu'il avait placée à sa réserve, « et qu'un corps voisin disposa des chevaux des ambulances saxonnes « pour renforcer ses attelages d'artillerie, le corps saxon souffrit plus « qu'aucun autre; un grand nombre de blessés de ce corps étaient gi- « sants dans la plaine. Bernadotte ordonne de dételer quelques pièces « de canon pour aller prendre les voitures d'ambulance; et comme on « lui observa que cela pouvait exposer cette artillerie à être prise : « Qu'importe, dit le guerrier philanthrope, ce n'est que du bronze: le « sang du soldat est bien plus précieux.

Tout cela est faux. Les Saxons lâchèrent pied la veille de Wagram, et le matin de Wagram : c'étaient les plus mauvaises troupes de l'armée. Cependant le prince de Ponte-Corvo, contre l'usage et l'ordre, fit une proclamation le lendemain de cette bataille et les appela colonne

de granit..... L'empereur le renvoya à Paris, et lui ôta le commande ment de ce corps (1).

(Page 156.)

« L'ordre du jour de l'empereur avait cependant été exécuté dans « toute l'armée avec la plus grande sévérité, au point qu'un maréchal « de France, voyant des grenadiers porter leur colonel, dont un boulet « avait emporté la cuisse, il le leur fit déposer sur le bord du chemin, « et les renvoya au feu en les réprimandant. « Monsieur, dit-il au co- « lonel mourant, il faut qu'un soldat sache mourir à l'endroit même où « il est frappé. » Un jeune officier, le colonel Lebrun, fils du duc de « Plaisance, était alors auprès de ce maréchal; il fit un mouvement « d'horreur : « Notre métier ne se fait pas à l'eau de rose, dit le féroce « guerrier. Ce n'est pas un jour de bataille qu'il faut parler de philan- « thropie. »

Calomnie.

(Page 156.)

« Arrivé à Anvers (Bernadotte), sa présence calma toutes les alar- « mes. Doué d'une activité infatigable, il réunit et disposa, comme par « enchantement, tous les moyens de défense; mais il fit plus encore : « il électrisa toutes les ames. Des milliers de soldats se levèrent à sa « voix, et déjouèrent les projets d'un ennemi téméraire. L'Angleterre « renonça à son entreprise, et le prince se disposa à rejoindre l'armée « d'Allemagne. Il allait y reprendre un commandement, lorsque la paix « fut signée; il revint alors à Paris, et y reçut la grand'croix de l'or- « dre de Saint-Henri de Saxe. »

Arrivé à Paris, le ministre de la guerre,

(1) *Note extraite de Mémoires inédits.*

Le vice-roi était au centre, sur une éminence, d'où l'on voyait très distinctement les mouvements qui se faisaient sur la gauche. Toute la ligne des Saxons se repliait en désordre, laissant entre elle et la position de l'ennemi un vaste espace, que celui-ci ne paraissait pas songer à occuper. On pressait le vice-roi d'en prévenir l'empereur, qui était

croyant qu'il y venait pour raison de santé, l'envoya à Anvers, où il parla beaucoup, écrivit beaucoup, et ne fit rien. Lorsqu'il y arriva, l'expédition anglaise était manquée; Anvers était sauvée, car l'escadre de l'Escaut, qui avait alors 12,000 matelots, était rentrée dans Anvers; ce qui portait à 30,000 hommes la garnison de cette place.

Toutes les combinaisons de lord Chatam auraient dû avoir pour but d'intercepter l'escadre qui était dans la rade de Flessingue; car, alors seulement, Anvers pouvait être prise.

(Page 158.)

« Quelques publicistes ont cru que Napoléon avait puissamment « influé sur l'élévation de Bernadotte au trône de Suède. A cet égard « ils ont été dans l'erreur. Non-seulement l'empereur fut étranger à « cette étonnante nomination, il est même certain qu'elle ne lui fut point « agréable. »

Si cette élection n'avait pas été agréable à l'empereur, elle n'aurait pas eu lieu; car c'est

à l'extrême droite. « Attendons encore, dit le prince, ce n'est qu'une « déroute de canons. » Vingt minutes après, on vit un cavalier accourir à toutes brides : c'était un officier d'état-major qui, hors de lui, et aussitôt qu'il aperçut le vice-roi, s'écria : « Monseigneur, le prince de Ponte-Corvo m'envoie pour vous dire que, si vous ne l'appuyez pas, il est perdu; sa cavalerie tient encore, mais son infanterie n'est que de la canaille. » Cette expression était d'une exagération grossière; qu'on juge toutefois de ce qu'on pensa, le lendemain, de la proclamation sur la colonne de granit.

pour avoir sa protection et plaire à la France, que les Suédois la firent.

L'empereur fut séduit par la gloire de voir un maréchal de France devenir roi, une femme à laquelle il s'intéressait, reine, et son filleul, prince royal. Il prêta même à Bernadotte, lors de son départ de Paris, plusieurs millions de francs sur sa cassette, pour paraître en Suède avec la pompe convenable.

(Page 163.)

« .... Qu'il faut que le susdit prince, en cas qu'il soit élu par les « états à la succession au trône, ait, avant son arrivée sur le territoire « suédois, déclaré faire profession de la doctrine évangélique luthé- « rienne, etc. »

Bernadotte est né dans la religion catholique, apostolique, romaine : il a abjuré sa religion pour la religion réformée. Beaucoup de gens en eussent fait autant; mais c'est cette circonstance qui a empêché d'envoyer régner en Suède le prince Eugène. Sa femme, princesse de Bavière, n'aurait pas pu s'en consoler. Désirée, reine actuelle de Suède, n'a pas voulu changer de religion, et elle professe encore la religion catholique, apostolique, romaine, dans laquelle elle est née.

(Page 255.)

« Lettre du prince royal de Suède, à S. M. l'empereur des Fran- « çais. »

Stockholm, 11 mai 1812.

Cette lettre est fausse, elle est faite après coup ; elle n'a jamais été reçue : en effet, M. de Signeul, consul de Suède, était encore en juin à Dresde, négociant pour la Suède. Certes, ce ne serait pas après une pareille lettre qu'on aurait continué à négocier avec cette puissance [1].

(Page 273.)

« Note du baron d'Engestrom à M. de Cabre.

On savait à quoi s'en tenir sur les dispositions du cabinet de Stockholm et ses liaisons avec celui de Londres : elles n'étaient plus douteuses [2].

(Page 325.)

« Lettre du prince royal de Suède, à S. M. l'empereur des Fran-
« çais. »

Stockholm, 23 mars 1813.

Le style de cette lettre dit assez que c'est un

(1) *Note extraite de Mémoires inédits.*

Beaucoup de moyens avaient été tentés pour ramener la Suède à la France. Une dernière lettre dictée à la princesse royale fut remise, à la fin d'avril, à M. de Signeul, consul-général à Paris, pour la porter à Stockholm. M. de Signeul, de retour de sa mission, arriva à Dresde, le 29 mai, quelques heures après le départ de Napoléon. — « *Tout est entendu, si l'empereur s'engage à faire obtenir, à la paix,* « *la Norwège à la Suède.* » Telles étaient les instructions dictées par le prince royal, et mises par écrit sous ses yeux par M. de Signeul. Napoléon répondit, par le retour du courrier que lui expédia son ministre des relations extérieures : « *Je n'acheterai point un allié douteux* « *aux dépens d'un ami fidèle.* »

(2) Dès le 3 mars, Bernadotte avait signé à Stockholm un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Angleterre.

libelle; elle n'a jamais été reçue. Ce n'était pas un mois avant Lutzen, qu'on écrivait ainsi à l'empereur des Français. Il est fâcheux que des personnes aussi élevées en dignité prêtent leur signature à des pièces fausses.

(Page 338.)

« Le général Lauriston fut envoyé au prince Kutusow, pour pro-
« poser un armistice. Le prince reçut Lauriston au milieu de ses
« généraux. »

Tout cela est faux : la mission de Lauriston n'eut pour but de demander ni la paix, ni un armistice.

(Page 340.)

« Le 11 octobre, Murat fut chargé par Bonaparte de faire une
« deuxième tentative auprès du général Miloradowich qui commandait
« l'avant-garde de l'armée russe.

Ce dialogue du roi de Naples avec le général Miloradowich est également faux.

QUARANTE-QUATRE NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ :

MANUSCRIT

VENU DE SAINTE-HÉLÈNE D'UNE MANIÈRE INCONNUE,

IMPRIMÉ A LONDRES, CHEZ JOHN MURRAY, 1817.

Cette brochure de 151 pages, traduite dans toutes les langues, a été lue dans toute l'Europe, et grand nombre de personnes croient qu'elle est sortie de la plume de Napoléon; cependant rien n'est plus faux. Qui donc en est l'auteur? Les journaux anglais ont nommé madame de Staël : cela n'est pas probable; il lui aurait été impossible de ne pas y apposer son cachet. Cet écrit a été fait par un conseiller d'état, qui était en service ordinaire dans les années 1800, 1801, 1802, 1803, mais qui n'était pas en France en 1806 et 1807, et qui s'est

occupé particulièrement des affaires d'Espagne. Ce n'est pas un militaire : il n'a jamais assisté à une bataille ; il a les plus fausses *idées* de la guerre.

Ire NOTE.

(Page 4.)

« J'obtins une lieutenance au commencement de la révolution. Je « n'ai jamais reçu de titre avec autant de plaisir que celui-là. »

Tout le monde sait que Napoléon est entré lieutenant en second dans le régiment de La Fère, artillerie ; qu'il a rejoint à Valence en Dauphiné, en octobre 1785, quatre ans avant le commencement de la révolution.

IIe NOTE.

(Page 5.)

« On m'employa dans l'armée des Alpes. »

Napoléon n'a jamais été employé à l'armée des Alpes ; il n'a jamais été sur le mont Genèvre.

IIIe NOTE.

(Page 7.)

« Parce qu'il me valut le grade de capitaine. »

Napoléon a été fait capitaine d'artillerie en

1789, quatre ans avant le commencement de la guerre. Il quitta alors le régiment de La Fère, n° 1, et entra dans celui de Grenoble, n° 4.

IV^e^ NOTE.

(Page 9.)

« Je ne m'occupais que d'examiner la position de l'ennemi et la nôtre. « Je comparai ses moyens moraux et les nôtres. Je vis que nous les avions « tous, et qu'il n'en avait point. Son expédition était un misérable coup « de tête (Toulon), dont il devait prévoir d'avance la catastrophe; et l'on « est bien faible quand on prévoit d'avance sa déroute. »

La prise de Toulon n'était pas un *misérable coup de tête :* prendre 30 vaisseaux de guerre, le second arsenal de la république, et tous ses magasins bien approvisionnés, la place la plus forte de toute la province, cela ne peut pas se caractériser un *misérable coup de tête.*

A la fin d'août 1793, lorsque les coalisés entrèrent à Toulon, Lyon avait arboré le drapeau blanc; la guerre civile était mal éteinte en Languedoc et en Provence. L'armée espagnole victorieuse avait passé les Pyrénées, et inondait le Roussillon; l'armée piémontaise avait franchi les Alpes : elle était aux portes de Chambéry et d'Antibes. Les coalisés ne sentirent pas assez l'importance de la conquête qu'ils venaient de faire. Si 6,000 Sardes, 12,000 Napolitains, 6,000 Espagnols et 6,000 Anglais se fussent réunis

dans Toulon aux 12,000 fédérés, cette armée de 40,000 hommes fût arrivée à Lyon, se liant par sa droite à l'armée piémontaise, et par sa gauche à l'armée espagnole.

Napoléon, alors âgé de 24 ans, était chef de bataillon d'artillerie; le comité de salut public le désigna pour commander en second l'artillerie du siége; il y arriva au commencement de septembre. Le 15 octobre, un conseil de guerre fut convoqué à Olioulles, et présidé par le conventionnel Gasparin; on y lut un mémoire approuvé par le comité des fortifications sur la conduite du siége de Toulon. Le célèbre d'Arçon l'avait rédigé. Napoléon s'opposa à l'adoption de ce plan, et en proposa un plus simple; il dit : Qu'une batterie de 60 bouches à feu, placée aux extrémités des promontoires de l'Aiguillette et de Balaguier, jetterait des obus et des boulets sur tous les points de la grande et de la petite rade; ce qui obligerait les escadres anglaises et espagnoles de les évacuer et de prendre le large; que dès-lors Toulon serait bloqué par mer et par terre, et qu'indubitablement l'ennemi l'évacuerait plutôt que d'y laisser une garnison, qui pourrait tout au plus s'y défendre trente jours, et qui, après ce terme, serait forcée, pour obtenir une capitulation honorable, de renoncer à tous les avantages qu'elle

pourrait trouver à une évacuation volontaire; mais que les caps de l'Aiguillette et de Balaguier étaient dominés par les hauteurs du Caire, dont il fallait préalablement s'emparer; qu'un mois avant que l'ennemi s'y fût logé, il avait proposé au général en chef de le faire entrer sous peu de jours dans Toulon, en les faisant occuper avec trois mille hommes, pour que, sous leur protection, il pût établir des batteries incendiaires à l'extrémité des deux caps; que ce général n'avait voulu y envoyer que 400 hommes sous les ordres du général Laborde; que quarante-huit heures après, les Anglais avaient débarqué 4,000 hommes, avaient chassé le général Laborde, s'étaient emparés de la hauteur du Caire jusqu'aux issues du village de la Seine; et qu'aujourd'hui ils y avaient construit le fort Murgrave, armé de quarante pièces de canon en batterie; qu'il fallait établir de fortes batteries pour raser ce fort et l'enlever d'assaut; que, soixante-douze heures après, on serait maître de Toulon; ce projet fut adopté.

Les prédictions de Napoléon se vérifièrent de point en point. Tel est l'historique de cet événement, qui a tant étonné et qui n'a jamais été bien compris en Europe.

Ve NOTE.

(Page 10.)

« Mais on ne gagne pas de batailles avec de l'expérience. Je m'obsti-« nai ; j'exposai mon plan à Barras : il avait été marin ; ces braves gens « n'entendent rien à la guerre, mais ils ont de l'intrépidité. Barras l'ap-« prouva, parce qu'il voulait en finir. D'ailleurs la convention ne lui de-« mandait pas compte des bras et des jambes, mais du succès. »

Napoléon, chef de bataillon d'artillerie, et commandant en second cette arme au siége de Toulon, n'était nullement en rapport avec Barras, qui, à cette époque, était en mission à Marseille et à Nice. Le représentant du peuple qui le premier le distingua, et appuya de son autorité les plans qui firent tomber Toulon, est Gasparin, député d'Orange, très chaud conventionnel et ancien capitaine de dragons, homme éclairé, et qui avait reçu une excellente éducation. Ce fut ce député qui devina les talents militaires du commandant d'artillerie. Ce n'est qu'à la journée du 13 vendémiaire que Napoléon se lia avec Barras.

VIe NOTE.

(Page 11.)

« Général, mais sans emploi, je fus à Paris, parce qu'on ne pouvait « en obtenir que là. Je m'attachai à Barras, parce que je n'y connaissais « que lui. »

Napoléon ne fut jamais sans emploi. Après

le siége de Toulon, il fut nommé général commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie; il se rendit à cette armée, qui était commandée par le vieux et brave général Dumerbion. Il donna le plan qui fit tomber Saorgio, le Col-de-Tende, Oneille, les sources du Tanaro, au pouvoir de la France. En octobre de la même année, il dirigea l'armée dans son mouvement sur la Bormida, au combat de Dego et à la prise de Savone. En février 1795, il commandait l'artillerie de l'expédition maritime réunie à Toulon, destinée d'abord pour la Corse et ensuite pour Rome. Il fut d'avis qu'au préalable, et ce plan fut adopté, l'escadre sortît seule sans le convoi, et chassât l'escadre anglaise de la Méditerranée; ce qui donna lieu au combat naval de Noli, où le *Ça ira* fut pris. L'escadre française rentra, et l'expédition fut contre-mandée. Cette même année, par son influence sur l'esprit des canonniers de terre et de mer, il apaisa une insurrection à l'arsenal, et sauva la vie aux représentants du peuple Mariette et Chambon. En mai 1795, sur le rapport d'Aubry, il fut placé sur le tableau comme général d'infanterie pour servir à l'armée de la Vendée, jusqu'à ce qu'il y eût des places vacantes dans l'artillerie. Il se rendit à Paris, et refusa de servir à l'armée de la Vendée. Dans ce temps,

Kellermann ayant été battu sur les côtes de Gênes, et l'armée d'Italie forcée à la retraite, Napoléon fut requis par le comité de salut public, alors composé de Sieyes, Le Tourneur et Pontécoulant, de rédiger des instructions pour cette armée. Peu après, le 13 vendémiaire lui valut le commandement en chef de l'armée de l'intérieur à Paris, il le conserva jusqu'au mois de mars 1796.

VII^e^ NOTE.

(Page 12.)

« Nous n'avions, pour garder la salle du Manége, qu'une poignée « d'hommes, et deux pièces de quatre. Une colonne de sectionnaires vint « nous attaquer pour son malheur. Je fis mettre le feu à mes pièces, les « sectionnaires se sauvèrent; je les fis suivre, ils se jetèrent sur les gra- « dins de Saint-Roch. On n'avait pu passer qu'une pièce, tant la rue était « étroite. Elle fit feu sur cette cohue, qui se dispersa en laissant quelques « morts : le tout fut terminé en dix minutes. »

Au 13 vendémiaire, la convention avait pour se défendre 6,000 hommes de troupes de ligne et 30 pièces de canon. Elle ne siégeait pas au Manége, mais aux Tuileries, dans la salle du théâtre.

VIII^e^ NOTE.

(Page 15.)

« L'armée d'Italie était au rebut, parce qu'on ne l'avait destinée à « rien. Je pensai à la mettre en mouvement pour attaquer l'Autriche sur « le point où elle avait le plus de sécurité, c'est-à-dire en Italie. »

Napoléon fut appelé au commandement en chef de l'armée d'Italie par le vœu des officiers et soldats qui avaient cueilli des lauriers, en exécutant ses plans en 1793 à Toulon, en 1794 et 1795 dans le comté de Nice et la rivière de Gênes. Comme il a été dit, cette armée coûtait des sommes considérables, et le trésor était vide..... Étrange rebut que le commandement en chef d'une frontière et d'une grande armée!

IX^e^ NOTE.

(Page 21.)

« Cette expédition devait donner une grande idée de la puissance de « la France; elle devait attirer l'attention sur son chef; elle devait sur- « prendre l'Europe par sa hardiesse. C'était plus de motifs qu'il n'en fal- « lait pour la tenter, mais je n'avais pas alors la moindre envie de détrô- « ner le grand-turc, ni de me faire pacha. »

L'expédition d'Égypte avait trois buts : 1° Établir sur le Nil une colonie française qui pût prospérer sans esclaves, et qui tînt lieu à la république de St.-Domingue et de toutes les îles à sucre; 2° ouvrir un débouché à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de ces vastes contrées; 3° partir de l'Égypte comme d'une place d'armes pour porter une armée de 60,000 hommes sur l'Indus, soulever les Marates et les peuples opprimés de

ces vastes contrées ; 60,000 hommes, moitié Européens, moitié recrues des climats brûlants de l'équateur et du tropique, transportés par 10,000 chevaux et 50,000 chameaux, portant avec eux des vivres pour cinquante à soixante jours, de l'eau pour cinq ou six jours, et un train d'artillerie de cent cinquante bouches à feu de campagne, avec double approvisionnement, arriveraient en quatre mois sur l'Indus. L'océan a cessé d'être un obstacle depuis qu'on a des vaisseaux ; le désert cesse d'en être un pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires.

Les deux premiers objets étaient remplis ; et malgré la perte de l'escadre de l'amiral Brueys à Alexandrie, l'intrigue qui porta Kléber à signer la convention d'El-Arich ; le débarquement de 30 à 35,000 Anglais sous les ordres d'Abercrombie à Aboukir et à Qosseir ; le troisième but aurait été atteint ; une armée française fût arrivée sur l'Indus dans l'hiver de 1801 à 1802, si l'assassinat de Kléber n'eût fait tomber le commandement de l'armée dans les mains d'un homme plein de courage, de talents administratifs et de bonne volonté, mais du caractère le plus opposé à tout commandement militaire.

Le Coran ordonne d'exterminer les idolâtres

ou de les soumettre aux tributs ; il n'admet pas l'obéissance et la soumission à une puissance infidèle ; en cela il est contraire à l'esprit de notre religion : *Rendez à César ce qui appartient à César*, a dit Jésus-Christ ; *mon empire n'est pas de ce monde*, *obéissez aux puissances*. Dans les Xe, XIe et XIIe siècles, les chrétiens régnèrent en Syrie, mais la religion était l'objet de la guerre, c'était une guerre d'extermination ; l'Europe y perdit des millions d'hommes. Si un tel esprit eût animé les Egyptiens en 1798, ce n'est pas avec 25 à 30,000 Français, que n'exaltait aucun fanatisme, et déjà dégoûtés du pays, que l'on eût pu soutenir une pareille lutte. Maître d'Alexandrie et du Caire, victorieux des Mamelouckes aux Pyramides, la question de la conquête n'était pas décidée, si l'on ne parvenait à se concilier les imans, les muphtis, les ulémas et tous les ministres de la religion musulmane. L'armée française, depuis la révolution, n'exerçait aucun culte ; en Italie même elle n'allait jamais à l'église : on tira parti de cette circonstance : on présenta l'armée aux musulmans comme une armée de catéchumènes, disposés à embrasser le mahométisme. Les chrétiens, cophtes, grecs, latins, syriens, étaient assez nombreux : ils voulaient profiter de la présence de l'armée française

pour se soustraire aux restrictions imposées à leur culte. Le général en chef s'y opposa, et eut soin de maintenir les affaires religieuses sur le pied existant. Tous les jours au soleil levant, les cheiks de la grande mosquée de Gemil-el-Azar (c'est une espèce de Sorbonne) se rendaient à son lever ; il leur faisait prodiguer toutes espèces de marques d'égards ; il s'entretenait longuement avec eux des diverses circonstances de la vie du prophète, des chapitres du Coran. Ce fut après le retour de Salhieh, qu'il leur proposa de publier un fetam par lequel ils ordonneraient au peuple de prêter le serment d'obéissance au général en chef. Cette proposition les fit pâlir, les embarrassa fort, et après un peu d'hésitation, le cheik Cherkaoui, respectable vieillard, répondit: « *Pourquoi ne vous feriez-vous pas musulman avec toute votre armée? alors cent mille hommes accourraient sous vos bannières, et disciplinés à votre manière, vous rétabliriez la patrie arabe et soumettriez l'Orient.* » Il leur objecta la circoncision et la prohibition de boire de vin, boisson nécessaire au soldat français. Après quelques discussions sur cet objet, on convint que les grands cheiks de Gemil-el-Azar chercheraient les moyens de lever ces deux obstacles. Les disputes furent vives, elles du-

rèrent trois semaines ; mais le bruit qui se répandit dans toute l'Egypte que les grands cheiks s'occupaient de rendre l'armée française musulmane, remplissait de joie tous les fidèles : déjà les Français se ressentaient de l'amélioration de l'esprit public, ils n'étaient plus considérés comme des idolâtres. Quand les ulémas furent d'accord, les quatre muphtis rendirent un fetam, par lequel ils déclarèrent que la circoncision n'étant qu'une perfection, n'était pas indispensable pour être musulman ; mais que, dans ce cas, on ne pouvait espérer le paradis dans l'autre vie. La moitié de la difficulté se trouvait levée ; mais il fut facile de faire comprendre aux muphtis que la deuxième décision n'était pas raisonnable. Ce fut l'objet de six autres semaines de discussions. Enfin ils déclarèrent qu'on pouvait être musulman et boire du vin, pourvu que l'on employât le cinquième de son revenu, au lieu du dixième, en œuvres de bienfaisance. Le général en chef fit alors tracer le plan d'une mosquée, plus grande que celle de Gemil-el-Azar ; il déclara la faire bâtir pour servir de monument à l'époque de la conversion de l'armée, mais de fait il ne voulait que gagner du temps. Le fetam d'obéissance fut donné par les cheiks, et Napoléon déclaré ami du prophète, spécialement protégé

par lui. Le bruit fut généralement répandu qu'avant un an toute l'armée porterait le turban.

C'est dans cette ligne que s'est constamment tenu Napoléon, conciliant sa volonté de rester dans la religion où il était né, avec les besoins de sa politique et de son ambition. Pendant le séjour de l'armée, le général Menou seul s'est fait musulman, ce qui a été utile et d'un bon effet. Quand les Français quittèrent l'Egypte, il ne resta que 5 à 600 hommes qui s'enrôlèrent dans les Mameloucks et embrassèrent le mahométisme.

X^e^ NOTE.

(Page 22.)

« J'étais obligé de détruire, en passant, cette gentilhommière de « Malte, parce qu'elle ne servait qu'aux Anglais. Je craignais que quel- « que vieux levain de gloire ne portât ces chevaliers à se défendre et à me « retarder : ils se rendirent, par bonheur, plus honteusement que je m'en « étais flatté. »

Malte ne pouvait pas résister à un bombardement de vingt-quatre heures : cette place avait certainement d'immenses moyens physiques de résistance, mais aucuns moyens moraux. Les chevaliers ne firent rien de honteux : nul n'est tenu à l'impossible.

XI^e NOTE.

(Page 23.)

« De retour en Egypte, je reçus des journaux par la voie de Tunis. « Ils m'apprirent l'état déplorable de la France, l'avilissement du direc- « toire, et le succès de la coalition. »

Après la bataille d'Aboukir, le 3 août 1799, le commodore anglais envoya à Alexandrie des journaux anglais et la gazette française de Francfort des mois d'avril, mai et juin, qui faisaient connaître les désastres des armées du Rhin et d'Italie. On avait appris au camp de Saint-Jean-d'Acre le commencement de la guerre de la seconde coalition. Ce n'est pas d'ailleurs par Tunis que parvenaient en Égypte les nouvelles de France.

XII^e NOTE.

(Page 24.)

« Tout général était bon pour signer une capitulation que le temps « rendait inévitable, et je partis sans autre dessein que d'être à la tête des « armées pour y ramener la victoire.

Napoléon retourna en France, 1° parce qu'il y était autorisé par ses instructions : il avait carte blanche sur tout; 2° parce que sa présence était nécessaire à la république; 3° parce que l'armée d'Orient, victorieuse et nombreuse, ne

pouvait avoir de long-temps aucun ennemi à combattre, et parce que le premier but de l'expédition était atteint; le second ne le pouvait être aussi long-temps que la république serait menacée sur ses frontières et en proie à l'anarchie. L'armée d'Orient était victorieuse des deux armées turques qui lui avaient été opposées pendant la campagne : celle de Syrie, battue à El-Arich, à Gaza, à Jaffa, à Acre, à Mont-Thabor, avec perte de son parc d'artillerie de quarante pièces de campagne, de tous ses magasins : celle de Rhodes, battue à Saint-Jean-d'Acre et à Aboukir, où elle avait perdu son parc de campagne de trente-quatre pièces de canon et son général en chef, le pacha à trois queues, Mustapha-Pacha. L'armée d'Orient était nombreuse : elle comptait 25,000 combattants dont 3,500 de cavalerie; elle avait cent pièces d'artillerie de campagne attelées, et quatorze cents bouches à feu de tous calibres bien approvisionnées. On a dit que Napoléon avait laissé son armée dans la détresse, sans artillerie, sans habillements, sans pain, réduite à 8,000 combattants. Ces faux rapports ont trompé le ministère anglais; le 17 décembre 1799, il se décida à rompre la capitulation d'El-Arich, et ordonna à son amiral dans la Méditerranée de ne laisser exécuter aucune capitulation qui permettrait à l'armée d'Orient

de retourner en France; d'arrêter les bâtiments qui la porteraient et de les conduire en Angleterre. Kléber conçut alors sa position; il secoua le joug de l'intrigue, il redevint lui-même, se retourna contre l'armée ottomane, et la vainquit à Héliopolis. Après une violation aussi criminelle du droit des gens, le cabinet de Saint-James s'aperçut de son erreur ; il envoya en Égypte 34,000 Anglais sous les ordres d'Abercrombie, qui, joints à 26,000 Turcs sous le grand-visir et le capitan-pacha, parvinrent à se rendre maîtres de cette importante colonie, en septembre 1801, vingt-sept mois après le départ de Napoléon, et seulement après six mois d'une campagne très-active, et qui aurait tourné à la confusion des Anglais, si Kléber n'avait pas été assassiné, si Menou, l'homme le moins militaire qui ait jamais commandé, ne s'était pas trouvé à la tête de l'armée. Mais enfin cette campagne de 1801 coûta au gouvernement anglais plusieurs millions sterlings, 10,000 hommes d'élite, le général en chef de son armée. Le général Belliard, au Caire, le 27 juin 1801; Menou, à Alexandrie, le 2 septembre 1801, ont obtenu la capitulation que des intrigants avaient fait signer à Kléber à El-Arich, vingt mois auparavant, le 24 janvier 1800, savoir : que l'armée française serait transportée en France aux dépens des Anglais, avec

armes, canons, bagages, drapeaux, et sans être prisonnière de guerre. Les états de situation de son arrivée aux lazarets de Marseille et de Toulon prouvent qu'elle était de 24,000 Français; sa perte en 1800 et 1801 avait été de 4,000 hommes. Lorsque Napoléon laissa le commandement à Kléber, elle était donc de 28,000 hommes, dont 25,000 en état de combattre. Il est notoire qu'en quittant l'Égypte au mois d'août 1799, il croyait ce pays pour toujours à la France, et espérait pouvoir un jour réaliser le second but de l'expédition. Quant aux idées qu'il avait alors sur les affaires de France, il les a communiquées à Menou, qui l'a souvent répété : il projetait la journée du 18 brumaire.

XIII^e^ NOTE.

(Page 30.)

« Tel était mon plan; mais je n'avais ni soldats, ni canons, ni fusils. »

Comment, sans soldats, sans canons, sans fusils! Trois mois après le 18 brumaire, Napoléon a fait marcher en Allemagne une armée de 160,000 hommes, la plus belle armée qu'ait jamais eue la France, et une armée de réserve dans les plaines de Marengo! Est-ce que tous les hommes de ces armées étaient des recrues? Si de pareils faits étaient vrais, il ne faudrait plus

d'armée permanente, la garde nationale serait plus que suffisante. Les victoires de Brune rendirent disponible l'armée de Hollande; la pacification de la Vendée, la considération dont jouissait le gouvernement, sa popularité, l'amour des Français qui l'environnait, mirent à sa disposition l'armée de l'Ouest et tous les bataillons que le directoire tenait dans l'intérieur pour soutenir son autorité et contenir les partis; toutes les troupes furent réunies; elles furent mieux administrées, mieux soldées, la cavalerie fut remontée; les levées de conscrits, dans ces quatre mois, ne se montèrent qu'à 80,000 hommes. Le premier consul fit de très bonnes choses, il donna à tout une bonne direction, mais il ne fit pas de miracles : les héros de Hohenlinden et de Marengo n'étaient pas des recrues, mais de bons et vieux soldats; il y avait à l'armée de réserve un tiers de conscrits; elle comptait un grand nombre de vétérans qui n'avaient pas fait la campagne précédente et qui décidèrent la victoire sur les champs de bataille de Montebello et de Marengo.

XIV^e NOTE.

(Page 31.)

« Nous étions tous jeunes dans ce temps, soldats et généraux. Nous « avions notre fortune à faire. »

A l'époque du passage du Saint-Bernard, en mai et juin 1800, Napoléon avait gagné vingt batailles rangées, conquis l'Italie, dicté la paix au roi de Sardaigne, au roi de Naples, au pape, et à l'empereur d'Allemagne, à vingt lieues de Vienne; il avait négocié, à Rastadt, avec le comte de Cobentzel, et obtenu la remise à la France de la place forte de Mayence; créé plusieurs républiques, levé deux cents millions de contributions, employés par lui à nourrir, habiller, entretenir son armée pendant deux ans, à solder l'armée du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest. Il avait enrichi le muséum national de quatre cents chefs-d'œuvre de l'ancienne Grèce ou du siècle des Médicis, conquis l'Égypte, et établi la domination française sur des bases solides, puisqu'il avait surmonté ce qui, dans l'opinion de Volney, était la plus grande difficulté, concilier les principes du Coran et de la religion mahométane avec la présence d'une armée occidentale. Depuis six mois, il était à la tête de la république par le choix

spontané de trois millions de citoyens ; il avait rétabli les finances, calmé les factions, et déraciné la guerre de la Vendée. Comment dire qu'il *avait sa fortune à faire*, quand déjà de si belles pages lui étaient assurées dans l'histoire !

XV^e^ NOTE.

(Page 32.)

« La division de Desaix arrive ; toute la ligne se rallie ; Desaix forme « sa colonne d'attaque, et enlève le village de Marengo, où s'appuyait le « centre de l'ennemi. »

Desaix a formé sa colonne en avant de Saint-Julien ; il a été tué à une lieue et demie du village de Marengo.

XVI^e^ NOTE.

(Page 33.)

« Les factions semblaient se taire ; tant d'éclat les étouffait. »

Depuis Marengo jusqu'à la machine infernale, c'est-à-dire pendant les six derniers mois de 1800, les factions furent plus actives que jamais. Sans doute Napoléon n'avait rien à redouter des chefs de la révolution ou de ceux de la Vendée ; mais les Brutus septembriseurs, les chouans ne parlaient que de l'assassiner.

tende; il prépara des escadres formidables à Brest, à Rochefort, à Toulon; il couvrit les chantiers de France de prames, de chaloupes, de bateaux canonniers, de grandes et petites peniches; il employa des milliers de bras à creuser des ports sur la Manche pour recevoir ces nombreuses flottilles. De son côté, l'Angleterre courut aux armes. Pitt abandonna le travail paisible de l'échiquier, endossa l'uniforme, et ne rêva plus que machines de guerre, bataillons, forts, batteries; le vieux et vénérable Georges III quitta ses maisons royales, et passa journellement des revues; des camps s'élevèrent sur les dunes de Douvres, des comtés de Kent et de Sussex: les deux armées se voyaient, elles n'étaient plus séparées que par le détroit.

Cependant l'Angleterre n'oublia rien de ce qui était propre à réveiller les puissances du continent; mais l'Autriche, la Russie, la Prusse, l'Espagne, étaient alliées ou amies de la France, à qui toute l'Europe obéissait; les tentatives pour rallumer la guerre dans la Vendée n'étaient pas plus heureuses. Le concordat avait rallié le clergé à Napoléon, et l'esprit des habitants de cette province était bien changé; ils voyaient avec reconnaissance la marche de son administration: les grands travaux publics qu'il

avait ordonnés, occupaient des milliers de bras; on travaillait à joindre, par un canal, la Vilaine et la Rence, ce qui permettait aux caboteurs français de se rendre des côtes du Poitou sur celles de Normandie, sans doubler le cap d'Ouessant; une nouvelle ville s'élevait au milieu du département de la Vendée, et huit nouvelles grandes routes allaient traverser l'Ouest; enfin, des sommes considérables étaient en forme de primes, distribuées aux Vendéens pour rétablir leurs maisons, leurs églises, leurs presbytères, brûlés ou détruits par les ordres du comité du salut public.

Le cabinet de St.-James avait été souvent induit en erreur par les royalistes qui, trompés par leurs propres illusions, l'avaient engagé dans des expéditions fâcheuses; mais il concevait une grande idée de la puissance et des moyens des jacobins: il se persuada qu'un grand nombre d'entre eux étaient mécontents; qu'ils étaient disposés à réunir leurs efforts à ceux des royalistes, et seraient secondés par des généraux jaloux. Il crut qu'en coordonnant ces efforts des partis opposés, mais réunis par une passion commune, on formerait une faction assez puissante pour opérer une efficace diversion.

Depuis quatre ans, le premier consul avait réuni tous les partis qui divisaient la France; la

liste des émigrés avait été fermée; on avait d'abord rayé, puis éliminé, enfin amnistié tous ceux qui avaient voulu rentrer dans leur patrie; tous leurs biens existants et non vendus leur avaient été rendus, excepté les bois dont la loi leur assignait cependant les revenus; il ne restait plus sur cette liste que quelques personnes attachées aux princes, ou ennemies déclarées de la révolution, et qui n'avaient pas voulu profiter de l'amnistie; mais des milliers d'émigrés étaient rentrés, et n'avaient été soumis à d'autres conditions qu'au serment d'obéissance et de fidélité à la république. Le premier consul avait eu ainsi la plus douce consolation que puisse avoir un homme, celle de réorganiser plus de trente mille familles, et de rendre à leur patrie tout ce qui restait de descendants des hommes qui avaient illustré la France dans les divers siècles; ceux même qui étaient restés émigrés obtenaient fréquemment des passeports pour venir visiter leurs familles. Les autels étaient relevés; les prêtres déportés, exilés, étaient à la tête des diocèses, des paroisses, et soldés par la république. Ces diverses lois avaient apporté une grande amélioration dans les affaires publiques. Elles avaient cependant eu l'inconvénient inévitable d'enhardir, par ce système d'une extrême indulgence, les ennemis

du gouvernement consulaire, le parti royal, et les espérances de l'étranger.

De 1803 à 1804, il y avait eu cinq conspirations : tous les émigrés à la solde de l'Angleterre venaient de recevoir l'ordre de se réunir dans le Brisgaw et dans le duché de Bade. Mussey, agent anglais, intermédiaire pour servir à correspondre avec les ministres Drake et Spencer-Smith; résidait à Offembourg, et fournissait avec profusion l'argent nécessaire à tous ces complots.

Le duc d'Enghien, jeune prince plein de valeur, séjournait à quatre lieues de la frontière de France .....

.....

XIX^e^ NOTE.

(Page 48.)

« Faute de mieux, je mis en avant un projet de descente en Angle-« terre. Je n'ai jamais pensé à le réaliser; car il aurait échoué, non que « le matériel du débarquement ne fût possible, mais la retraite ne l'était « pas. »

La descente en Angleterre a toujours été regardée comme possible; et la descente une fois opérée, la prise de Londres était immanquable. Maître de Londres, il se fût élevé un parti très puissant contre l'oligarchie. Est-ce qu'An-

nibal en passant les Alpes, César en débarquant en Épire ou en Afrique, regardaient en arrière! Londres n'est située qu'à peu de marches de Calais; et l'armée anglaise, disséminée pour la défense des côtes, ne se fût pas réunie à temps pour couvrir cette capitale, une fois la descente opérée: sans doute que cette expédition ne pouvait pas être faite avec un corps d'armée, mais elle était certaine avec 160,000 hommes, qui se fussent présentés devant Londres cinq jours après leur débarquement. Les flottilles n'étaient que le moyen de débarquer ces 160,000 hommes en peu d'heures, et de s'emparer de tous les bas-fonds. C'est sous la protection d'une escadre réunie à la Martinique, et venant de là à toutes voiles sur Boulogne, que devait s'opérer le passage; si la combinaison de cette réunion de l'escadre ne réussissait pas une année, elle réussirait une autre fois. Cinquante vaisseaux partant de Toulon, de Brest, de Rochefort, de Lorient, de Cadix, réunis à la Martinique, arriveraient devant Boulogne, et assureraient le débarquement en Angleterre, dans le temps que les escadres anglaises seraient à courir les mers pour couvrir les deux Indes.

XX^e^ NOTE.

(Page 52.)

« Pichegru fut trouvé étranglé dans son lit. On ne manqua pas de dire « que c'était par mes ordres. Je fus totalement étranger à cet événement. « Je ne sais pas même pourquoi j'aurais soustrait ce criminel à son juge- « ment; il ne valait pas mieux que les autres, et j'avais un tribunal pour « le juger, et des soldats pour le fusiller. Je n'ai jamais rien fait d'inutile « dans ma vie.

Napoléon n'a jamais commis de crimes. Quel crime eût été plus profitable pour lui que l'assassinat du comte de Lille et du comte d'Artois? La proposition lui en a été faite plusieurs fois, notamment par *** et **. Il n'eût pas coûté deux millions. L'empereur l'a rejetée avec mépris et indignation. Aucune tentative n'a été faite sous son règne contre la vie de ces princes.

Lorsque les Espagnes étaient en armes au nom de Ferdinand, ce prince et son frère don Carlos, seuls héritiers du trône d'Espagne, étaient à Valencey, au fond du Berry; leur mort eût mis fin aux affaires d'Espagne; elle était utile, même nécessaire. Elle lui fut conseillée par ****; mais elle était injuste et criminelle. Ferdinand et don Carlos sont-ils morts en France ?

On pourrait citer dix autres exemples : ces deux seuls suffisent, parce qu'ils sont les plus

marquants. Des mains accoutumées à gagner des batailles avec l'épée, ne se sont jamais souillées par le crime, même sous le vain prétexte de l'utilité publique : maxime affreuse qui, de tous temps, fut celle des gouvernements faibles, et que désavouent la religion, l'honneur et la civilisation européenne.

Napoléon est parvenu au sommet des grandeurs humaines, par les voies directes, sans jamais avoir commis une action que la morale désavoue. En cela, son élévation est unique dans l'histoire. Pour régner, David fit périr la maison de Saül, son bienfaiteur; César alluma la guerre civile, et détruisit le gouvernement de sa patrie; Cromwell fit périr son maître sur l'échafaud : Napoléon fut étranger à tous les crimes de la révolution. Quand sa carrière politique commença, le trône était écroulé; le vertueux Louis XVI avait péri; les factions déchiraient la France. C'est par la conquête de l'Italie, c'est par la paix de Campo-Formio, qui assurait la grandeur et l'indépendance de la patrie, que Napoléon commença sa carrière; et lorsqu'en 1800, il parvint au pouvoir suprême, c'est en détrônant l'anarchie. Son trône fut élevé par le vœu unanime du peuple français.

Ferdinand VII était à Valencey dans le châ-

teau du prince de Talleyrand, un des plus beaux sites de la France, au milieu d'une vaste forêt; il y était avec son frère et son oncle; il n'avait aucune garde; il avait tous ses officiers et domestiques, il recevait qui il voulait; il se promenait librement à plusieurs lieues, soit pour chasser, soit en calèche. Indépendamment des 72,000 francs par an que le trésor de France a payés pour le loyer de Valancey, Ferdinand recevait pour son entretien 1,500,000 francs par an. Il écrivait régulièrement tous les mois à Napoléon, et en recevait des réponses. Au 15 août et à la fête de l'impératrice, il n'a jamais manqué de faire illuminer le château et le parc de Valencey, et de distribuer des aumônes. Il demanda plusieurs fois à Napoléon d'aller à Paris, ce qui fut successivement ajourné; il le sollicita de l'adopter pour son fils et de le marier à une princesse française. Il avait la jouissance d'une très belle bibliothèque, recevait souvent des visites des gentilshommes du voisinage et des marchands de Paris, qui s'empressaient de lui porter des nouveautés. Long-temps il eut un théâtre où il faisait venir des comédiens; mais à la fin ses confesseurs lui inspirèrent des scrupules, il congédia la troupe.

Le roi Charles IV son père et la reine sa mère furent long-temps au palais de Compiègne; de

là ils allèrent à Marseille, puis à Rome, où ils furent logés dans le palais du prince Borghèse. Ils jouissaient d'un traitement de trois millions. La reine d'Étrurie, Marie-Louise, sœur de Ferdinand, fut une de celles qui prit le plus de part à la révolution d'Espagne; sa correspondance avec Murat, alors commandant en Espagne, est fort curieuse. Elle était du parti de sa mère, et joua un rôle très actif dans les événements de Madrid. Elle séjourna long-temps à Nice, où elle ouvrit des correspondances secrètes avec des commandants anglais dans la Méditerranée. Instruit qu'elle cherchait à quitter la France, Napoléon lui fit dire qu'il serait fort aise qu'elle voulût aller soit en Angleterre, soit en Sicile, soit en tout autre pays de l'Europe. En effet, cette princesse n'était d'aucune importance, et son départ eût épargné au trésor 500,000 francs.

De tout temps Ferdinand a témoigné la plus grande aversion pour les cortès. Les Espagnols pleureront long-temps la constitution de Bayonne. Si elle eût triomphé, ils n'auraient plus de juridiction ecclésiastique en matière séculière; plus de banalité, plus de barrières intérieures. Leurs domaines nationaux ne resteraient point incultes et sans utilité pour l'état et la nation. Ils auraient un clergé séculier, une noblesse

sans priviléges féodaux, ni exemption de contributions et de charges publiques; ils seraient aujourd'hui un autre peuple.

Ferdinand avait dit souvent qu'il préférait rester à Valencey que de régner en Espagne avec les cortès; cependant lorsqu'en 1813 Napoléon lui fit proposer de remonter sur son trône, il n'hésita pas. Le comte de Laforest lui fut envoyé pour cette négociation. Le traité fut bientôt rédigé : aucune condition n'était imposée à Ferdinand; car on n'appellera pas condition l'engagement qu'il prit de maintenir les ventes des domaines nationaux faites pendant son absence, et de ne rechercher aucune des personnes qui avaient exercé des emplois. Ferdinand alors manifesta hautement la résolution de prendre en Espagne les choses comme il les trouverait, et de régner en roi constitutionnel. Sitôt que le traité fut conclu, il proposa de nouveau de contracter, par un mariage, une alliance plus étroite avec Napoléon. Cette demande ne fut ni rejetée ni acceptée. On répondit que le moment n'était pas venu d'y souscrire, et que, lorsque Ferdinand serait rassis sur son trône, s'il renouvelait sa demande de Madrid, elle serait alors accueillie comme elle devait l'être.

Le traité de Valencey avait été négocié avec le plus grand secret. Il importait que les An-

glais n'en fussent point instruits; ils eussent contrarié en Espagne une opération dont le résultat devait être de rendre disponible l'armée, de manière à ce qu'elle arrivât à temps dans les plaines de Champagne, pour la campagne de 1814.

Les événements qui se tramaient alors à Paris en disposèrent autrement. Le parti qui s'agitait pour renverser Napoléon parvint à pénétrer le secret de cette négociation; il tenta de lui faire persuader que sa gloire s'opposait à ce qu'il renonçât à l'Espagne, et d'obtenir de lui qu'il ne ratifiât pas le traité de Valencey. N'ayant pas réussi, il en divulgua l'existence, et employa toutes les ressources de l'intrigue pour retarder le départ de Ferdinand, afin de retarder ainsi le retour en France de l'armée d'Espagne. Ferdinand devait quitter Valencey dans le courant de novembre 1813, et cependant il ne repassa les Pyrénées qu'en mars 1815!

XXI^e^ NOTE.

(Page 59.)

« Les Russes débouchaient seulement. Les débris autrichiens coururent se réfugier sous leurs drapeaux. L'ennemi voulut tenir à Austerlitz; il fut battu. Les Russes se retirèrent en bon ordre, et me laissèrent l'empire d'Autriche. »

Le soir d'Austerlitz, les Russes ne firent pas leur retraite en bon ordre : tout leur parc d'artillerie fut pris, les débris de leur armée qui échappèrent se sauvèrent sans sacs ni armes. L'empereur Alexandre, cerné à Hoelich, eût été fait prisonnier, s'il ne s'était engagé à évacuer la Hongrie par la route d'étapes qui fut indiquée par l'armistice.

XXII^e. NOTE.

(Page 60.)

« La campagne recommença. Je suivis la retraite des Russes. J'arrivai « en Pologne. Un nouveau théâtre s'ouvrait à nos armes. J'allai voir cette « vieille terre de l'anarchie et de la liberté, courbée sous un joug étran« ger; les Polonais attendaient ma venue pour le secouer. »

La campagne ne recommença pas. Les Français ne poursuivirent pas les Russes en Pologne; les Russes se retirèrent avec une grande précipitation chez eux. La paix fut signée à Presbourg avec l'Autriche, et une convention faite à Vienne avec la Prusse. Napoléon revint à Paris, son armée repassa le Danube et l'Inn ; et si elle a été en Pologne, ce n'est pas en conséquence de la bataille d'Austerlitz, mais après la campagne d'Iéna ; ce n'est pas par la route de Vienne, mais par celle de Berlin. Il y a ici un anachronisme d'un an : la bataille d'Austerlitz est du

2 décembre 1805; celle d'Iéna du 14 octobre 1806; celle d'Eylau du 8 février 1807; celle de Friedland du 14 juin 1807; la paix de Tilsitt est du 7 juillet 1807. Quelle ignorance des faits!

Napoléon voulait rétablir le royaume de Pologne, parce que c'était le seul moyen d'opposer une digue à cet empire formidable qui menaçait d'envahir tôt ou tard l'Europe. Si, à l'exemple de Paul, Alexandre ne tourne pas ses regards vers l'Inde pour acquérir des richesses et fournir de l'occupation à ses peuplades nombreuses de Cosaques, de Kalmoucks et autres barbares, qui ont pris en Allemagne et en France le goût du luxe, il sera contraint, pour prévenir une révolution en Russie, de faire une irruption dans le midi de l'Europe. S'il réussit à amalgamer franchement la Pologne et la Russie, en réconciliant les Polonais avec le gouvernement russe, tout devra fléchir sous son joug; l'Europe et l'Angleterre surtout regretteront de n'avoir pas relevé le royaume de Pologne indépendant de la Russie, et d'en avoir fait à Vienne une province russe; mais alors le ministère anglais était aveuglé par sa haine contre Napoléon. Il ne fit que des fautes : si le congrès de Vienne eût signé la paix avec Napoléon, l'Europe serait tranquille aujourd'hui, l'esprit révolutionnaire ne minerait pas tous les trônes.

En France, il aurait été comprimé et satisfait par des institutions nouvelles.

XXIII^e^ NOTE.

(Page 62.)

« Si les Russes nous avaient attaqués le lendemain, nous aurions été « battus; mais leurs généraux n'ont heureusement pas de ces inspira- « tions. »

Les Russes ne pouvaient pas attaquer le lendemain de la bataille d'Eylau, c'est-à-dire le 9 février; parce que, dès cinq heures du soir, le 8, ils avaient abandonné le champ de bataille, qui fut occupé par le troisième corps de l'armée française, et qu'à trois heures du matin, le 9, l'armée russe ralliait ses débris sous les remparts de Kœnisberg, à six lieues du champ de bataille, ayant abandonné tous ses blessés et partie de son artillerie. Mais, en supposant que l'armée russe fût restée sur le champ de bataille, et qu'elle eût pu attaquer le 9 au matin, les corps des maréchaux Ney et Bernadotte, qui n'avaient point pris part à la bataille, étaient arrivés dans la nuit; si les Russes avaient été battus par l'armée française en l'absence de ces deux corps, comment concevoir qu'ils eussent été vainqueurs de l'armée française, renforcée de six divisions?

XXIV• NOTE.

(Page 64.)

« J'étais seul capable de porter la couronne de fer, et je la mis sur ma « tête. »

Toutes les organisations d'Italie étaient provisoires. Napoléon voulait faire de cette grande péninsule une seule puissance, et c'est en conséquence de ce projet qu'il se réserva pour lui-même la couronne de fer, afin de tenir dans ses mains la direction des différents peuples d'Italie. Il aima mieux réunir à l'empire, Rome, Gênes, la Toscane, le Piémont, que de les joindre au royame d'Italie, parce que ces peuples le préféreraient, et aussi parce que l'impulsion impériale y serait plus forte; que c'était un moyen d'appeler en France un grand nombre d'habitants de ces contrées, et d'y envoyer en échange un même nombre de Français; que c'était appeler les conscrits, les matelots de ces provinces dans les cadres des régiments français ou des équipages de Toulon. Pour Naples seulement, il fallut suivre une marche différente, et donner au provisoire qu'on y avait établi une apparence de définitif. Cette grande ville était accoutumée à une grande indépen-

dance. Ferdinand était en Sicile et l'escadre anglaise sur les côtes de Naples; mais au moment de la proclamation de toute l'Italie en un seul royaume, et du sacre à Rome, comme roi d'Italie, du second fils que Napoléon aurait de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, les Italiens de Sicile, de Sardaigne, de Naples, de Venise, de Gênes, de Piémont, de Toscane, de Milan, se fussent avec enthousiasme serrés autour du trône de l'antique et noble Italie. Napoléon n'avait pas disposé du grand-duché de Berg. Son intention était d'y replacer Joachim quand il quitterait Naples.

XXV^e^ NOTE.

(Page 65.)

« Le cadet de mes frères était assez jeune pour attendre. »

Le cadet était Jérôme, qui, à l'époque dont parle l'auteur, était roi de Westphalie; il n'avait donc pas besoin d'attendre. Mais cet écrivain, qui d'ailleurs fait preuve d'esprit, se perd dans les ténèbres : il veut bâtir au milieu des brouillards, il veut toujours que la paix de Tilsitt soit avant Iéna; c'est un anachronisme de treize mois.

XXVI^e^ NOTE.

(Page 69.)

« J'instituai une caste intermédiaire. Elle était démocratique, parce « qu'on y entrait à toute heure et de partout : elle était monarchique, « parce qu'elle ne pouvait pas mourir. »

L'institution d'une noblesse nationale n'est pas contraire à l'égalité, elle est nécessaire au maintien de l'ordre social; aucun ordre social ne peut être fondé sur la loi agraire : le principe de la propriété et de la transmission par contrat de vente, donation entre-vifs ou acte testamentaire, est un principe fondamental qui ne déroge pas à l'égalité. De ce principe dérive la convention de transmettre de père en fils le souvenir des services rendus à l'état. La fortune peut être quelquefois acquise par des moyens honteux et criminels. Les titres acquis par des services rendus à l'état sortent toujours d'une source pure et honorable, leur transmission à sa postérité n'est qu'une justice. Lorsque Napoléon proposa à un grand nombre d'hommes de la révolution, les plus partisans des principes de l'égalité, la question de savoir si l'établissement de ces titres héréditaires était contraire aux principes de l'égalité, tous répondirent que non.

En établissant une noblesse héréditaire nationale, Napoléon avait trois buts : 1° Réconcilier la France avec l'Europe; 2° réconcilier la France ancienne avec la France nouvelle; 3° faire disparaître en Europe les restes de la féodalité, en rattachant les idées de noblesse aux services rendus à l'état, et les détachant de toute idée féodale.

Toute l'Europe était gouvernée par des nobles qui s'étaient fortement opposés à la marche de la révolution française; c'était un obstacle qui partout contrariait l'influence française. Il fallait le faire disparaître, et pour cela revêtir de titres égaux aux leurs les principaux personnages de l'empire. Le succès fut complet, la noblesse européenne cessa dès-lors d'être opposée à la France, et vit avec une secrète joie une nouvelle noblesse qui, par cela qu'elle était nouvelle, lui paraissait inférieure à l'ancienne; elle ne prévoyait pas la conséquence du système français, qui tendait à déraciner, à dépriser la noblesse féodale, ou du moins à l'obliger à se reconstituer à nouveau titre.

L'ancienne noblesse de France, en retrouvant sa patrie et une partie de ses biens, avait repris ses titres; elle se considérait, non légalement, mais de fait, plus que jamais comme une race privilégiée; toute fusion ou amalgame avec

les chefs de la révolution était difficile : la création de nouveaux titres fit disparaître entièrement ces difficultés ; il n'y eut aucune ancienne famille qui ne s'alliât volontiers avec les nouveaux ducs ; en effet, les Noailles, les Colbert, les Louvois, les Fleury, étaient de nouvelles maisons ; dès leur origine, les plus anciennes maisons de France avaient brigué leur alliance ; c'est ainsi que les familles de la révolution se trouvaient consolidées, et l'ancienne et la nouvelle France réunies. Ce fut à dessein que le premier titre que Napoléon donna fut au maréchal Lefebvre : ce maréchal avait été simple soldat, et tout le monde dans Paris l'avait connu sergent aux gardes-françaises.

Son projet était de reconstituer l'ancienne noblesse de France. Toute famille qui comptait dans ses ancêtres un cardinal, un grand-officier de la couronne, un maréchal de France, un ministre, etc., eût été pour cela seul apte à solliciter au conseil du sceau le titre de duc ; toute famille qui aurait eu un archevêque, un ambassadeur, un premier président, un lieutenant-général ou un vice-amiral, le titre de comte ; toute famille qui aurait eu un évêque, un maréchal-de-camp, un contre-amiral, un conseiller d'état, un président à mortier, le titre de baron. Ces titres n'auraient été octroyés qu'à la charge

par les impétrants d'établir pour les ducs un majorat de 100,000 francs de revenu; pour les comtes, de 30,000 francs; pour les barons, de 10,000 francs : cette règle, qui régissait le passé et le présent, devait régir l'avenir. De là sortait une noblesse historique, qui liait le passé, le présent et l'avenir, et qui était constituée non sur les distinctions du sang, ce qui est une noblesse imaginaire, puisqu'il n'y a qu'une seule race d'hommes, mais sur les services rendus à l'état. De même que le fils d'un cultivateur pouvait se dire : je serai un jour cardinal, maréchal de France ou ministre, il pouvait se dire : je serai un jour duc, comte ou baron; de même qu'il pouvait se dire : je ferai le commerce, je gagnerai plusieurs millions que je laisserai à mes enfants. Un Montmorency eût été duc, non pas parce qu'il était Montmorency, mais parce qu'un de ses ancêtres avait été connétable, et avait rendu de grands services à l'état. Cette vaste idée changeait le plan de la noblesse qui n'était que féodale, et élevait sur ses débris une noblesse historique, fondée sur l'intérêt de la patrie et les services rendus aux peuples et aux souverains. Cette idée, comme celle de la légion d'honneur, comme celle de l'université, était éminemment libérale; elle était propre à la fois à consolider l'ordre social

à anéantir le vain orgueil de la noblesse; elle détruisait les prétentions de l'oligarchie, et maintenait dans son intégrité la dignité et l'égalité de l'homme. C'était une idée-mère, organisatrice, libérale; elle eût caractérisé le nouveau siècle. Napoléon ne mettait aucune précipitation dans l'exécution de ses projets; il croyait avoir du temps devant lui. Il disait souvent à son conseil d'état : « J'ai besoin de vingt ans pour accomplir mes projets. » Il lui en a manqué cinq.

XXVII^e^ NOTE.

(Page 74.)

« Sa neutralité (la Prusse) m'avait surtout été essentielle dans la dernière campagne; pour m'en assurer, il lui fut fait quelque ouverture de la cession du Hanovre. »

Comment la Prusse était-elle restée neutre? N'avait-elle pas signé en septembre, pendant que l'armée française marchait de Ulm à Vienne, la fameuse convention de Postdam? adhérant éventuellement à la coalition de la Russie, de l'Autriche et de l'Angleterre, n'avait-elle pas juré haine à la France sur le tombeau du grand Frédéric? Deux jours avant la bataille d'Austerlitz, en décembre 1805, le comte de Haugwitz, premier ministre du roi de Prusse, se rendit à Brünn en Moravie; il eut deux audiences de Na-

poléon; mais les avant-postes français et russes étaient aux mains; Napoléon lui dit d'aller attendre à Vienne l'issue de la bataille : « Je les « battrai, ne me dites rien aujourd'hui, je ne « veux rien savoir. » Haugwitz, qui n'était pas novice dans les affaires, ne se le fit pas dire deux fois. La bataille d'Austerlitz eut lieu le 2 décembre, et le 15 la Prusse renonça, par la convention de Vienne, au traité de Potsdam et au serment du tombeau. Elle céda Wesel, Bayreuth, Neuchâtel à la France, qui par contre consentit à ce que Frédéric-Guillaume s'emparât du Hanovre et le réunît à sa couronne. Comment la Prusse aurait-elle demandé à Tilsitt le Hanovre, qui déjà lui avait été cédé par la convention de Vienne? Par le traité de Tilsitt, elle n'a fait que perdre; elle a cédé ce qu'elle possédait en Pologne et ses états sur la gauche de l'Elbe; elle a abandonné l'électorat de Hesse-Cassel. Cette erreur de date rend absurdes tous les raisonnements de l'auteur sur cette époque.

XXVIII^e^ NOTE.

(Page 75.)

« Je refusai tout, et le Hanovre reçut une autre destination. »

En vertu de la convention du 15 décembre 1805, la Prusse pouvait s'emparer du Hanovre,

mais cette convention n'obtint à Berlin qu'une ratification conditionnelle ; la ratification définitive donna lieu à des discussions qui se prolongèrent une partie de 1806. Cependant la Prusse occupa enfin le Hanovre, et tout paraissait arrangé lorsqu'elle déclara la guerre. Elle n'y fut pas provoquée par la France; elle fut entraînée par l'effervescence des passions de la jeunesse de Berlin, et trompée par une dépêche du marquis de Lucchesini, son ministre à Paris, qui assurait que le traité signé alors à Paris par le comte d'Oubril faisait contracter à la France et à la Russie des engagements contraires aux intérêts de la Prusse. Dans le premier moment d'effroi, la Prusse courut aux armes. Quoi ! pour faire face aux Russes et aux Français ! Pourquoi pas ? Dans la guerre de Sept-Ans n'avait-elle pas tenu tête à la France, à la Russie et à l'Autriche ? Mais le cabinet de Berlin ne tarda pas à être parfaitement rassuré du côté de l'empereur de Russie, qui désavoua son plénipotentiaire, le comte d'Oubril, et ne ratifia pas le traité de Paris, qui d'ailleurs ne faisait aucune mention de la Prusse. Après s'être préparé à lutter contre ces deux puissances, le roi, ne se trouvant plus avoir à combattre que la France, et étant au contraire assuré du secours de la Russie, ne douta pas de la victoire. Quelques

semaines après (le 14 octobre 1806), la bataille d'Iéna décida de la guerre. On se demande si l'auteur de cet écrit était en Asie, en Afrique ou en Sibérie, quand ces événements ont eu lieu ?

XXIX^e^ NOTE.

(Page 79.)

« Je voulus corriger au moins ce que j'avais fait en Prusse, en organisant la confédération du Rhin, parce que j'espérais contenir l'un par « l'autre. »

La confédération du Rhin a précédé la bataille d'Iéna de trois mois!!! L'histoire n'est pas de la métaphysique : on ne peut pas l'écrire d'imagination, et bâtir à volonté ; il faut d'abord l'apprendre.

XXX^e^ NOTE.

(Page 87.)

« Avec de tels soldats, quel est le général qui n'eût aimé la guerre ? « Je l'aimais, je l'avoue, et cependant je n'ai plus senti en moi, depuis « l'affaire d'Iéna, la plénitude de confiance, ni le mépris de l'avenir auxquels j'avais dû mes premiers succès. »

Les batailles de Pultusk, d'Eylau, la prise de Dantzick, la bataille de Friedland, sont de 1807; les batailles d'Espinosa, de Burgos, de Tudela, de Somosiera ; la prise de Madrid, l'opération contre l'armée du général Moore, ont eu lieu

en 1808. Les batailles de Tann, d'Abensberg, la manœuvre de Landshut, la bataille d'Echmühl, la prise de Vienne, les batailles d'Essling et de Wagram, la paix de Vienne de 1809, sont postérieures de trois ans à la bataille d'Iéna. La bataille d'Abensberg, la manœuvre de Landshut et la bataille d'Echmühl sont les plus hardies, les plus belles, les plus savantes manœuvres de Napoléon. La bataille de la Moskowa est le plus brillant de ses faits d'armes; elle est de 1812, six ans après Iéna. Les batailles de Lutzen, de Wurschen, sont de 1813; celles de Champ-Aubert, de Montmirail, de Vauchamp, de 1814. La marche de vingt jours de Cannes à Paris, les batailles de Ligny, de Mont-Saint-Jean, de 1815!!

XXXI^e^ NOTE.

(Page 91.)

« Je comprenais la nécessité de me séparer d'une femme dont je ne « pouvais plus attendre de postérité (j'y répugnais par la douleur de quit- « ter la personne que j'ai le plus aimée; je fus long-temps avant de m'y ré- « soudre; mais elle s'y résigna d'elle-même, avec le dévouement qu'elle « a toujours eu pour moi. J'acceptai son sacrifice, parce qu'il était indis- « pensable. »

Le divorce de l'impératrice Joséphine est unique en son genre dans l'histoire. Il n'altéra en rien l'union des deux familles. Ce fut un sa-

crifice pénible, également partagé par les deux époux, mais fait aux intérêts de la politique. Le mariage est considéré en France comme un acte civil et un sacrement religieux : il faut, pour en opérer la dissolution, la double intervention de l'autorité civile et de l'église. L'autorité civile compétente pour prononcer la dissolution du mariage de Napoléon était le sénat. Les deux époux déclarèrent dans une assemblée de famille leur assentiment au divorce. Cette cérémonie se fit dans les grands appartements des Tuileries ; elle fut extrêmement intéressante : les larmes coulaient des yeux de tous les spectateurs. Le consentement constaté par l'archichancelier, la dissolution du mariage fut prononcée par le sénat. L'impératrice quitta les Tuileries et se rendit à la Malmaison. Tous les meubles des appartements de Napoléon, dans cette petite mais délicieuse campagne, restèrent à leur même place. Elle eut en outre la terre de Navarre et un domaine de deux millions, qu'elle employa en grande partie à encourager les arts, à soulager les malheureux. La Malmaison est à trois lieues de Paris, à une de Saint-Cloud. Elle y demeura constamment. Pendant l'espace de cinq ans, elle y reçut trois ou quatre visites de Napoléon. Toute la cour y allait régulièrement. Lorsque les alliés entrèrent à Paris, l'empereur

François, l'empereur de Russie et le roi de Prusse y firent de fréquentes visites.

Le prince qui avait été adopté par Napoléon pour lui succéder à la couronne d'Italie, au défaut de ses enfants naturels et légitimes, était considéré comme un prince du sang italien. Il jouissait en Italie d'un apanage en biens-fonds évalués vingt-cinq millions. Il a épousé, en 1806, la fille aînée du roi de Bavière, princesse belle et gracieuse.

Une cousine de l'impératrice Joséphine, Stéphanie Beauharnais, fut mariée, en 1806, au grand-duc de Bade : elle règne actuellement à Carlsruhe; elle a plusieurs enfants; elle est jolie, spirituelle, et réunit toutes les graces de son sexe.

Une autre cousine de l'impératrice Joséphine fut mariée au prince d'Aremberg, une des premières maisons de la Belgique, jouissant d'une principauté souveraine. Ce mariage n'a pas réussi aussi bien que le premier, mais c'est par la faute de la princesse. Ce prince commandait un régiment de chasseurs; il se distingua dans la guerre d'Espagne, où il fut fait prisonnier par l'armée anglaise. Napoléon attachait quelque importance à ce mariage. Il avait le projet de faire le prince d'Aremberg gouverneur-général des Pays-Bas, et d'établir cette cour à Bruxel-

les, pour donner à la Belgique une nouvelle preuve de sa sollicitude. C'est dans cette pensée qu'il acheta de ses deniers le château de Lacken du prince de Saxe-Teschen et le fit superbement meubler. Une autre cousine de Joséphine fut demandée en mariage par Ferdinand VII pour régner sur les Espagnols.

Le mariage civil de Napoléon annulé par la décision du sénat, l'officialité de Paris fit les informations d'usage dans la religion catholique, et prononça la dissolution du mariage. La cour de Rome éleva alors la prétention d'en connaître; mais le clergé de France déclara que cela était contraire aux priviléges de l'église gallicane; qu'un souverain aux yeux de Dieu n'est qu'un *homme*, et doit être soumis à la juridiction de sa paroisse et de son évêque. L'autorité archiépiscopale à Vienne dut examiner cette question avant la célébration du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse d'Autriche. Le jugement de l'officialité de Paris lui fut communiqué, et elle y adhéra par une décision formelle.

Le divorce de Napoléon fit grand bruit. Son trône, le plus élevé de l'Europe, fut l'objet de l'ambition de toutes les maisons régnantes; la politique y appelait trois princesses : une de la maison de Russie, une de la maison d'Autriche, une de la maison de Saxe.

Des négociations ouvertes furent entamées avec la Russie. Il en avait déjà été dit quelques mots par l'empereur Alexandre à Erfurt.

Une lettre du comte de Narbonne au ministre de la police Fouché annonça que quelques insinuations lui avaient été faites, à son passage à Vienne, sur le choix de Napoléon, et qu'il avait pu en conclure qu'une alliance avec une archiduchesse pourrait entrer dans les vues de l'Autriche. Napoléon ne pouvait faire aucune démarche directe avant de connaître les dispositions de l'empereur Alexandre. Il fit sonder le prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, et cette négociation particulière fut conduite de manière à ce que l'ambassadeur se trouvât engagé sans que Napoléon le fût, dans le cas où le mariage avec la sœur de l'empereur Alexandre éprouverait des difficultés. Ces difficultés se manifestèrent en effet; il y eut à ce sujet des dissentiments d'opinion dans la famille impériale russe. Cependant il paraît que l'empereur Alexandre n'hésitait pas; mais on exigeait que la princesse qui deviendrait épouse de Napoléon, eût une chapelle russe dans l'intérieur du palais des Tuileries, avec ses popes, son clergé, et le libre exercice de sa religion. Des négociations avaient été faites à ce sujet; on attendait les

réponses de Pétersbourg pour prendre un parti. Ces réponses arrivèrent. On s'était assuré que l'ambassadeur d'Autriche, qu'il eût ou qu'il n'eût pas reçu des instructions, donnerait, lorsqu'il en serait temps, un plein assentiment à l'alliance projetée. Le prince de Schwartzemberg était absent pour une partie de chasse ; un courrier lui fut expédié : il accourut à Paris pour attendre l'événement.

Un conseil privé extraordinaire fut convoqué pour quatre heures après midi, et la question du choix à faire y fut posée après la lecture des dépêches de Saint-Pétersbourg. Les opinions furent divisées entre une princesse saxonne, une princesse russe et une princesse autrichienne. Ce dernier avis fut celui de la majorité ; il fut déterminé par la haute considération du maintien de la paix générale. On observa que, de toutes les puissances, l'Autriche était celle qui concevrait le plus d'inquiétudes sur les intentions de la France à son égard ; on représentait que l'alliance qu'il était question de former avec elle dissiperait tous les nuages, donnerait un motif incontestable à la confiance, et serait le gage d'une paix durable. Ces considérations furent décisives, et le mariage avec l'archiduchesse préféré. A six heures du soir, Napoléon chargea le prince Eugène de se ren-

dre chez le prince de Schwartzemberg, et de lui porter une demande formelle. Au même moment, il donna pouvoir à son ministre des affaires étrangères de signer, avec cet ambassadeur, son contrat de mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, en prenant pour modèle celui de Louis XVI avec l'archiduchesse Marie-Antoinette. A sept heures, le prince Eugène avait rendu compte de sa mission, et dans la soirée le contrat de mariage fut signé. Le prince de Neuchâtel fut envoyé à Vienne pour faire la demande dans les formes solennelles d'usage, et l'archiduc Charles épousa l'archiduchesse Marie-Louise, comme représentant de Napoléon, dont les pouvoirs lui furent remis à cet effet. L'archiduc, grand-duc de Wurtzbourg, aujourd'hui grand-duc de Toscane, représenta l'empereur d'Autriche au mariage à Paris.

Napoléon alla recevoir l'archiduchesse à Compiègne. Le mariage civil fut célébré à Saint-Cloud, le mariage religieux dans le grand salon du Musée-Napoléon. Cinq ou six cardinaux, après avoir assisté au mariage civil à Saint-Cloud, déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas assister au mariage religieux, par respect pour le saint-siége, qui devait intervenir dans le mariage des souverains. Les évêques français et la majorité des cardinaux repoussèrent cette pré-

tention avec indignation ; le pape même blâma ces cardinaux, qui furent exilés de Paris, et qu'on appela les cardinaux noirs, parce qu'il leur fut interdit par le saint-siége de porter le rouge pendant un temps déterminé.

Des fêtes splendides furent données à cette occasion. Le prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche, en donna une au nom de son maître. Il fit à cet effet construire une salle de bal dans le jardin de son hôtel. Au milieu du bal, le feu prit à des draperies de gaze : en un instant toute la salle fut en feu. Napoléon en sortit lentement, tenant l'impératrice par le bras ; le prince de Schwartzemberg resta constamment près d'elle ; elle partit pour Saint-Cloud. L'empereur resta dans le jardin jusqu'au matin. Rien ne put arrêter les progrès de l'incendie. Plusieurs personnes périrent. La princesse Schwartzemberg, née d'Aremberg, femme du frère de l'ambassadeur, était parvenue à sortir de la salle ; mais, inquiète pour un de ses enfants, elle y rentra, et fut étouffée en essayant de s'échapper par une porte qui donnait dans l'intérieur de l'hôtel. Au jour, on trouva ses malheureux restes consumés par les flammes. Le prince de Kourakin, ambassadeur de Russie, fut grièvement blessé.

En 1770, à la fête donnée par la ville de Paris pour célébrer le mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette, 2,000 personnes furent culbutées dans les fossés des Champs-Élysées, et y trouvèrent la mort. Lorsque, depuis, Louis XVI et Marie-Antoinette périrent sur l'échafaud, on se ressouvint de ce terrible accident, et l'on voulut y trouver un présage de ce qui arrivait : car c'est à l'insurrection de cette grande capitale qu'il faut spécialement attribuer la révolution. L'issue malheureuse de la fête donnée par l'ambassadeur d'Autriche, dans une circonstance semblable, pour célébrer l'alliance de deux maisons dans les personnes de Napoléon et de Marie-Louise, parut un présage sinistre. C'est au changement de politique de l'Autriche qu'il faut uniquement attribuer les malheurs de la France. Napoléon n'était pas superstitieux ; cependant il eut lui-même en cette occasion un pénible pressentiment. Le lendemain de la bataille de Dresde, lorsqu'en poursuivant l'armée autrichienne, il apprit d'un prisonnier que le bruit courait que le prince de Schwartzemberg avait été tué, il dit : « C'était « un brave homme ; mais sa mort a cela de con- « solant que c'était évidemment lui que mena- « çait l'augure malheureux de son bal. » Deux

heures après on sut au quartier-général que c'était Moreau, et non le prince de Schwartzemberg qui avait été tué la veille.

XXXII^e^ NOTE.

(Page 100.)

« L'archiduc fit en revanche une très belle marche. Il devina mon projet, et gagna les devants. Il se porta rapidement sur Vienne, par la rive gauche du Danube, et prit position en même temps que moi. C'est à ma connaissance la seule belle manœuvre que les Autrichiens aient jamais faite.

« Mon plan de campagne était manqué. »

Pendant cette campagne, l'archiduc Charles fut battu, quoique son armée fût quadruple de celle de son ennemi. Il ne se porta pas sur Vienne, mais il prit position vis-à-vis Vienne, sur la rive opposée du Danube, ce qui est fort différent. Le plan de Napoléon était de s'emparer de Vienne et de toute la rive droite, pour dégager son armée d'Italie et se joindre à elle. Il réussit parfaitement, occupa Vienne, déborda l'armée du prince Jean; ce qui l'obligea à abandonner l'Italie, et permit au prince Eugène de déboucher sur le Danube par la Carniole, la Carinthie et la Styrie. Quel plan de campagne manqué! Où conduit la manie de l'esprit quoique avec de bonnes intentions! on

trahit la gloire de son pays pour faire une antithèse!!!

XXXIII^e NOTE.

(Page 100.)

« Par un bonheur inespéré, l'archiduc Jean, au lieu de contenir à « tout prix le vice-roi, se laissa battre. L'armée d'Italie le rejeta de l'autre « côté du Danube. Nous eûmes pour nous toute sa droite. »

L'arrivée du vice-roi sur le Danube fut signalée par la bataille de Raab qui est postérieure à la bataille d'Essling et non antérieure, comme l'auteur paraît le croire. La bataille d'Essling est du 22 mai 1807; celle de Raab est du 14 juin, anniversaire de Marengo : elle est donc postérieure de vingt-deux jours. Ce n'est pas le prince d'Essling, qui déboucha le premier à la bataille d'Essling, mais le maréchal Lannes. L'armée était formée dans l'île de Lobau le 21. Les ponts avaient été jetés dans la soirée du 20, et le 21 l'avant-garde se saisit d'Essling; à deux heures après midi environ, un petit combat eut lieu, et le 22 la bataille fut livrée. Dans ces deux jours, le champ de bataille resta aux Français. L'ennemi attaqua à plusieurs reprises le village d'Essling, s'en empara, et en fut toujours chassé.

A quatre heures du soir, la bataille cessa; le

village resta en la possession du général Rapp et du comte de Lobau, ce qui décida de la victoire pour nous.

Cependant le corps du maréchal Davoust était toujours sur la rive droite; les ponts ayant été rompus par la crue subite du Danube trois fois en quarante-huit heures, furent autant de fois réparés par l'activité et les soins du général Bertrand. Le corps du maréchal Davoust, les parcs d'artillerie n'avaient pas encore opéré leur passage, quand les ponts furent enlevés pour la quatrième fois, à deux heures après midi; le Danube continuant à s'élever avec une grande rapidité, le général Bertrand fit connaître l'impossibilité de les rétablir; Napoléon ordonna à l'armée de reprendre position dans l'île de Lobau, en repassant le bras du Danube qui a 60 toises de large et est très profond. L'île de Lobau est très grande, et séparée de la rive droite par le grand bras du Danube qui a 500 toises de large. Dans cette position il ne pouvait pas être attaqué. Dès le soir même, des bateaux chargés de munitions y abordèrent. La vieille garde resta en réserve, toute la bataille du 22, en avant de la tête du pont; elle ne perdit pas plus de 100 hommes par le canon, et rentra en totalité dans l'île de Lobau. Le prince Charles et les généraux autrichiens ont fait ce qu'ils devaient faire dans

cette journée, et tout ce qu'on pouvait attendre d'eux. S'ils avaient tenté de passer dans l'île de Lobau, ils auraient consommé la ruine de leur armée, qui déjà avait essuyé une perte énorme.

XXXIVe NOTE.

(Page 101.)

« Les Anglais tentaient une expédition contre Anvers, qui aurait « réussi sans leur ineptie. Ma position empirait chaque jour. »

Anvers était entouré de remparts couverts d'artillerie; sa garnison consistait en 3,000 hommes; l'arsenal maritime avait deux bataillons d'ouvriers militaires et 2,000 ouvriers civils. L'escadre, qui comptait de 9 à 10,000 matelots, mouilla sous la ville. Anvers fut alors à l'abri d'un coup de main, ayant plus de 15,000 à 18,000 hommes pour sa défense. En outre, peu après un grand nombre de bataillons de garde nationale accoururent; alors Anvers ne put plus être pris que par un siége, et, par sa situation, cette place est très difficile à investir. Pour la prendre, il eût fallu que les Anglais la surprissent; il ne fallait pas, pour cela, perdre tant de temps devant Flessingue.

Il fallait qu'un corps de 6,000 hommes débarquât dans la Meuse, se portât dans un jour au fort de Batz, s'en emparât, ainsi que de toute

l'île de Sud-Beveland; alors l'escadre française, qui était mouillée devant Flessingue, se fût trouvée coupée d'Anvers : ce qui eût entraîné sa perte et celle de la ville; mais du moment que l'escadre de l'amiral Missiessi pût mouiller sous les murs d'Anvers, l'expédition de lord Chatam était manquée : il eût dû se rembarquer; il eût sauvé 5 à 6,000 hommes qu'il perdit par son séjour dans les marais de Walcheren.

XXXV^e^ NOTE.

(Page 102.)

« J'assistai à ce passage (Danube, en 1809), parce qu'il me donnait « de l'inquiétude. »

Le général Bertrand jeta trois ponts sur pilotis sur le Danube; l'armée française, au lieu de passer en une nuit, passa à loisir dans l'île de Lobau où elle se forma.

XXXVI^e^ NOTE.

(Page 102.)

« L'intrépidité de nos troupes et une manœuvre hardie de Macdonald « décidèrent de la journée (Wagram). »

Macdonald, la veille de la bataille, s'était établi au centre de la position de l'ennemi; mais n'étant pas soutenu par sa droite, cet avantage important n'eut pas le résultat qu'il devait avoir.

Le jour de la bataille, il manœuvra avec habileté, et mérita les éloges de Napoléon; mais ce furent le changement de front, l'aile gauche en arrière, exécuté par les ordres du prince Eugène; le feu de la batterie des 100 pièces de canon de la garde, dirigé par le général Lauriston, aide-de-camp de Napoléon; le mouvement du corps du maréchal Davoust, qui tourna toute l'aile gauche de l'ennemi, qui décidèrent de la victoire.

XXXVII^e NOTE.

(Page 102.)

« L'armée autrichienne défila en désordre dans une longue plaine. »

Ce passage est évidemment écrit par un homme qui ne connaît pas le terrain et ignore le mouvement que Napoléon fit faire par Znaim au général Marmont et au maréchal Davoust.

XXXVIII^e NOTE.

(Page 118.)

« La cour d'Autriche commença par déranger mes plans sur la Pologne, en refusant de rendre ce qu'elle avait pris. »

La cour d'Autriche ne dérangea pas les plans de Napoléon dans la guerre de 1812; elle s'allia franchement à la cause de la France. Par les ar-

ticles secrets du traité de Paris, elle s'engagea à fournir un contingent de 30,000 hommes à l'armée française destinée à agir en Russie. Indépendamment des stipulations ostensibles de ce traité, on stipula, par des articles secrets, les rapports des deux puissances dans la lutte qui allait s'engager : on prévit toutes les chances ; et on ne peut mieux répondre à l'assertion erronée de l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, qu'en lui opposant les articles secrets de ce traité.

Art. 1^er^. L'Autriche ne sera point tenue de fournir le secours stipulé par l'art. 4 du traité patent, dans les guerres que la France soutiendrait ou contre l'Angleterre, ou au-delà des Pyrénées.

Art. 2. Si la guerre vient à éclater entre la France et la Russie, l'Autriche fournira ledit secours stipulé par les articles 4 et 5 du traité de ce jour. Les régiments qui doivent le former seront, dès à présent, mis en marche et cantonnés de manière qu'à dater du 1^er^ mai, ils puissent, en moins de quinze jours, être réunis sur Lemberg.

Ledit corps de troupes sera pourvu d'un double approvisionnement de munitions d'artillerie, ainsi que des équipages militaires nécessaires au transport de vingt jours de vivres.

Art. 3. De son côté, S. M. l'empereur des

Français fera toutes ses dispositions pour pouvoir opérer contre la Russie, à la même époque, avec toutes les forces disponibles.

Art. 4. Le corps de troupes fourni par S. M. l'empereur d'Autriche sera formé en trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie, commandées par un général autrichien au choix de S. M. l'empereur d'Autriche.

Il agira sur la ligne qui lui sera prescrite par S. M. l'empereur des Français, et d'après ses ordres immédiats.

Il ne pourra toutefois être divisé et formera toujours un corps distinct et séparé.

Il sera pourvu à sa subsistance en pays ennemis, suivant le même mode qui sera établi pour les corps de l'armée française, sans rien changer toutefois au régime et aux usages de détail établis par les réglements militaires de l'Autriche, pour la nourriture des troupes.

Les trophées et le butin qu'il aura faits sur l'ennemi lui appartiendront.

Art. 5. Dans le cas où, par suite de la guerre entre la France et la Russie, le royaume de Pologne viendrait à être rétabli, S. M. l'empereur des Français garantira spécialement, comme elle garantit dès à présent à l'Autriche, la possession de la Gallicie.

Art. 6. Si, le cas arrivant, il entre dans les

convenances de l'empereur d'Autriche de céder, pour être réunie au royaume de Pologne, une partie de la Gallicie, en échange des provinces-Illyriennes, S. M. l'empereur des Français s'engage, dès à présent, à consentir à cet échange. La partie de la Gallicie à céder sera déterminée d'après la base combinée de la population, de l'étendue, des revenus, de sorte que l'estimation des deux objets de l'échange ne soit pas réglée par l'étendue du territoire seulement, mais par sa valeur réelle.

Art. 7. Dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, S. M. l'empereur des Français s'engage à procurer à S. M. l'empereur d'Autriche des indemnités et agrandissements de territoire, qui non-seulement compensent les sacrifices et charges de la coopération de sadite majesté dans la guerre, mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains.

Art. 8. Si, en haine des liens et engagements contractés par l'Autriche envers la France, l'Autriche était menacée par la Russie, S. M. l'empereur des Français regardera cette attaque comme dirigée contre lui-même, et commencera immédiatement les hostilités.

Art. 9. La Porte-Ottomane sera invitée à accéder au traité d'alliance de ce jour.

Art. 10. Les articles ci-dessus resteront secrets entre les deux puissances.

Art. 11. Ils auront la même force que s'ils étaient insérés dans le traité d'alliance, et ils seront ratifiés, et les ratifications seront échangées dans le même lieu et à la même époque que celles dudit traité.

Fait et signé à Paris, le 14 mars 1812.

Un traité de même nature avait été signé le 24 février 1812, entre la France et la Prusse. Comment donc dire que Napoléon fut dérangé dans ses plans sur la Pologne par des combinaisons diplomatiques?

XXXIXe NOTE.

(Page 127.)

« Je me retirais lentement. »

L'auteur de cet écrit n'a d'idée ni de la guerre, ni de cette campagne.

Après la victoire éclatante remportée à Dresde, l'armée française ne fit point de mouvement de retraite; elle manœuvra pour porter la guerre sur la rive droite de l'Elbe, s'appuyant sur ses places fortes, notamment sur Magdebourg, et se mettant en communication avec le corps du maréchal Davoust. La défection de la Bavière contraignit Napoléon à changer de projet. Ce

n'est qu'après la bataille de Leipsick que les alliés furent maîtres des opérations de la campagne.

XL^e^ NOTE.

(Page 132.)

« J'ai accusé le général Marmont de m'avoir trahi; je lui rends justice « aujourd'hui : aucun soldat n'a trahi la foi qu'il devait à son pays. »

Plût à Dieu qu'une pareille assertion fût vraie! Le maréchal Marmont n'a point trahi en défendant Paris. L'armée, la garde nationale parisienne, cette jeunesse si brillante des écoles, se sont couvertes de gloire sur les hauteurs de Montmartre; mais l'histoire dira que, sans la défection du 6^e^ corps, après l'entrée des alliés à Paris, ils eussent été forcés d'évacuer cette grande capitale; car ils n'eussent jamais livré bataille sur la rive gauche de la Seine, en ayant derrière eux Paris, qu'ils n'occupaient que depuis trois jours; ils n'eussent pas violé ainsi toutes les règles, tous les principes du grand art de la guerre. Les malheurs de cette époque sont dus aux défections des chefs du 6^e^ corps et de l'armée de Lyon, et aux intrigues qui se tramaient dans le sénat.

XLI^e NOTE.

(Page 135.)

« J'étais prisonnier (à Fontainebleau); je m'attendais à être traité « comme tel. »

Napoléon, à Fontainebleau, avait encore autour de lui 25,000 hommes de sa garde. Rien ne s'opposait à ce qu'il ralliât les 25,000 hommes de l'armée de Lyon, les 18,000 que le lieutenant-général Grenier ramenait d'Italie, les 15,000 du maréchal Suchet, les 40,000 du maréchal Soult, et reparût sur le champ de bataille, à la tête de plus de 100,000 combattants. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie. Il aurait long-temps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient aux calculs; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix : il n'hésita pas sur le sacrifice qui semblait lui être demandé dans l'intérêt de la France. Après avoir tout fait pendant vingt ans pour le bonheur et la gloire du peuple français, il se livra volontairement, et remit à la nation la couronne qu'il avait reçue d'elle.

Lorsque, de sa retraite de l'île d'Elbe, il ap-

prit que les factions s'agitaient en France, que les partis se formaient, que la guerre civile devenait imminente, et que toutes ses horreurs allaient éclater de nouveau sur notre belle patrie, il sentit que son espoir avait été déçu. Fidèle à sa devise, *tout pour le peuple français*, il résolut de rentrer en France, non avec l'ambition de reconquérir son trône, mais pour se placer entre les factions. Il avait toujours pensé que la France ne voulait que l'égalité ; et il la lui avait donnée tout entière. Les événements venaient de lui apprendre qu'elle voulait aussi la liberté ; et il avait résolu de rendre le peuple français le plus libre de tous les peuples de la terre.

A la fin de janvier 1815, le congrès de Vienne décida de transférer Napoléon à Sainte-Hélène, et de violer toutes les stipulations du traité de Fontainebleau. Déjà le cabinet des Tuileries avait prouvé qu'il ne voulait remplir aucun des engagements qu'il avait contractés par ce traité; mais ces circonstances n'eurent aucune influence sur les résolutions de Napoléon ; ce n'était pas de lui qu'il s'agissait dans le parti qu'il avait à prendre. Une conspiration existait, mais son retour n'en était pas l'objet. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Il n'a été appelé par aucune conspiration : c'est avec l'imagination et l'opinion des grandes masses qu'il a constamment agi. Il comptait sur l'amour du peuple français et de l'armée; sa marche et les acclamations qui l'ont accompagné du golfe Juan à Paris, ont surpris tout le monde, excepté lui.

Le maréchal Soult a servi le roi de bonne foi; il fut alors accusé de trahison par un parti toujours extrême; mais ces mouvements de troupes qu'on lui reprochait, leur placement si d'accord par le fait avec la marche de Napoléon, avaient été exécutés par l'ordre précis du roi et sur la demande réitérée des plénipotentiaires français au congrès de Vienne. Quand il apprit le débarquement à Cannes, il crut que la gendarmerie en ferait raison, si Napoléon n'avait pour but l'Italie. Le duc Cambacérès, le duc de Rovigo, le duc d'Otrante, le comte Carnot, ont souvent avoué à Napoléon dans les cent jours, que telle était aussi leur opinion; qu'ils ne supposaient pas qu'il pût jamais arriver à Paris, et que les événements qui venaient de se passer avaient été pour eux une révélation des sentiments secrets du peuple et de l'armée.

XLII• NOTE.

(Page 146.)

« Mon attitude pacifique endormit la nation. »

Napoléon, qui a constamment, pendant ces trois mois, travaillé quinze à seize heures par jour, ne peut pas dire qu'il était endormi. Jamais, dans aucune époque de l'histoire, on ne fit plus de choses en trois mois. Il réarma, approvisionna une centaine de places fortes, réprima la guerre civile dans Marseille, Bordeaux et la Vendée; il recruta l'armée, fit fabriquer des armes, confectionner des habillements, lever des chevaux.

Dans les six mois de 1814, l'armée française avait reçu une nouvelle organisation. En mars 1815, elle se composait de cent cinq régiments d'infanterie, cinquante-sept régiments de cavalerie de ligne, quatre régiments de cavalerie de l'ancienne garde. L'effectif de chaque régiment d'infanterie était de 900 hommes, dont 600 disponibles pour la guerre; l'effectif de la cavalerie était de 25,000 hommes et 16,000 chevaux. La France pouvait avec peine mettre en campagne 80,000 hommes, force à peine suffisante pour garder les places fortes et les prin-

cipaux établissements maritimes. Toutes les flottes étaient désarmées et les équipages congédiés. Les seules troupes qu'eût sur pied la marine étaient huit bataillons de canonniers. Le matériel de l'artillerie pouvait fournir aux besoins des plus grandes armées, et réparer les pertes qu'elles pourraient faire pendant plusieurs campagnes. Mais les arsenaux ne contenaient que 100,000 fusils neufs et 300,000 à réparer; cela était très insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées; les palissades et les approvisionnements de siége avaient été vendus.

Huit cent mille hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'Europe. Napoléon créa les cadres des 3e, 4e et 5e bataillons des régiments d'infanterie, des 4e et 5e escadrons des régiments de cavalerie; ceux de trente bataillons de train d'artillerie, de vingt régiments de jeune garde, de dix bataillons d'équipages militaires et de vingt régiments de marine. On requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite, chacun fort de 560 hommes. On rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires; tous quittèrent leurs occupations pour endosser leur vieil uniforme : cet appel devait produire deux cent mille hommes. La conscription de 1815 fut rappelée : elle devait donner cent

quarante mille hommes. Un appel de deux cent cinquante mille hommes devait être proposé aux chambres dans le courant de juillet : la levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en retraite ou en réforme, s'élevait à plus de cent mille : trente mille étaient en état de servir ; on les rappela sous les drapeaux.

Mais l'objet le plus important était les armes à feu : l'artillerie prit les mesures nécessaires ; elle parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût pu faire confectionner en six mois. Il y eut dans la capitale plus d'activité qu'en 1793, mais avec cette différence que tout était alors gaspillage, anarchie et désordre ; et qu'en 1815 tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration.

Les manufactures de draps, propres à l'habillement des troupes, étaient nombreuses en 1812 et 1813 : elles pouvaient fournir à tous les besoins des armées ; mais en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le trésor avança plusieurs millions aux fabriques de draps pour les relever.

Les fournisseurs avaient livré 20,000 chevaux de cavalerie avant le premier juin ; 10,000 tout dressés avaient été fournis par la gen-

darmerie qui avait été démontée : le prix en fut payé comptant aux gendarmes qui, dans huit jours, se remontèrent en achetant des chevaux de leur choix. On avait le projet de prendre de nouveau la moitié de ces chevaux dans le courant de juillet. Des marchés avaient été passés pour 14,000 autres ; enfin on avait, au premier juin, 46,000 chevaux de cavalerie et 18,000 d'artillerie.

Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant; la plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulaient même des avances; cependant la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude : toutes les dépenses de l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées; le grand système des travaux publics avait repris dans toute la France. Le trésor négocia quatre millions de rentes de la caisse d'amortissement à 50 p. o/o, qu'il remplaça en crédit de bois nationaux : cela lui produisit, net de tous comptes, quarante millions argent comptant, qui rentrèrent avec une incroyable rapidité.

Au 1^er^ octobre, la France aurait eu un état militaire de huit à neuf cent mille hommes complètement organisés, armés et habillés. Le problème de son indépendance consistait désormais à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'au 1^er^ oc-

tobre. Les mois de juin, juillet, août et septembre étaient nécessaires; mais ils suffisaient. A cette époque, les frontières de l'empire eussent été des frontières d'airain, qu'aucune puissance humaine n'eût pu franchir impunément.

Au 1^er^ juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes était de 559,000 hommes; ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé 414,000 hommes, près de 7,000 par jour. Sur ce nombre, l'effectif de l'armée de ligne s'élevait à 363,000 hommes; celui de l'armée extraordinaire à 196,000 hommes. Sur l'effectif de l'armée de ligne, 217,000 hommes étaient présents sous les armes, habillés, armés et instruits, disponibles pour entrer en campagne. Ils furent formés en sept corps d'armée, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation et l'armée de la Vendée, répartis le long des frontières, les couvrant toutes, mais les principales forces cantonnées à portée de Paris et de la frontière de Flandre. Le 1^er^ corps prit ses cantonnements dans les environs de Lille; le 2^e^ corps fut cantonné autour de Valenciennes; le 3^e^ corps fut réuni dans les environs de Mézières; le 4^e^ corps était dans les environs de Metz, le 5^e^ corps était en Alsace; le 6^e^ corps était rassemblé à Laon; le 7^e^ corps était à Chambéry. Le 1^er^ corps d'observation, dit du

Jura, fut formé d'une division d'infanterie, de deux divisions de garde nationale d'élite, d'une division de cavalerie légère et de cinq batteries; le 2e corps d'observation, dit du Var, se composait d'une division d'infanterie, d'un régiment de cavalerie et de trois batteries; le 3e corps d'observation ou des Pyrénées-Orientales, fut rassemblé à Toulouse : il avait une division d'infanterie, un régiment de cavalerie, seize bataillons de garde nationale d'élite et trois batteries; le 4e corps d'observation était à Bordeaux : sa composition était la même.

La Vendée, après avoir arboré l'aigle impériale pendant avril, s'était insurgée en mai; le général Lamarque y commandait en chef l'armée impériale, qui se composait de huit régiments de ligne, de deux régiments de cavalerie, de dix escadrons de gendarmerie et de douze bataillons de ligne. Quatre corps de réserve de cavalerie furent cantonnés entre l'Aisne et la Sambre.

La garde impériale fut portée à vingt-quatre régiments de jeune garde, quatre de moyenne garde, quatre de vieille garde, quatre de cavalerie, et elle eut quatre-vingt-seize bouches à feu.

L'artillerie préparait un nouvel équipage de cinq cents bouches à feu de campagne, person-

nel, matériel, attelage et double approvisionnement. Indépendamment des deux cents bataillons de garde nationale d'élite, dont cent cinquante tenaient garnison dans les quatre-vingt-dix places ou forts sur les frontières de l'empire, on leva, dans le courant de mai, quarante-huit bataillons de garde nationale dans le Languedoc, la Gascogne et le Dauphiné, pour renforcer les 3e et 4e corps d'observation et compléter ainsi la défense des Pyrénées.

Mais quelque soin, quelque activité que l'on mît à reformer l'armée et à réorganiser la défense des frontières, il était à craindre, si les hostilités commençaient avant l'automne, que les armées de l'Europe conjurée ne fussent de beaucoup plus nombreuses que les armées françaises, et ce serait alors sous Paris et sous Lyon que se décideraient les destins de l'empire. Ces deux grandes villes avaient jadis été fortifiées, comme toutes les grandes capitales de l'Europe, et comme elles, elles avaient depuis cessé de l'être. Napoléon avait souvent eu la pensée, notamment au retour de la campagne d'Austerlitz, de fortifier les hauteurs de Paris. La crainte d'inquiéter les habitants, les événements qui se succédèrent avec une incroyable rapidité, l'empêchèrent de donner suite à ce projet. Il pensait qu'une grande capitale est la patrie de l'élite de

la nation; qu'elle est le centre de l'opinion, le dépôt de tout, et que c'est la plus grande des contradictions que de laisser un point aussi important sans défense immédiate. Aux époques de malheurs et de grandes calamités, les états manquent souvent de soldats, mais jamais d'hommes pour leur défense intérieure. 50,000 gardes nationaux, 2 à 3,000 canonniers défendront une capitale fortifiée contre une armée de 300,000 hommes. Ces 50,000 hommes en rase campagne, s'ils ne sont pas des soldats faits et commandés par des officiers expérimentés, seront mis en désordre par une charge de quelques milliers de chevaux. Paris avait dû dix ou douze fois son salut à ses murailles: si, en 1814, elle eût été une place forte, capable de résister seulement huit jours, quelle influence cela n'aurait-il pas eu sur les événements du monde? Si, en 1805, Vienne eût été fortifiée, la bataille d'Ulm n'eût pas décidé de la guerre; si, en 1806, Berlin avait été fortifiée, l'armée battue à Iéna s'y fût ralliée et l'armée russe l'y eût rejointe; si, en 1808, Madrid avait été fortifiée, l'armée française, après les victoires d'Espinosa, de Tudela, de Burgos et de Somo-Sierra, n'eût pas marché sur cette capitale, en laissant, derrière Salamanque et Valladolid, l'armée anglaise et l'armée espagnole.

Napoléon chargea le général Haxo de fortifier Paris. Ce général fit retrancher les hauteurs de Montmartre, les hauteurs inférieures des moulins et le plateau depuis la butte Chaumont jusqu'aux hauteurs du Père-Lachaise. Il fit achever le canal de l'Ourcq de St.-Denis au bassin de la Villette. Les terres étaient jetées sur la rive gauche pour former un rempart. Des demi-lunes furent élevées sur la rive droite pour couvrir les chaussées. Des ouvrages furent établis à l'Étoile, sous le canon de Vincennes, et des redoutes dans le parc de Bercy. Une caponnière de huit cents toises joignait la barrière du Trône à la redoute de l'Étoile. Ces ouvrages étaient armés de 700 pièces de canon au premier juin. Ceux de la rive gauche de la Seine, depuis Bercy jusqu'à la batterie de l'École-Militaire, étaient tracés, mais il fallait encore quinze jours pour les terminer. Les travaux de la défense de Lyon avaient été confiés au général du génie Léry. Le 25 juin ils étaient élevés et armés. Des magasins considérables d'approvisionnements avaient été formés dans cette grande ville, dont le patriotisme et le courage reconnus assuraient la défense.

Jamais, à aucune époque, la France ne fut moins endormie; jamais elle ne montra plus d'enthousiasme à défendre son indépendance.

Ce n'est pas en dormant qu'une nation met un cinquantième de sa population sous les armes dans un mois. Que ferait-elle donc éveillée!

XLIV^e NOTE.

(Page 147.)

« Je me suis trompé en croyant qu'on pouvait défendre les Thermo-« pyles en chargeant ses armes en douze temps. »

La nuit même de son arrivée à Paris, Napoléon délibéra si avec 35 à 36,000 hommes, les seules troupes qu'il put réunir dans le nord, il commencerait les hostilités le 1^er avril, en marchant sur Bruxelles et ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaise et prussienne, cantonnées sur les bords du Rhin, étaient faibles et disséminées, sans chefs et sans plans. Le duc de Wellington était à Vienne. Blücher était à Berlin. On pouvait espérer que l'armée française serait à Bruxelles dans les premiers jours d'avril; mais on nourrissait des espérances de paix : la France la voulait; elle aurait blâmé hautement un mouvement offensif prématuré. D'ailleurs, pour réunir ces 35 à 36,000 hommes, il eût fallu livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes depuis Calais à Philippeville, formant la triple ligne du nord. Si l'esprit public de cette frontière eût été aussi

bon que sur celles d'Alsace, des Vosges, des Ardennes ou des Alpes, cela eût été sans inconvénients; mais les esprits étaient divisés en Flandre, il était impossible d'abandonner les places fortes aux gardes nationales locales; il fallait un mois pour lever et y faire arriver des départements voisins des bataillons d'élite de garde nationale pour remplacer les troupes de ligne; enfin, le duc d'Angoulême marchait sur Lyon, les Marseillais sur Grenoble. La première nouvelle du commencement des hostilités leur eût donné des chances de succès; il était essentiel, avant tout, que le pavillon tricolore flottât sur tous les points de l'empire.

Dans le courant de mai, lorsque la France fut ralliée, mais qu'il n'était plus possible de conserver l'espoir de la paix, Napoléon médita sur le plan de campagne qu'il avait à suivre. Il s'en présentait plusieurs : le premier, de rester sur la défensive, laissant les alliés prendre sur eux tout l'odieux de l'agression, et s'engager dans nos places fortes, pénétrer sous Paris et Lyon, et là, commencer, sur ces deux bases, une guerre vive et décisive. Ce projet avait bien des avantages : 1° les alliés ne pouvaient être prêts à entrer en campagne que le 15 juillet, ils n'arriveraient devant Paris et Lyon que le 15 août; les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e corps, les quatre corps

de grosse cavalerie et la garde, se concentreraient sous Paris, ces corps avaient, au 5 juin, 40,000 hommes sous les armes; le 15 août ils en auraient eu 240,000. Le 1^er^ corps d'observation et le 7^e^ corps se concentreraient sous Lyon, ils avaient au 15 juin 25,000 hommes sous les armes : ils en auraient au 15 août 60,000. 2° Les fortifications de Paris et de Lyon seraient terminées et perfectionnées au 15 août. 3° A cette époque, l'on aurait eu le temps de compléter l'organisation et l'armement des forces destinées à la défense de Paris et de Lyon, de porter la garde nationale de Paris à 60,000 hommes. Les bataillons de tirailleurs ayant des officiers de la ligne, seraient d'un bon service, ce qui, joint à 6,000 canonniers de la ligne, de la marine, de la garde nationale, et à 40,000 hommes des dépôts de 70 régiments d'infanterie et de la garde, non habillés, appartenant aux corps de l'armée sous Paris, porteraient à plus de 100,000 hommes la force destinée à la garde du camp retranché de Paris. A Lyon, la garnison se composerait de 4,000 gardes nationaux, 12,000 tirailleurs, 2,000 canonniers et 7,000 hommes des dépôts des onze régiments d'infanterie de l'armée sous Lyon : 25,000 hommes. 4° Les armées ennemies qui pénétreraient sur Paris par le nord et par l'est, seraient obligés de laisser

150,000 hommes devant les quarante-deux places fortes de ces deux frontières; en évaluant à 600,000 hommes la force de ces armées ennemies, elles seraient réduites à 450,000 hommes à leur arrivée devant Paris. Les armées qui pénétreraient sur Lyon seraient obligées d'observer les dix places de la frontière du Jura et des Alpes; en supposant la force des alliés sur ce point à 150,000 hommes, il en arriverait à peine 100,000 devant Lyon. 5° Cependant la crise nationale, arrivée à son comble, porterait une grande énergie en Normandie, en Bretagne, en Auvergne, en Berri, etc. De nombreux bataillons arriveraient tous les jours sous Paris. Tout irait en augmentant du côté de la France, en diminuant du côté des alliés. 6° 240,000 hommes dans les mains de Napoléon, manœuvrant sur les deux rives de la Seine et de la Marne, sous la protection du vaste camp retranché de Paris, gardé par plus de 100,000 hommes de troupes non mobiles, sortiraient vainqueurs de 450,000 ennemis. 60,000 hommes, commandés par le maréchal Suchet, manœuvrant sur les deux rives du Rhône et de la Saône, sous la protection de Lyon, gardé par 25,000 hommes non mobiles, viendraient à bout de l'armée ennemie; la cause sainte de la patrie triompherait!

Le second plan était de prévenir les alliés, et

de commencer les hostilités avant qu'ils pussent être prêts : or, les alliés ne pouvaient commencer les hostilités que le 15 juillet ; il fallait donc entrer en campagne le 15 juin, battre l'armée anglo-hollandaise et l'armée prusso-saxonne, qui étaient en Belgique, avant que les armées russe, autrichienne, bavaroise, wurtembergeoise, etc., fussent arrivées sur le Rhin. Au 15 juin, on pouvait réunir une armée de 140,000 hommes en Flandre, en laissant un rideau sur toutes les frontières, et de bonnes garnisons dans toutes les places fortes : 1° si l'on battait l'armée anglaise et prussienne, la Belgique se soulèverait, et son armée recruterait l'armée française ; 2° la défaite de l'armée anglaise entraînerait la chute du ministère anglais, qui serait remplacé par l'opposition protectrice de la liberté et de l'indépendance des nations ; cette seule circonstance terminerait la guerre ; 3° s'il en était autrement, l'armée victorieuse en Belgique irait rallier le 5e corps resté en Alsace, et ces forces réunies se porteraient sur les Vosges contre l'armée russe et autrichienne ; 4° les avantages de ce projet étaient nombreux, il était conforme à l'esprit de la nation, à l'esprit et au principe de cette guerre ; il remédiait au terrible inconvénient attaché au premier projet, d'abandonner la Flandre, la Picardie, l'Artois,

l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Dauphiné, sans tirer un coup de fusil. Mais pouvait-on avec une armée de 140,000 hommes battre les deux armées qui couvraient la Belgique; savoir l'armée anglo-hollandaise : 100,000 hommes sous les armes; l'armée prusso-saxonne : 120,000 hommes, c'est-à-dire 220,000 hommes. L'on ne devait pas évaluer la force de ces armées par le rapport des nombres de 200,000 à 140,000, parce que les armées alliées étaient composées de troupes plus ou moins bonnes, cantonnées sous le commandement de deux généraux en chef, et formées de nations divisées d'intérêts et de sentiments.

Le mois de mai se passa dans ces méditations. L'insurrection de la Vendée affaiblit de 20,000 hommes l'armée de Flandre, et la réduisit à 120,000 hommes; ce fut un événement bien funeste, et qui diminua les chances de succès. Mais la guerre de la Vendée pouvait s'étendre; les succès des alliés, leur marche sur Paris et sur Lyon lui seraient favorables; la Belgique, les quatre départements du Rhin, tendaient les bras, appelaient à grands cris les Français. Napoléon se décida à attaquer le 15 juin les armées anglaise et prussienne; s'il échouait dans son plan de les séparer et de les battre isolément,

il reploierait son armée sous Paris et Lyon, et rentrerait dans l'exécution du premier plan. Sans doute qu'après avoir échoué dans la Belgique, les armées françaises arriveraient affaiblies sous Paris; sans doute que les alliés, qui, si on les attendait, ne commenceraient les hostilités que le 15 juillet, seraient en mesure le 1er juillet, s'ils étaient provoqués dès le 15 juin; sans doute que leur marche sur Paris serait aussi plus rapide après une victoire, et que l'armée de Flandre, réduite à 120,000 hommes, se trouverait inférieure de 90,000 à celles du maréchal Blücher et du duc de Wellington; mais en 1814, Napoléon avait, avec 40,000 hommes présents sous les armes, fait face partout aux armées alliées, et souvent battu les 250,000 hommes de Schwartzemberg et de Blücher. A la bataille de Montmirail, les corps de Sacken, d'York et de Kleist étaient de 40,000 hommes, ils avaient été attaqués, battus et jetés au-delà de la Marne, par 16,000 Français, dans le temps que le maréchal Blücher, avec 20,000 hommes, était contenu par le corps de Marmont, de 4,000 hommes; que l'armée de Schwartzemberg, de 100,000 hommes, l'était par les corps de Macdonald, d'Oudinot et de Gérard, formant, en tout, moins de 18,000 hommes.

Ni Carthage, indignée d'avoir été trompée

par Scipion, ni Rome, voulant conjurer le danger de Cannes, ni la législature soulevée par le manifeste du duc de Brunswick, ni la Montagne en 1793, n'ont montré plus d'activité et d'énergie que Napoléon dans ces trois mois. Que l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène cite trois mois de l'histoire ancienne ou moderne mieux employés ; un mois et demi pour relever le trône de l'empire, et un mois et demi pour lever, habiller, armer, organiser 400,000 hommes : est-ce là s'amuser, charger les armes *en douze temps !* Activité, ordre, économie, voilà ce qui distingua l'administration des cent jours ; mais le temps est un élément nécessaire : quand Archimède se proposait de lever la terre avec un levier et un point d'appui, il demandait du temps ! Dieu mit sept jours à créer l'univers ! ! !

Il ne doit plus rester aucun doute sur l'ignorance dans laquelle est l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, de l'histoire des vingt dernières années. Il serait trop long de réfuter tous les faux principes dont est plein son écrit : quelques exemples suffisent.

(Page 3.)

1° « Je n'ai jamais compris quel serait le parti que je pourrais tirer « des lettres. »

Quoi ! l'histoire, la géographie, l'éloquence, ne sont d'aucune utilité ? Ce ne sont pas là les principes de celui qui a créé l'université, et fondé tant de colléges.

(Page 4.)

1° « Mais j'en eus bientôt assez, car l'ordre matériel est étroit et « borné. »

Que diraient Newton, Lagrange, Berthollet, Prony, Vauban, Laplace.

(Page 6.)

3° « Je n'ai jamais eu le pouvoir d'émouvoir le peuple. »

Qui est plus peuple qu'une armée ? Le général qui ne la saurait pas émouvoir, électriser, serait privé de la plus importante des qualités nécessaires.

(Page 7.)

4° « Je m'aperçus qu'il était plus facile que l'on ne le croyait de battre « l'ennemi, et que ce grand art consistait à ne pas tâtonner dans l'action. »

Voilà donc l'art de la guerre ! il est probable

que Napoléon avait d'autres secrets que celui-là, et eût pu dire des choses plus intéressantes.

(Page 9.)

5° « On ne gagne pas les batailles avec de l'expérience. »

(Page 10.)

« Mes artilleurs étaient braves et sans expérience : c'est la meilleure « de toutes les dispositions pour le soldat. »

Avec de pareils principes, il ne faut pas d'armée de ligne, la garde nationale suffit. On ne disconvient pas que l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène ne soit un homme d'esprit; mais certes il n'est pas militaire, et il s'est formé des idées fausses de toutes les batailles, de toutes les campagnes et de toutes les opérations militaires dont il parle: on voit que les affaires de guerre lui sont si étrangères, qu'il ne s'en forme jamais d'idée, et que dès lors il ne les peut pas rendre.

RAPPORT HISTORIQUE

SUR LES AFFAIRES OÙ S'EST TROUVÉE LA 27^e^ DEMI-BRIGADE D'INFANTERIE LÉGÈRE.

La 27^e^ demi-brigade d'infanterie légère, composée de la légion allobroge et du quatrième bataillon de la légion des Chasseurs des montagnes, faisant aujourd'hui partie de la 27^e^, commença ses opérations le 25 germinal an IV. Cantonnée à Calissano, dans la rivière de Gênes, elle reçut l'ordre de se porter sur Zioveti; elle se mit en mouvement à la pointe du jour. L'ennemi gardait les hauteurs. Elle fit halte dès qu'elle l'aperçut; elle détacha des tirailleurs sur ses flancs, et se porta bientôt en masse sur la redoute qui le protégeait. Elle entonna, dès qu'elle fut à portée, l'hymne patriotique du départ; et, se jetant sur les ouvrages, elle les emporta sans tirer un coup de fusil; mais le brave officier, le chef de brigade Dessaix, qui la commandait, reçut en entrant dans la redoute

un coup de baïonnette à la tête. Il pressa néanmoins vivement la poursuite. Il lança sa troupe au milieu des rochers et des bois, et arriva à portée de canon de la redoute de Saint-Jean-de-Marramas. Elle était armée de deux pièces de canon, et défendue par près de 600 Piémontais.

Il s'agissait de les débusquer; la chose fut bientôt faite : le brave chef de bataillon Dupas descendit sur la gauche, à la tête du troisième bataillon. Tandis qu'il marchait à travers des ravins et des précipices, afin de gagner la plaine et de couper la retraite à l'ennemi, que la colonne de droite restait en observation, celle du centre se disposait à donner l'assaut. Les Piémontais ne jugèrent pas à propos de l'attendre; ils avaient aperçu le mouvement de la colonne de gauche, ils cherchèrent leur salut dans une prompte retraite. Ils nous abandonnèrent des prisonniers ainsi que quelques caissons, mais ils emmenaient leurs pièces. La troupe s'échauffa, la charge battit avec une nouvelle force, et l'artillerie fut à nous.

Les capitaines Mênes et Forestier furent blessés dans cette affaire; le lieutenant Besançon y reçut un coup de feu dont il mourut quelques jours après : ce brave officier, recommandable par son républicanisme et ses vertus militaires,

fut sincèrement regretté de ses camarades.

Un homme qui se distingua entre tous les autres dans cette affaire, est le citoyen Bouvier, sergent-major des carabiniers : il avait déjà fait à lui seul plusieurs prisonniers ; il continuait de poursuivre les Piémontais ; tout à coup trois d'entre eux se rassemblent et l'attaquent. Il fait tête aux assaillants, les blesse, est atteint à son tour, mais ne les oblige pas moins à mettre bas les armes.

Nous étions maîtres du champ de bataille. Nous donnâmes la chasse à l'ennemi, et revînmes sur la redoute.

De là la demi-brigade se rendit à Montezeme, à Roccacigle, au camp retranché sous Ceva.

A peine entrés dans cette ville, le chef de brigade Dessaix fut chargé de sommer le fort. Le gouverneur refusa de se rendre, vu qu'il n'avait point été attaqué. Nous reprîmes les mouvements. Nous nous portâmes :

Le 8 floréal, à Nuova ;
Le 9, à Alba-Morea ;
Le 10, à Crevinzano ;
Le 11, à Santo-Stephano ;
Le 12, à Aqui ;
Le 13, à Bosquos ;
Le 14, à Castel-Nuovo ;

De là sur Cornaille et aux rives du Pô. L'ennemi

avait franchi ce fleuve; mais on apercevait trois barques chargées de sel à la rive opposée. Le chef de brigade Dessaix se jeta dans un bateau avec cinq carabiniers; il les prit à la vue des troupes ennemies, et les ramena.

Le 18 fut destiné à tenter le passage du Pô. Nous nous portâmes du côté de Plaisance, et nous jetâmes de l'autre côté du fleuve les trois compagnies de carabiniers de la 4e demi-brigade, qui faisaient alors partie d'un bataillon d'élite nouvellement commandé par le citoyen Dupas. L'opération fut un instant compromise; mais elles déployèrent tant de sang-froid, montrèrent tant d'assurance au milieu du feu dont elles étaient couvertes, que les Autrichiens prirent la fuite, et les laissèrent débarquer. Le reste du bataillon effectue le passage, et se réunit aux braves qui l'ont devancé. La cavalerie impériale accourt, et n'est pas plus heureuse que l'infanterie: elle est repoussée, obligée de se tenir sur la défensive. L'avant-garde, ainsi protégée par les troupes que la 27e légère a jetées sur la rive droite, effectue son passage. On se forme aussitôt, on marche à l'ennemi, on le reploie, on le poursuit jusqu'aux portes de Pizzighitone.

La demi-brigade se porte sur Maller, à Borghetto, à Lodi. Les Autrichiens nous y atten-

daient; ils y avaient des forces nombreuses; leur artillerie enfilait, battait les approches de l'Adda. Ils croyaient leur position inexpugnable; elle l'eût peut-être été dans d'autres circonstances; mais nos soldats étaient exaltés par la victoire, rien ne pouvait les arrêter.

Les carabiniers, commandés par le citoyen Dupas, s'élancèrent sur le pont avec une intrépidité qui a peu d'exemple; rien ne fut capable de les arrêter. Ils passèrent au milieu d'un feu terrible de mousqueterie et de vingt pièces de canon. Jamais spectacle ne fut plus imposant que l'héroïsme avec lequel ils bravaient la mort.

Cependant le péril devenait à chaque instant plus grave. Les troupes étaient trop peu nombreuses pour affronter les masses qui leur étaient opposées. Leur position devenait critique, lorsque le reste de l'avant-garde, qui se trouvait à peu de distance de Lodi, reçut l'ordre de voler au secours. Le citoyen Dessaix se précipite sur le pont à la tête de la demi-brigade. Le feu s'allume, se propage; en un instant la victoire est décidée. Nos soldats tombèrent sur les suppôts du despotisme, les rompirent, leur firent mordre la poussière ou les rejetèrent au loin.

Nous restâmes jusqu'au 24, au camp, sous Lodi. Nous en partîmes à la nuit pour gagner

la route de Creme d'où nous nous rendîmes à Pavie. Nous séjournâmes dans cette ville jusqu'au 2 prairial. Le 3, au soir, nous étions à Milan, le 4 à Cassano, le 5 à Betala où nous restâmes jusqu'au 8; puis le chef de la demi-brigade reçut ordre de se porter devant Brescia et d'être le 10 à Salo. Ce fut sur les hauteurs de cette petite ville, à l'avancée du village de Cassano, qu'il fallut se disposer à prendre des positions militaires.

Nos carabiniers se trouvaient du côté de Bussolingo. L'ennemi était au-delà de l'Adige; il fallait le chasser de cette position. Il fallait pour cela traverser la rivière, et la barque de la traille était à la rive opposée. Deux lieutenants de carabiniers forment le projet de l'aller chercher. Ils quittent leurs vêtements et se jettent à l'eau. Les Autrichiens, effrayés, prennent la fuite ; les citoyens Culouard et Savoye (ce sont leurs noms) les poursuivent un instant, et reviennent exécuter leur dessein. Mais au milieu de cette opération, la corde qui tenait la barque se cassa, nos intrépides navigateurs allaient devenir le jouet des flots, s'ils ne se fussent hâtés de rejoindre à la nage leurs camarades. Cependant, ils firent si bien, qu'ils ramenèrent la barque.

La demi-brigade resta au-dessus de Salo sans

faire aucun mouvement. Tout fut calme jusqu'au 11 thermidor que les Autrichiens vinrent à nous.

La colonne qui se dirigea sur Salo, en passant par le val de Sabio, était d'environ 18,000 hommes. Le général Sauret, qui commandait dans cette partie, n'en avait pas 3,000 à lui opposer. Il fut instruit, pendant la nuit du 10 au 11, des tentatives de l'ennemi; la demi-brigade se mit aussitôt sous les armes. Les patrouilles cependant ne rapportaient rien; ce ne fut que le matin que le chef de brigade Dessaix, au retour de sa découverte, vint annoncer l'approche des impériaux. Ils parurent, le feu s'engagea aussitôt et devint des plus violents. Il se soutint plusieurs heures, mais enfin le nombre l'emporta, nous fûmes obligés d'abandonner le poste de la Coronna; nous descendîmes sur Salo, les Autrichiens y furent aussitôt que nous; il fallut s'ouvrir passage. L'entreprise réussit, et nous allâmes prendre position au *camp des Piémontais*. Les troupes ennemies tentèrent de s'en emparer, mais il fut défendu avec une intrépidité sans égale; elles furent obligées de renoncer à l'entreprise.

Le brave général Rusca, qui nous commandait, reçut une blessure dangereuse : les capitaines Marion et Voisin, les lieutenants Savoye

et Fournier, ainsi que le sous-lieutenant Jotisier, tous officiers pleins de bravoure et de zèle pour le bien du service, furent faits prisonniers. Ils étaient blessés la plupart.

Quatre cents hommes de la demi-brigade, qui se trouvaient au-delà de Salo, voulurent traverser la ville pour s'unir à leurs frères d'armes, mais ils avaient en tête des forces trop considérables; ils furent accablés et contraints de se retirer. Ils se retranchèrent dans le château de *Martinique*, où ils opposèrent une vive résistance. Le citoyen Zineti, qui les commandait, avait été fait prisonnier : tout exigeait que l'on se fît jour à travers les baïonnettes ennemies. La sortie fut d'abord heureuse : déjà même le chef de bataillon Bérard, qui la commandait, s'était emparé des hauteurs; mais le nombre des ennemis allait toujours croissant. Nous fûmes obligés, après une journée de périls et d'efforts, de regagner l'asile que nous avions quitté.

Des parlementaires autrichiens vinrent nous sommer de céder à la force des armes, ils ajoutaient même à celle des circonstances; car ils étaient chargés d'induire la troupe en erreur sur l'état des choses. Ils annonçaient que les cohortes républicaines « avaient été battues de « toutes parts; qu'il ne restait plus de traces de « leurs victoires, et que le peu de fuyards qui

« avaient échappé allaient succomber au passage « du Pô, où des corps nombreux les atten- « daient. » Ces artifices ne produisirent pas l'effet que Wurmser s'en était promis : la petite garnison fut inébranlable, et renvoya tous les parlementaires qui lui furent adressés. Nous étions toujours maîtres du *camp des Piémontais ;* mais l'attaque se renouvelait sans cesse. Nous nous retirâmes sur Desenzano ; nous y demeurâmes le 12 et marchâmes à la nuit contre Salo. A peine l'aurore eut-elle commencé à paraître, que nous découvrîmes les bivouacs de l'ennemi qui se prolongeaient au loin. Nos soldats bouillaient d'impatience : ils attaquent avec chaleur et culbutent tout ce qu'ils rencontrent. Ils parviennent à la porte de Salo, la franchissent, et pénètrent dans la première rue. Elle était gardée par deux pièces de canon chargées à mitraille ; ils eurent beau redoubler d'efforts, ils furent repoussés trois fois et obligés de se retirer. Le chef de brigade Dessaix leur laissa reprendre haleine, et, après leur avoir adressé une courte harangue, fit battre la charge, et entra dans Salo aux cris mille fois répétés de *vive la république !*

La prise de cette place fut suivie de celle de plusieurs pièces de canon ; les Autrichiens fuyaient de toutes parts. Nous profitâmes du

mouent pour débloquer la 27ᵉ, qui avait à lutter contre les troupes qui la pressaient et les embarcations qui l'accablaient de projectiles.

Nous eûmes dans cette affaire plusieurs hommes hors de combat. Le chef de brigade Dessaix fut blessé à l'épaule : les sous-lieutenants Draperon et Denneville, officiers pleins de civisme et de bravoure, furent atteints de divers coups de feu. Le lieutenant Paulin, militaire vraiment digne de l'estime de ses frères d'armes, resta sur le champ de bataille.

L'ennemi reparut bientôt en force. Il arrivait par les hauteurs de Salo. Le poste n'était plus tenable; nous nous retirâmes pour reprendre les positions de Desenzano.

Le 14 au soir, nous nous portâmes sur Brescia, et le 15, pendant la nuit, nous revînmes vers Salo. Nos dispositions d'attaque étaient faites; nous nous mîmes en mouvement au point du jour. Les Autrichiens avaient avancé leurs postes; nous les forçâmes, malgré la plus opiniâtre résistance, et nous entrâmes dans la place. Nous fîmes environ trois cents prisonniers et enlevâmes deux cents hussards, parmi lesquels se trouvait un général. Ces succès ne dégageaient pas l'adjudant-général Veau. Placé à Gavardo, sa position était véritablement critique. Le citoyen Dessaix courut à son secours; mais, ar-

sur la route de Trente, qui ne tarda pas à ouvrir ses portes.

Le 19, Trente nous ouvrit ses portes. Cette ville, qui jadis fut le théâtre de la superstition, et où se forgèrent les foudres du Vatican, ne put s'empêcher d'admirer l'étendard de la raison, qui flottait sur ses remparts. Nous continuâmes le mouvement, nous nous avançâmes sur Lavis; l'ennemi nous y attendait. Il avait enlevé les plateaux du pont et barricadé la porte: c'était autant d'obstacles de plus qu'il fallait vaincre. Le capitaine Dessaix, qui commandait une compagnie de carabiniers, fut chargé de les forcer: il ne put y réussir. Il fut blessé dangereusement, et se vit contraint de faire retirer sa compagnie. L'avant-garde avait gagné les hauteurs de droite, et cherchait à tourner le village, lorsque le chef de brigade Dessaix reçut l'ordre de forcer le poste. Il s'élança sur le pont avec quelques carabiniers : l'un de ces braves, emporté par une ardeur guerrière qui ne lui laissait entrevoir aucun danger, passe par-dessus le parapet, se jette de l'autre côté de la porte, et se hâte de faciliter le passage de ses frères d'armes. Il y réussit : chacun se précipite au-delà du pont; le citoyen Dessaix rallie quelques soldats, nous poursuivons l'ennemi jusqu'à une certaine distance de Lavis, et nous revenons avec environ

200 prisonniers. Il s'agissait de gagner les hauteurs de gauche. La nuit approchait : notre chef de brigade voulut dépasser la Navre pour tâcher de faire quelque reconnaissance. Il s'assura en effet que la traille était coupée, mais il s'aperçut en même temps du danger auquel il s'était exposé. Il n'avait avec lui qu'une dizaine de hussards, commandés par le brave capitaine Deveyle. Tout-à-coup une trentaine de chasseurs à cheval se présentent; on ne distingue plus que faiblement les objets; il les prend pour des Français; il les attend et leur dit qu'il vient d'apercevoir des vedettes ennemies; qu'il faut détacher quelques hommes pour les reconnaître. L'un d'entre eux s'approche, saute sur les armes du chef de brigade, et lui dit en assez mauvais français : « Vous êtes prisonnier. » Le citoyen Dessaix, étonné de ce langage, examine l'inconnu, et s'aperçoit qu'il s'est mépris. Il ne se déconcerte pas néanmoins. Il dégage son sabre, et leur crie d'une voix menaçante : « C'est vous autres, au contraire, qui êtes mes prisonniers, et si vous ne mettez tout de suite pied à terre, je vous fais tous fusiller. » Celui dont il était le plus rapproché se mit en devoir de lui décharger quelques coups de sabre : il fut assez heureux pour les parer. Son petit détachement fit feu, abattit quelques-uns de ces cavaliers, les autres mi-

rent bas les armes : ils descendirent de cheval et furent conduits à Lavis. Le citoyen Deveyle, moins heureux que son chef, reçut quatre coups de sabre, dont il mourut quelque temps après. Ce fut une perte ; mais ce brave officier méritait d'être un des martyrs de la liberté.

La nuit fut employée à reconnaître les démarches de l'ennemi. Le lendemain nous nous établîmes à Saint-Michel, et gardâmes ce poste jusqu'au 24 fructidor, que nous fûmes forcés de l'abandonner. Nous retournâmes à Lavis, et, le 25, nous prîmes position au-dessus de Pressano, à une lieue en arrière de Saint-Michel. Les Autrichiens voulurent s'y opposer, mais ils furent battus ; nous leur fîmes plusieurs prisonniers. Sur ces entrefaites, la 4^e^ demi-brigade d'infanterie légère et le bataillon des tirailleurs furent embrigadés avec la 27^e^. Le premier bataillon resta à Torbole ; les deux autres occupèrent les hauteurs de Pressano.

Le 16 brumaire, l'ennemi vint attaquer Torbole et Nago. Le chef de brigade Dessaix était chargé de tenir ce poste autant qu'il lui serait possible, de s'embarquer quand il ne pourrait plus le garder, et de se retirer sur Salo et Brescia, après avoir détruit les ponts, les chaussées qui se trouvaient sur la route. Il avait pris toutes

les dispositions nécessaires pour exécuter cet ordre : les barques étaient préparées, les farines qui pouvaient exister au magasin de Torbole parties. Cette opération faite, il opposa une vive résistance. Le poste avancé se repliait sur Nago; il courut au-devant de l'ennemi, fit battre aussitôt la charge, et repoussa les Autrichiens ; il fit même quelques prisonniers.

L'ennemi, honteux de ce premier revers, revint en force, s'empara de Torbole, et nous força d'évacuer Nago. Quelques instants auparavant, le citoyen Dessaix avait reçu un nouvel ordre qui lui prescrivait de diriger sa retraite sur Mauri. Il ne put en donner connaissance à la majeure partie du bataillon, qui se trouvait à Torbole, ou même était déjà embarqué. Les Autrichiens s'emparèrent si rapidement de ce village, qu'ils arrivèrent assez tôt avec leur artillerie pour couler à fond deux barques du transport. Le citoyen Dessaix n'avait pas avec lui 80 hommes. Il envoya l'intrépide capitaine Sicard sur la montagne, afin d'arrêter la marche d'une colonne de Tyroliens qui voulaient couper sa retraite entre les gorges près le lac de Zobi. Le brave capitaine se battit avec un courage admirable. Cependant le succès ne répondit point à son attente ; il fut contraint de céder à la force, et malheureusement il fut

atteint, au milieu de ses efforts, d'un coup mortel qui l'étendit sans vie.

Les impériaux poursuivaient avec vivacité la troupe de Nagò. Le chef de brigade les attend, ordonne la charge, et fait reculer les esclaves. Satisfait de les avoir mis en fuite, il reprend sa route, et s'avance sur Mauri; mais il n'a pas cessé de les presser, qu'ils se remettent sur ses traces. Il est de nouveau obligé de leur faire tête, de les culbuter pour continuer sa retraite. Il venait de les mettre en fuite, lorsqu'il aperçut, un peu en arrière de la troupe, un chasseur hongrois qui agitait son casque. Il crut que cet homme désertait, et l'attendit pour le recueillir. Mais arrivé à trois pas, le chasseur arme son fusil, le couche en joue, et lui signifie de se rendre. Le commandant, sans s'émouvoir, ordonne au lieutenant Arnaud de prendre le fusil d'un soldat qui était à peu de distance. Cet officier se saisit de l'arme et abattit le Hongrois.

Nous atteignîmes enfin Mauri, mais nous n'étions pas entrés dans ce village, que les impériaux y arrivaient eux-mêmes. Le chef de brigade Dessaix se porta aussitôt vers une barrière qu'ils voulaient enfoncer. Secondé par le capitaine Dodane, de la 17^{e} légère, et par le sous-lieutenant Terme, de la 27^{e}, il les reçut à coups

de sabre, et donna, par cette action audacieuse, le temps aux postes d'accourir. Les Autrichiens furent culbutés et ne reparurent pas de toute la nuit. Le lendemain au soir il fut enjoint au citoyen Dessaix de faire couper les cordes qui tenaient le pont suspendu. Il le fit sous le canon de l'ennemi qui tirait à toute volée, après quoi nous nous retirâmes à Roveredo. La division Vaubois effectuait sa retraite sur Montebaldo et la Coronna. La 27e fut chargée de faire l'arrière-garde. Elle alla ensuite occuper la Coronna et Montebaldo.

Quelques jours après elle reçut ordre de se rendre à Bussolingo, de prendre position sur les hauteurs de gauche qui dominent le lac de Guarda, et de protéger la rive de l'Adige. Elle la couvrit jusqu'au 27 brumaire, époque à laquelle les impériaux vinrent attaquer la colonne que commandait à Rivoli le général Joubert. Le général Vaubois ordonna au citoyen Dessaix de se transporter tout de suite à ce village. Cette expédition, qui exigeait une marche de près de quatre lieues, fut exécutée à la course. Une demi-heure avant d'arriver sur le champ de bataille, la demi-brigade rencontra toute l'artillerie française qui battait en retraite. Dessaix, chargé de soutenir le centre, courut l'appuyer avec les trois compagnies de carabiniers qu'il

avait réunies dans le lieu qui lui était indiqué. Après quelques heures de combat, il reçut l'ordre de se retirer de la part des généraux Fiorella et Vallette, qui montrèrent dans cette occasion beaucoup d'intrépidité et de sang-froid. Ils étaient acculés à l'Adige, les cartouches étaient épuisées, ils furent obligés de se rendre prisonniers. Le citoyen Dessaix, chef de la demi-brigade, que son intrépidité avait engagé trop avant, fut pris avec trente-neuf officiers et un grand nombre de sous-officiers et chasseurs, ainsi que les généraux Fiorella et Vallette.

Nous reçumes enfin l'ordre de quitter les plaines de Rivoli et de nous rendre au blocus de Mantoue. Nous y restâmes quarante jours pendant lesquels nous eûmes à soutenir plusieurs sorties de Wurmser. Nous partîmes ensuite pour la Romanie. Arrivés à Bologne nous quittâmes la route de Rome pour prendre celle de Ferrare, et nous arrivâmes, le 25 nivose, sous les murs de Legnago où la demi-brigade put prendre quelques heures de repos. Elle savait l'approche de l'ennemi, qui avait passé l'Adige, et qui la nuit auparavant avait fait une fausse attaque à Villa-Bartholoma. Elle s'impatientait déjà lorsque le général Augereau parut et donna le signal : le pas de charge se fit entendre ; nous pénétrâmes dans Anghiari où

nous prîmes tous les avant-postes. La victoire fut pendant quelque temps incertaine. L'ennemi, retranché derrière les haies et les fossés, faisait un feu des plus soutenus. Cependant le champ de bataille fut bientôt à nous; la baïonnette en fit la façon. Huit pièces de canon, un obusier et 2,000 prisonniers furent le prix de cette victoire, et nous dédommagèrent des fatigues que nous avions éprouvées depuis quelques jours. Les officiers, sous-officiers et chasseurs, montrèrent, dans cette affaire, leur constance et leur valeur. Le citoyen Blanc, adjudant major, se distingua particulièrement. Il entra, à la tête de cinquante chasseurs, dans le village de Rorechiarta; 500 hommes, barricadés dans les maisons et faisant un feu terrible des fenêtres, furent faits prisonniers. Ils mirent bas les armes devant ce faible détachement, qui comptait déjà dix-sept blessés, au nombre desquels était le citoyen Blanc qui avait reçu un coup de feu en prenant deux pièces de canon. Le citoyen Zinetti, chef de bataillon, commandant alors la demi-brigade, fut blessé à mort. Le citoyen Dumas, aussi chef de bataillon, reçut une balle à la jambe. Le capitaine Francoul, commandant le troisième bataillon, fut tué. Le citoyen Richard, sous-lieutenant, fut également mis hors de combat. Le citoyen Anoriel, sergent, prit à

lui seul deux pièces de canon avec leur attirail.

Le 26 et le 27, nous poursuivîmes Provera qui se trouvait cerné devant Mantoue. Il opposa une longue résistance, mais enfin il fut contraint de céder à la valeur républicaine, et se rendit prisonnier. Cinq pièces de canon avec leurs caissons restèrent entre nos mains.

Le 5 pluviose, nous engageâmes sur la route de Citadella à Bassano un combat qui fut des plus sanglants; nous y perdîmes un grand nombre de braves, entre autres le capitaine Michel, officier plein de courage. L'intrépidité de nos soldats avait déjà forcé les postes, quand la nuit et les ordres du général les obligèrent à se retirer. Le citoyen Sellier, sous-lieutenant, blessé d'un éclat d'obus, n'en continua pas moins de combattre. Les citoyens Bonnin, Bonnard et Expert, tous trois chefs de bataillon, furent blessés à cette affaire.

Le 6 ventose, nous fûmes en reconnaissance sur la Piave avec un escadron de hussards et un de chasseurs; mais trop faibles pour résister aux forces qui s'avançaient sur nous, nous fûmes contraints de nous replier. Les Autrichiens eurent l'imprudence de nous poursuivre, nous fîmes halte, et bientôt un feu de file des mieux nourris culbuta quatre de leurs escadrons, dont deux du régiment de Toscane, et deux de

Wurmser. Ils furent poursuivis à leur tour au pas de charge; ils abandonnèrent les retranchements de la Maison-Blanche, et repassèrent le fleuve. Nous profitâmes de la nuit pour nous retirer au poste que nous occupions à Caëna, où nous nous reposâmes quelques jours.

Le 22 ventose parut, l'aurore annonçait le jour le plus serein, et semblait nous présager la victoire. Le passage de la Piave n'était pas cependant sans difficultés. L'ennemi, retranché sur la rive opposée, nous le disputait vivement; nous triomphâmes cependant de sa résistance: nos soldats passèrent par pelotons, ayant l'arme au bras, de l'eau jusqu'à la ceinture, et joignirent les Autrichiens. Le citoyen Apcher, adjudant sous-lieutenant, se distingua dans cette affaire. N'écoutant que sa bravoure, il se jeta à la nage et arriva des premiers.

Un carabinier du troisième bataillon en usa de même; l'ennemi, étonné de tant d'intrépidité, prit la fuite et fut poursuivi jusqu'à la nuit.

Nous arrivâmes le 23 à Sacile, nous avions été en mouvement toute la journée; il était nuit lorsque la charge se fit entendre, les avant-postes furent bientôt culbutés, et, malgré la résistance la plus opiniâtre, la ville fut prise d'assaut. 300 hommes, parmi lesquels beaucoup d'officiers, furent faits prisonniers.

Le 26, une nouvelle victoire couronna nos efforts ; le Tagliamento vit paraître les Français sur ses rives. Le matin nous nous avançâmes pour reconnaître les positions de l'armée impériale, l'ardeur de nos soldats les porta jusque sous les pièces de canon. Ils étaient déjà arrivés à la dernière branche du fleuve lorsqu'ils reçurent l'ordre de se retirer. L'escarmouche fut sanglante, nous revînmes sur nos pas, et nous attendions avec impatience le moment du passage. Enfin, deux heures sonnent, l'armée est en bataille, et la demi-brigade qui occupait l'aile gauche s'élance dans le fleuve. L'ennemi fit résistance et nous arrêta quelque temps devant le village, mais enfin il fut forcé de nous abandonner le champ de bataille. Il fut rompu de toutes parts ; trois pièces de canon et un grand nombre de prisonniers tombèrent en nos mains.

Le capitaine Baquère, officier d'un rare mérite, fut tué dans cette affaire. Un caporal de carabiniers se battit lui seul contre une dizaine de houlans. Il refusa de se rendre, et fut haché à coups de sabre. Un obus emporta une file entière de carabiniers ; le brave sous-lieutenant Lachaume fut blessé, et le citoyen Branchedor, sergent, eut le bras emporté. Il avait montré la plus rare valeur et le plus grand sang-froid.

Nous poussâmes en avant. Nous entrâmes le 2 germinal dans les gorges du Frioul. L'art avait ajouté aux difficultés que présente la nature. L'ennemi était retranché dans des rochers inaccessibles, la route était coupée en plusieurs endroits. Tous ces obstacles cependant furent bientôt vaincus, et les positions les plus affreuses prises à la baïonnette. Les échos ajoutaient à la solennité des charges, le soldat s'avançait avec une impétuosité irrésistible. Les Autrichiens furent culbutés, rompus; ce qui put se sauver prit la fuite, et fut se retrancher derrière Caporeto. Nous suivîmes les fuyards; mais nous ne connaissions pas la position qu'ils avaient prise, la nuit était obscure, nous cessâmes le combat. Nous nous proposions de le reprendre au point du jour; les impériaux ne jugèrent pas à propos d'en courir la chance. Ils évacuèrent le poste qu'ils occupaient. Les chasseurs de la demi-brigade déployèrent dans cette affaire la plus grande intrépidité. Le citoyen Verbigier, sous-lieutenant, fut gravement blessé au moment où il montait à l'assaut avec ses carabiniers. Le citoyen Lefèvre, qui s'était distingué dans toutes les rencontres, pénétra un des premiers dans la redoute, et prit deux pièces de canon avec leur attirail.

Nous arrivâmes le 14 devant le fort de la Chiusa; situé sur la grande route, entre des montagnes couvertes de neige, de redoutes hérissées de canons, il semblait imprenable : il tomba néanmoins. Le soldat, avec son intrépidité ordinaire, gravit les rochers, escalada les cîmes, et s'empara pendant la nuit de toutes les positions qui le commandent. Au point du jour, une grêle de balles et de pierres tombe dans les retranchements, et oblige les canonniers à quitter leurs pièces. Le citoyen Hillaire, sergent-major des carabiniers, se précipite aussitôt dans les ouvrages; le citoyen Forbac, aussi sergent-major, le suit; la troupe s'élance sur leurs traces, et le fort est à nous, mais nous l'avions payé du sang d'une foule de braves. Le citoyen Arnaud, sous-lieutenant de la première compagnie du premier bataillon, était blessé à mort; le citoyen Bonnard, chef de bataillon, était hors de combat. Cette compagnie comptait deux capitaines tués sur le champ de bataille, avec deux sous-lieutenants. Le citoyen Cunselle, lieutenant, officier d'une rare valeur, avait aussi perdu la vie.

Le lendemain, nous poursuivîmes l'ennemi; nous ne l'atteignîmes qu'à Frisac. Nous le culbutâmes, nous gagnâmes Léoben, et portâmes aussitôt sur les montagnes des détachements

qui enlevèrent à l'ennemi un convoi très considérable. Les préliminaires furent signés sur ces entrefaites, et mirent fin aux succès de la 27^e.

HISTORIQUE

DES

ACTIONS, MARCHES ET POSITIONS

DE LA 5e DEMI-BRIGADE D'INFANTERIE DE BATAILLE.

La 5e demi-brigade d'infanterie de bataille, qui faisait partie de l'armée des Alpes, reçut ordre de passer en Italie. Elle se mit en marche le 1er prairial an IV; elle franchit les Alpes par le mont Saint-Bernard, descendit sur la vallée d'Aoste, traversa le Piémont, et arriva le 12 prairial à Milan, où elle fit le service de la place, bloquant en même temps le château.

Le 1er messidor, deux de ses bataillons ouvrent la tranchée sous les ordres du général de division Despinois, et restent sous les murs du château jusqu'au 11 du même mois, jour de sa

reddition. L'autre bataillon avait reçu ordre de se rendre au lac de Côme. Les soldats travaillèrent à la tranchée et aux batteries avec un zèle qui leur mérita des éloges de la part du général d'artillerie et des généraux de brigade Davin et Bertin, qui présidaient à ces travaux. Une cinquantaine de soldats de la dernière brigade furent attachés à l'artillerie pendant le siége. Le corps y perdit environ 20 hommes, dont 6 tués et le reste blessé. Un bataillon prit possession du château, dont il fit le service, un autre fut chargé de celui de la ville.

Le 19 du même mois, ces deux bataillons reçurent ordre de se rendre à Peschiera, où on les employa à réparer les fortifications. L'autre bataillon vint les rejoindre.

Le 11 messidor, la demi-brigade se porta sur la route de Peschiera à Vérone, pour arrêter l'ennemi; elle garda différents passages, revint le lendemain sur ses pas, traversa Peschiera, et longea le lac de Garda, où elle reçut différentes bordées des barques canonnières ennemies. Nous établîmes sur la route deux pièces qui leur ripostèrent vigoureusement et leur firent gagner le large.

Le 13 thermidor, nous nous portâmes sur

Lonato, dont l'ennemi semblait vouloir s'emparer. Effectivement il y entra, et vint nous attaquer dans une position que nous occupions en arrière de cette ville. Nous gagnâmes les hauteurs de droite et de gauche, fîmes pendant une heure environ un feu de mousqueterie très suivi. Nous ébranlâmes l'ennemi, qui se reploya dans la ville; nous y arrivâmes presque aussitôt que lui. Nous fûmes obligés d'en briser les portes; on se battit dans les rues, que nous traversâmes sous un feu qui partait de tous les points, par les portes, les croisées, etc.; l'ennemi, embusqué à la dernière porte de la ville, faisait un feu terrible pour nous arrêter et donner à sa colonne le temps de filer; cependant il l'abandonna à la valeur de nos soldats, qui, bravant tout danger, parvinrent à le déloger, et le poursuivirent, secondés par une partie de la demi-brigade, qui avait filé sur les hauteurs de droite pour le tourner. Le combat s'engagea de nouveau, dura trois ou quatre heures, et les impériaux battus nous abandonnèrent le champ de bataille. La demi-brigade fit ce jour-là plus de 400 prisonniers, tua 120 Autrichiens et en blessa 150. De notre côté, la perte s'éleva à un dizaine de prisonniers, 90 blessés ou tués; de ce nombre fut le citoyen Thomas, capitaine

commandant le second bataillon : cet officier s'était signalé par la plus rare intrépidité. Il se présenta le premier dans la rue et à portée de pistolet sous un feu qui ne laissait aucun vide. Sa mort était certaine, mais il fallait donner l'exemple, il se dévoua. Cet homme estimable emporta tous les regrets. Les citoyens Hairon, lieutenant, et Lebroc, sous-lieutenant de grenadiers, furent grièvement blessés; le premier mourut de ses blessures. Cette affaire fut dirigée et commandée par les généraux de division Despinois et de brigade Bertin.

Le 14, la demi-brigade se mit en marche; elle se dirigea sur Brescia, d'où elle repartit pour joindre l'ennemi, qui s'était retiré à Gavardo.

Le 16 au matin, nos éclaireurs rencontrèrent ses avant-postes; ils les fusillèrent et les firent replier. Sur les neuf heures, nous marchâmes à l'ennemi par le flanc (seules dispositions prises par le général de division Despinois); cette opération, assez mal combinée, ou plutôt qui ne l'était point du tout, devait avoir une fâcheuse issue. En effet, peu d'hommes pouvant donner à la fois, c'est-à-dire, la tête seule de cette colonne qui marchait par le flanc, l'ennemi gagna des hauteurs que nous eussions dû occuper, et nous força à la

retraite, au lieu de la victoire qu'eussent rendue certaine de plus sages dispositions : encore ce ne fut qu'une grande supériorité qui nous y décida. Une opiniâtreté mal entendue dans ce moment, sur un terrain qui ne permettait aucun changement de manœuvre, nous mettait entièrement au pouvoir de l'ennemi. Le général de brigade Bertin essaya, mais en vain, de réparer les torts du divisionnaire; cependant, après une demi-heure d'une retraite en désordre, une partie de la troupe, ralliée par la fermeté, l'activité et le courage du citoyen Gaillard, chef de bataillon, tandis que sur un autre point le général Bertin ramenait avec autant d'ardeur les soldats dans leurs rangs, on marcha de nouveau et dans le plus bel ordre à l'ennemi; mais il n'engagea rien, et alla reprendre ses positions. Nous fîmes quelques prisonniers de l'arrière-garde. Cette journée nous coûta 12 à 15 hommes faits prisonniers, 10 tués, et une trentaine de blessés, au nombre desquels fut le citoyen Vondière, lieutenant. Le même jour nous reprîmes notre position devant Brescia.

Le 17, toujours sous les ordres du général Despinois, nous nous mîmes en marche à huit heures du soir. Nous marchâmes toute la nuit, et arrivâmes à Castiglione le lendemain 18 thermi-

dor, sur les neuf heures du matin ; nous prîmes place au centre de la ligne de bataille établie en avant de cette ville ; à peine arrivés, toute la ligne se mit en mouvement ; la bataille s'engagea et dura jusqu'à quatre heures du soir. La demi-brigade, toujours parfaitement en ordre et à son rang de bataille, se battit avec courage. Parmi les nombreux prisonniers faits à l'ennemi dans cette action, nous en amenâmes pour notre part 400, nous prîmes deux pièces de canon et trois caissons. Nous eûmes environ 5 à 6 hommes blessés. Le général en chef commanda cette journée.

Le 19, la demi-brigade se porta sur les bords du Mincio pour passer ce fleuve et pénétrer à Borghetto, où l'ennemi s'était retranché ; mais comme il avait coupé le pont qui y conduit, et que le fleuve n'était guéable sur aucun point, nous restâmes en bataille environ une heure. Nous essuyâmes un feu d'artillerie assez vif, et la nôtre riposta vigoureusement ; nous prîmes une position où nous passâmes la nuit.

Le lendemain 20, trois cents hommes de notre demi-brigade, faisant partie de la division de Peschiera, bloquée par l'ennemi, se trouvèrent dans la sortie que firent nos troupes. Cette sortie fut commandée par le général Guillaume.

Le détachement de la 5e demi-brigade s'y battit avec chaleur, et eut 8 hommes faits prisonniers et 5 blessés : de ce nombre fut le citoyen Rognon, lieutenant, griévement blessé.

Le même jour, nous traversâmes Peschiera, débloquée tant par la division Masséna que par cette sortie de la garnison ; nous laissâmes pour faire le service de cette place notre même détachement, et fûmes bivouaquer à deux lieues en avant de la ville.

Le 21, destinés à harceler l'ennemi dans sa retraite, nous entrâmes dans Vérone, et allâmes, sans nous y arrêter, prendre position à deux milles en avant sur la route du Tyrol ; nous occupâmes cette position jusqu'au 15 fructidor suivant, faisant le double service des avant-postes et de la ville pendant tout le temps que nous fîmes partie de la division Augereau.

Le 16 fructidor, toute la division se mit en marche pour pénétrer dans le Tyrol à la poursuite de l'ennemi. Notre demi-brigade parcourut pendant trois jours les montagnes, et fit des reconnaissances sur des points réputés inaccessibles. Notre second but était de couper l'ennemi dans sa retraite. Ne l'ayant pas rencontré sur ces hauteurs, dont il abandonnait chaque position à notre approche, et n'ayant pu l'atteindre, nous en fûmes quittes pour quatre

jours de marche forcée, de privations et de fatigues incalculables ; nous redescendîmes dans la gorge près Halla, nous fûmes bivouaquer près de Roveredo, et le soir suivant près de Trente.

Le 20, abandonnant entièrement les hauteurs, nous filâmes jusqu'à Borgo par la gorge qui conduit de Trente à Bassano, sans interruption ni repos dans notre marche.

Le 21, la division dont nous faisions partie rencontra l'ennemi près d'un fort qui fait la limite du Tyrol et du pays de Venise. La tête seule de la colonne donna. Une de nos compagnies de grenadiers, envoyée sur les hauteurs de gauche à la poursuite de l'ennemi, ramena une trentaine de prisonniers.

Le 22 fructidor, nous joignîmes les Autrichiens, qui venaient de recevoir un renfort nombreux et avaient pris des positions pour nous disputer Bassano. En effet, ils étaient retranchés, et avaient établi sur les rives de la Brenta de fortes et nombreuses batteries qui prolongeaient une chaîne de défense depuis la rivière jusque sur les sommités des montagnes de droite et de gauche. La division les attaqua en même temps sur tous les points. La 5e demi-brigade, qui occupait la gauche, eut à soutenir sur son point un feu des plus violents. Elle es-

suya une perte de 20 hommes tués et 30 blessés; mais à force de constance, de courage et d'audace, elle renversa tout ce qui était sur son front, et contribua puissamment au succès de cette journée. L'ennemi, battu sur tous les points, perdit environ 200 hommes restés sur le champ de bataille; il laissa 600 prisonniers, abandonna presque en totalité son parc d'artillerie, ses munitions de guerre et de bouche, enfin il essuya une déroute complète. Toutes les troupes qui composaient la division eurent leur part à ce brillant succès; la 5e demi-brigade se distingua, ou plutôt fit comme les autres, car toutes combattirent vaillamment. Le général de division Augereau commandait cette affaire, où il déploya des talents et du courage. Le général de brigade Bertin se battit en vrai soldat. Parmi les blessés furent les citoyens Lachat, Laroque, lieutenants, Rivière, sous-lieutenant, et Pompier, capitaine.

Le 23, nous bivouaquâmes à trois ou quatre milles en avant de Bassano, le 24 près de Padoue, le 25 et le 26 on fut continuellement à la poursuite de l'ennemi. Nous prîmes position sous les murs de Legnago, dont on formait le blocus. Jamais marche ne fut plus pénible : pour y arriver, nous fîmes plus d'une lieue ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Un bataillon fut en-

voyé à Ronco pour garder le passage de l'Adige sur ce point.

Le 27, les deux autres bataillons se portèrent sur Mantoue, où l'ennemi s'était réfugié. Ce même jour, le bataillon détaché à Ronco vint rejoindre la demi-brigade.

Le 28, la 5e demi-brigade fut placée en observation entre Mantoue et Vérone; elle ne s'égara pas dans sa route, comme nous l'avons lu avec étonnement dans les feuilles publiques: ayant un général à sa tête, elle ne pouvait qu'exécuter ses ordres; si nous nous fussions égarés, c'eût été la faute du général, et non celle de la demi-brigade.

Le 29 fructidor, les troupes firent un mouvement pour attaquer l'ennemi sous Mantoue. Notre demi-brigade, sous les ordres des généraux Bertin et Pigeon, le rencontra et l'attaqua près du château de la Favorite, où il nous attendait retranché derrière les haies et dans les fossés, ce qui rendait sa position respectable et des plus difficiles à enlever: aussi, le combat dura depuis onze heures du matin jusqu'à la nuit. Jamais affaire ne fut plus vive et plus sanglante que celle que soutint la 5e demi-brigade. L'ennemi, intéressé à conserver sa position, montra une opiniâtreté que la persévérance et le courage seuls des Français pou-

vaient surmonter ; les officiers et sous-officiers donnaient l'exemple, et les soldats se battaient avec acharnement ; la terre, jonchée de nos braves camarades tués ou mutilés, ne faisait qu'augmenter et redoubler l'ardeur de la demi-brigade ; résolue à venger leur mort par une victoire éclatante, elle la remporta complète, força l'ennemi de se jeter à la hâte dans Mantoue : ce qui était d'autant plus difficile que le local offrait continuellement aux impériaux, à mesure qu'ils perdaient du terrain, des positions plus avantageuses les unes que les autres ; c'étaient des fossés, des haies où ils s'embusquaient, des fermes où ils se retiraient, et qu'il fallait prendre d'assaut. Malgré l'avantage des positions, ils laissèrent un nombre considérable de morts sur le terrain, et beaucoup de prisonniers : nous leur enlevâmes au pas de charge, et sous une grêle de mitraille, une pièce de 13 et trois autres de moindre calibre, différents *caissons* ainsi que des chevaux ; une autre pièce tomba entre les mains de quelques-uns de nos soldats, qui, dans leur ardeur à poursuivre l'ennemi, la lui enlevèrent sous le feu de ses palissades et le canon de la ville. Cette journée glorieuse nous coûta un peu cher. Nous eûmes environ 60 hommes restés sur le champ de bataille, 150 blessés, et une vingtaine de prisonniers.

Du nombre des morts fut le capitaine Blandin; les regrets, on peut dire même, les larmes de ses camarades et de la compagnie qu'il commandait formèrent son oraison funèbre : qu'il nous soit permis ici de jeter une feuille de laurier sur sa tombe! Nous eûmes aussi à regretter d'autres camarades bien estimables par leur courage; les citoyens Gallant, lieutenant, et Carabin, sous-lieutenant; les citoyens Vollot, Vernaret, Augustin, lieutenants; Desgiron et Harville, capitaines; Devaise, Humbert, Morisot, Girardelet, lieutenants, et de Bauve, capitaine, étaient griévement blessés. Ces quatre derniers sont morts à la suite de leurs blessures. Le général Bertin était aussi hors de combat. Les chefs de bataillon Martin et Gaillard donnèrent pendant toute l'action des preuves d'intelligence et l'exemple du plus mâle courage : aussi furent-ils secondés par les officiers, sous-officiers et soldats, les uns ne pouvant être plus braves et plus ardents que les autres.

Le même soir, nous prîmes à peu près la position que nous devions occuper pour le blocus.

Le 30, on disposa les différents postes, gardant les routes avec les pièces enlevées à l'ennemi; on tint cette position environ huit jours.

Le 9 vendémiaire, nous occupâmes le château de la Favorite. Nous avions coupé les chemins, fait des abattis, et établi nos postes sur les points les plus avantageux; tout fut tranquille jusqu'au 15.

Le 16 vendémiaire, l'ennemi fit une sortie de Mantoue du côté de Prada, força la ligne du blocus sur ce point, cherchant à pénétrer plus avant dans la double intention de faire du fourrage et de nous prendre à revers. Une partie de la demi-brigade fut employée à le faire rentrer, on y réussit; notre détachement lui fit pour sa part cinquante prisonniers, lui enleva sept voitures de fourrage et quatorze bœufs. Nous eûmes trois hommes blessés et un tué. L'ennemi repoussé dans Mantoue, nous reprîmes nos positions; jusqu'au 2 frimaire il ne se passa rien de remarquable. Un de nos bataillons occupait le château de Prada, un autre le village de Suara, le 3e Bancolli.

Le 3 frimaire, les Autrichiens, qui éprouvaient déjà les horreurs de la faim dans Mantoue, firent une sortie sur les trois points de la Favorite, Saint-Antoine et Prada; elle fut annoncée de grand matin par le canon de la citadelle qui fit, pendant une heure ou deux, un feu des plus soutenus, pour détruire nos ouvrages et donner aux troupes plus de moyens de pénétrer. La

sortie fut des plus vigoureuses : les Autrichiens étaient dix fois plus nombreux que les assiégeants. La résistance fut aussi des plus opiniâtres. Ce ne fut qu'après quatre ou cinq heures de combat qu'ils purent enlever le château de Prada, Saint-Antoine et les postes qui les avoisinaient. Il y eut tant d'acharnement dans la défense que, presque tous les chefs de postes furent blessés ou prisonniers, et, par conséquent, un grand nombre de soldats. Forcés de céder au nombre, nous disputâmes le terrain pied à pied, et, quoique faibles en hommes, nous occupâmes si bien l'ennemi qu'il échoua dans son projet de faire entrer des vivres et des fourrages dans Mantoue. Un de nos bataillons arrêtait, pendant ce temps, une colonne qui se dirigeait sur Bancolli; il lui prit deux pièces de canon, lui tua quelques hommes, et lui fit des prisonniers. Les deux autres bataillons étaient toujours aux prises, lorsque la nouvelle de quelques troupes de renfort ranimant les forces presque épuisées de nos soldats, ils demandèrent que l'on battît la charge sur tous les points; elle se fit entendre aussitôt. Cette marche toujours effrayante pour l'ennemi, et ce passage si subit de la défensive à l'offensive, l'intimidèrent au point qu'il abandonna en un clin d'œil le terrain qu'il n'avait pu gagner qu'après huit

heures de combat; il rentra précipitamment et sans ordre dans ses murs, laissant plus de cent morts, à peu près autant de blessés, et quarante prisonniers. La perte de la demi-brigade fut d'environ soixante-quinze hommes tués et blessés, au nombre desquels étaient les lieutenants Rousset et Vernard, qui, tombés au pouvoir de l'ennemi, moururent à Mantoue, à la suite de leurs blessures; ces deux officiers, reconnus braves dans toutes les actions, emportèrent nos regrets. Les citoyens Toublanc et Brulé furent aussi blessés grièvement. Quatrevaux, lieutenant, Piol, capitaine, le furent également; l'ennemi nous fit environ cent prisonniers, parmi lesquels onze officiers. Ces braves gens ne durent leur captivité qu'à trop de résistance. L'adjudant-général Rambault, qui nous commandait, fit preuve du plus rare courage. Le chef de bataillon Martin se conduisit avec sa bravoure accoutumée.

Le lendemain et les jours suivants furent employés à réparer les ouvrages, les retranchements détruits, à couper de nouveau les chemins et à multiplier les abattis; cette dernière sortie de l'ennemi ne l'ayant pas encouragé, il resta dans ses murs jusqu'au 26, cherchant seulement à incommoder nos différents postes par le feu de la citadelle.

Le 27 nivose, à cinq heures du matin, la 5e demi-brigade se rendit sur la route de Saint-Antoine à Mantoue, prit la droite d'une des colonnes que devait commander ce jour-là l'adjudant-général Rambault. Il s'agissait d'arrêter le général autrichien Provera qui, ayant passé l'Adige, près de Legnago, était déjà sous les murs de Saint-Georges, avec 9 à 10,000 hommes. La colonne s'ébranla une heure avant le jour, et traversa la Favorite où ses éclaireurs se fusillèrent avec quelques avant-postes ennemis; cela n'arrêta pas sa marche : à trois ou quatre cents pas de là nous rencontrâmes un parti d'Autrichiens qui voulut nous disputer le passage, une fusillade très vive s'engagea. L'adjudant-général Rambault fut blessé grièvement aux premières décharges, à la tête des grenadiers. Le chef de bataillon Martin prit le commandement; il détacha quelques compagnies qui donnèrent la chasse à ce corps d'ennemis, lui tuèrent quelques hommes, firent cinquante prisonniers, et s'emparèrent de deux pièces de canon du calibre de 3. Nous attendions le jour avec impatience, nous dirigeant cependant sur le gros de l'armée ennemie; un brouillard des plus épais, succédant à la nuit, sembla la remplacer pendant deux ou trois heures; cette obscurité retarda le moment de notre attaque;

des éclaireurs furent envoyés sur tous les points, en avant de notre position, pour s'assurer plus parfaitement de celle de l'ennemi : il occupait, sur un front très étendu, des fossés, des haies et différentes fermes qui se trouvaient sur la ligne; les brouillards moins épais nous découvraient les uns aux autres. Nous attaquâmes l'ennemi avec vivacité, il répondit avec vigueur; il nous tua quelques hommes et nous força même de nous replier à deux reprises consécutives. Le chef de la colonne, le citoyen Martin et tous les officiers qui sentaient l'importance de cette journée, seules espérances de Wurmser dans Mantoue, ramenèrent de nouveau par leurs discours, leurs exemples et quelques changements de disposition dans l'attaque, les soldats à la charge. Alors on ne calcule plus le nombre de l'ennemi, ni l'avantage de ses positions; il ne doit plus y avoir de pas rétrogrades. Les soldats ont juré de vaincre. La baïonnette en avant, et sans s'amuser plus long-temps à une fusillade inutile, ils essuient celle de l'ennemi, qui ne les intimide pas plus que le feu de son artillerie; on le serre, on le presse, on l'environne de toutes parts. Tout ce qui fait résistance trouve la mort, trois ou quatre cents Autrichiens mettent bas les armes devant la 5e demi-brigade. Deux escadrons de cavale-

rie, vingt-deux pièces de canon de différents calibres, des caissons en proportion, environ quatre-vingts chariots de farine, attelés de six bœufs chacun, furent pour la république le fruit de cette victoire. Quatre à cinq mille hommes, reste de la colonne de Provera, se battaient encore sous Saint-Georges. Nous nous y portions, lorsque le feu cessant tout-à-coup nous apprit qu'ils venaient d'éprouver le sort de leurs camarades. Une affaire aussi chaude avait coûté la perte de beaucoup de nos braves, elle ne s'éleva pas cependant si haut qu'on devait le craindre; nous laissâmes quinze hommes sur le champ de bataille; nous en eûmes quarante blessés: les citoyens Bazard, Prost, Landon et Mathieu, lieutenants et sous-lieutenants, furent de ce nombre, ainsi que le citoyen Dufourd, capitaine, et Lévêque, capitaine de grenadiers. Le général Dumas commandait la division. Le chef d'état-major général Berthier était à cette affaire. Le même soir, chacun de nos bataillons alla reprendre ses positions respectives; on y resta jusqu'à la reddition de Mantoue, sous les murs de laquelle la 5e demi-brigade fut employée sans interruption pendant tout le blocus.

Ce même jour, les postes de la 5e demi-brigade qui étaient restés à Prada, se battirent

vigoureusement contre la garnison de Mantoue, qui fit une sortie et ne put les enlever.

Le 14 nivose, la demi-brigade reçut ordre de se rendre à Porto-Legnago sur l'Adige; elle y arriva le lendemain, ayant marché toute la nuit. Elle fit le service dans cette place jusqu'au 30 pluviose. Le premier ventose elle partit de Legnago, et se rendit en deux jours à Vérone,

Le 3, à la Chiulla,

Le 4, à Halla,

Le 5, à Roveredo, où resta un bataillon, les deux autres furent répartis dans les villages.

Le 7, deux bataillons furent envoyés à Torbolle, l'autre à Nago, à l'extrémité du lac de Guarda, où ils restèrent jusqu'au 12: ils se rendirent le 13 à Roveredo, où ils se réunirent au bataillon qui y était resté. Le 14, toute la demi-brigade partit pour Trente, et, sans s'y arrêter, se rendit à Pergine, où restèrent deux bataillons. Quelques compagnies furent envoyées dans le château qui domine ce village. Un autre bataillon alla à Caldenazo. Nous garantissions cette vallée des Autrichiens, qui occupaient, derrière les montagnes et dans une vallée parallèle, des positions respectables sur les bords du Lavis. Nos postes étaient multipliés autour de ce village, et nos compagnies de grenadiers faisaient de continuelles reconnaissances sur les différents passa-

ges qui communiquent d'une vallée à l'autre.

Le 29 ventose, nous quittâmes Pergine, suivant la gorge dans la direction de Bassano. Nous occupâmes quelques jours la ville de Borgo. D'autres ordres nous ramenèrent dans les villages situés sur des montagnes à la droite de Pergine à Trente. Le projet était d'aller débusquer l'ennemi de ses positions sur Lavis.

Le 30 ventose, sous les ordres du général Baraguey d'Hilliers, nous prîmes rang dans une des colonnes qui devaient attaquer l'ennemi dans Saint-Bras, où il était protégé par une rivière des plus rapides et des positions que la nature devait rendre inexpugnables. Nos grenadiers tentèrent le passage de cette rivière et y réussirent. Ils l'effectuèrent ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, malgré son extrême rapidité, sous le feu de l'ennemi, qui tirait sur nous en plongeant et roulait sur nous d'énormes quartiers de roches. On enleva en un clin d'œil tous les premiers postes. Les derniers devenaient d'autant plus difficiles à emporter qu'ils s'accroissaient des autres qui se repliaient continuellement sur eux. Ces derniers postes enlevés nous découvraient Saint-Bras, et nous mettaient à sa hauteur, tandis que les différentes troupes attaquaient de front ce village défendu de toutes parts par les troupes reglées autrichiennes, et les paysans armés. Les

grenadiers de notre demi-brigade gagnèrent sur la droite des hauteurs qui paraissaient inaccessibles et, filant sur les sommités à la faveur des bois dont elles étaient couvertes, tournèrent Saint-Bras. Par cette opération aisée à combiner, mais de la plus difficile exécution, l'ennemi qui comptait plusieurs milliers d'hommes et qui était rangé en bataille dans une petite plaine en arrière du village, se trouvant attaqué de front et en flanc, abandonna le terrain en se sauvant dans le plus grand désordre. Le citoyen Féron, depuis peu notre chef de brigade, harcela l'ennemi dans sa retraite, et ramena un nombre considérable de prisonniers. Il justifia, dans cette première journée qu'il nous commanda devant l'ennemi, la réputation dont il jouissait dans la 63e demi-brigade, où il servait auparavant. Dans cette action, la 5e demi-brigade fit pour sa part plus de 300 prisonniers, et s'empara de deux pièces de canon. Elle n'eut que 5 à 6 hommes blessés. Nous bivouaquâmes dans la petite plaine de Saint-Bras. Cette expédition fut commandée par les généraux Baraguey d'Hilliers et Dumas.

Le 1er germinal, nous partîmes de Saint-Bras à 6 heures du matin, sous les ordres de l'adjudant général Leibante; nous marchâmes sans nous arrêter; nous traversâmes des montagnes de neige et de glace, et vînmes tomber à l'entrée

de la nuit près de..... L'ennemi essaya d'arrêter la tête de notre colonne, mais on lui enleva quelques postes, on fit des prisonniers, et nous prîmes position sur une petite montagne de neige; l'extrême rigueur du froid nous rendit la nuit bien longue.

Le lendemain, poursuivant l'ennemi qui fuyait devant nous, nous joignîmes sur l'Adige les troupes qui étaient venues de Trente par Saint-Michel et avaient battu les Autrichiens; quoique exténués de fatigues, nous repartîmes au bout de quelques heures et allâmes bivouaquer à Bronzollo.

Le lendemain 4 germinal nous arrivâmes à Bolzano; un bataillon fut détaché sur la gauche, où il resta: les deux autres prirent la route d'Inspruck; ils s'arrêtèrent deux ou trois jours sous Brixen. Ils poussèrent ensuite jusqu'aux portes de Milbac sans y entrer; ils retournèrent sur leurs pas en changeant de direction. Cette journée fut employée à fouiller les montagnes, sur lesquelles on bivouaqua. Le lendemain, nous prîmes la route d'Inspruck. Nous occupâmes pendant deux jours des positions dans un bois, en arrière du village de.....; nos grenadiers furent envoyés à l'avant-poste à un mille en avant de ce village.

Depuis notre départ de Bolzano, les paysans

armés de tous côtés faisant des tentatives et hostilités contre nos troupes peu nombreuses, nos deux bataillons reçurent ordre de retourner à Bolzano, pour renforcer ce point. Nous y arrivâmes le 10 après deux jours de marche; nous nous réunîmes à un de nos bataillons que nous y avions laissé et qui ce jour là eut un choc assez vif avec les troupes de Laudon, qu'il empêcha d'entrer dans Bolzano. Nous perdîmes dans cette affaire 4 à 5 hommes tués et en eûmes une dizaine de blessés; nous en tuâmes quelques-uns à l'ennemi et lui fîmes une trentaine de prisonniers. Nous fûmes ensuite disséminés dans différents cantonnements autour de Bolzano. Le 13, les soldats de Laudon, général autrichien, et les paysans armés qui auparavant occupaient les hauteurs les plus reculées, s'étaient rapprochés et se tenaient presque à mi-côte des montagnes. Ce voisinage donnait quelques inquiétudes, et l'ennemi ayant attaqué nos avant-postes, on envoya nos compagnies de grenadiers pour les défendre; il s'engagea une fusillade très vive, les grenadiers forcèrent les insurgés à regagner les hauteurs. Un front étendu et bien garni ne laissait aucun moyen de les tourner. L'ardeur ordinaire de nos soldats, d'ailleurs peu nombreux, les ayant portés trop loin occasiona la

perte de quelques-uns d'entre eux qui furent tués soit par le feu des carabines, soit par les rochers qu'on détachait des hauteurs. Cette troupe de braves fut forcée à la retraite; il était temps qu'elle la fît; l'ennemi, qui connaissait mieux qu'elle les passages et défilés praticables, commençait à la cerner. Le parti le plus sage, le seul même qu'il y eût à prendre, fut de se jeter dans un château qui présentait quelques moyens de défense; deux compagnies de grenadiers et deux du centre s'y réfugient; mais en un instant trois ou quatre mille paysans les entourent, font un feu d'enfer sur elles; ils s'approchent à différentes reprises, en poussant des cris affreux; ils menacent de donner l'assaut et de tout égorger si on ne se rend pas. La petite garnison ne répond aux menaces que par des coups de fusil ménagés, ajustés par les fenêtres et les créneaux. Chaque décharge fait tomber des soldats de Laudon ou des paysans; ils se retirent, puis reviennent à la charge, et sont reçus de la même manière: enfin, la nuit arrive, on se barricade, on se dispose à périr tous ensemble plutôt que capituler avec de cruels et lâches paysans. On fait des amas de pierres pour écraser les assaillants par les fenêtres, s'ils se présentent à l'assaut. La moitié de la nuit se passe sur le qui vive; enfin arrivent

deux de nos bataillons que le général Monnier envoyait pour nous débloquer; ils y réussirent, l'ennemi leur ouvrit le passage et se retira en silence à mesure qu'ils avançaient. Le courage et la fermeté que les compagnies avaient montrés dans le château, leur mérita des éloges de la part du général.

Ce même jour, une troisième compagnie de nos grenadiers se battit sur la gauche pendant 4 ou 5 heures, et repoussa l'ennemi qui descendait sur la ville. Elle lui fit du mal, mais elle perdit elle-même 3 ou 4 hommes et en eut 5 à 6 blessés, parmi lesquels le lieutenant Eckendorf.

Le lendemain, 14 germinal, le général Monnier fit partir deux bataillons et les trois compagnies de grenadiers de la 5e demi-brigade, avec ordre de s'emparer de la sommité d'une montagne à gauche de la route de Bolzano à Brixen. A mesure que nous montâmes, nous fîmes replier tous les postes établis en échelon les uns sur les autres. Parvenus à la cîme, notre chef de brigade Leféron fit des dispositions pour nous maintenir contre une nuée de paysans forcenés qui vinrent nous attaquer avec fureur et en hurlant. Notre but étant de garder seulement la position, nous ne les chargeâmes pas; nous nous contentâmes de les faire rebrousser chemin en leur tuant quelques hommes et en leur en blessant

un plus grand nombre. Nous ne perdîmes qu'un grenadier, qui fut écrasé par une roche, et nous eûmes deux officiers blessés; ce furent les citoyens Penta, capitaine, et Miachon, sous-lieutenant de grenadiers. Pendant que nous luttions sur ce point, notre autre bataillon, resté dans le bas avec le gros de la division, se battait de son côté et contribuait à empêcher l'ennemi de pénétrer dans Bolzano. Il perdit 4 hommes, eut quelques blessés, parmi lesquels le citoyen Chevreau, sous-lieutenant, resté au pouvoir de l'ennemi; il mourut dans cette ville à la suite de sa blessure. Nous le regrettâmes beaucoup.

Les deux autres bataillons dont nous avons parlé bivouaquèrent dans leur position, une partie de la nuit; ils se mirent en marche avant le jour et descendirent à Bolzano. La demi-brigade l'évacua aussitôt, et prit avec la division la route de Brixen.

Nous fîmes quelques jours partie de la division de Delmas. Nous quittâmes les gorges du Tyrol; nous entrâmes dans celle de Salsbourg à l'extrémité de cette province, traversâmes une partie de la Carentie par Villach, et nous rabattîmes dans le Frioul. Nous occupâmes, jusqu'au..... les cantonnemens d'Osopo, Saint-Daniel, sur les bords du Tagliamento dont nous gardions les postes.

l'ennemi fut forcé d'abandonner. Elle se retirait sur Peschiera, suivant ses instructions, lorsque le citoyen Roux, chef du 2e bataillon, suivi de quelques-uns des siens, se trouva tout-à-coup cerné. Il fit bonne contenance, se jeta sur les Autrichiens, se fit jour, et parvint à rejoindre son bataillon. Il n'en fut pas ainsi des citoyens Tourt, adjudant-major, Étienne, capitaine, et Rouquette, lieutenant. Ils s'obstinèrent à défendre les postes qui leur avaient été confiés; ils furent obligés de se rendre avec une centaine d'hommes. Les citoyens Rondelet, sergent-major, et Rivière, caporal, se distinguèrent également en soutenant avec fermeté le choc d'un gros détachement de cavalerie.

Le 3e bataillon, commandé par le chef Agarrat, qui était détaché du côté de Gavardo, soutint également le feu de l'ennemi, et couvrit la retraite que les troupes sous les ordres du général Guieux se virent forcées de faire. Les citoyens Chrétien, lieutenant, et Baral, sous-lieutenant, parvinrent à intercepter le passage du pont de Salo. Ils y mirent le feu, malgré la mitraille dont ils furent atteints l'un et l'autre. Ils perdirent environ 80 hommes, tués, blessés ou prisonniers.

Lors des journées des 14, 15 et 16 du même mois, les trois bataillons de la demi-brigade,

détachés, assistèrent aux batailles de Lonato, Salo, Gavardo et Castiglione. Le premier, commandé par le citoyen Lemeille, sous les ordres du général Dallemagne, accourut à marche forcée au secours de la division du général Guieux, qui se trouvait cernée entre Salo et Gavardo. Il attaqua les Autrichiens par Villeneuve, les chassa au nombre de quatre mille, et parvint à opérer sa jonction avec une partie des nôtres. Il perdit dans cette affaire près de 200 hommes, morts, blessés ou prisonniers. Il perdit entre autres les citoyens Magne, adjudant-major, Cabanne, capitaine, Vabre et Crespin, lieutenants, qui furent forcés de se rendre. Le citoyen Marcoucogne, sous-lieutenant, eut le bras cassé d'un coup de feu.

Le 3e bataillon, sous les ordres du général de brigade Berthier, attaqua l'ennemi à Lonato, le chassa et lui fit 500 prisonniers.

Le 16, le même bataillon, commandé par l'adjudant-général Veaux, continua l'attaque; il lui enleva le camp de Tourmilly situé entre Salo et Villa-Nuova; il fit un grand nombre de prisonniers, s'empara d'une partie de l'artillerie, qu'il ne put cependant conserver. Les Autrichiens revinrent à la charge, reprirent les postes après une résistance opiniâtre. Le citoyen Tissier, sergent-major, enleva à lui seul un obu-

sier, qu'il tourna contre l'ennemi. Le bataillon perdit dans ces deux affaires 45 hommes, une partie furent faits prisonniers; de ce nombre étaient les citoyens Pasingue, lieutenant, et Jeam, sous-lieutenant.

Le 2e bataillon assista en partie à l'affaire de Lonato, où il eut l'avantage de voir mettre bas les armes à une colonne de 4,000 Autrichiens. Le restant du bataillon, commandé par le citoyen Roux, se trouvait cerné dans Peschiera.

La demi-brigade, après ces différentes affaires, se réunit à Peschiera, d'où elle se porta sur Rivoli. Elle y attaqua l'ennemi, le 24 thermidor, dès le point du jour. Il occupait des positions avantageuses qu'il avait garnies de batteries; néanmoins la 11e battit la charge, et le rejeta sur la Coronna. Le général de division Massena ordonna de le pousser encore: la demi-brigade reprit son mouvement; elle mit en tête trois compagnies de grenadiers, une de carabiniers; elle joignit les Autrichiens, les culbuta et leur prit une partie de leur artillerie. Cette affaire lui coûta 250 hommes, hors de combat ou prisonniers. Le capitaine Pastow fut tué à la tête de sa compagnie, et le citoyen Favre, lieutenant, atteint d'un coup de feu.

La 11e prit position sur le plateau de la Coronna. Elle y resta jusqu'au 5 fructidor, où elle

reçut l'ordre de cotoyer l'Adige, et d'aller occuper les postes de la Sega, du pont du Pranlo et Bussolingo. Le 16, elle se mit en marche pour l'expédition du Tyrol, qui lui fournit de nouveau l'occasion de se distinguer sous les ordres du général de brigade Bournet. Le 1^er bataillon qui faisait partie de l'avant-garde commandée par le chef de brigade Moreau, fut des premiers à forcer les retranchements des Autrichiens qu'il mit en pleine déroute. On leur fit 5,000 prisonniers, on leur prit six drapeaux et vingt-deux pièces d'artillerie. La demi-brigade continua de se distinguer aux affaires de Paverdo, Trente, Saint-Michel, ainsi qu'à celles de Bassano où elle perdit environ cent hommes.

Le premier vendémiaire, la 11^e, sous les ordres du général de brigade Bournet, partit de Bassano, pour se rendre sous Mantoue. Elle prit position à St.-Georges et à Cerèse. Elle occupa successivement celles de St.-Antoine, de la Favorite et du Château de Prada, qu'elle défendit contre les diverses sorties de l'ennemi, principalement contre celle qu'il fit, le 16 vendémiaire, du côté de Prada, au nombre de 5,000 hommes. Après un combat très vif, la demi-brigade, ainsi qu'une partie de la 69^e, se rallia dans le bois de Marmiral, sous les ordres du général divisionnaire Sahuguet. Les troupes re-

tournèrent bientôt à la charge, soutenus de quelques chasseurs à cheval; elles attaquèrent les Autrichiens et les rejetèrent dans Mantoue. Elles prirent plusieurs chariots chargés de bois ou de fourrages. Le capitaine Derrouest et le citoyen Chabras, sous-lieutenant, s'y comportèrent de la manière la plus distinguée.

Le 27 brumaire, le premier bataillon fut désigné pour faire partie d'une colonne mobile, destinée, sous les ordres du général de brigade Lasalcette, à porter des secours à l'armée, qui avait été attaquée le long de l'Adige. La colonne se rendit à Ronco, à Arcole, et retourna après la bataille à Villefranche. Elle faisait partie d'une division sous les ordres du général en chef, qui devait attaquer le lendemain les Autrichiens: ceux-ci avaient chassé les troupes du général Vaubois des postes importans de la Coronna et de Rivoli, ils s'étaient également emparés des environs de Peschiera et de Castel-Novo, ils furent débusqués; le bataillon revint devant Mantoue. Le 3 frimaire, la 11^e^, commandée par le chef de brigade Moreau, chargé de la direction de la première subdivision du centre, sous les ordres du général divisionnaire Chabot, soutint, l'espace de six heures, le feu du fort qui protégeait une sortie. Décimée par cette longue canonnade, elle se replia sur Bamoly, où elle se forma en

colonne d'attaque, et marcha la baïonnette en avant, à l'ennemi qu'elle rejeta sur la Favorite, après lui avoir tué 600 hommes, pris deux pièces d'artillerie et cent chevaux; elle n'eut dans cette occasion que cinquante morts, blessés ou prisonniers parmi lesquels on comptait les citoyens Parant, capitaine, et Colas, sous-lieutenant.

Le 26 nivose, l'armée française ayant été attaquée de toutes parts, une colonne autrichienne, commandée par le général Provera, parvint à passer l'Adige; elle se porta le même jour sur Mantoue, et elle avait enveloppé, le 27 à quatre heures du matin, St.-Georges et la Favorite. La 11e, faisant partie des troupes commandées par le chef de brigade Moreau, alla la chercher dans les positions qu'elle avait prises; l'action ne fut pas heureuse; elle fut obligée de se replier dans le château où elle se défendit avec courage contre les colonnes de Provera et les troupes sorties de Mantoue, qui étaient parvenues à la cerner. La deuxième colonne de l'armée française arriva sur ces entrefaites; la demi-brigade fit aussitôt une sortie vigoureuse. L'ennemi fut culbuté, la jonction de ses forces devint impossible. Après huit heures de combat, une partie de la demi-brigade, sous les ordres du chef Carvin, força les Autrichiens à rentrer dans Mantoue. L'autre

partie, sous les ordres du chef Moreau, poursuivit les troupes de Provera, et les obligea de capituler.

La 11^e^ se comporta dans cette journée avec la plus grande bravoure. Les citoyens Roux, chef de bataillon, Essagne, adjudant-major; Lelièvre, capitaine, et Malthère, sous-lieutenant, se conduisirent d'une manière distinguée. Le citoyen Ponsonnaille, capitaine de grenadiers, reçut un coup de feu à la poitrine, et Aguity, lieutenant, resta mort sur le champ de bataille. La demi-brigade perdit en outre près de 150 hommes.

Après la reddition de Mantoue, la demi-brigade passa dans la division du général Joubert. Elle fut détachée à Trente, à Pergine, à Lavis où elle resta jusqu'au 29 ventose, époque où elle se mit en marche pour l'expédition du Tyrol. Elle assista à toutes les affaires qui eurent lieu contre les Autrichiens et les paysans. A celle du 4 germinal devant Claceyne, elle reçut l'ordre d'attaquer, et parvint, par sa marche précipitée et son courage, à traverser le village ainsi que le pont. Elle rompit les colonnes ennemies sans tirer un coup de fusil, leur enleva les retranchements, et devança la cavalerie, ce qui lui mérita les plus grands éloges du général Joubert. Elle continua de poursuivre les Autri-

chiens jusqu'au-delà de Brixen ; elle s'empara des hauteurs, après une fusillade très vive où les paysans perdirent 400 morts et laissèrent 500 prisonniers. Elle apprit alors la suspension d'armes et l'heureuse nouvelle des préliminaires de paix. Ces diverses affaires lui coûtèrent près de 25 hommes qui furent tués sur le champ de bataille.

Les trois compagnies de grenadiers de la demi-brigade firent également partie de l'avant-garde commandée par le général de division Kilmaine, et assistèrent aux affaires de Borgheto. Lors du passage du Tyrol, elles firent partie du blocus de Mantoue sous les ordres du général Dallemagne, et prirent part à toutes les sorties et attaques qui eurent lieu ; elles assistèrent aux expéditions de la Toscane et de la Romagne. Ces trois compagnies se sont également distinguées dans tous les combats qui ont eu lieu depuis l'ouverture de la campagne ; elles ont été réorganisées plusieurs fois, et ont perdu près de 500 hommes, nommément les citoyens Moran, capitaine ; Champoral, lieutenant, et Clermont, sous-lieutenant, qui ont été tués à leur tête en se conduisant d'une manière distinguée.

PRÉCIS HISTORIQUE

DE LA CAMPAGNE D'HIVER QU'A FAITE LE 3e RÉGIMENT DE DRAGONS SOUS LES ORDRES DU GÉNÉRAL DE DIVISION MASSÉNA.

Le 3e régiment de dragons, venant de l'intérieur, arriva à Milan le 9 frimaire an V; il y séjourna jusqu'au 20, qu'il reçut l'ordre d'aller prendre ses cantonnements à Monza. Le 3 nivose, un escadron commandé par le chef Bousson se rendit à Cassano, où il fut mis sous les ordres du général Baraguey, qui l'employa plus tard à l'expédition de Bergame.

Le 12 nivose, le reste du régiment partit de Monza pour se rendre à Villa-Franca et y faire partie de la cavalerie de la réserve; le 22, le corps entier se mit en marche pour Véronne: l'escadron détaché l'avait rejoint en route. Le 22, une action eut lieu à Saint-Michel; le régiment y prit part par un de ses escadrons; le reste fut mis en bataille en avant des postes de Peschiera

et de Mantoue. L'affaire fut très chaude; les troupes françaises firent 800 prisonniers.

La journée tirait à sa fin; le 3e reçut ordre du général Dugua, commandant la cavalerie de réserve, de se porter à Legnago. Il arriva dans cette ville pendant la nuit, continua au jour sa route pour Carpi, et se disposait à prendre des cantonnements; mais le canon ne tarda pas à se faire entendre. Il se porta incontinent en avant de Legnago; il y trouva l'aide-de-camp du général Dugua avec le 10e régiment de chasseurs. Ils furent l'un et l'autre dirigés sur Mantoue. Ils reçurent presque aussitôt contre-ordre, et se portèrent à Castel-Novo, près Rivoli. Le 3e avait laissé sous Mantoue un détachement de 50 hommes; cette petite troupe se réunit à la division Joubert, attaquée à Rivoli. Elle chargea quatre fois l'ennemi, et lui fit 2,000 prisonniers. Le régiment partit de Castel-Novo le 26, et vint à Roverbella. A onze heures du soir, il monta à cheval avec le 10e de chasseurs. Il se porta à la rencontre de l'ennemi, qui avait passé l'Adige. Celui-ci allait atteindre Mantoue lorsque nous le découvrîmes; il était à la portée du pistolet; la nuit était noire; nous le fîmes reconnaître par deux détachements commandés l'un par le citoyen Gibert, lieutenant, et l'autre par Jeannot, sous-lieutenant. Ils le joignirent bientôt. Le premier

donna dans une masse de cavalerie énorme ; le second fut plus heureux, il enleva une pièce de canon qui nous tirait à mitraille. Le premier avait gardé sa position. Au jour, il s'avança sur les Autrichiens ; mais au moment où il arrivait à eux, l'officier qui les commandait lui présenta son sabre en lui demandant ce qu'il exigeait de sa troupe : — « Qu'elle mette bas les armes », lui répondit le républicain : ce qui fut exécuté après qu'il se fut engagé à faire respecter les officiers ; un seul de ceux-ci refusa de se rendre, et voulut combattre. Le citoyen Gibert accepta le défi ; l'acharnement qu'ils y mirent l'un et l'autre les obligea à se prendre corps à corps ; ils se jetèrent à bas de leurs chevaux. L'Autrichien saisit son adversaire aux cheveux ; celui-ci mordit le pandoure, l'obligea de lâcher prise, et, se relevant vivement, lui donna un vigoureux coup de sabre qui mit fin au combat. Cette affaire décida du sort de toute la colonne ennemie qui avait passé l'Adige ; car Provera et ses généraux, ainsi que toute la division, finirent par mettre bas les armes, et se rendirent à discrétion. On évalue à 8,000 prisonniers la perte que les impériaux firent dans cette journée. L'action finie, le régiment vint s'établir à Villa-Franca, d'où il se rendit à Vérone, à Saint-Michel, qu'il quitta le 2 pluviose pour joindre

la division Masséna, à laquelle il venait d'être attaché. Le détachement de 50 hommes qui était avec le général Joubert fit sa jonction le 4 pluviose.

La division marcha jusqu'au 6, qu'elle rencontra l'ennemi. Le général Leclerc, aux ordres duquel se trouvait un détachement de 65 dragons, voyant l'impossibilité de faire usage de cavalerie dans un terrain coupé d'arbres et de larges fossés, fit mettre pied à terre à une partie du détachement, et l'envoya contre les tirailleurs d'infanterie : ce qui s'exécuta avec tant de courage, que l'ennemi fut repoussé avec perte jusque dans Bassano. Maffre, maréchal-de-logis, donna dans cette affaire des preuves de valeur qui lui méritèrent les éloges du général.

Le 7, la division suivit l'ennemi, qui avait évacué Bassano. Il se retirait par diverses routes. Le régiment mit sur ses traces autant de détachements; ceux qui étaient aux ordres des citoyens Prince et Vandevelde le joignirent à Osolo, où ils firent mettre bas les armes à 150 hommes d'infanterie; mais au moment où ils allaient s'emparer de leurs prisonniers, ils furent enveloppés par une nombreuse cavalerie, et ne durent leur salut qu'à leur courage. Ils se retirèrent en bon ordre, sans perdre un seul homme. L'aide-de-camp Lasalle, qui com-

mandait ces deux détachements, montra le sang-froid dont il avait déjà donné tant de preuves. Le lendemain, le régiment se réunit; il cantonna en avant de Bassano, d'où il partit le 12 ventose pour aller chercher les Autrichiens dans les gorges, où ils n'osèrent recevoir le combat. La nuit du 11 au 12, un détachement de 25 hommes, commandé par le citoyen Jean Milquin, sous-lieutenant, rencontra la queue du convoi de l'ennemi avec deux pièces de canon du calibre n° 3, et s'en rendit maître.

La division partit le 12 au matin de Primolano et arriva à Burgo sans rencontrer l'ennemi. Le lendemain, le régiment reçut ordre de se rendre à Primolano, et de là à son cantonnement au-dessus de Bassano; il y séjourna jusqu'au 20 ventose, ayant fourni pendant cet intervalle des détachements et des reconnaissances sur différents points des bords de la Piave. Il essuya dans ces différentes reconnaissances quelques légères escarmouches, qui ne contribuèrent qu'à faire connaître son courage et son républicanisme. Le 20 du mois de ventose, la division s'avança le long des bords de la Piave jusqu'à Feltre. Le 21, un escadron, étant aux avant-postes avec le 10e régiment de chasseurs, rencontra l'ennemi sur la route de Bellune. Ces deux corps le chargèrent si vigoureusement,

qu'il se retira en désordre, laissant des hommes et des chevaux dans leurs mains.

Le 22, le régiment se porta sur Bellune avec de l'artillerie légère; il y séjourna quelques jours, alla ensuite se réunir au 10e de chasseurs, qui était d'avant-garde. Il ne prit part à l'affaire de Bellune que par ses ordonnances, qui, au nombre de 25, accompagnaient le général Masséna. Des pelotons de dragons furent chargés d'aller prendre les postes ennemis qui se trouvaient isolés sur le haut des montagnes; ils en enlevèrent plusieurs, et les ramenèrent. Le lendemain, le régiment se porta sur Bellune; il continua par Paravanna, Pordennone, Stemberg, Guemonna, où il séjourna jusqu'au 2 germinal. Les Autrichiens se présentèrent alors, diverses charges eurent lieu; il n'y prit part que par ses ordonnances, dont trois s'enfoncèrent avec trois chasseurs du 10e dans la colonne ennemie avec une telle impétuosité, qu'ils l'ébranlèrent et arrêtèrent sa marche; elle perdit du temps; le gros de la colonne qui le poursuivait l'atteignit, et lui fit 800 prisonniers. Ces six braves furent tous blessés; aucun cependant ne resta sur le champ de bataille. Le 3 germinal, le reste de la division s'avança sur Trévise. Les Autrichiens étaient en force, et ils avaient l'avantage de la position. Ils firent une vigoureuse résis-

tance; mais ils furent enfin obligés de céder. Une partie de la cavalerie ennemie fut prise par le 10e régiment de chasseurs. Le régiment n'eut encore part à cette affaire que par ses ordonnances.

Le 4, le régiment marcha, avec ce qui lui restait de disponible, pour faire une reconnaissance sur la route de Trévise à Trieste; il rencontra l'ennemi avant d'avoir été joint par l'infanterie. Le commandant fit mettre pied à terre à une vingtaine de dragons qui refoulèrent les premiers postes; l'adjudant-général Soret survint presque aussitôt avec les chasseurs; le détachement rentra, et laissa faire les fantassins, qui replièrent les tirailleurs ennemis; ceux-ci cédèrent d'autant plus aisément, qu'ils avaient ordre de nous attirer sous le feu de deux pièces de canon chargées à mitraille. L'adjudant-général aperçut le piége, et envoya l'ordre au commandant l'avant-garde des dragons de charger les pièces, quoiqu'elles fussent placées sur un amphithéâtre de glace. Le capitaine Legros mit sa troupe en mouvement et se porta sur elles; les chevaux ne pouvaient se tenir sur la glace; il fit mettre pied à terre, et enleva la batterie. L'ennemi revint à la charge. Notre infanterie se prit d'une terreur panique; nous nous trouvâmes tout à coup dans une position des plus fâcheuses. Nous étions trop à découvert, nous nous reti-

râmes quelques toises en arrière, mais au pas, pour ne point augmenter le désordre et l'épouvante qui emportait nos fantassins. Le général Masséna, à qui le commandant du régiment avait fait rendre compte de la résistance de l'ennemi, arriva avec des troupes fraîches qui triomphèrent bientôt de tous les obstacles, et s'emparèrent d'un immense convoi que cette colonne protégeait.

L'affaire finie, une partie de la division entra dans Trévise, d'où elle partit le lendemain pour Villach. Elle arriva le 6 dans cette ville, y séjourna le 7, et repartit le 8 pour Clagenfurth, où elle trouva l'ennemi, qui lui opposa une vigoureuse résistance. Le régiment n'avait que trois pelotons de réunis. Le général Leclerc lui ordonna de tomber sur les Autrichiens. Il le fit, mais éprouva des pertes considérables; une circonstance les atténua cependant : nous avions chargé avec tant d'abandon, que républicains et impériaux furent bientôt pêle-mêle; pour ne pas abattre les siens, l'infanterie ennemie fut obligée de suspendre son feu. La retraite devenait indispensable, à raison des forces que nous avions en tête. L'ennemi, que cette supériorité ne rassurait pas encore, faisait avancer sa cavalerie de réserve. La partie n'était plus tenable. Heureusement qu'il fut à son tour abandonné de son infanterie; il fit aussitôt un mouvement rétrograde; le général s'en aper-

çoit, appelle à lui ce qui lui reste de dragons disponibles, et les lance sur les Autrichiens. Leur retraite fut dès-lors décidée, mais ils la firent avec calme et dans le plus bel ordre. Nous perdîmes dans cette affaire le citoyen Legros, capitaine; Pralet, maréchal-de-logis; Leclerc, brigadier, et plusieurs autres dragons qui furent tués en défendant deux pièces de canon qu'ils avaient prises à l'ennemi. Nous n'eûmes qu'une dizaine de blessés, mais presque tous moururent de leurs blessures.

Le régiment suivit la marche de la division sans avoir occasion de prendre part aux affaires qui eurent lieu le 13 à Romagne, le 14 à Froselle, et le 15 à Gudenberg. Le 16, au moment où elle atteignait Midrefeld, on reçut un parlementaire ennemi qui obtint une suspension d'armes. Le 18, on se porta à Léoben, et le 19 à Pruck, où on séjourna jusqu'à la signature des préliminaires, qui eut lieu le 29 germinal. Le 3 floréal, le régiment rétrograda avec la division, et la suivit jusqu'à Gonicia, où il reçut ordre de se porter à Trévise pour faire partie de la division de cavalerie aux ordres du général Dumas; il arriva dans cette place le 25 floréal an V de la république.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
CECIL H. GREEN LIBRARY
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004
(415) 723-1493

All books may be recalled after 7 days

DATE DUE